

A

0002181014



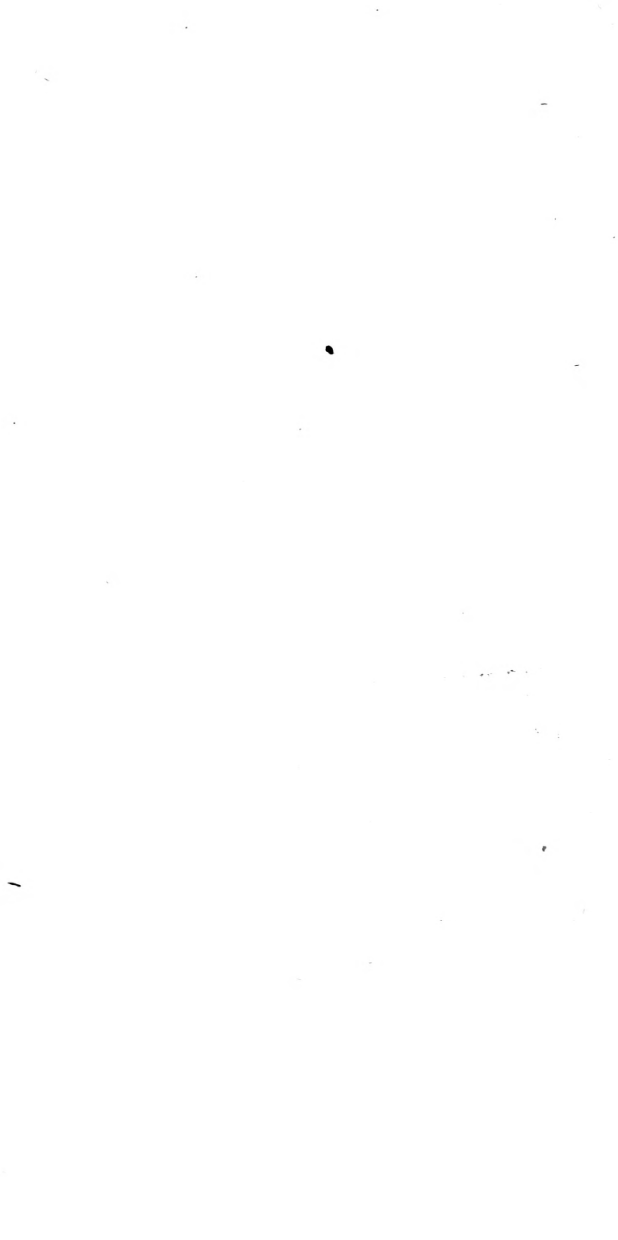
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

y of California  
ern Regional  
ry Facility



THE LIBRARY  
OF  
THE UNIVERSITY  
OF CALIFORNIA  
LOS ANGELES







*RECHERCHES*

ET

CONSIDERATIONS

SUR

LES FINANCES

DE FRANCE.

*TOME CINQUIEME.*



RECHERCHES  
ET  
CONSIDÉRATIONS  
SUR  
LES FINANCES

DE FRANCE,  
*Depuis 1595 jusqu'en 1721.*

TOME CINQUIEME.



A LIEGE.

---

M. DCC. LVIII.



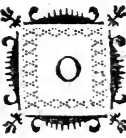


HJ  
1080  
F742  
v.5

*RECHERCHES*  
ET CONSIDERATIONS  
SUR  
LES FINANCES  
DE FRANCE,  
*Depuis 1595 jusqu'en 1721.*

---

ANNÉE 1713.

«  N a vû, par le détail des  
» expédiens de Finance aux-  
» quels on a été obligé d'a-  
» voir recours pendant les  
» années précédentes , que des moyens  
» forcés , pour fournir à des dépenses  
» immenses , épuisoient toujours de  
» plus en plus les ressources de l'Etat ;  
» cependant la guerre continuoit , il  
» falloit de nécessité faire de nouveaux

*Tome V.*

A

666565

» projets pour les dépenses de la Cam-  
» pagne de 1713.

» On avoit fait différens arrange-  
» mens pour donner du crédit aux assi-  
» gnations en exécution de la Déclara-  
» tion du 12 Septembre 1711, dans  
» l'espérance d'une paix prochaine. On  
» se propoisoit de mettre les choses dans  
» la regle ordinaire, & de faire payer  
» par les Gardes du Trésor Royal di-  
» rectement, les Trésoriers de l'extraor-  
» dinaire des guerres & autres, partie  
» en argent ou en assignations, tant sur  
» les fonds restans libres des années  
» 1712 & 1713, que par avances sur  
» les années 1714 & 1715.

» Ce projet ne put être exécuté en-  
» tierement ; on fut obligé d'avoir re-  
» cours aux Banquiers pour continuer  
» de faire des remises pour le payement  
» des troupes : ils prirent occasion de de-  
» mander des escomptes & des intérêts  
» sur les assignations qui leur avoient  
» été remises par les Gardes du Trésor  
» Royal.

» On s'appliqua à rechercher les  
» moyens d'éviter cette perte ; & sur  
» un Edit du mois de Janvier 1713,  
» portant affranchissement de tailles,  
» que dans la suite on ne jugea pas à

» propos d'exécuter , on engagea les  
» Receveurs généraux de faire des avan-  
» ces montant à neuf millions six cent  
» huit mille trois cent vingt livres , dont  
» ils ont été remboursés sur leurs recou-  
» vemens ordinaires.

» On fit convertir les assignations  
» données aux Trésoriers & aux Ban-  
» quiers , en billets des Receveurs gé-  
» néraux pour le total ou pour les deux  
» tiers au moins , afin d'éviter les es-  
» comptes & les gros intérêts.

» On avoit fait des traités pour les  
» vivres , & on avoit déposé dans les  
» Places frontieres de Flandres , pour  
» deux cent trente mille livres de grains,  
» & à proportion en Alsace & en Dau-  
» phiné.

» La paix avec l'Angleterre , les Etats  
» de Hollande , la Prusse & le Roi de  
» Sicile , fut signée le onzieme Avril ;  
» mais la guerre continuoit avec l'Em-  
» pereur & l'Empire. Il fallut porter  
» toutes les forces sur le Rhin. On prit  
» Landau & Fribourg ; mais il fallut faire  
» une nouvelle dépense pour faire passer  
» en Alsace les bleds déposés dans les  
» magasins de la frontiere de Flandres ,  
» & en acheter du côté de l'Alsace ,  
» pour faire subsister plus de cent cin-

» quante mille hommes pendant la cam-  
» pagne.

» Il falloit aussi trouver de nouveaux  
» secours d'argent. On aliéna au Pre-  
» vôt des Marchands & Echevins de  
» Lyon le tiers des droits de la Ferme  
» du tiers-sur-taux & quarantieme de  
» Lyon , & autres en dépendans ,  
» moyennant deux millions cent soixan-  
» te mille livres , qui furent payées en  
» argent.

La création de cinq cent mille livres  
» de rentes sur les tailles au denier dou-  
» ze avoit réussi , & les six millions de  
» livres , auxquels montoit le principal  
» avoient été payés en argent. Cette  
» constitution étoit une espece d'em-  
» prunt ; le capital devoit être rem-  
» boursé en treize années. On avoit en-  
» gagé le Clergé en 1710 & 1711 à faire  
» de pareilles constitutions , pour le ra-  
» chat de la subvention ou capitation  
» & du dixieme. Le Public s'étoit por-  
» té avec empressement pour en faire  
» l'acquisition.

» Ces raisons déterminèrent à faire  
» une seconde aliénation de cinq cent  
» mille livres , & sur les deux sols pour  
» livre de la taille , par un Edit du mois  
» de Juillet 1713 ; elle fut bien-tôt rem-  
» plie.



» On en fit une troisieme au mois  
» d'Avril , qui fut remplie avec empres-  
» sement.

» Il est facile de comprendre com-  
» bien tous ces expédiens étoient en-  
» core éloignés de fournir les fonds né-  
» cessaires pour les dépenses. On pro-  
» posa de créer un million deux cent  
» cinquante mille livres de taxations  
» fixes & héréditaires à prendre sur les  
» tailles , pour être attribuées aux Of-  
» ficiers des Bureaux des Finances &  
» des Elections , aux Subdélégués des  
» Intendans , & aux Maires & autres  
» Officiers des Villes , même aux Syn-  
» dics & aux Greffiers des rôles des tail-  
» les. Il y eut un Edit au mois d'Octo-  
» bre 1713 qui en ordonna la création ;  
» & sur cet Edit il se fit des emprunts  
» pour quatorze millions à cinq pour  
» cent sur les billets du sieur Legendre  
» endossés des Receveurs généraux.

» La paix étoit faite avec une partie  
» des Puissances ennemies ; & quoique  
» la guerre continuât avec l'Empereur  
» & l'Empire , on espéroit avec raison  
» qu'elle seroit bien-tôt terminée , &  
» que la paix deviendrait générale. Il  
» falloit penser à deux choses bien dif-

## 6      *Recherches & Considérations*

» férentes , soutenir la guerre & tra-  
» vailler aux arrangemens & aux pro-  
» jets nécessaires pour rétablir les Fi-  
» nances quand la paix seroit conclue.  
» On a vû les principales opérations  
» faites pour soutenir la guerre : voici  
» celles qui ont été commencées dans  
» le cours de cette année , dans la vûe  
» de rétablir les Finances après la paix.

» Le Roi fit cesser l'aliénation des  
» Domaines ; la liberté de Commerce  
» fut rétablie avec l'Angleterre & la  
» Hollande , & les vaisseaux de cette  
» Nation furent déchargés du droit de  
» fret , qui se payoit à raison de cin-  
» quante sols par tonneau du port des  
» vaisseaux.

» Le Roi supprima le doublement des  
» droits attribués aux Inspecteurs des  
» boucheries , qui montoit à trois livres  
» par bœuf , & pour les autres bestiaux  
» à proportion.

» Il supprima aussi le doublement des  
» Inspecteurs des boissons , qui se payoit  
» à raison de vingt sols par muid.

» On fit des Fermes des premiers  
» droits établis avant le doublement ,  
» dont le produit devoit en un certain  
» nombre d'années acquitter toutes les

» Finances qui avoient été payées pour  
» l'engagement des premiers droits &  
» du doublement.

» On supprima le doublement des  
» péages qui étoit fort à charge au Com-  
» merce ; & pour rembourser les assi-  
» gnations tirées sur deux traités qui  
» avoient été faits pour la jouissance du  
» doublement des péages , on fit une  
» Ferme des droits sur les huiles qui  
» avoient été aliénés , & le produit en  
» fut destiné pour acquitter les assigna-  
» tions restantes à payer du traité du  
» doublement des péages , & la finance  
» de l'aliénation des droits sur les huiles.

» Le Roi ordonna une diminution de  
» trois livres sur le prix de chaque mi-  
» not de sel vendu dans les Greniers des  
» Gabelles de France & Lyonnois , de  
» quarante sols dans ceux de Provence  
» & de Dauphiné ; & ce à commencer  
» du premier Octobre 1713.

» Le Contrôle des Actes des Notaires,  
» depuis son établissement , avoit été  
» incertain ; il avoit reçu divers chan-  
» gemens en 1708. Il avoit été affermé  
» deux millions deux cent mille livres  
» par an , & il avoit été fait une avan-  
» ce de deux cent quarante mille livres  
» en faisant le bail. Cette Ferme fut

» aliénée en 1710 pour les besoins de  
» l'Etat.

» En 1713 on propoſa de la réunir ,  
» & d'en faire un bail de trois millions  
» par an pour le rembourſement des Ad-  
» judicataires. On créa ſur la nouvelle  
» Ferme cent cinquante mille livres de  
» rente au denier ſeize , & on deſtina  
» neuf cent mille livres du produit de  
» la Ferme , pour faire chaque année  
» des rembourſemens des capitaux.

» Tous ces arrangemens paroifſoient  
» d'autant plus avantageux , qu'étant  
» faits pendant que la guerre continuoit,  
» ils ne cauſoient néanmoins aucun ob-  
» ſtacle aux affaires qui avoient été  
» faites pour ſoutenir la guerre ; & qu'en  
» ſupprimant ou réunifſant , on trou-  
» voit dans la matiere même le fonds  
» pour rembourſer ce qui étoit dû par  
» le Roi , & pour augmenter confi-  
» dablement ſes revenus après l'acquit-  
» tement des dettes.

» Les rentes de l'Hôtel-de-Ville  
» avoient été beaucoup augmentées ,  
» pour faire le fonds néceſſaire pour  
» retirer les billets faits pour le ſervice  
» de l'Etat , qui donnoient lieu à de  
» groſſes uſures & nuifſoient au Com-  
» merce.

„ La stérilité de l'année 1709 , & les  
„ mauvaises années qui l'ont suivie ,  
„ ayant causé , comme il a été remar-  
„ qué précédemment , une grande di-  
„ minution sur les revenus du Roi , on  
„ ne put continuer , comme aupara-  
„ vant , le paiement des arrérages ; on  
„ ne put même payer que fix mois en  
„ une année , enforte qu'il étoit dû deux  
„ années à la fin de 1713.

„ Le Roi jugea à propos , pour assu-  
„ rer l'état des Rentiers , de diminuer  
„ le cours des arrérages , & d'en réta-  
„ blir le paiement tous les fix mois  
„ comme avant 1709.

„ L'Edit du mois d'Octobre 1713  
„ ordonna que toutes les rentes de  
„ l'Hôtel-de-ville feroient converties  
„ en nouveaux contrats de rente au de-  
„ nier quinze , distinguant les rentes ac-  
„ quises à prix d'argent avant le pre-  
„ mier Janvier 1702 , dont le princi-  
„ pal est conservé en entier , & les  
„ deux années d'arrérages jointes pour  
„ former le capital des nouveaux con-  
„ trats.

„ A l'égard des rentes acquises de-  
„ puis le mois d'Avril 1706 , comme  
„ elles procédoient des billets de mon-  
„ noies , billets à cinq ans & autres ef-

„ fets , l'Edit les a réduites aux trois  
 „ cinquiemes , auxquels on joignit les  
 „ deux années d'arrérages.

„ Cet arrangement causa un grand  
 „ murmure ; mais il a été exécuté exac-  
 „ tement , & auroit été bien plus diffi-  
 „ cile , si on avoit attendu que la paix  
 „ eût été générale. Il a produit une di-  
 „ minution de près de quatorze millions  
 „ du fonds qu'il auroit fallu payer tous  
 „ les ans à l'Hôtel-de-Ville. Il a assuré  
 „ le fort des Rentiers ; & par le retran-  
 „ chement des deux cinquiemes , il a  
 „ produit une décharge pour l'Etat  
 „ d'environ cent trente-cinq millions.

„ Le règlement des rentes a été suivi  
 „ de diverses autres réductions , & a  
 „ servi de règle & de base à ceux qui  
 „ ont suivi.

„ Les Ordonnances ex-  
 „ pédiées pour les dépen-  
 „ ses de l'année 1713 ont liv:  
 „ monté à la somme de . 211697672

„ Les sommes assignées  
 „ jusqu'au 31 Décembre  
 „ 1713 montent à la som-  
 „ me de . . . . . 178383952

„ Partant restoit à assi-  
 „ gner à la fin de 1713 . . 33313720

„ Les sommes assignées	
„ pour les dépenses de	
„ 1713 pendant le courant	liv.
„ de l'année ont monté à .	147098060
„ Celles assignées pour	
„ les mêmes dépenses dans	
„ le courant de 1714 à . .	31285892
	<hr/>
	178383952

„ Le détail des fonds qui ont été assignés est rapporté dans un volume fait pour en avoir une connoissance exacte & pareil à ceux des années précédentes ».

Pour satisfaire à la parole qui avoit été donnée de pourvoir au remboursement des promesses de la caisse des emprunts immédiatement après la paix , il fut ordonné qu'en attendant la paix générale il seroit remboursé au fort cinq cent mille livres de promesses de la caisse des emprunts par chaque mois. Cependant pour en faire les fonds & aussi pourvoir aux dépenses courantes, on usa du même expédient employé dès le 7 Juillet 1712, de faire négocier en secret des promesses de la caisse des emprunts ; on en mit sur la place depuis le 12 Juin pour vingt-un millions deux cent cinquante-un mille six cent soi-

xante livres ; on les déguisa du mieux qu'il fut possible pour les faire confondre avec les anciennes & en soutenir le crédit ; ce qui dans la suite occasionna même quelque embarras pour les reconnoître : car elles avoient été négociées au cours , c'est-à-dire à perte pour le Roi.

*Affaires extraordinaires par Traités.*

Supplément de finance des Vérificateurs des Lettres de voitures , 250000 livres ; net . . . . .

liv.	s.	d.
208333	6	8

Attribution de 7900 livres d'augmentation de gages aux Commissaires Provinciaux & Commissaires ordinaires des guerres ; résultat 158000 livres ; net . . . . .

131666	13	4
--------	----	---

Cinquante Offices de Contrôleurs Marqueurs de Papiers à Paris ; 150000 liv.

---

340000



*sur les Finances de France.* 13  
liv. f. d.

De l'autre part	340000		
net . . . . .	125000		
Supplément de fi- nance aux Proprié- taires des droits ma- nuels sur le sel ; 660000 livres ; net.	550000		
Cent Offices d'aug- mentation des Con- trôleurs de la volail- le ; 1200000 liv. net	1080000		
Recette générale des Finances de Bourgogne ; 766666 livres 13 sols 4 den. net . . . . .	737916	13	4
Supplément de fi- nance des Acqué- reurs de l'affranchif- ement des Tailles en Languedoc ; 1200000 liv. net . .	1000000		
Inspecteurs des expéditions en Cour de Rome ; résultat 600000 livres ; net.	525000		
Greffiers Gardes- minutes des Arrêts ,			
	<hr/> 4357916 13 4		

	liv.	f.	d.
De l'autre part.	4357916	13	4
Sentences & Jugemens des Cours & Procès-verbaux d'Huiffiers ; 600000 livres ; net . . . .	500000		
Supplément de finance des Greffiers des rôles des Tailles ; 800000 livres ; net .	666666	13	4
Augmentation sur les Conseillers de Police ; 520000 livres ; net . . . . .	433333	6	8
Modération pour la vente des Offices de Payeurs des gages des Bureaux des Finances ; résultat 313750 livres ; net.	261458	6	8
Offices de seconds Avocats & seconds Procureurs du Roi & leurs Substituts ; Greffiers en chef dans chaque Bureau des Finances, à l'exception de celui de			

---

 6219375

De l'autre part 6219375

Paris ; Payeurs des  
gages, & supplément  
de finance des Gref-  
fiers en chef du Bu-  
reau des Finances &  
Chambre du Trésor  
à Paris ; 330000 li-  
vres ; net . . . . . 275000

Douze années de  
jouissance des droits  
de brasseries & é-  
gards sur les bières  
dans les Villages de  
la Prevôté & Vicom-  
té de Valenciennes,  
Villes de Condé ,  
Bouchain & dépen-  
dances , moyennant  
80000 livres dans  
trois mois , ci . . . . . 130000

Excédent des Of-  
fices de Syndics & de  
Trésoriers Payeurs  
des gages des Com-  
missaires , &c.

46000 ; net . . . . . 38333 6 8

Gages aux Agens

---

6662708 6 8

De l'autre part.	6662708		
de Change , de			
20000 liv. . . . .	320000		
Gages aux Rece-			
veurs des octrois, de			
40000 livres . . . . .	640000		
Aux Officiers du			
marc d'or; de 3000			
livres . . . . .	60000		
	<hr/>		
	7682708	6	8

Au mois de Juillet  
500000 livres de  
rentes sur les Tailles  
au denier douze ,  
remboursables en  
treize années . . . . 6000000

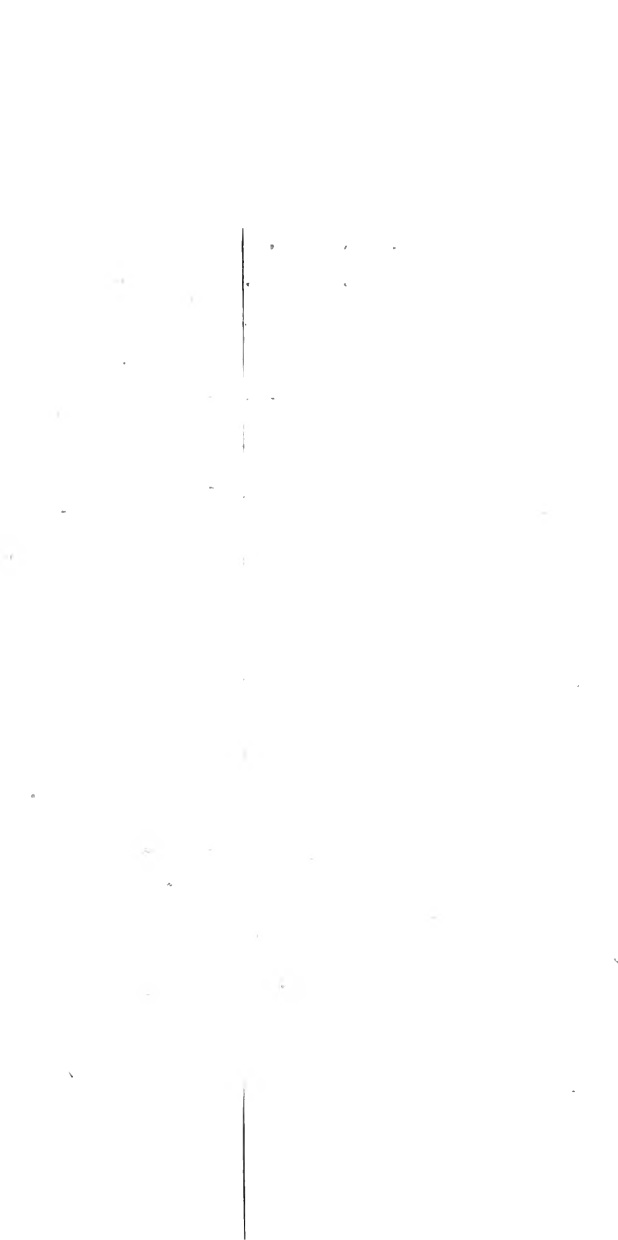
Pour rembourser  
les Contrôleurs des  
Exploits, 220000 li-  
vres de rente au de-  
nier vingt . . . . . 4400000

Au mois de Dé-  
cembre 500000 liv.  
de rente sur les Tail-  
les au denier douze,  
remboursables en  
treize années . . . . 6000000

---

24082708 6 8

Autre



*DEPENSE de 1713.*

		Sommes affi- gnées.	Reste à affi- gner.
Extraordinaire des guerres	75351688 liv.	66664979 liv.	8686709 liv.
Pain de munition . . . . .	19251194	19155468	95726
Etapas . . . . .	11260559	9767802	1492757
Gardes du Corps & autres petits Trésoriers . . . . .	5541588	5416005	125583
Artillerie . . . . .	3368323	2497522	870801
Fortifications . . . . .	1964389	1048913	915476
Marine . . . . .	14023855	4609900	9413955
Galeres . . . . .	2809387	1824010	985377
Maisons Royales . . . . .	8405279	8267122	138157
Dépenses du Trésor Royal	69721410	59132231	10589179
	<u>211697672</u>	<u>178383952</u>	<u>33313720</u>

*Distribution des Assignations.*

Pour les dépenses des années 1707 & précédentes . . . . .	10741819	} 197839811 liv.
1708 . . . . .	1853017	
1709 . . . . .	841681	
1710 . . . . .	4358162	
1711 . . . . .	3647980	
1712 . . . . .	9691312	
Sur les fonds de 1713 . . . . .	138417609	
1714 . . . . .	9410582	}
Réassignations . . . . .	15784812	
Remboursemens d'avances . . . . .	3092837	

De l'autre part.      24082708   6   8

Autre fonds dont  
je n'ai pas recouvré  
le détail, parmi les-  
quels il se trouve  
pour 21251660 liv.  
de promesses de la  
caisse des emprunts  
négociées en secret.

43957142

---

68039850   6   8

*Fonds de l'année 1713.*

Les impositions mon-  
toient à . . . . . 115005439

Les charges à . . . . . 78889164

---

Parties du Trésor Royal.      36116275

Sur l'année 1714 . . .      12346962

1715   .   .   .   .      15873046

1716   .   .   .   .      13738693

1717   .   .   .   .      3460620

1718   .   .   .   .      593500

1719   .   .   .   .      444462

1720   .   .   .   .      280000

1721 } . . . . . 500000

1722 }

Capitation   .   .   .      22071779

Dixieme   .   .   .      24374625

Fonds extraordinaires   .      68039850

---

197839812

La cherté des denrées , produite par l'augmentation numéraire des monnoies , fit résoudre le Ministre à les réduire à leur ancienne valeur dès les premiers momens de la Paix. S'il est ruineux pour un Etat de les augmenter, les diminutions ne sont gueres moins dangereuses , parce que les ouvriers s'obstinent le plus qu'ils peuvent à conserver la même dénomination dans le prix de leur salaire. L'étranger cesse d'acheter jusqu'à ce que la valeur des denrées soit tombée à son niveau ordinaire ; & la fin d'une longue guerre , pendant laquelle le Peuple a été fatigué de différentes manieres , paroît un moment peu propre pour des diminutions d'espèces. M. Desmarets le sentit , & crut y remédier en partageant les diminutions en onze fois.

Le premier Avril le marc liv. s. d.      liv. s. d.  
 d'or fin fut réduit de ... 638   3   7 à 589   0   0  
 le marc d'argent fin , de 42   10   à 39   5   5  
 pour se trouver par gradations au premier  
 Septembre 1715 : sçavoir ,

le marc d'or fin , à . . . . . 458   3   7  
 le marc d'argent fin , à . . . . . 30   10   10

Il seroit injuste de ne pas louer l'intention ; mais il est évident que ces



diminutions annoncées pendant l'espace de deux ans troublent extraordinairement le Commerce. Si les uns veulent prêter leur argent, les autres ne veulent pas le recevoir; ceux qui possèdent des denrées ont un avantage sûr en les gardant; la condition des débiteurs qui sont hors d'état de se libérer devient très-mauvaise; leurs consommations diminuent à mesure que leurs charges augmentent; enfin une diminution est une nouvelle incertitude dans les propriétés. Dès-lors plus le passage de ces diminutions sera rapide, moins l'Etat en ressentira la secousse. Mais celles-ci avoient un vice considérable qui auroit dû en détourner absolument le Ministre. Il étoit naturel de remarquer que depuis l'année 1689, les monnoies avoient continuellement augmenté; que tous les engagements contractés pendant un espace de vingt-quatre ans, étoient établis sur une monnoie plus foible d'un tiers que celle qui devoit avoir cours au premier Septembre 1715; par conséquent, les impositions alloient devenir plus pesantes dans la même proportion; les débiteurs des rentiers alloient payer à leurs créanciers un tiers de plus qu'ils n'avoient

compté leur payer ; le laboureur qui avoit pris une Ferme de quatre cent vingt-cinq livres pour six ans , l'argent fin à quarante-deux livres dix sols dix deniers le marc , au lieu de payer dix marcs d'argent fin , étoit obligé d'en payer quatorze environ au premier Septembre 1715 , sans pouvoir espérer que les denrées se soutinssent proportionnellement. Il en devoit donc résulter une misère affreuse , & dès-lors un vuide énorme dans les consommations , dans la circulation , & par contre-coup dans les revenus publics. Il est très-évident qu'il ne falloit pas faire les augmentations précédentes ; mais après vingt-quatre ans d'augmentations , c'étoit un coup funeste que ces fortes diminutions dont on verra par la suite les effets. La seule bonne opération à faire , étoit de fixer invariablement les monnoies au cours moyen de leur augmentation.

M. Desmarets n'expliquant pas les arrangemens pris dans la réduction des rentes , il est bon de mettre sous les yeux du Lecteur l'Edit même qui l'ordonna : d'autant plus que le préambule peut servir à rappeler les événemens passés & à retracer l'état des affaires.

*EDIT portant que les rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris assignées sur les Aides , &c. seront converties en nouvelles rentes au denier vingt-cinq , en joignant les arrérages dûs au capital , avec exemption du dixieme & suppression du droit de visa des quittances.*

« LOUIS , &c. Entre les différens  
» moyens dont nous avons été obligé  
» de nous servir pour soutenir les dé-  
» penses de la guerre, nous avons eu  
» recours à divers emprunts sur nos re-  
» venus ordinaires , même sur les diffé-  
» rentes finances que nous avons tirées  
» de la création de nouveaux Offices ,  
» & des augmentations de gages & ta-  
» xations que nous avons attribuées  
» aux anciens Officiers ; nous avons de  
» plus trouvé une ressource considéra-  
» ble par les billets de monnoie qui s'é-  
» toient introduits dans le Commerce ,  
» à l'occasion des réformations des ef-  
» peces : notre intention étoit de pour-  
» voir au remboursement de ces em-  
» prunts par les différens arrangemens  
» que nous aurions pû former , si la  
» continuation de la guerre ne nous  
» avoit engagé à de nouvelles dépenses ,

» & n'avoit causé un obstacle invinci-  
» ble à l'exécution de nos projets ; nous  
» avons vû avec douleur que le retar-  
» dement du payement que nous n'a-  
» vons pû éviter , avoit causé un nou-  
» veau mal ; que les assignations & les  
» billets de monnoie ont été négociés  
» avec grande perte ; & que n'ayant  
» pû faire acquitter ces différens cré-  
» dits , ils ont donné lieu à des usures  
» excessives. Pour les faire cesser , nous  
» avons eu recours à l'augmentation  
» du prix des monnoies , & remboursé  
» près de deux tiers des billets de mon-  
» noie ; nous avons aussi fait diverses  
» constitutions de rentes sur nos Fer-  
» mes , & nous avons ordonné que les  
» billets de monnoie qui restoiént dans  
» le Commerce , les assignations qui  
» n'avoient pû être acquittées , les bil-  
» lets d'emprunts faits par les Trésoriers  
» de l'extraordinaire des guerres &  
» leurs Adjoints & autres billets , se-  
» roient reçus en notre Trésor Royal ,  
» & payés en contrats de rentes sur  
» l'Hôtel de notre bonne Ville de Pa-  
» ris. Par ces différens arrangemens ,  
» nous avons espéré de rétablir une  
» partie du mal que la guerre avoit cau-  
» sé ; mais la stérilité de l'année 1709 ,

» les mauvaises récoltes qui l'ont sui-  
» vie , ont apporté un nouvel obstacle  
» à nos bons desseins ; les revenus de  
» nos Fermes se sont trouvés tellement  
» diminués , que non-seulement nous  
» n'avons pû continuer de payer par  
» avance , & de fix en fix mois les ar-  
» rérages des rentes ; mais même que  
» nous avons été obligé de ne payer  
» que fix mois seulement dans le cours  
» d'une année ; enforte qu'il est dû aux  
» propriétaires des rentes deux années  
» d'arrérages : nous aurions pû conti-  
» nuer de payer une partie des arréra-  
» ges , jusqu'à ce qu'une longue paix  
» nous eût permis de rétablir entière-  
» ment nos Finances ; mais après avoir  
» fait examiner en notre Conseil la si-  
» tuation où se trouvent les proprié-  
» taires des rentes ; après avoir recon-  
» nu que leur état devenoit plus fâ-  
» cheux , si le payement des arrérages  
» étoit encore différé ; que cette nature  
» de bien étant un des plus considéra-  
» bles des familles , l'incertitude de sa  
» valeur causoit de l'altération & du  
» trouble dans le Commerce : nous  
» avons jugé qu'il étoit plus convena-  
» ble de diminuer le cours des arréra-  
» ges , & d'en rétablir à l'avenir le

» paiement , dans le même ordre qui  
 » avoit été suivi avant l'année 1709 ,  
 » en observant une différence & une  
 » distinction des anciennes rentes ac-  
 » quises à prix d'argent & qui n'ont  
 » point été vendues depuis l'année  
 » 1702 , de celles qui ont été acquises  
 » pour des papiers de crédit , sur les-  
 » quelles il est notoire que les acqué-  
 » reurs ont fait des profits excessifs , &  
 » des rentes anciennes qui ont été ven-  
 » dues depuis le premier Janvier 1702 ,  
 » dont le prix a été souvent au-dessous  
 » du tiers des sommes principales por-  
 » tées par les contrats de constitution.  
 » Et ayant été jugé nécessaire de régler  
 » le pied sur lequel toutes les rentes af-  
 » signées sur nos Fermes unies seront  
 » remboursées & payées à l'avenir. A  
 » ces causes , &c.

## A R T I C L E I.

» Les propriétaires des rentes consti-  
 » tuées sur l'Hôtel de notre bonne Ville  
 » de Paris , énoncées ci-après , seront  
 » tenus de rapporter incessamment en  
 » notre Trésor Royal les titres de leur  
 » propriété en bonne forme , pour être  
 » lesdites rentes remboursées par le  
 » Garde

» Garde de notre Trésor Royal, en la  
» maniere qui fera ci-après expliquée;  
» lequel remboursement sera employé  
» dans l'instant avec ce qui sera dû d'ar-  
» rérages jusqu'au premier Janvier  
» 1714, en rentes au denier vingt-cinq,  
» qui feront par nous créées à cet effet,  
» pour ne composer qu'un capital, dont  
» il sera expédié à la volonté des ren-  
» tiers un ou plusieurs nouveaux con-  
» trats, desquels la jouissance commen-  
» cera audit jour premier Janvier 1714.

I I.

» Les rentes perpétuelles assignées  
» sur nos Fermes des Aides, Gabelles  
» cinq grosses Fermes, créées par nos  
» Edits des mois de Mai 1680, Juin  
» 1681, Février 1682, Août & No-  
» vembre 1688, Mars, Avril & No-  
» vembre 1698, Mars, Novembre &  
» Décembre 1699, Octobre 1700,  
» Juin & Décembre 1702, Juin &  
» Septembre 1703 & Mai 1705; les  
» rentes perpétuelles de la Loterie Roya-  
» le établie par notre Edit du mois de  
» Juillet 1704, & celles créées par nos  
» Edits des mois de Septembre 1708  
» & Mai 1709, pour le rachat de la

» Capitation , seront remboursées sans  
 » aucune diminution , & sur le pied du  
 » capital porté par les quittances de Fi-  
 » nance & par les contrats de consti-  
 » tution ; à l'exception de celles qui  
 » auront été vendues depuis le premier  
 » Janvier 1702 , & sur lesquelles il au-  
 » ra été obtenu Lettres de ratification ;  
 » lesquelles ne seront remboursées que  
 » sur le pied des trois quarts du capital.

## I I I.

„ Les rentes perpétuelles assignées  
 „ sur nosdites Fermes des Aides , Ga-  
 „ belles & cinq grosses Fermes , créées  
 „ par nos Edits des mois d'Avril &  
 „ Octobre 1706 , Mai & Septembre  
 „ 1707 , Février 1708 , Janvier , Mai  
 „ & Juin 1709 , Octobre & Novembre  
 „ 1710 , Janvier , Juin & Décembre  
 „ 1711 , & Juin 1712 , seront rembour-  
 „ sées à raison des trois cinquièmes du  
 „ capital , porté par les quittances de  
 „ Finance & par les contrats de consti-  
 „ tution : si néanmoins entre les par-  
 „ ties comprises dans le présent article ,  
 „ il s'en trouvoit dont la constitution  
 „ eût été expressément ordonnée par  
 „ Arrêts de notre Conseil ou par nos



», Lettres-Patentes & Déclarations, le  
», remboursement en sera fait sans au-  
», cune perte sur le capital.

I V.

» Les rentes viagères au denier dix ;  
» créées par notre Edit du mois de Fé-  
» vrier 1702, dont les capitaux au-  
» ront été portés en notre Trésor Royal  
» avant le premier Octobre 1710, &  
» les rentes viagères des trois Loteries  
» Royales établies par nos Edits des  
» mois d'Août 1701, Juillet 1704 &  
» Décembre 1705, ne seront payées  
» que sur le pied des trois quarts de la  
» jouissance portée par les contrats, à  
» commencer du premier Juillet de la  
» présente année 1713 ; & les rentes  
» viagères dudit Edit de Février 1702 ;  
» dont les capitaux auront été portés  
» en notre dit Trésor Royal depuis le  
» premier Octobre 1710, ne seront  
» payées que sur le pied de la moitié,  
» dont il sera fait mention sur les mi-  
» nutes des contrats & quittances de  
» Finances y annexées, ainsi que sur  
» les grosses desdits contrats, par les  
» mêmes Notaires qui les auront reçus,  
» lesquels en délivreront des certificats

» aux Rentiers , pour être par eux re-  
» mis aux Payeurs. Cependant il ne  
» fera rien innové à l'égard des parties  
» dont la constitution aura été expref-  
» sément ordonnée par Arrêts de notre  
» Conseil , & par nos Lettres-Patentes ,  
» lesquelles continueront d'être payées  
» en entier.

## V.

» A l'égard des contrats de rentes ,  
» moitié perpétuelles & moitié viage-  
» res , créées par nos Edits des mois de  
» Décembre 1704 , Avril 1706 , Juin  
» & Décembre 1707 , & Juin 1708 ,  
» la rente viagere ne fera payée que  
» sur le pied de la moitié audit jour  
» premier Janvier 1714 , dont mention  
» sera faite en la maniere portée par  
» l'article précédent ; & la rente per-  
» pétuelle fera remboursée à raison de  
» la moitié du capital porté par les quit-  
» tances de Finance & par les contrats  
» de constitution. Pourront néanmoins  
» les propriétaires desdites rentes être  
» remboursés de leurs rentes perpétuel-  
» les sur le pied des anciennes , & sans  
» aucune diminution sur le capital , à  
» condition qu'ils rapporteront audit  
» Garde de notre Trésor Royal les con-

» trats de leurs rentes viageres , les-  
» quels demeureront éteints & suppri-  
» més , à l'effet de quoi il en sera fait  
» mention par les Payeurs sur leurs Re-  
» gistres ; & lefdits Rentiers seront te-  
» nus de rapporter audit Garde de no-  
» tre Trésor Royal , avant leur rem-  
» boursement , un certificat desdits  
» Payeurs , portant que ladite mention  
» aura été faite.

V I.

» Les rentes perpétuelles de la ton-  
» tine établie par notre Edit du mois de  
» Mai 1709 , seront remboursées à rai-  
» son de la moitié du capital porté par  
» les quittances de Finance & par les  
» contrats de constitution ; mais il ne  
» fera rien innové concernant les ac-  
» tions de rentes viageres de ladite ton-  
» tine , non plus que pour celles des  
» deux premieres tontines établies par  
» nos Edits des mois de Novembre  
» 1689 & Février 1696 , qui seront  
» payées en entier en la maniere por-  
» tée par lefdits Edits.

V I I.

» Il ne fera pareillement rien innové  
» pour les rentes purement viageres

» créées par classes par nos Edits des  
» mois d'Août 1693, Juillet 1698, &  
» Mars 1701.

## V I I I.

» Les arrérages des rentes perpé-  
» tuelles & des rentes moitié perpé-  
» tuelles & moitié viagères qui se trou-  
» veront dûs jusqu'au premier Janvier  
» 1714, & ceux des rentes purement  
» viagères & des tontines qui seront  
» dûs jusqu'au premier Juillet de la pré-  
» sente année 1713, seront employés  
» en acquisitions de rentes au denier  
» vingt-cinq ; à cet effet les Payeurs  
» desdites rentes délivreront aux Ren-  
» tiers des certificats desdits arrérages  
» qui seront dûs, le dixième déduit,  
» dont lesdits Rentiers donneront leurs  
» quittances auxdits Payeurs en la ma-  
» nière accoutumée ; & seront lefd. cer-  
» tificats reçus pour deniers comptans  
» par le Garde de notre Trésor Royal,  
» après avoir été contrôlés par les  
» Contrôleurs desdites rentes, lesquels  
» en tiendront un Registre de Contrôle :  
» n'entendons comprendre dans le pré-  
» sent article que les arrérages dont  
» le fonds n'aura point été fait dans  
» nos états de distribution desdites ren-

» tes ; notre intention étant que les  
» fonds faits entre les mains desdits  
» Payeurs , pour l'exercice qu'ils ache-  
» vent & pour leurs précédens exerci-  
» ces , lesquels ils n'ont point encore  
» payés , ou qui leur sont restés entre  
» les mains , par rapport aux faïfies ou  
» autres empêchemens , soient par eux  
» payés aux Rentiers suivant l'usage  
» ordinaire.

I X.

», Entendons que les arrérages de  
», toutes lefdites rentes soient payés à  
», l'avenir , & à commencer du premier  
», Janvier 1714 , de fix en fix mois , à  
», bureau ouvert , audit Hôtel - de -  
», Ville & d'avance pour les rentes per-  
», pétuelles , de la même maniere qu'ils  
», ont été payés avant l'année 1709.

X.

», Déchargeons toutes les rentes du-  
», dit Hôtel-de-Ville , assignées sur nos  
», Aides , Gabelles & cinq grosses Fer-  
», mes , du dixieme établi par notre Dé-  
», claration du 14 Octobre 1710 , à  
», commencer du premier Janvier 1714.

## X I.

„ Voulons aussi que le droit de *visa*  
„ des quittances attribué aux Syndics  
„ des rentes par les Edits des mois de  
„ Juillet 1706, Août 1707 & Juin 1708,  
„ demeure supprimé à commencer du  
„ jour de la publication de notre pré-  
„ sent Edit, &c. »

En conséquence , il fut créé pour trente millions de rentes au denier vingt-cinq pour rembourser ces divers effets.

Ce sont-là de ces opérations dictées par la nécessité. En pareil cas , l'Etat perd encore plus que les particuliers , puisqu'il se met presque dans l'impossibilité de faire de long-tems usage de son crédit. Si les autres souffrent quelque léger rerranchement sur un gain considérable , ou même sur une dette contractée de bonne foi , ils s'assurent au moins la solidité de leurs effets. Ces expédiens paroissent cependant devoir être le fruit d'une grande méditation sur le choix du moment , des moyens de l'exécution , sur l'exposition des motifs qui peuvent adoucir ou préparer les esprits ; mais comme ils sont abso-

lument funestes , s'ils ne sont décisifs , ils doivent être accompagnés d'un plan d'administration qui mette le public en état de jouir du sacrifice qu'on exige de lui. Si l'on a l'habileté de faire revivre en même tems le crédit par quelque établissement nouveau , la trace du passé s'efface promptement , & l'Etat reprend son assiette ordinaire.

Il est aisé de concevoir combien peu d'hommes sont propres à ces manœuvres hardies & délicates : & qu'il est de l'intérêt de chaque particulier de contribuer de toutes ses forces à garantir la société de pareils événemens. L'augmentation momentanée des impôts dans les besoins publics est toujours un fardeau infiniment plus léger sur les fortunes , que les suites d'une révolution sur le crédit national. Il est permis à des esprits chagrins ou bornés de se plaindre sans cesse du présent , & de déclamer contre toute levée de tribut ; mais le chef de famille , l'homme riche , l'homme industrieux , enfin tous ceux qui jouissent des avantages & de la douceur d'un Gouvernement , doivent aller au-devant des nécessités publiques à proportion de leurs facultés. Nul homme dans ses traités particuliers ne

néglige de prendre les sûretés convenables ; il sacrifie sans hésiter une portion de son capital pour assurer l'autre : pourquoi dans les affaires publiques se refuseroit-il aux mêmes précautions ? Le Prince est la réunion de tous les intérêts ; c'est de ce centre que partent tous les rayons du cercle que nous occupons. Nul particulier n'est réellement riche dans l'Etat si le Prince ne l'est, & la richesse du Prince vivifie l'Etat ; semblable à ces pluies fécondes que compose l'assemblage des vapeurs exhalées du sein de la terre.

## A N N É E S 1714 &amp; 1715.

« Il n'y eut point d'armées en campagne en 1714 ; mais la dépense des troupes a continué pendant toute l'année , de même que pendant les années précédentes. Le Traité conclu à Rastadt le 6 Mars fut suivi du Congrès tenu à Bade , où le Traité solennel de paix entre le Roi, l'Empereur & l'Empire fut signé le septième de Septembre , & les ratifications échangées le 28 du mois d'Octobre ensuivant.

» Pendant toute l'année il fallut , comme dans les précédentes , sans



» aucuns fonds présens & par industrie,  
» pourvoir à la dépense des troupes &  
» de tout l'Etat.

» Le seul expédient dont on put se  
» servir pour commencer les dépenses  
» de l'année, fut de faire usage de l'E-  
» dit du mois d'Octobre 1713, par le-  
» quel il avoit été attribué un million  
» deux cent cinquante mille livres de  
» taxations aux Officiers des Bureaux  
» des Finances & des Elections, & à  
» plusieurs autres Officiers, qui de-  
» voient produire une Finance de quin-  
» ze millions.

» Pour épargner au Roi la remise du  
» fixieme, & aux particuliers les deux  
» sols pour livre en-dehors, & les frais  
» ordinaires des Traitans, Sa Majesté  
» agréa de remettre ce recouvrement  
» en régie par les Receveurs Généraux  
» à la Caisse du sieur le Gendre.

» Pour procurer des fonds plus  
» promptement & par avance, il lui  
» fut ordonné de faire ses billets à dif-  
» férentes échéances, & aux Rece-  
» veurs Généraux de les endosser; ils  
» ont été négociés à cinq pour cent d'in-  
» térêt.

» On engagea les Receveurs Géné-  
» raux de faire une avance de douze

» millions cinq cent soixante mille li-  
» vres sur 1714.

» Les billets du sieur le Gendre en-  
» dossés par eux, furent aussi négociés  
» à cinq pour cent d'intérêt.

» Ces deux parties produisirent un  
» crédit de vingt-neuf millions.

» Au mois de Mars le Roi fit une  
» nouvelle création de cinq cent mille  
» livres de rentes sur les Tailles, &  
» spécialement sur les deux sols pour  
» livre qui avoient été imposés par  
» trois Déclarations de 1705, 1706,  
» & 1707, avec une destination de trois  
» cent mille livres pour faire des rem-  
» boursemens : ç'a été la quatrième  
» constitution de cette nature, qui pro-  
» duisit promptement un fonds de six  
» millions.

» Il avoit été donné plusieurs assigna-  
» tions depuis la Déclaration du 7 Oc-  
» tobre 1710.

» Il en restoit d'autres tirées précé-  
» demment pour le service.

» Différens particuliers proposèrent  
» de prendre pour le remboursement  
» de ces assignations, partie en billets  
» du sieur le Gendre non endossés,  
» payables en argent à diverses échéan-  
» ces, partie en ses billets payables en

» promesses des Gabelles , & en rentes  
» viageres au denier douze.

» Ces propositions rapportées au Roi  
» ayant paru avantageuses , il fut or-  
» donné au sieur le Gendre de faire ses  
» billets en exécution payables sans in-  
» térêt.

» Il étoit dû à Madame Royale de  
» Savoie , aux Electeurs de Baviere &  
» de Cologne , aux sieurs Bernard &  
» Hogguer , & à d'autres Banquiers ;  
» ils proposerent de les assigner sur la  
» Caisse du sieur le Gendre : les assigna-  
» tions furent tirées par le Trésor Royal :  
» le sieur le Gendre eut ordre de faire  
» ses billets sans intérêt.

» Il en fit d'autres pour partie de ces  
» assignations , payables en promesses  
» des Gabelles & en rentes viageres.

» Le sieur de Meuve , Banquier , fit  
» une avance de six millions pour les  
» troupes , pour la valeur desquels le  
» sieur le Gendre lui fit ses billets avec  
» intérêt.

» Plusieurs Banquiers , Agens du  
» Clergé , & divers particuliers , ayant  
» proposé de faire des avances , partie  
» en argent & partie en assignations ti-  
» rées depuis la Déclaration du 7 Oc-  
» tobre 1710 , on en fit le rapport au

» Roi suivant ses ordres ; on accepta  
» différentes propositions , on en rejetta  
» un plus grand nombre , parce qu'on  
» n'accepta que celles qui parurent les  
» plus avantageuses pour le Roi , & les  
» moins utiles aux proposans ; le Roi  
» même s'expliqua nettement sur ces  
» propositions , & dit que , si les pro-  
» posans trouvoient quelque profit sur  
» le papier , c'étoit au-moins un bien  
» pour son service , de trouver de l'ar-  
» gent pour les dépenses , & d'acquitter  
» en même tems des dettes.

» Il faut observer qu'à l'égard de  
» toutes les avances faites , partie en  
» argent & partie en papier , on n'a  
» donné dans les intérêts que pour l'ar-  
» gent , & on n'en a point passé pour le  
» papier.

» On se propoisoit d'acquitter les det-  
» tes du sieur le Gendre non-endossées,  
» des fonds qu'on feroit entrer dans sa  
» Caisse ; & on auroit exécuté ce pro-  
» jet, si le tems & les circonstances l'eus-  
» sent permis.

» On fit entrer dans la Caisse du sieur  
» le Gendre tous les fonds dont on put  
» s'aider pour les besoins des troupes  
» & de l'Etat ; entre autres celui d'un  
» million six cent mille livres destiné

» pour le remboursement des paye-  
» mens des rentes , & qui étant resté  
» inutile entre les mains du sieur de la  
» Garde , auroit diminué du tiers , par  
» les rabais indiqués du prix des espe-  
» ces. Il fut employé à payer les Gar-  
» des-du-Corps & les autres troupes.

» Des Fermes unies un million qui  
» fut employé pour le comptant du  
» Roi , & autres dépenses pressées &  
» privilégiées.

» Si on entre dans les attentions que  
» demandoit la situation fâcheuse des  
» Finances , on conviendra de deux  
» choses :

» La premiere , qu'étant réduit aux  
» seuls emprunts pour la manutention  
» de l'Etat , il falloit un autre canal  
» que celui des Gardes du Trésor Royal  
» pour faire les négociations.

» La deuxieme , qu'on y a apporté  
» toute l'œconomie & tous les mén-  
» gemens possibles par rapport aux  
» tems & aux conjonctures des affaires  
» générales.

» On peut ajouter que cette Caisse  
» a été dirigée avec tant de soins & d'ar-  
» rangemens , que par le crédit qu'on  
» lui avoit donné , on a fourni aux dé-

» penſes néceſſaires de l'Etat depuis le  
 » premier Janvier 1710 juſqu'au mois  
 » d'Avril 1715, & que tous les efforts  
 » qu'il fallut faire pour trouver les fonds  
 » promis, & qui furent délivrés à la fin  
 » de Mars 1715 pour les dépenſes qu'on  
 » va expliquer, dans un tems où l'ar-  
 » gent commençoit à être fort reſſerré,  
 » ont été la cauſe que le crédit de cette  
 » Caſſe eſt tombé, & qu'on n'a pû le  
 » relever dans l'eſpace de quatre mois  
 » qui ſe ſont écoulés juſqu'à la mort du  
 » Roi.

» Les dépenſes extraordinaires faites	
» aux mois de Mars & d'Avril 1715,	
» pour les arrérages du	
» ſubſide ordinaire de l'E-	liv.
» leſteur de Baviere,....	2600000
» Celui de Cologne....	200000
» Le ſubſide extraordi-	
» naire de Baviere pour le	
» Traité de 1714. ....	2000000
» Le ſubſide de Suede...	900000

Total. . . .	5700000
--------------	---------

» Les Ordonnances ſi-  
 » gnées par le Roi pour les  
 » dépenſes de 1714 ont

» monté

» monté à . . . . . 213529630

» Il a été assigné pen-  
» dant ladite année. . . . . 97284948

» Partant reste à affi-  
» gner. . . . . 116244682

» Les changemens arrivés par la  
» mort du Roi n'ont pas permis de ren-  
» dre le travail parfait pour l'année  
» 1714 & les huit premiers mois de  
» 1715, tous les Registres ayant été  
» remis aux personnes qui ont été pré-  
» posées pour l'administration des Fi-  
» nances.

» Les dépenses faites & ordonnées  
» par le feu Roi pendant sept années,  
» commencées le premier Janvier 1708,  
» & finies le 31 Décem-  
» bre 1714, ont monté à 1533201176

» Ce qui revient an-  
» née commune à . . . . . 219028740

» Les revenus ordinaires, joints au  
» dixieme & à la capitation, n'ont pro-  
» duit, année commune, déduction  
» faite des charges ordi-  
» naires, que . . . . . 75000000

» Sur ce pied, il man-  
» quoit tous les ans pour

De l'autre part...	75000000
» remplir toutes les dé-	
» penſes . . . . .	144028740

» De forte que pour trouver le fonds	
» entier des ſept années ,	
» il falloit . . . . .	1008201180

» Tous les expédiens	
» d'avances , d'assigna-	
» tions anticipées ſur les	
» années à venir , le bé-	
» néfice de la refonte des	
» monnoies , les rachats	
» de la Capitation & du	
» dixieme du Clergé , le	
» rachat d'autres dixie-	
» mes , & l'affranchiſſe-	
» ment des Capitations	
» de diverſes Compa-	
» gnies & de pluſieurs	
» particuliers , les aliéna-	
» tions , les conſtitutions	
» de rentes , les traités	
» & autres expédiens de	
» finance , n'ont pû pro-	
» duire que . . . . .	691660368

» De forte qu'il eſt	
» reſté dû à la fin de 1714,	316540812

» En exécution de la Déclaration du



» septieme Décembre 1715, portant  
 » que tous les billets faits pour le ser-  
 » vice de l'Etat seront rapportés pour  
 » en faire la vérification & la liquida-  
 » tion, les propriétaires de tous ces  
 » billets les ont représentés à Messieurs  
 » les Commissaires du Conseil, & par  
 » la récapitulation de tous ceux qu'ils  
 » ont visés depuis le vingtieme Dé-  
 » cembre 1715, jusqu'au trente-un Jan-  
 » vier 1716, il s'est trouvé,

Sçavoir :

» En promesses de la caisse		liv.
» des Emprunts. 147635073	}	179920034
» En billets du		
» Sr le Gendre. 32284961	}	311894388
» En Ordon-		
» nances sur le	}	61280208
» Trésor Royal. 229939382		
» En assigna-	}	553094630
» gnations de		
» même . . . . 81955006	}	
» En billets de		
» l'extraordina-	}	
» re des guerres 52319513		
» En billets de	}	
» la Marine . . . 8960695		
Total. . . . .		

» Sur quoi il faut dédui-  
 » re les deux derniers ar-  
 » ticles accollés, attendu  
 » qu'ils font partie des or-

De l'autre part..	553094630
„ donnances ou des affi-	
„ gnations sur le Trésor	
„ Royal, & que si les Tré-	
„ soriers en étoient payés,	
„ ils acquitteroient leurs	
„ billets, ci à déduire....	<u>61280208</u>
„ Partant il ne faut	
„ compter les billets visés	
„ que pour. . . . .	491814422
„ Les dettes en papier	
„ qui existoient au 20 Fé-	
„ vrier 1708, montoient	
„ à . . . . .	482844061
„ Ainsi les billets faits	
„ pour le service de l'E-	
„ tat, subsistans au pre-	
„ mier Septembre 1715,	
„ n'excedent les dettes en	
„ papier, reconnues en	
„ 1708, que de. . . . .	<u>8970361</u>
„ Somme égale à celle	
„ des billets visés. . . . .	<u>491814422</u>

„ On peut même faire une observa-  
 „ tion, que sur les trente-deux millions  
 „ deux cent quatre-vingt-quatre mille  
 „ neuf cent soixante-une livres, à quoi  
 „ montoient les billets du sieur le Gen-

„ dre , il y en a pour près de quatre  
„ millions payables en rentes viagères  
„ ou en promesses des Gabelles.

„ Il s'ensuit de l'exposition de toutes  
„ les dépenses faites pendant sept an-  
„ nées :

„ 1°. Qu'il n'a pas été possible de les  
„ acquitter entièrement.

„ 2°. Que la comparaison des pa-  
„ piers subsistans au premier Septem-  
„ bre 1715, avec ceux qui existoient au  
„ premier Janvier 1708 , prouve évi-  
„ demment l'économie & l'arrangement  
„ avec lesquels les Finances ont été  
„ administrées pendant ces sept années.

„ 3°. Les dépenses ont été plus for-  
„ tes que pendant les années précéden-  
„ tes , à cause de la stérilité de l'année  
„ 1709.

„ 4°. La gelée des oliviers, des noyers,  
„ des châtaigniers & des autres arbres  
„ portant fruit , a été inestimable pour  
„ les Provinces qui en ont souffert.

„ La mortalité des bestiaux, les ma-  
„ ladies populaires , & les déborda-  
„ mens des rivières ont causé des pertes  
„ inestimables.

„ Ces accidens avoient mis les Peu-  
„ ples hors d'état d'acquitter toutes les  
„ impositions ordinaires & extraordi-  
„ naires.

„ Le feu Roi en étant bien informé ;  
„ jugea qu'il falloit accorder les déchar-  
„ ges d'une partie des impositions. On  
„ les a expliquées.

„ Outre ces décharges , le feu Roi fit  
„ remettre des sommes d'argent assez  
„ considérables aux Evêques & aux In-  
„ tendans pour assister les pauvres.

„ Ces décharges & les fonds remis  
„ ont diminué d'autant les fonds dont  
„ on avoit besoin pour les dépenses de  
„ l'Etat.

„ 5°. On n'a pas laissé d'éteindre &  
„ de supprimer , nonobstant ces mal-  
„ heurs , les billets de monnoie , &  
„ d'autres papiers & dettes reconnues  
„ au premier Janvier 1708 ; & après  
„ avoir soutenu la dépense de sept  
„ campagnes remplies de mauvais éve-  
„ nemens , il ne s'en est trouvé au pre-  
„ mier Septembre 1715 , que pour une  
„ somme presque égale au premier Jan-  
„ vier 1708.

„ 6°. Toutes les dépenses ordonnées  
„ par le Roi ont été réglées sans être  
„ concertées avec le Contrôleur gé-  
„ néral ; celles de la guerre , de la ma-  
„ rine , & des pensions , entre le Roi  
„ & Messieurs les Secrétaires d'Etat ,  
„ chacun pour leur département.

„ Le Contrôleur général étoit chargé de trouver des fonds par tous les  
„ moyens pour fournir aux dépenses.  
„ Etoit-il maître de refuser ou d'abandonner sa place ? On s'en rapporte à  
„ ceux qui ont vû de près le Gouvernement passé , de rendre sur cet article  
„ la justice qui est dûe à celui que le  
„ Roi avoit choisi pour un si pesant &  
„ difficile Ministère.

„ Une réflexion bien plus forte & à  
„ laquelle il n'y a point de réplique ,  
„ est que la guerre étoit engagée & soutenue par des ennemis fort unis , fort  
„ aigris contre la France , & dont les  
„ desseins n'étoient pas moindres que  
„ de partager le Royaume , & d'en  
„ faire un pays de conquête pour eux.

„ On sçait le projet qu'ils avoient  
„ fait de se faire un chemin à travers  
„ de la France pour forcer le Roi d'Espagne d'abandonner ses Etats.

„ Le voyage de M. de Torcy à la Haye & les conférences de Gertruydemberg , avoient fait connoître à  
„ toute l'Europe les desseins des ennemis , & l'impossibilité où on étoit  
„ alors de faire la paix. Il fallut donc  
„ de nécessité soutenir la guerre ; l'épuisement du Royaume étoit assez

„ connu ; on n'avoit ni assez de moyens  
 „ différens à choisir pour la soutenir , ni  
 „ assez de tems pour délibérer : à peine  
 „ avoit-on celui d'agir & de mettre en  
 „ œuvre tous les moyens qui pouvoient  
 „ fans violence produire de l'argent.  
 „ Le salut de l'Etat consistoit unique-  
 „ ment à faire la paix ; elle a été heu-  
 „ reusement & glorieusement conclue  
 „ contre toute sorte d'espérance ; &  
 „ bien loin de blâmer quelques moyens  
 „ que la force & la nécessité ont obligé  
 „ de mettre en usage , ne doit-on pas  
 „ louer des Ministres qui dans des tems  
 „ si malheureux & dans un Etat si chan-  
 „ celant ont eu assez de courage pour  
 „ n'être pas effrayés , & pour conti-  
 „ nuer des efforts vifs & redoublés qui  
 „ ont enfin produit cette paix aussi né-  
 „ cessaire que de sirée » ?

Avant d'aller plus loin il est à propos  
 d'éclaircir le calcul de M. Desmarets  
 sur la quantité des papiers royaux exis-  
 tant à la fin de 1714.

Il avoit été mis de nouveaux billets  
 dans le Commerce depuis 1708 pour  
 une somme considérable ; mais il avoit  
 été fait de grands remboursemens sur  
 les anciens : quarante-trois millions de  
 billets avoient été éteints par la refon-

te ;

te ; cinq millions de billets de monnoie par les rentes moitié viagères & moitié perpétuelles créées en 1709 ; cinquante millions par la conversion des billets de monnoie en billets des Receveurs & Fermiers généraux, depuis eux-mêmes convertis en rentes ; sans compter ce qui avoit entré en payement d'autres constitutions. Ces conversions en rentes & celles qu'on va voir retiroient bien du papier de la circulation, mais n'acquittoient point de dettes, comme bien des gens l'ont crû ; & l'extinction des billets de monnoie par la refonte étoit un payement fictif. Dans l'année 1714 on avoit voulu établir une loterie en forme de tontine où les billets de l'extraordinaire des guerres & ceux des intérêts de ces billets seroient portés ; on y admettoit aussi les billets signés par le Trésorier général de l'Artillerie depuis l'année 1701 jusques & compris l'année 1707 ; mais cette loterie n'eut point d'exécution : en effet, si l'échange de ces billets avec des constitutions de rentes perpétuelles dérangeoit les fortunes des propriétaires & troubloit l'ordre du Commerce, à plus forte raison un payement en rentes

viageres devoit-il réduire ces familles au defespoir.

Il étoit vrai que la multiplicité des papiers avoit ruiné le Commerce & le crédit ; mais on ne faisoit pas attention que cette quantité, eût-elle été du double encore , n'eût pas interrompu le Commerce intérieur , si les motifs de la confiance publique avoient été entretenus. Au lieu de partir de ce principe , on songea continuellement à retirer du Commerce ces effets , de quelque maniere que ce fût , & chaque pas que l'on croyoit faire vers l'ordre , anéantissoit la confiance à l'égard des effets subsistans. Il fut ordonné que les lettres de change , les ordonnances payables par les Trésoriers généraux de la Marine & les Intéressés dans les vivres de la Marine , pourroient être converties jusqu'au 15 Juin de l'année 1715 en rentes ou en acquisitions d'Offices ; que passé ce tems toutes lescdites ordonnances & lettres de change seroient déclarées de nulle valeur , sans que les porteurs en pussent rien répéter contre Sa Majesté , ni les Trésoriers. Il est clair qu'un Fournisseur de farines , de toiles , de chanvres , de vins , de matieres ,



&c. eût préféré même un retranchement de son capital en recevant de l'argent, ou du moins un effet transportable à son gré, à des Charges ou des rentes qui avoient déjà effuyé tant de révolutions, & qui ne leur procuroient pas même un crédit dans le Commerce, loin de pouvoir répondre à leurs engagements.

Pour donner cependant quelque faveur à ces rentes constituées en faveur des Fournisseurs, on fit, à l'égard des Ingénieurs & Entrepreneurs des fortifications, une exception à l'Edit de 1713. Leurs rentes se trouvoient comprises parmi les rentes réduites aux trois cinquiemes du capital; Sa Majesté, pour les distinguer de ceux qui avoient acheté des créances sur Elle à vil prix, ne retranche que le cinquieme sur le capital de leurs contrats. Peut-être l'épargne de ce cinquieme n'équivaloit-elle pas à l'avantage que l'Etat eût retiré de donner plus de crédit aux effets provenans des fournitures légitimes.

Une Déclaration du 15 Décembre 1714 ordonna que les promesses de la caisse des emprunts au-dessus de six mille livres seroient coupées en nouvelles promesses de mille livres & au-des-

lus ; que toutes les promesses seroient payables aux 8 , 18 & 28 de chaque mois de l'année suivant celle du renouvellement ; que les intérêts seroient joints à l'ordinaire à ces promesses sur le pied de cinq pour cent , pour être les intérêts avec un vingtième du premier capital remboursés d'année en année , jusqu'au parfait remboursement du total ; que cependant il seroit encore fait des remboursemens particuliers de mois en mois.

En conséquence le 19 Janvier 1715 il fut réglé que les promesses échûes depuis le premier jusqu'au 7 seroient datées du 28 Décembre 1714 ; celles échûes depuis le 8 jusques & compris le 17 seroient datées du 8 Janvier ; celles des échéances du 18 jusqu'au 27 datées du 18 ; celles des échéances du 28 Janvier jusqu'au 7 Février datées du 28 Janvier ; & qu'il en seroit usé de même pour celles dont les échéances tomberoient dans les mois suivans. Un autre Arrêt du 9 Mars 1715 ordonna que pour avancer les remboursemens en exécution de la Déclaration du 19 Décembre 1714 , toutes les promesses de mille livres jusques & compris quatorze cent livres payables aux é-

chéancés du 28 Décembre 1715 , seroient remboursées par avance dans le courant du mois de Mai suivant.

Toutes ces dispositions étoient imaginées pour redonner quelque crédit aux promesses de la caisse des emprunts , & faciliter de nouveau une négociation de trente-un millions fix cent vingt - huit mille neuf cent livres de promesses de la caisse qui furent introduites en secret dans le Commerce ; ce qui , avec les quarante - un millions neuf cent seize mille cent livres , forme un total de soixante-treize millions cinq cent quarante-cinq mille livres. Nous verrons dans un moment en quoi consista ce remboursement.

Sur la fin de cette année il fut supprimé diverses Charges , entr'autres une partie des Payeurs & Contrôleurs des rentes , tous les Syndics des rentes , les Offices des Chancelleries près des Prévôts ; les privilèges des Officiers des Chancelleries près les Parlemens & Cours Supérieures furent en partie supprimés , & le nombre des Officiers de la grande Chancellerie réduit. Pour rembourser les propriétaires après la liquidation de leur finance , il fut consti-

54 *Recherches & Considérations*

tué quinze cent mille livres de rente au denier vingt-cinq sur les Aides & Gabelles, cinq grosses Fermes, au capital de trente-sept millions cinq cent mille liv.

L'augmentation sur le sel fut aussi remise aux Peuples ; ce sont les seuls soulagemens qu'il avoit encore été possible de leur accorder.

*Affaires extraordinaires par Traité  
en 1714.*

Confirmation de  
la Noblesse des Mai-  
res & Echevins ;  
1000000 livres ; net.

	liv.	s.	d.
833333	6	8	

Vente des Offices  
de Trésoriers des  
Chancelleries ;

420000 livres ; net .

350000

*Idem* de l'Election  
de Confolans, Géné-  
ralité de Poitiers ;  
60000 livres ; net . .

50000

*Idem* des privilèges  
de Marchands d'eau-  
de-vie par subroga-  
tion ; 350000 livres ;  
net . . . . .

291666	13	4
--------	----	---

---

1525000

De l'autre part. 1525000

*Idem* de Commis-  
faires aux prisées &  
ventes de meubles ;  
résultat de 1712 à  
1714, 300000 livres ;  
net . . . . . 250000

*Idem* de vingt Of-  
fices d'Agens de Chan-  
ge ; 400000 livres ;  
net . . . . . 360000

---

2135000

*Autres fonds en 1714 & 1715.*

Négociation de promesses  
de la caisse des emprunts . . 31628900

Mars 1714, 500000 liv.  
de rentes au denier douze  
sur les Tailles, remboursa-  
bles en treize ans . . . . . 6000000

Mai 1714, 500000 liv.  
de rentes au denier seize  
sur le Contrôle des Actes,  
remboursables en dix-sept  
ans . . . . . 8000000

Août sur le même objet  
& aux mêmes conditions,  
500000 livres de rentes . . . 8000000

---

55763900

E iiij

De l'autre part...	55763900
Sur les Etats de Bretagne 120000 livres de rente au denier vingt, remboursables d'année en année . . .	2400000
	<hr/>
	58163900
Fonds mentionnés au Mémoire . . . . .	29000000
Mars 1715, 500000 livres de rente au denier feize sur le Contrôle des Actes, remboursables en quinze années . . . . .	8000000
Juin 500000 livres de rente au denier feize sur les Tailles, remboursables en feize années . . . . .	8000000
	<hr/>
Total pour les deux années . . . . .	103163900
	<hr/>

Cependant il faut déduire l'escompte sur les trente-un millions de promesses de la caisse des emprunts.

17	<u>316540813</u>
----	------------------

5	33413380
---	----------

17	
59	
<u>88</u>	<u>349954193</u>

*ux dépenses depuis le  
décembre 1714.*

*dépenses*

1564585188	
5 années	
268769794	
1295815394	

*ment de cette somme.*

27897	}	1295815394	liv.
86793			
76056			
F			
244648			

*RÉCAPITULATION générale des Dépenses depuis le premier  
Janvier 1708 jusqu'au mois de Décembre 1714.*

<i>Années.</i>	<i>Ordonnances expédiées.</i>	<i>Sommes affi- gnées.</i>	<i>Reste à affi- gner.</i>
1708 . . . . .	202788354 liv.	184423036 liv.	18365318 liv.
1709 . . . . .	221110547	199148926	21961621
1710 . . . . .	225847281	187939820	37907461
1711 . . . . .	264011839	213241676	50771163
1712 . . . . .	240379947	202403099	37976848
1713 . . . . .	211697672	178383952	33313720
1714 . . . . .	213529630	97284948	116244682
	<u>1579366270</u>	<u>1262825457</u>	<u>316540813</u>
Pour les dépenses de 1707 & années pré- cédentes. . . . .	146215395	112802015	33413380
Remboursemens d'a- vances faites par plusieurs particu- liers . . . . .	46895647	46895647	
Réaffectations . . .	142062069	142062069	
	<u>1914539381</u>	<u>1564585188</u>	<u>349954193</u>

*Récapitulation générale des fonds qui ont servi aux dépenses depuis le  
premier Janvier 1708 jusqu'au mois de Décembre 1714.*

Les sommes assignées pour le payement des dépenses  
montent à . . . . . 1564585188

Les revenus ordinaires du Roi pendant lesdites années  
n'ont produit au Trésor Royal que . . . . . 268769794  
manquoit de fonds . . . . . 1295815394

*Fonds extraordinaires qui ont servi du remplacement de cette somme.*

Tiré par anticipation sur les revenus ordinaires . . . . .	233807897	} liv. 1295815394
Sur la Capitation . . . . .	192386793	
Sur le Dixieme des biens . . . . .	111076056	
Sur le bénéfice des Monnoies, rachat du Prêt & Annuel, Traités, Recouvrements, Avances de plusieurs particuliers, & autres affaires extraordinaires . . . . .	758544648	



*DEPENSES DE 1714.*

		Sommes assignées.	Reste à assigner.
Extraordinaire des guerres	63172306 liv.	24477125 liv.	38695181 liv.
Pain de munition. . . . .	12200000	5191000	7009000
Etapas . . . . .	8127663	1445164	6682499
Gardes du Corps & autres			
petits Trésoriers . . . . .	5230985	3516058	1714927
Artillerie. . . . .	3080524	611291	2469233
Fortifications. . . . .	1673139	1095930	577209
Marine . . . . .	14898309	1997593	12900716
Galeres . . . . .	2826049	779100	2046949
Maisons Royales . . . . .	8344431	4242980	4101451
Dépenses du Trésor Royal	93976224	53928707	40047517
	<u>213529630</u>	<u>97284948</u>	<u>116244682</u>

*Distribution des Assignations.*

Pour les années 1707 & précédentes	32235124	} 199175671 liv.
1708 . . . . .	650417	
1709 . . . . .	614522	
1710 . . . . .	2755708	
1711 . . . . .	616076	
1712 . . . . .	6321635	
1713 . . . . .	21003816	
1714 . . . . .	77420105	
Réassignations. . . . .	29036858	
Remboursemens d'avances . . . . .	28521410	

1708.	20.
1709.	22.
1710.	22.
1711.	26.
1712.	24.
1713.	21.
1714.	21.

Anées.

ex

Or

# RÉCAPITULATIO Janvier 1708

Tome V. page 57. II. Table.

0141  
8589  
5010  
9183

*sur les Finances de France.* 57

*Fonds de l'année 1714.*

	liv.
Impositions . . . . .	118395822
Charges & diminutions	86206073
	<hr/>
Parties du Trésor Royal	32189749
Par anticipation sur les	
revenus de 1715 . . . . .	33272959
1716 . . . . .	30424355
1717 . . . . .	7693947
1718 . . . . .	191061
1719 . . . . .	180833
1720 . . . . .	180833
1721 . . . . .	180833
1722 . . . . .	180833
Capitation . . . . .	23057247
Dixieme . . . . .	22044021
Fonds extraordinaires..	49579000
	<hr/>
	199175671
	<hr/>

*Voyez les deux Tables ci-jointes.*

Pour commencer à donner quelque soulagement aux Peuples , un Edit du mois d'Août 1715 supprima en général tous les annoblissemens par Lettres & les privilèges de Noblesse attribués depuis l'année 1689 à tous les Offices , soit militaires ou de judicature , police & finance. Il révoqua toutes les exemptions accordées depuis la même époque aux Offices dont la première finance étoit au-dessous de dix mille livres. Il supprima toutes les Charges de Subdélégués & leurs Greffiers , toutes celles qui se trouvoient créées depuis ce tems dans les Elections.

Les Offices de Contrôleurs des Domaines & bois , ainsi que plusieurs autres dans les Eaux & Forêts , furent également supprimés ; leur remboursement fut assigné sur les fonds provenant de la vente de divers bois appartenans à des Communautés ecclésiastiques ; & pour le remplacement des fonds il fut créé en leur faveur dix mille livres de rente au denier vingt-cinq.

Pour rendre libres les fonds de la Capitation & du Dixieme , sur lesquels il avoit été consommé par anticipation, (C) deux millions de rentes au denier vingt furent constitués sur la Capitation &

*sur les Finances de France.* 59

le Dixieme des Villes & Provinces suivantes.

	<i>Sur la Capita- tion.</i>	<i>Sur le Dixieme.</i>
Languedoc . .	200000 liv.	200000 liv.
Bretagne . . .	250000	250000
Bourgogne . . .	150000	150000
Artois . . . .	50000	50000
Provence . . .	100000	100000
Paris . . . . .	150000	150000
Lyon . . . . .	100000	100000
	<hr/> 1000000 <hr/>	<hr/> 1000000 <hr/>

Les capitaux devoient être amortis à raison de deux millions par année, & de ce qui reviendrait de bon sur la diminution des arrérages par les remboursemens annuels. Si depuis 1689 on n'eût pas emprunté autrement, l'E-tat n'eût point éprouvé les révolutions onéreuses que nous avons vû son cré-dit éprouver à la chute du systême ; & celles qui nous restent à parcourir.

Dès le 7 Mai, la Déclaration du 15 Décembre précédent au sujet des bil-lets de monnoie fut révoquée , ainsi que les Arrêts rendus en conséquence : les intérêts des promesses furent réduits à quatre pour cent, leur payement avec

celui des capitaux fut affecté sur le produit des quatre sols pour livre des droits des Fermes, pour être fait des remboursemens de quartier en quartier. Le 11 Juin suivant, il fut ordonné que le 2 Juillet toutes les promesses seroient tirées au sort pour indiquer par avance celles qui seront remboursées au mois d'Octobre suivant.

D'après des arrangemens si précis & annoncés d'une maniere si authentique, personne ne s'attendoit à l'Edit du 2 Août 1715; il supprima la Caisse des emprunts, & ordonna que les porteurs des promesses en seroient remboursés en rentes au denier vingt-cinq créées par cet Edit, lesquelles promesses vérifiées par les Commissaires du Conseil ne seroient reçues que pour moitié des principaux, ou pour la somme à laquelle monteroit la liquidation qui en seroit faite, eu égard aux négociations qui se reconnoîtront avoir été faites: lesdits Commissaires ayant le pouvoir d'ordonner le remboursement entier des promesses qui n'auroient point été vérifiées: à l'égard des intérêts, il étoit réglé qu'ils seroient liquidés séparément sur le pied de cinq pour cent, jusqu'au 15 Mai pour les promesses échues à ce

jour , & de cette date à quatre pour cent ; l'intérêt des promesses non échues devoit aussi être passé jusqu'à ce jour à cinq pour cent , & depuis leur échéance à quatre pour cent. Cinq millions de rentes au denier vingt-cinq furent constituées pour le remboursement.

Il y eut un visa ordonné pour reconnoître les billets d'emprunts & de substance des Trésoriers Généraux de l'extraordinaire des guerres & de l'artillerie , & les anciennes assignations tirées avant le 7 Octobre 1710. Le remboursement de ces effets après la liquidation fut assigné sur un million de rentes perpétuelles au denier vingt-cinq , au lieu de la loterie en forme de tontine assignée en 1714.

Ces réductions avoient été précédées du discrédit des billets de le Gendre dès le mois d'Avril : il avoit été impossible , comme le remarque M. Desmarests , de satisfaire aux engagements excessifs qu'on avoit fait prendre à cette Caisse : & tel sera toujours le sort de papiers de crédit portant un gros intérêt. Ce sont moins des payemens que des assignations , & ils viennent toujours au terme chercher l'intérêt & le remboursement du capital.

Les billets de le Gendre étant devenus la seule ressource du Ministre , & l'effet le plus estimé du public , on en força la circulation sans pourvoir à la rentrée. Le tems arriva , & tant qu'il y eut quelques fonds à placer dans la Caisse , le paiement exact d'une partie des anciens billets facilita la négociation d'une plus grande quantité de nouveaux. Cela devoit durer ainsi tant qu'il passeroit dans la Caisse des sommes capables d'entretenir l'illusion du public : les fonds se trouvant enfin consommés entièrement à l'avance , & le Trésor Royal absolument vuide , il falloit nécessairement reculer les payemens : un seul jour de retard suffit pour inspirer une juste défiance ; & la lumière de l'éclair ne se communique point sur l'horison avec plus de vitesse que la crainte dans les esprits.

Telle fut la suite inévitable du parti pris en 1709 : tout ce qui suivit montre assez les dispositions favorables du public pour se prêter à un crédit , le seul remède efficace dans ce moment , dont le Corps politique pût recevoir quelque soulagement.

La Caisse de le Gendre une fois ruinée , il devenoit très-difficile de rem-



plier ses engagements à l'égard de la Caisse des emprunts ; & quand même elle eût repris quelque faveur , ce ne pouvoit être qu'un palliatif de très-peu de durée.

La crise de l'Etat étoit cependant plus violente que jamais ; il ne se trouvoit plus un seul motif qui pût engager les propriétaires de l'argent à s'en défaire , ou à le faire passer dans le Commerce : les denrées étoient chères , parce qu'il y avoit un risque infini à les donner à crédit ; comme d'un autre côté on manquoit d'argent pour les payer , la consommation & par conséquent le travail étoient anéantis : l'usure que l'on avoit voulu punir s'enhardit encore , & vit accroître ses profits ; personne ne pouvoit ou n'osoit faire usage de ses richesses ; l'Etat , qui depuis plusieurs années ne subsistoit que sur le crédit , restoit sans chaleur & sans vie : les principaux revenus étoient engagés à perpétuité ; l'excédent des charges ne suffisoit pas au maintien du Gouvernement ; & cet excédent étoit consommé d'avance sur plusieurs années. La famine , les inondations , la mortalité des bestiaux , sembloient avoir conjuré pour la désolation entière des

peuples affligés par une guerre & des détresses de vingt-deux ans. Une partie des maisons dans les campagnes manquoit des réparations les plus nécessaires ; les terres étoient abandonnées par les cultivateurs, dépourvûs de bestiaux, d'engrais, d'instrumens propres au labourage. La paix faite depuis près de deux ans ne leur avoit point encore fait goûter ses douceurs, & l'excès de leur misère les avoit conduits à cette insensibilité funeste qui semble annoncer la chute des Etats.

Telle étoit la situation de la France, lorsqu'une nouvelle infortune lui enleva son Roi le premier Septembre. Ce moment développa l'étendue de nos maux. La constance, que ce grand Prince avoit opposée à des revers accablans pour tout autre, avoit en quelque façon passé dans l'ame de ses sujets ; le respect & l'admiration qu'il inspira même à ses ennemis pour sa personne, imposoient silence à la douleur ; sa perte en rendit l'usage, & la rendit encore plus amère.

Après avoir vû les embarras où s'est trouvé M. Desmarets, malgré son habileté, il est juste de connoître ses vûes & ses desseins pour en sortir. On en  
pourra

pourra prendre une juste idée dans le rapport qu'il fit au Roi à la fin de l'année 1714.

« Pour rendre compte à Votre Ma-  
» jesté de la situation présente de ses  
» Finances, & de différens moyens pro-  
» posés pour faire les fonds nécessaires  
» pour les dépenses de 1715 & 1716 ,  
» se remettre au courant en 1717, ren-  
» dre les recettes & dépenses égales en  
» ladite année, comme en 1683, &  
» payer les dettes de l'Etat; j'ai cru  
» qu'il étoit nécessaire de rappeler ici  
» en peu de mots l'état où étoient les  
» Finances de Votre Majesté en 1662 ,  
» lorsqu'elle en confia l'administration  
» à feu M. Colbert; ce qu'il a fait pen-  
» dant son Ministère pour les rétablir ;  
» & l'état où il les a laissées par son dé-  
» cès en 1683, époque où la France a  
» été plus florissante, & les Finances  
» dans l'arrangement le plus parfait : ce  
» qui a été fait depuis 1683, sous les  
» Ministres de M. le Pelletier, de Pont-  
» chartrain, & de Chamillart : l'état  
» où étoient les Finances de Votre Ma-  
» jesté, lorsqu'elle me fit l'honneur de  
» m'en charger en 1708 : ce que j'ai  
» fait depuis jusqu'à la fin de l'année  
» dernière 1714 : & la situation où les

» Finances de Votre Majesté sont au-  
» jourd'hui ; pour parvenir par ces préa-  
» lables à mettre Votre Majesté en état  
» de se déterminer sur les moyens pro-  
» posés.

» J'ai entrepris de faire ces paralle-  
» les à Votre Majesté , parce que j'ai eu  
» une parfaite connoissance de tout ce  
» que feu M. Colbert a fait dans le cours  
» de son Ministère , dont j'étois seul  
» chargé de l'exécution ; & que depuis  
» sa mort jusqu'en 1708 , j'ai toujours  
» suivi ce qui a été fait dans ces Mi-  
» nistères , dont l'on m'a souvent com-  
» muniqué les projets.

*Etat des Finances en 1662.*

» Lorsque M. Colbert entra dans les  
» Finances , il trouva presque tous les  
» Domaines de Votre Majesté aliénés ,  
» la plus grande partie des Aides & des  
» Gabelles , les Tailles diminuées &  
» abandonnées aux Payeurs des rentes  
» pour assûrer le payement des Ren-  
» tiers , les parties casuelles sans pro-  
» duit par un grand nombre de Char-  
» ges créées héréditaires & en survi-  
» vance , dont les gages , augmenta-  
» tions de gages , & taxations em-

» ployées dans les Etats du Roi, con-  
» sommoient presque le montant des  
» impositions ; les privilèges accordés  
» à tous ces Offices d'exemption de  
» Tailles , & d'attribution de noblesse  
» aux Villes & aux particuliers par let-  
» tres , rendoient le recouvrement des  
» impositions impossible , & y causoient  
» des non-valeurs considérables.

» Les rentes sur les Gabelles aliénées  
» au denier trois , quatre & au plus au  
» denier huit , consommoient la plus  
» grande partie des revenus.

» Les Traités à des remises du tiers ,  
» & qui consommoient souvent le total  
» de la Finance , par des prêts , sur-  
» prêts , ce qui fit faire des billets de  
» l'Epargne pour des sommes considé-  
» rables dont Votre Majesté étoit dé-  
» biteur.

» Les dépenses excédoient les recet-  
» tes , & ne montoient pour lors qu'à la  
» somme de trente-deux millions net.

» M. Colbert ayant reconnu pour  
» lors la triste situation de vos finances ,  
» & représenté à Votre Majesté que le  
» mal procédoit du trop grand nombre  
» de Contrôleurs généraux , Intendants  
» des Finances , Trésoriers de l'Epar-  
» gne , & autres Charges de l'adminis-

» tration , il propofa à Votre Majefté  
» la fuppreffion de tous ces Offices , &  
» l'établiffement de votreConfeil Royal  
» des Finances tel qu'il eft aujourd'hui.

» Et fur ce fondement folide il éta-  
» blit la Chambre de Juftice par laquelle  
» il rembourfa tous les billets de l'Epar-  
» gne , & acquitta toutes les autres det-  
» tes de Votre Majefté en rentes , ga-  
» ges , augmentations de gages & taxa-  
» tions , dont il fupprima la plus grande  
» partie & retrancha jufqu'à deux &  
» trois quartiers de celles qu'il laiffa fub-  
» fifter.

» Il rentra dans les Domaines aliénés,  
» & retira les droits d'Aides , dont il fit  
» une Ferme de la fomme de treize mil-  
» lions fept cent vingt mille livres.

» Il fupprima toutes les hérédités &  
» furvivances des Officiers , & les réu-  
» nit aux Parties cafuelles.

» Il fit ordonner la recherche des ufur-  
» pateurs de Nobleffe par Edit du mois  
» de Décembre 1661.

» Il fit fupprimer en 1664 toutes les  
» Lettres de Nobleffe accordées moyen-  
» nant finance depuis le premier Jan-  
» vier 1634 , quoique confirmées auffi  
» moyennant finance en 1656 , excepté  
» celles accordées pour fervice.

» Les Nobles supprimés n'eurent  
» point de remboursement que la jouis-  
» sance de l'exemption pour les années  
» 1665 & 1666 en Normandie, & en  
» 1665 pour tout le Royaume.

» Il fit éteindre tous les Colléges des  
» Secrétaires du Roi, & les réduisit en  
» un seul Collége au nombre de deux  
» cent quarante.

» Il supprima tous les privilèges de  
» Noblesse accordés aux Maires & Eche-  
» vins des Villes, excepté Toulouse &  
» Lyon.

» Il fit révoquer les privilèges de  
» Noblesse au premier degré accordés  
» aux Cours Supérieures depuis l'année  
» 1644 jusqu'en 1660, & les remit à  
» leur ancienne Noblesse graduelle.

» Il fit en 1673 faire la recherche des  
» amortissemens, nouveaux acquêts &  
» francs-fiefs, & il supprima & éteignit  
» tous les privilèges d'exemption de  
» Tailles, logement de gens de guerre,  
» & autres des particuliers & des Vil-  
» les.

» Il réduisit le nombre des Officiers  
» des Elections, Greniers à sel & autres  
» Officiers inutiles dans les Finances ;  
» il fit supprimer les triennaux & les  
» quatriennaux des Offices comptables,

» & il fit faire la liquidation des Finan-  
» ces en 1663 des Offices réservés , sur  
» lesquels il fixa leurs gages & taxations ,  
» le prêt & annuel qu'ils devoient payer.

» Il fixa les remises des Comptables  
» & des Traités , à condition de payer  
» les parties revenantes au Trésor Royal  
» sans non-valeurs.

» Il fixa aussi le prix de toutes les  
» Charges , en ordonna la consignation  
» & établit la caisse des emprunts.

» Par tous ces arrangemens qu'il fit  
» sous les ordres de Votre Majesté , il  
» parvint d'abord à porter ses revenus  
» à quatre-vingt cinq millions , & par  
» son attention il fut assez heureux pour  
» les augmenter jusqu'à la somme de  
» cent cinq millions que Votre Majesté  
» avoit de revenus en 1683 , qui étoient  
» suffisans & proportionnés aux dépen-  
» ses , dans lesquelles il n'y avoit  
» que vingt millions de charges , y  
» compris huit à neuf millions de ren-  
» tes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris au  
» denier dix-huit.

### *Etat des Finances en 1683.*

» En l'année 1689 , la première guer-  
» re ayant commencé , l'on se persuada



» que les seuls moyens praticables pour  
» la soutenir , étoient de constituer des  
» rentes sur l'Hôtel-de-Ville, & de créer  
» plusieurs Charges auxquelles on attri-  
» bua des gages , des droits & des privi-  
» léges ; on chargea des Traitans du re-  
» couvrement de la finance aux remises  
» du sixieme & des deux sols pour livre  
» fixés par feu M. Colbert.

» On fit prendre des augmentations  
» de gages à toutes les Cours Supérieure-  
» res , & on en attribua à tous les au-  
» tres Juges , auxquels on attacha des  
» exemptions de Tailles & des privi-  
» léges.

» On créa plusieurs nouvelles Char-  
» ges d'Intendans des Finances , Gar-  
» des du Trésor Royal , Trésoriers des  
» Parties casuelles , autres Trésoriers  
» & Offices comptables.

» On continua la recherche des  
» francs-fiefs & des amortissemens.

» On augmenta les Offices de Secrétaires du Roi , tant du grand Collège  
» que ceux créés près les Cours Supérieures & les Présidiaux.

» On confirma les Noblesses des Villes , celles des Lettres de Noblesse &  
» de réhabilitation , & on créa même de  
» nouvelles Lettres de Noblesse.

» On fit la réforme & la refonte des  
» monnoyes.

» On créa plusieurs Charges dans les  
» Cours Supérieures de Paris , & on  
» leur rendit la Noblesse au premier dé-  
» gré.

» Et l'on fit la création des Maires ,  
» Procureurs du Roi & Greffiers , &  
» d'autres Officiers dans toutes les Vil-  
» les du Royaume.

» Par tous ces différens moyens on  
» soutint les dépenses de la première  
» guerre ; mais on diminua en même  
» tems tous les revenus de Votre Ma-  
» jesté.

» La paix étant faite en 1697 &  
» 1698 , & M. de Chamillart étant Con-  
» trôleur général sur la fin de l'année  
» 1699 , il se proposa pour rétablir les  
» Finances de Votre Majesté de faire  
» une recherche sur tous les Traitans ,  
» en leur faisant restituer la moitié des  
» remises & profits qu'ils avoient faits  
» dans la dernière guerre.

» Mais la guerre ayant recommencé  
» en 1701 , il crut que les moyens les  
» plus praticables pour la soutenir é-  
» toient de réduire les rentes sur la Vil-  
» le du denier dix-huit au denier vingt ;  
» d'en créer de nouvelles , de faire  
» payer

» payer des augmentations de finance  
» aux Charges créées, d'en augmenter  
» le nombre dans les Bureaux des Fi-  
» nances, Elections & Présidiaux.

» De continuer à faire d'autres taxes  
» & créations de nouvelles Charges.

» De continuer la recherche de la  
» Noblesse.

» De créer de nouvelles Lettres de  
» Noblesse.

» D'accorder deux degrés de dispen-  
» se de service aux Cours Supérieures,  
» & Trésoriers de France & du Royau-  
» me.

» D'augmenter le nombre des Inten-  
» dans des Finances, & des Gardes du  
» Trésor Royal.

» De créer plusieurs Charges de Ju-  
» dicature, de Lieutenans de Police,  
» & de nouvelles Charges comptables;  
» on créa même des alternatifs & des  
» triennaux à plusieurs Offices.

» L'on fit payer la confirmation de  
» l'hérédité.

» On créa des Offices sur les ports de  
» la Ville de Paris, auxquels on attri-  
» bua de nouveaux droits.

» On en établit aussi sur les bouche-  
» ries, sur les vins, sur les péages, sur  
» le sel, & on taxa les arts & métiers.

„ L'on augmenta encore le nombre  
„ des Officiers dans les Bureaux des Fi-  
„ nances , des Elections , Présidiaux &  
„ autres Justices ; l'on réunit aux Corps  
„ les Offices non vendus , & l'on en im-  
„ posa plusieurs sur les Provinces au fol  
„ pour livre de la Taille.

„ On établit la Capitation & les deux  
„ sols pour livre de la Taille & des Fer-  
„ mes , & autres impositions.

„ On tenta de faire des affranchisse-  
„ mens de Taille , & l'on accorda l'af-  
„ franchissement de la Capitation à plu-  
„ sieurs Officiers & particuliers qui se  
„ font affranchis.

„ On fit la réforme des monnoies , &  
„ enfin on établit les billets de mon-  
„ noie , les promesses à cinq ans , les  
„ assignations & autres papiers , billets  
„ des Receveurs généraux & Fermiers,  
„ des Trésoriers , & autres billets de  
„ subsistance & ustensiles , par lesquels  
„ on crut parvenir à soutenir une guer-  
„ re dont on espéroit de voir tous les  
„ jours la fin.

„ Les Finances de Votre Majesté é-  
„ toient en cet état , lorsqu'Elle m'en  
„ chargea en 1708 , par la reconnois-  
„ sance que j'en fis pour lors , & dont  
„ j'ai eu l'honneur de lui rendre compte.

„ Et voyant que tous les moyens  
„ dont on s'étoit servi dans les deux  
„ derniers Ministeres n'étoient plus pra-  
„ ticables , je proposai à Votre Majesté  
„ ceux que je croyois les plus conve-  
„ nables pour soutenir les dépenses de  
„ la guerre , dont les principaux étoient  
„ de supprimer tout le papier qui em-  
„ pêchoit la circulation de l'argent , ce  
„ qui fut exécuté heureusement par la  
„ Déclaration que Votre Majesté jugea  
„ à propos de rendre au mois d'Octo-  
„ bre 1710 , qui ordonnoit la conver-  
„ sion de toutes les assignations tirées  
„ jusqu'audit jour , billets de monnoie ,  
„ promesses à cinq ans , billets de l'ex-  
„ traordinaire des guerres , & autres  
„ papiers en rentes sur l'Hôtel-de-Ville ,  
„ dont une partie a été consommée par  
„ la refonte des espèces.

„ Etant débarrassé de ces sortes de  
„ papiers , Votre Majesté approuva le  
„ rachat du prêt & annuel , l'aliénation  
„ du Contrôle des Actes des Notaires ,  
„ les rentes au denier douze sur le Cler-  
„ gé , les augmentations de gages aux  
„ Officiers comptables.

„ Le produit des impositions des an-

„ nées 1711, 1712 & 1713, que l'on  
„ avoit rendu libres par la suppression  
„ d'assignations au mois d'Octobre  
„ 1710, n'étoit pas suffisant ; V. M. ju-  
„ gea à propos d'établir le Dixieme.

„ Ces avances furent faites de neuf  
„ millions par les Receveurs généraux ,  
„ & plusieurs autres faites par différens  
„ particuliers.

„ Le Clergé constitua encore des ren-  
„ tes pour huit millions , pour s'exemp-  
„ ter de payer le Dixieme.

„ Enfin on rendit l'Edit du mois d'Oc-  
„ tobre 1713 , pour les taxations attri-  
„ buées à différens Officiers.

„ L'on consumma partie des fonds  
„ de 1714, 1715 & 1716 , soit en assi-  
„ gnations tirées sur eux , & qu'ils ont  
„ augmentées , soit par les avances  
„ qu'ils ont faites en argent & en bil-  
„ lets.

„ On aliéna les rentes au denier  
„ douze sur les deux sols pour livre de  
„ la Taille , & les trois deniers pour  
„ livre attribués aux Inspecteurs des  
„ Finances , remboursables en un cer-  
„ tain nombre d'années.

„ Votre Majesté approuva la Ferme  
„ du Contrôle des Actes des Notaires à  
„ trois millions , qui ont été aliénés en  
„ rentes tournantes au denier seize ;

» pour rembourser la finance des Adju-  
» dicataires en un certain nombre d'an-  
» nées , & procurer un secours de huit  
» millions.

» On a supprimé les droits de péa-  
» ges , que l'on remboursa par la Ferme  
» des huiles.

» Votre Majesté a bien voulu dimi-  
» nuer le prix du sel , pour en augmen-  
» ter la consommation.

» Tous ces recouvremens furent éta-  
» blis en régie dans une caisse particu-  
» liere , sans remise ni autres frais ; &  
» cette caisse a produit depuis ce tems  
» jusqu'à la fin de 1714 , dans la même  
» forme de régie , plus de quatre cent  
» millions , qui ont servi aux dépenses ;  
» de sorte que les Finances de Votre  
» Majesté se trouvent moins chargées  
» qu'en 1708 , & sont présentement  
» dans la situation que je vais expliquer  
» à Votre Majesté.

» Votre Majesté voit par l'état pré-  
» sent de ses Finances , le motif qui  
» m'a déterminé à lui faire le parallele  
» de l'état où elles étoient en 1662.

» Il a été aliéné des fonds depuis  
» 1683 pour plus de soixante millions  
» de livres de revenus , dont il ne reste  
» aujourd'hui que trente millions pour  
» les dépenses.

» Mais la différence de ce parallele  
» est , qu'en 1662 M. Colbert trouva  
» vos Finances dans une déprédation  
» criminelle , par l'aliénation de vos re-  
» venus à des prix infoutenables ; les  
» moyens violens pour y rentrer & pour  
» acquitter les dettes , étoient plus pra-  
» ticables qu'ils ne sont aujourd'hui ,  
» que les fonds de Votre Majesté sont  
» aliénés pour des sommes proportion-  
» nées au produit ; & les dépenses étant  
» pour lors plus fortes qu'elles n'ont  
» été depuis jusqu'en 1683 , il eut vingt  
» années pour augmenter les revenus ,  
» & les rendre proportionnés aux dé-  
» penfes.

» Or les dépenses étant aujourd'hui  
» plus fortes que les revenus , les det-  
» tes qu'il faut indispensablement payer  
» plus considérables , & plus légitime-  
» ment dûes qu'elles n'étoient en 1662 ;  
» les fonds étant consommés d'avance  
» pour les années 1715 & 1716 , les  
» Provinces épuisées par la disette de  
» 1709 , les inondations , les imposi-  
» tions militaires & extraordinaires , &  
» en dernier lieu la mortalité des bes-  
» tiaux ; l'on ne peut se servir des mê-  
» mes moyens pratiqués par M. Col-  
» bert , pour rétablir vos Finances en



» l'état où il les a laissées en 1683.

» Et j'espère que Votre Majesté ne  
» sera pas surprise , lorsque je lui repré-  
» senterai qu'il faut au moins un pareil  
» nombre de vingt années pour rétablir  
» ses Finances par les moyens que je  
» vais lui proposer , & que je crois les  
» plus praticables , après avoir exami-  
» né avec attention tous ceux par les-  
» quels on pourroit parvenir à l'exécu-  
» tion de ce projet.

» Avant d'expliquer ce projet à Vo-  
» tre Majesté , je crois préalable de lui  
» observer sur la situation présente de  
» ses Finances :

» Que les dettes en assignations , or-  
» donnances , pensions , Trésoriers de  
» l'extraordinaire des guerres , Marine ,  
» Galeres , Entrepreneurs , Fournis-  
» seurs , Etapiers , & autres contenus  
» dans un état que j'ai fait faire très-  
» exact , & en détail , montent à plus  
» de cinq cent millions.

» Les fonds aliénés sur les revenus  
» employés dans les Etats de Votre Ma-  
» jesté , & en rentes sur la Ville , mon-  
» tent à plus de soixante millions.

» La caisse des emprunts à la somme  
de

» Et il ne reste aucun fonds pour par-

» tie des dépenses de 1715 , & l'année  
» entiere 1716.

» J'avoue à Votre Majesté que, par  
» l'attention que j'ai eu depuis 1708 ,  
» autant que la guerre me l'a permis ,  
» j'ai toujours eu pour objet principal  
» la conservation de vos revenus , &  
» de n'en point augmenter l'aliénation ,  
» de maniere que je puis assurer Votre  
» Majesté qu'ils seront en 1717 comme  
» en 1683.

» Mais il est question de les rendre  
» libres des soixante millions dont ils  
» sont plus chargés qu'en ladite année  
» 1683.

» Le Dixieme & la Capitation y  
» pourroient suppléer , si Votre Majesté  
» ne s'étoit pas engagé de les suppri-  
» mer à la paix.

» On m'a proposé de doubler la Ca-  
» pitation & de supprimer le Dixieme ,  
» c'est toujours manquer à une partie  
» de l'engagement ; & les affranchisse-  
» mens faits sur la Capitation au Cler-  
» gé , à des Provinces entieres , aux Of-  
» ficiers & aux Particuliers , y font un  
» obstacle invincible.

» On a proposé un nouveau subside de  
» paix pour payer les dettes de l'Etat ;  
» mais ce moyen paroît long , diffici-

» le , & incertain dans l'exécution.

» Je me suis informé de ce qui se pratiquoit en Allemagne , en Hollande , & en Angleterre pour acquitter leurs dettes , j'en ai les décrets & les placards : par là je connois que tous leurs moyens consistent en des impositions sur tous leurs biens & effets pour un grand nombre d'années destinées au payement des dettes contractées pour la guerre.

» De sorte que je me suis déterminé de proposer à Votre Majesté le moyen que je croyois le plus praticable.

» C'est de charger le Clergé , les Pays d'Etats , les Villes , Provinces & Généralités du payement des soixante millions aliénés & des principaux en un certain nombre d'années.

» Par ce moyen les revenus de Votre Majesté , que je lui promets de soutenir comme en 1683 , deviendront libres & seront suffisans pour les dépenses.

» Si Votre Majesté approuve ce projet , voici les moyens que je lui propose pour y parvenir.

» Comme le Clergé s'assemble en 1715 pour le don gratuit ordinaire , que les Pays d'Etats s'assembleront aussi cette année ;

» Votre Majesté pourra leur faire  
» sçavoir ses intentions sur les sommes  
» qu'ils devront fournir , & pour les-  
» quelles ils seront compris dans l'état  
» de répartition.

» Les autres Provinces, Villes & Gé-  
» néralités suivront certainement ce  
» qu'ils feront.

» Et par les payemens qu'ils feront  
» annuellement sur cette nouvelle im-  
» position , ou les rentes tournantes  
» que l'on assignera ; on parviendra à  
» rembourser tous les Offices & droits  
» qui seront supprimés , à rejeter au  
» moins les deux tiers des rentes sur la  
» Ville , sur celles qui seront créées sur  
» cette nouvelle imposition , & à payer  
» les dettes de l'Etat.

» En attendant les ordres de Votre  
» Majesté sur cet important projet , ou  
» pour tel autre qu'elle me prescrira ,  
» je fais les arrangemens que je crois  
» nécessaires pour en prévenir & assu-  
» rer l'exécution.

» Je viens de proposer à Votre Ma-  
» jesté la Déclaration sur la loterie pour  
» consommer par ce moyen tout le pa-  
» pier prohibé par la Déclaration du  
» mois d'Octobre 1710.

» L'Arrêt du Conseil pour la recon-

» noissance des assignations qui restent  
» dans le Public & qui n'ont point été  
» acquittées par les Trésoriers , Rece-  
» veurs généraux , Fermiers & autres  
» sur qui elles étoient tirées , & par la  
» caisse de la régie qui en a remboursé  
» par des arrangemens pour plus de  
» trente millions.

» L'Arrêt pour indiquer le payement  
» en entier d'une partie des promesses  
» des Gabelles , en attendant que l'on  
» puisse y pourvoir plus efficacement  
» sur l'imposition nouvelle proposée.

» Je proposerai à Votre Majesté jour-  
» nellement & successivement ,

» Déclaration pour la suppression de  
» tous les privilèges, lettres de Nobles-  
» se à plusieurs Villes & Offices ;

» Déclaration pour la suppression de  
» tous les Traités qui restent à exploiter,  
» & les impositions extraordinaires pour  
» lesdits Traités ;

» Déclaration pour la suppression du  
» quart des droits imposés sur la Ville  
» de Paris ;

» Déclaration pour la réduction des  
» Secrétaires du Roi de la grande Chan-  
» cellerie ; suppression des Secrétaires  
» du Roi des Provinces.

*Impositions à faire.*

» Déclaration pour ordonner l'impo-  
» sition de deux sols pour livre de la  
» Taille & les Fermes.

» Déclaration pour la suppression de  
» tous les Offices créés depuis 1683, &  
» retranchemens de leurs gages em-  
» ployés dans les états du Roi, dont le  
» remboursement fera assigné en prin-  
» cipal & intérêt sur les deux sols pour  
» livre de la taille ci-dessus imposés.

» Et enfin l'état de répartition d'une  
» somme de soixante millions, au lieu  
» de la Capitation & du Dixieme, &  
» les mémoires séparés pour proposer  
» cette imposition au Clergé, à chaque  
» Pays d'Etats, Provinces & Généra-  
» lités.

» Pour parvenir à la suppression des  
» Charges, gages, augmentations de ga-  
» ges, & droits employés dans les états  
» du Roi, je fais travailler à l'état des  
» nouvelles Charges employées dans  
» lesdits états depuis 1683, que l'on  
» sépare par matiere, & par Edits de  
» création, & dépouillement des Finan-  
» ces payées, pour pouvoir faire une

» liquidation certaine des Finances à  
» rembourser sur la réduction des reve-  
» nus & des finances , proportionnée  
» aux jouissances & privilèges.

» J'aurai la même attention sur les  
» autres dettes & finances de toute na-  
» ture , que l'on examinera par chapi-  
» tres & en détail , pour y retrancher ,  
» sans taxe & sans donner de discrédit ,  
» ce qui sera convenable & équivalent  
» à l'instar des rentes sur la Ville.

---

## MEMOIRE DE M. DAVENANT

*SUR les dettes publiques d'Angleterre en  
1698 , avec une Comparaison de la  
position de la France & de la Hollande  
en ces tems.*

**P**Our bien concevoir la matiere des  
aliénations de nos revenus publics,  
& les moyens qu'on pourroit employer  
pour les libérer , il est convenable de  
connoître les impositions qui se levoient  
avant la guerre , pour les comparer à  
celles dont le Peuple est chargé depuis  
la paix.

Car l'examen des anciens revenus  
pourra nous conduire à la connoissance

des sommes qu'on peut lever , sans nuire au Commerce , aux terres , aux manufactures. D'un autre côté par l'état des remboursemens annuels sur nos anciennes dettes , on pourra calculer dans combien de tems elles seront amorties , quelle sera la valeur des dépenses nécessaires au maintien du Gouvernement.

Suivant un compte présenté au Parlement en 1688 , les revenus ordinaires de la Couronne avec les droits sur le vin , le tabac , les toiles liv. st.  
de France , produisoient net. 2001855  
La Régie coutoit. . . . . 280000

---

Total. . . . . 2281855

Pour peu que l'on fasse attention à la richesse & à la prospérité de l'Angleterre avant la guerre , on sentira facilement que cette somme n'étoit pas assez considérable pour porter préjudice aux terres , au Commerce , & aux Manufactures.

En 1695 , année que nous choisissons parce que ses comptes furent pleinement appurés , la capitation fut ôtée , les nouvelles impositions montant à 394907 liv.



sterl. furent abolies , les di- verses branches des revenus furent diminuées , & elles	liv. st.
monterent net à. . . . .	811949
Les frais du recouvrement coutoient. . . . .	250000
Total en 1695. . . . .	1061949

Telle étoit probablement la position des affaires en 1695 , relativement aux anciens revenus de la Couronne , lorsque la défense de la Nation & la nécessité de se procurer une bonne paix obligerent de créer de nouveaux impôts , dont quelques-uns expirent bientôt , & les autres ont encore un terme assez long à courir.

Par le calcul des droits qui s'éteindront sous trois ans , c'est-à-dire sur le Malt , les Cuirs , le double Tonnage , les droits additionnels sur le papier , on verra que nous ne payerons pas autant que le Gouvernement recevoit avant la guerre : c'est ce que nous allons bientôt mettre en évidence. Commençons par les nouveaux impôts.

Les trois deniers sur neuf de droits additionnels pro- duisirent en 1695. . . . .	liv. st.
Les droits additionnels sur	435950

De l'autre part...	435950
les Douanes. . . . .	44847
Les Actes & les Compagnies continuées. . . . .	394907
Les droits sur les mariages. . . . .	54310
Le papier timbré. . . . .	44800
Le droit sur les fiacres, . . .	2800
	<hr/>
	977614

Il y avoit encore un droit sur le sel, qui ayant été augmenté, doit être compris dans la liste suivante des droits créés depuis 1695 pour le soutien de la guerre.

Le droit sur le Malt, qui peut valoir 650000 liv. sterl. mais jusqu'à ce que sa régie soit perfectionnée, il ne doit être évalué que pour 600000

Le double Tonnage, qui rendit en 1695. . . . . 370909

Le droit sur le sel à douze deniers par boisseau, rendoit 105000 liv. sterl. ainsi à vingt deniers il doit rendre. . . . . 175000

Le nouveau droit sur les fenêtres étoit affermé 140000 liv. sterl. par an ; mais sous la régie actuelle on ne doit

---

1145909  
la

De l'autre part... 1145909  
l'évaluer que. . . . . 50000

Le droit sur les cuirs, par  
estimation. . . . . 100000

Le nouveau droit sur le  
papier avoit été estimé à  
125000 liv. ft. pour deux ans,  
mais il ne produit pas plus de . . . 10000

Le droit sur la porcelaine.. 10000

Total. . . . . 1315909

Je passe sous silence quelques autres  
parties à cause de leur peu de rapport ,  
ainsi le Peuple paye à raison  
des anciens revenus , au to-  
tal. . . . . 1061949

A raison des droits établis  
en 1695. . . . . 977614

A raison des nouvelles im-  
positions. . . . . 1315909

En tout. . . . 3355472

Il en faut déduire les droits  
qui s'éteindront en moins de  
trois ans ; sçavoir ,

Sur le Malt . . . . .	600000	}	1080909
Sur le double Ton-			
nage . . . . .	370909		
Sur les Cuirs . . . . .	100000		
Nouveaux droits sur			
le Papier . . . . .	10000		

Ainsi à l'extinction de ces droits , c'est - à - dire , avant l'année 1700 , il ne fera plus levé que. . . . . liv. st. 2274563

Les impositions montoient au total avant la guerre à.... 2281855

Ainsi à l'extinction des droits dont nous venons de parler , le Peuple payera de moins qu'avant la guerre..... 7292

Ces droits , suivant le calcul ci-dessus , montent à.... 2274563

Il en faut déduire pour la régie. . . . . 250000

Reste net. . . . . 2024563

Cette somme est ce que nous avons à payer pendant quelque tems au Gouvernement ; & c'est l'affaire des hommes d'Etat de tirer de ces droits le meilleur parti qu'il fera possible pour libérer la Nation.

Il est à craindre , d'après de fortes apparences , que les créances des particuliers sur l'Etat ne montent à plus de seize millions & demi. En voici à-peu-près le détail.

Les tailles ou billets de l'Echiquier , à ceux qui ont

prêté sur les fonds précédens, & qui ne furent point payés au 23 Septembre 1697, sont estimés à. . . . . liv. st. 8882544

Dito sur les excises héréditaires & momentanées, & sur les Postes. . . . . 700000

Les assignations sur le Malt aux fournisseurs. . . . . 1270000

En annuités. . . . . 1300000

En Loteries. . . . . 1000000

En fonds de la Banque. . . . . 1200000

Depuis que les derniers défficiens ont été remplacés, il y en aura vrai-semblablement de nouveaux pour la valeur de. . . . . 1500000

Les arrérages dûs à nos armées de terre, à la flotte, l'Ordonnance & la Liste civile, avec toutes les suites d'une longue guerre, ne montent probablement pas à moins de. . . . . 1700000

Ainsi les dettes de l'Angleterre peuvent monter à... 17552544

Je n'entens pas dire que tel est exactement l'état des choses ; mais si nous approchons de près de la vérité, c'en

fera assez pour établir nos raisonnemens sur un fondement solide.

Les défficiens de l'année dernière , & les arrérages qui se trouvent toujours dûs à la fin d'une guerre , y sont compris , parce que jusqu'à ce qu'on y ait pourvû , l'on ne peut pas dire que les revenus publics sont clairs & liquides. Nous avons évalué ces articles à 3200000 liv. sterl. mais que ce compte soit trop foible ou non , il n'en est pas moins certain qu'il doit par sa nature avoir place dans l'examen que nous entreprenons.

Quelques personnes pensent que l'on ne doit point appeller des dettes les sommes pour lesquelles on a engagé des fonds ; c'est comme si l'on disoit qu'un homme qui a emprunté sur ses terres ne doit rien : ce raisonnement seroit absurde , & par la même raison nous devons appeller dettes publiques toutes les aliénations que nous avons pû faire du produit de nos terres , de notre Commerce & du travail du Peuple.

Ainsi , quoiqu'une grande partie de ces dix-sept millions & demi paroisse éteinte , puisqu'elle est assise sur des fonds assignés pour en répondre , nous

ne laisserons pas de trouver que cette somme est un fardeau très-pesant, tant sur nos terres que sur toutes nos affaires intérieures & extérieures. Il est donc du devoir de tout bon Citoyen de chercher les moyens d'en soulager son Pays le plutôt qu'il sera possible.

Cette dette est si pesante qu'elle absorbe une partie des anciens revenus destinés à soutenir le Gouvernement. Tout ce qu'on peut imposer sur le Commerce est déjà porté au plus haut point, & peut-être au-delà de sa proportion convenable ; la plupart des objets de notre consommation intérieure sont suffisamment chargés, de façon que quoique l'on puisse dire avoir pourvû à la majeure partie de nos dettes, il n'en est pas moins certain que les ressources pour l'avenir sont beaucoup plus difficiles à envisager.

Ceux qui veulent former un tableau des affaires nationales doivent commencer par examiner l'état des engagements passés, & les fonds qui ont déjà été accordés pour y répondre ; cela lui facilitera la connoissance de ce qui peut être pratiqué pour l'avenir.

Par ce tableau des dettes & des revenus assignés pour leur payement, on

connoît en combien de tems l'Etat peut être libéré , ce qui revient des revenus actuels pour le service public.

Malgré la grandeur de nos dettes , il est cependant évident que notre Peuple est moins obéré que celui de France ou de Hollande , comparaison faite du revenu général de ces Pays avec le nôtre.

J'ai de bonnes raisons pour penser que pendant la paix le revenu général de la France , c'est-à-dire , celui des terres , des manufactures & du Commerce , montoit environ à quatre-vingt-quatre millions sterlins ( *a* ).

Je calcule ce revenu général sur la consommation nécessaire à la subsistance d'un nombre d'hommes pareil à celui que la France possédoit avant la guerre.

J'ai lû un manuscrit écrit depuis la bataille de Nerwinde donnée le 29 Juillet 1693 , où les revenus de l'Etat sont très-détaillés , ainsi que la situation de ce Royaume. Il paroît fait avec tant de soin & de jugement , qu'il est clair que son Auteur étoit très-versé dans la con-

(*a*) L'Auteur évaluoit la livre sterlin à treize liv. de France d'alors , ce qui feroit un milliard & quatre-vingt-douze millions ; elle vaut à-présent environ vingt-trois liv. dix sols de France , ce qui fait dix-neuf cent soixante & quatorze millions.



noissance détaillée des affaires de son pays. Par ce que j'en ai pû rassembler je vais tâcher de donner un état des diverses branches du revenu de la France.

	liv.
Les Tailles montent à .	40000000
Les Fermes générales à	55000000
Les Parties casuelles à	4000000
Les Eaux & Forêts à .	2000000
Les Décimes ordinaires & extraordinaires du Cler- gé à . . . . .	2000000
Les Postes à . . . . .	3000000
Dons gratuits à . . . . .	1000000
Autres droits perçus principalement dans les Pays conquis . . . . .	9000000
(a) Total . . . . .	<u>125000000</u>

\* Tel est le revenu de l'Etat, net de tous les frais de régie.

(a) Cette somme, vû la différence des especes, fait aujourd'hui au-moins 225000000 l. l'on peut en conséquence calculer, suivant cette proportion, toutes les fois qu'il s'agira de l. de France dans ce Mémoire.

\* Ces parties ne sont pas tout-à-fait exactes dans le détail ni dans la totalité; en 1688 les Impositions montoient à 117733378 liv. L'Auteur ayant posé pour fondement de son calcul des faits qui lui étoient donnés comme vrais, tous les résultats de ses opérations se sont ressentis de la premiere erreur; mais les principes sur lesquels il raisonne n'en sont pas moins admirables. Il approche d'ailleurs assez près de la vérité pour faire sentir le prix de l'Arithmétique politique.

Il est à remarquer qu'avant le présent regne les impôts n'avoient point excédé la somme de soixante millions de livres de France.

Mais de ces cent vingt-cinq millions de France , une très-grande partie étoit employée avant le commencement de la dernière guerre à payer les intérêts des dettes contractées sous les regnes précédens & dans les premières années de celui-ci.

Pendant plusieurs années pour lever de l'argent on a eu recours à des créations d'Offices , à des augmentations de gages sur les anciens , à des assignations de rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Les acquéreurs de ces Offices ou les anciens propriétaires payoient ces augmentations par un supplément de finance qui faisoit entrer à la fois dans les coffres du Roi plusieurs années de ces rentes nouvelles. Ce moyen est très-propre à lever promptement de l'argent chez un Peuple aussi curieux d'être en Charge ; mais il a accablé pour longtemps ce pays sous un fardeau très-pesant par l'aliénation des revenus.

En 1688 on comptoit que cinquante-deux millions de livres tournois étoient employés à payer les rentes des dettes  
publiques ;

publiques ; restoit donc pour les dépenses courantes soixante & treize millions de livres de France.

Cette somme n'étoit certainement pas suffisante pour remplir tous les besoins occasionnés par la dernière guerre.

On croit communément que les dépenses de la Maison du Roi avec les pensions & l'entretien des Princes du Sang montent

	liv.
à . . . . .	20000000

Les dépenses secrètes montent à . . . . .	4000000
---	---------

La dépense ordinaire & extraordinaire des forces de terre . . . . .	75000000
---	----------

La dépense de la Marine	25000000
-------------------------	----------

Les alliances étrangères	13000000
--------------------------	----------

---

	137000000
--	-----------

Nous avons vû que les revenus destinés à la dépense courante montoient seulement à la somme de . 73000000

Par conséquent la dépense excède la recette de . . 64000000

Il a fallu indispensablement lever annuellement cette somme sur le Peuple ou la percevoir par voie d'emprunt , ce qui aura augmenté chaque année la somme des dettes nationales.

Les revenus en 1688 liv.  
 montoient à . . . . . 125000000

Les dépenses occasion-  
 nées par la guerre ont pû  
 monter à . . . . . 65000000

Pour peu que l'on fasse  
 attention au nombre prodi-  
 gieux d'hommes employés  
 en France au recouvre-  
 ment des impôts , & aux  
 grands profits des partisans  
 & des Fermiers , on éva-  
 luera ces frais au moins à . 19500000

Total de ce qui a dû être  
 levé pendant la guerre . . 209500000

Le revenu général de la  
 France peut être évalué à 1092000000

Ainsi les impôts ont été un peu plus  
 du cinquieme du revenu général. Mais  
 il est à préfumer que la fortie des Pro-  
 testans & l'interruption du Commerce  
 aura réduit les revenus or-  
 dinaires à . . . . . 110500000

Ainsi pour remplir les  
 déficiens il est probable  
 qu'on aura tiré annuelle-  
 ment en Charges , Offices  
 & rentes , la somme de . . 45500000  
156000000

De l'autre part... 156000000

& perçu en augmentation  
sur les Tailles, les Aides &  
autres droits, celle de .... 33800000

Ce qui avec les frais & pro-  
fits de la régie . . . . . 19500000

forme le total de . . . . . 209300000

La guerre , l'interruption du Com-  
merce , & la fortie des Protestans au-  
ront vraisemblablement  
réduit en 1697 le revenu  
général à . . . . . 1001000000

Si la somme de deux cent neuf mil-  
lions trois cent mille livres n'a pas été  
levée , comme nous venons de le dire ,  
il aura été nécessaire d'aliéner les Do-  
maines & les revenus de la Couronne ;  
ce qui revient toujours au même dans  
l'objet que nous nous proposons.

Je suppose que le retour de la paix  
& un meilleur traitement des Protestans  
rétablissent les affaires de cette Couron-  
ne ; d'ici à quelque tems il est vraisem-  
blable que les revenus pu-  
blics n'excéderont pas la  
somme de . . . . . 117000000

Voyons quel usage cette Couronne en peut faire.

Pendant les neuf années de guerre on peut croire avec fondement que l'Etat s'est procuré annuellement un secours de quarante-cinq millions cinq cent mille livres , comme nous l'avons déjà dit , par des augmentations de gages sur les Charges , de nouvelles créations d'Offices , de rentes , &c. ce qui formeroit un capital de . . . . . 409500000

---

Si nous supposons que tous ces effets ont été vendus au denier dix-sept ( & ils n'ont pû l'être plus bas ) , l'intérêt de cette somme fera sur les re- liv.  
venus publics une charge de 24088235

Nous avons vû plus haut que l'intérêt des anciennes dettes montoit déjà à (\*) . . 52000000

Au total . . . . . 76088235

---

Il ne resta donc pour les dépenses courantes sur les

\* Il est remarquable que presque toute l'erreur vient de celle du fait donné comme certain à M. Davenant. Les charges montoient en 1688 environ à trente millions ; & en 1700 , après toutes les réductions , à cinquante millions au capital de plus d'un milliard , sans compter l'aliénation de plusieurs parties de Domaines.

revenus que . . . . . 40911765

---

Ces dépenses même en  
tems de paix vont à . . . . . 78000000

---

Elles excèdent donc les  
revenus annuels de . . . . . 37088235

---

De ce tableau il résulte que le Gouvernement de France supprimera un grand nombre de ces nouvelles créations, ou qu'il diminuera les assignations de gages, ou qu'il baissera l'intérêt des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. S'il n'a recours à aucun de ces expédiens, dont il n'y en a pas un seul qui ne soit destructif du crédit public, il faudra laisser subsister les impôts tels qu'ils étoient pendant la guerre.

Si réellement l'Etat paye  
à raison des intérêts de ses  
dettes . . . . . 76088235

---

En les supposant seulement au denier dix-sept,  
le capital entier des dettes fera de . . . . . 1293500000

---

Une pareille dette mettra indispensablement les revenus de la France dans une position aussi mauvaise que ceux

de l'Espagne ; & quelque sages & habiles que soient les Ministres François , ils se trouveront très-embarrassés pour surmonter cette difficulté.

Ils sont sûrement trop prudens pour ne pas remédier de bonne heure à cette maladie intestine qui ronge ce Corps politique , & qui le réduiroit bien-tôt à un tel point de foiblesse qu'il seroit absolument hors d'état de résister à aucun accident , soit intérieur , soit extérieur.

Mais quelle que soit leur économie & leur adresse, on peut conclure, d'après ce que nous venons de dire , qu'ils ne peuvent rembourser dans l'espace de onze années & demie que six cent cinquante millions de leurs livres , c'est-à-dire la moitié de leurs dettes , encore n'y peuvent-ils réussir qu'en continuant les impôts sur le pied où ils sont actuellement.

Il est probable que la paix portera en peu de tems le revenu général de la France de mille  
& un million à . . . . . 1053000000.

---

Pour qu'il soit possible de rembourser six cent cinquante millions dans onze ans & demi, il faudra que le Peuple paye annuellement de taxes



*sur les Finances de France.* 103

ordinares & extraordi-	liv.
naires. . . . .	175500000

---

Cette somme feroit un plus peu d'un fixieme du revenu général du Peuple , quoiqu'avant la guerre il ne payât que le neuvieme environ.

Si le Gouvernement en France eût continué la guerre sur le pied d'une dépense annuelle de deux cent huit millions de France , & qu'il eût levé cette somme dans l'année , le Peuple eût payé près du cinquieme de son revenu général ; mais sur le pied où sont les choses , si l'on veut libérer les revenus de l'Etat de la moitié des dettes en onze années & demie , il faudra percevoir le fixieme du revenu général. C'est peut-être la plus grande assurance que notre Nation puisse avoir de la durée de la paix.

J'ai cru qu'il feroit utile au Public d'entrer dans ce petit détail sur les affaires de France , par plusieurs raisons.

1°. L'embarras de nos voisins, & l'espece d'impossibilité où ils sont de renouveler si-tôt la guerre , pourra soutenir le crédit parmi nous , animer la circulation de l'espece , & encourager le Commerce étranger.

2°. Cela contribuera encore à mieux

graver dans les esprits la sagesse & la bonne conduite de notre Prince , qui par son courage & sa persévérance a réduit à cet état une Nation qui étoit si puissante.

3°. Le Peuple supportera plus tranquillement les charges que la libération de nos revenus publics rendra nécessaires, lorsqu'il verra que les impôts ont été si bien employés , & que la paix a été solidement établie sur les detresses de nos voisins.

Quant à la position de la Hollande , j'en parlerai très-brièvement ici , parce que mon intention est de m'étendre davantage sur ce sujet dans ma seconde partie.

J'ai des raisons pour penser que le revenu général de la Hollande en terres, maisons , Commerce , Manufactures , est environ

	liv. st.
de . . . . .	18250000

Le Peuple a payé pendant la guerre le tiers environ de son revenu général .	6900000
---	---------

Sçavoir,

Les charges ordinaires du Gouvernement . . . . .	2750000
L'intérêt de vingt-cinq	

De l'autre part...	2750000
millions sterlins à quatre	
pour cent . . . . .	1000000
Les dépenses ordinaires de	
la guerre année commune .	3150000
	<hr/>
	6900000
	<hr/>

Depuis la paix le Peuple	
paye le quart du revenu	
général . . . . .	4750000
	<hr/>

Sçavoir ,

Pour les charges ordinaires	
du Gouvernement . . . . .	2750000

L'intérêt de vingt-cinq	
millions sterlins à quatre	
pour cent . . . . .	1000000

Dépenses secretes ou ac-	
cidentelles . . . . .	500000

Ainsi l'Etat peut rembour-	
ser avec ses revenus ordinai-	
res par année , & beaucoup	
plus s'il continue les taxes	
extraordinaires . . . . .	500000
	<hr/>
	4750000
	<hr/>

Quoi qu'il en soit , le peu d'étendue  
des terres des Hollandois , le manque  
d'autres fûretés, & sur-tout le bas prix  
de l'intérêt de l'argent , mettront les

Etats fort à leur aise , par rapport à la dette de vingt-cinq millions sterlins qu'ils ont contractée vis-à-vis de leurs Sujets.

Par ces comptes, qui sont aussi exacts qu'il soit peut-être nécessaire de les avoir dans de pareils calculs , il paroît que le Peuple & le Gouvernement de France se ressentiront long-tems de la plaie profonde que la guerre leur a faite ; tous leurs revenus sont embarrassés , & il est impossible de les libérer sans de nouvelles taxes très-pesantes & de longue durée.

La Hollande paroît également chargée d'un tel fardeau par ses dettes anciennes & nouvelles, qu'il lui faut peut-être un siècle entier pour se libérer. Il est vrai que , quoique l'Etat se soit débarrassé par la guerre, les Particuliers & le Peuple ont en général augmenté leurs richesses.

Pour aider la mémoire du lecteur , il ne sera point inutile de représenter sur une même table les revenus généraux & publics , ainsi que les dettes de la France , de la Hollande & de l'Angleterre.

	France.		Hollande.		Angleterre.	
	liv. st.	liv.*	liv. st.	liv.	liv. st.	liv.
Revenu général avant la guerre.	84000000	{ 1092000000 * 1974000000 }	{ 17500000 * 41250000 }	{ 227500000 * 41250000 }	{ 44000000 * 1034000000 }	{ 572000000 * 1034000000 }
Depuis la guerre.	81000000	{ 1053000000 * 1903500000 }	{ 18250000 * 428875000 }	{ 237250000 * 428875000 }	{ 43000000 * 1010500000 }	{ 559000000 * 1010500000 }
Revenus publics.	13500000	{ 175500000 * 317250000 }	{ 4750000 * 1116250000 }	{ 617500000 * 1116250000 }	{ 3355472 * 78853592 }	{ 43621136 * 78853592 }
Dettes publiques.	100130000	{ 1301690000 * 2352755000 }	{ 25000000 * 587500000 }	{ 325000000 * 587500000 }	{ 17552544 * 412484784 }	{ 228183072 * 412484784 }

\* Il y a deux sortes d'évaluations en livres de France; celle au-dessus de l'\* est suivant sa valeur en 1698: on estimoit alors qu'une livre sterlin valoit treize livres de France; aujourd'hui elle vaut vingt-trois livres dix sols; & c'est l'évaluation mise au-dessous de l'\* pour la commodité du Lecteur.

Ce tableau est formé d'après les informations les plus sûres qu'il m'a été possible d'avoir sur les affaires de France & de Hollande. Pour peu qu'il approche de la vérité, il pourra être utile à ceux qui se plaisent dans ces sortes de calculs.

Dans des matieres si compliquées, & dont la connoissance est si importante, telles que les revenus généraux & la dépense de tout un peuple, c'est rendre un grand service aux hommes d'Etat & aux Ministres que de leur présenter des probabilités bien appuyées; car leur art consiste principalement à connoître la force de leur pays & de leurs voisins.

Dans l'Arithmétique politique, c'est beaucoup que de commencer par donner une esquisse des choses, quoique grossiere & imparfaite; avec le tems & l'expérience on la corrige.

Mon hypothèse me paroît établie sur des fondemens certains; c'est-à-dire sur la population des trois pays dont je viens de parler, sur la consommation différente de leurs habitans, sur la comparaison de leur commerce, de la nature, la fertilité & l'étendue de leurs terres, de leur industrie, de leur

luxé, & de leur frugalité. En balançant les diverses circonstances de chacun de ces pays, j'ai pensé, que pour nourrir telle quantité d'hommes de telle & telle manière, il falloit un tel revenu général.

Par le revenu général d'une Nation, j'entends le produit général des terres, du Commerce intérieur & extérieur, enfin de toutes les occupations des citoyens.

Par la dépense annuelle j'entends ce qui est nécessairement consommé pour nourrir, vêtir & loger le Peuple, pour le défendre pendant la guerre, & le soutenir ou le rendre heureux pendant la paix.

Lorsque le revenu général excède la dépense, il y a un profit qui peut être appelé la richesse nationale.

Les reveuus publics sont une partie du revenu général & de la dépense générale.

S'ils sont trop considérables à raison du revenu général, comme en France, le commun du Peuple est malheureux, & succombe sous la pesanteur des charges : les dépenses personnelles du Monarque ne sont pas considérables ; mais dans de grandes Monarchies, où l'on entretient de nombreuses armées, de

grandes flotes, une Cour pompeuse, la dépense du Gouvernement monte fort haut ; c'est-à-dire que le Prince, ses Ministres & Courtisans, ses forces militaires qui ne font pas la vingt-fixieme partie de la Nation en tems de paix, ne laissent pas d'employer à leur maintien la neuvieme partie du revenu général. Dans de pareils pays, la partie qui tient au Gouvernement est riche & à son aise ; mais les vingt-cinq autres parties, c'est-à-dire le corps de la Nation, gémissent dans une grande misere sous le fardeau des taxes : c'est ce qu'on peut observer en France. Cependant cette malheureuse condition du Peuple jette le Gouvernement dans un étrange embarras, lorsque les dettes sont si considérables que pour les liquider, il seroit nécessaire pendant un tems de lever le fixieme du revenu général.

Au contraire dans les Pays où les revenus publics sont dans une proportion médiocre avec le revenu général, comme en Angleterre, le Peuple vit toujours dans l'aïfance.

En tems de paix nous n'avons payé que le vingtieme de nos revenus, & pendant la guerre environ le huitieme ; de façon que l'Angleterre paye moins



en tems de guerre au Gouvernement en proportion de ses revenus généraux, que la France en tems de paix.

Cependant il peut arriver qu'un Gouvernement perçoive sur un peuple en tems de guerre plus du tiers des revenus généraux, & le quart environ en tems de paix, quoique la richesse des sujets s'accroisse, c'est ce qui est arrivé en Hollande; & cela ne paroît point étrange dès qu'on fait attention à la situation de ce Pays & aux manieres de son Peuple.

Une grande partie des secours qu'il fournit au Gouvernement est nécessaire au maintien de sa véritable existence, c'est-à-dire de la Navigation. Chaque citoyen reserve soigneusement cette portion de sa substance, comme une propriété étrangere, & la consacre de bon cœur aux besoins de l'Etat, parce qu'elle met le reste en valeur; c'est l'argent qu'ils regardent comme le mieux employé. D'ailleurs dans les Républiques les taxes se payent plus facilement, parce que le Peuple s'imagine qu'elles sont mieux employées; cependant les fonds publics n'y sont peut-être pas moins dissipés qu'ailleurs.

De quelque maniere qu'ils soient ad-

ministres, il est toujours constant que les sujets s'attendent aux impôts, qu'ils conduisent leurs affaires domestiques en conséquence; & que mettant à-part une partie de leur fortune, ils s'arrangent pour subsister sur le reste. Enfin, si les besoins du Gouvernement s'accroissent, chaque particulier diminue sa dépense.

Cette économie, à laquelle les Hollandois se sont accoutumés depuis un siècle, rendra toujours chez eux les impositions très-faciles; & l'on en peut conclure que tant qu'ils conserveront leur Commerce libre, la guerre ni les dépenses qu'elle occasionnera ne leur feront point onéreuses.

Enfin c'est cette frugalité qui les met en état de fournir en tems de paix au Gouvernement une portion si considérable de leur revenu général.

Le coup-d'œil que nous avons jetté sur les affaires de France, de Hollande & d'Angleterre, n'est peut-être point inutile, parce qu'il pourra donner à des gens plus habiles quelques ouvertures pour former un tableau parfait de nos affaires.

A l'égard des engagements que les Etats de Hollande ont contractés avec  
leurs

leurs fujets, la plus grande partie est d'ancienne date, & l'on est tranquille sur le reste.

Pour la France & l'Angleterre on peut avancer comme une maxime, que celle des deux Nations qui pourra le plutôt libérer ses revenus, fera aussi celle qui s'enrichira le plutôt dans son Commerce, dont la puissance fera le plus solidement établie, enfin qui goûtera le plutôt les avantages de la paix.

Lorsque les dettes publiques sont immenses, une grande portion des revenus que fournit à l'Etat le revenu général, est nécessairement employée au payement : d'où il s'ensuit que le produit des terres & le travail du Peuple est principalement employé à enrichir les usuriers & les gens pécunieux, & non pas à maintenir le Gouvernement ; tel est l'état de l'Espagne. Il est donc indispensable, suivant toutes les loix de la raison & de la prudence, d'employer tous les moyens propres à libérer un Etat le plus promptement qu'il est possible.

L'aisance d'un Peuple dépend du plus ou moins de taxes qu'il paye : d'après ce principe, il est clair que l'administration n'est point sage dans un Etat

qui ne se presse pas de liquider ses revenus. Les dettes publiques sont toujours contractées à un haut intérêt ; ainsi le fardeau qu'on laisse à porter à la postérité, est propre à l'accabler.

Si en Angleterre nos dettes publiques étoient payées en un espace de tems modéré, aussi-tôt le Peuple se trouveroit ne payer comme auparavant que la vingtième partie du revenu général. Nos terres, nos manufactures & toutes nos branches de Commerce seroient alors dans une position brillante.

Peut-être m'objectera-t-on que ceux qui ont des créances sur le public désireront aliéner leur capital, & préféreront d'en recevoir annuellement un bon intérêt comme en Hollande. On en voudra conclure qu'il n'est pas si intéressant de liquider nos dettes, puisque ce qui est reçu ou payé entre les uns & les autres est indifférent au corps du Peuple.

Je répondrai qu'en Hollande ç'a été une grande faute de laisser ainsi accumuler les dettes ; faute cependant que les circonstances de plusieurs guerres coûteuses ont pû rendre indispensable. Mais indépendamment de cela, notre position n'est pas tout-à-fait la même.

Ils n'ont qu'un intérêt principal qui est le Commerce ; ils lui ont subordonné tous les autres , parce que celui des terres est médiocre chez eux. Le million sterlin , que la République paye annuellement pour l'intérêt du capital de vingt-cinq millions sterlins qu'elle doit , ne porte pas à beaucoup près sur les terres & le Commerce , autant que sur les consommations personnelles. Et dans ce cas il est réellement indifférent aux Sujets que ce qui est retranché sur le revenu général passe par une main ou par l'autre.

En Angleterre , le cas est tout autre : la majeure partie des impôts est supportée par les terres & le Commerce , beaucoup plus que par la consommation personnelle ; ou bien ces impôts sont perçus en excises qui affectent le revenu des terres. Si nous payons l'intérêt des emprunts publics , nous ferons plaisir à une partie du Peuple aux dépens de l'autre. Nous favoriserons les usuriers & les agioteurs , qui seront les frêlons de la République , au préjudice des propriétaires des terres , des Fermiers & des Négocians.

Il est vrai que par cette aliénation

du capital nous nous mettrons à notre aise pour le moment ; mais l'effet de cette conduite dans le Corps Politique fera le même que celui de certains maux dans le corps humain , qui le consomment & le détruisent , si on ne les guérit pas dans le principe.

Les raisons que je vais ajouter prouveront , ce me semble , que la meilleure économie sera de nous animer nous-mêmes fortement à payer nos dettes dans leur origine.

Moins nous payerons au Gouvernement sur le revenu général de la Nation , plus le Commerce , les Terres & les Manufactures qui en emploient les productions , seront dans un état florissant. Ce revenu général étant celui de la société , destiné à maintenir le Prince & son Peuple , tout homme qui aimera cette société devra donc désirer de le voir clair & liquide.

Le Corps Politique , lorsqu'il y est parvenu , reçoit une nouvelle vie : le Prince est plus en état de protéger son Peuple ; le revenu des terres se perçoit facilement , parce qu'il n'est point embarrassé par les impôts ; le Négociant est encouragé à étendre son Commer-

ce, auquel les hauts droits des douanes opposent une barrière insurmontable.

Si nous nous libérons de nos dettes avant que la France y ait réussi ( & j'espère prouver que cela doit arriver ), jamais le Commerce de cette Nation n'égalerait le nôtre ; & de long-tems elle ne songera à renouveler une guerre qui a introduit un tel désordre dans ses affaires.

Ceux qui voudront travailler au bonheur de l'Angleterre , doivent donc présenter des projets qui nous mettent en état de payer nos dettes avant la France.

Nous avons déjà observé qu'en supposant que les François payent le sixième du revenu général de la Nation , & que l'on amortisse par quartier une portion des dettes , capital & intérêt , ils ne peuvent acquitter en douze années que la moitié de leurs dettes.

A présent nous allons montrer que nous ferons bien plutôt libérés , ce qui doit être un coup-d'œil agréable pour les bons citoyens.

Nous avons supposé les impositions en Angleterre au même taux qu'en

1695, c'est-à-dire d'environ 3355472

Nos dettes vont en gros  
environ à . . . . . 17500000

Mais les assignations sur le Malt peuvent être liquidées par ce fonds même : elles font de

liv. st.

1270000 Et on y a pourvu par trois  
droits additionels de 9 s.

1000000 Sera liquidé par la loterie.

1200000 Par le fonds de la Banque.

1300000 Par les Annuités.

700000 Sur l'excise & les postes  
peuvent être liquidées  
dans deux ans par le pro-  
duit même de ces fonds.

---

5470000

---

Les dettes nationales se  
trouveront alors réduites à  
la somme de . . . . . 12030000

liv. st.

Mais il y a des fonds assi-  
gnés & d'autres prolongés  
pour l'amortissement d'une  
partie ; & dans un certain  
espace de tems on peut es-  
pérer d'en voir liquider pour

8882544

---

Il ne restera donc plus  
que la dette provenant des  
déficiens , montant à . . .

3147456

---



Ces différens articles réunis forment ce que j'appelle les grosses dettes de la Nation.

Par le compte que je viens de rendre , on voit qu'une grande partie de ces créances est assise sur des sûretés ; mais pour se faire une idée juste de nos affaires , il convient de calculer en combien de tems chaque branche de nos fonds publics sera libérée.

L'Excise & la Ferme des Postes sont les seules branches des revenus de la Couronne , dont on n'a point disposé pour un long espace de tems. Elles peuvent être libérées en deux années : mais il seroit à propos de le faire plutôt , s'il est possible ; parce qu'on en a besoin pour le maintien immédiat de la personne du Roi & de sa Famille.

La grosse dette en taillis ou	liv. st.
billets de l'Echiquier est de..	8882544

Mais il en faut déduire les taillis sur le sel , qui ont été remplacés sur d'autres fonds 1837827

Par la même raison		
les taillis sur le droit		
des cuirs. . . . .	564700	} 2602527
Les taillis sur le		
droit du Malt. . . . .	200000	}

Restent . . . . 6280017

Cette dernière somme est ce qui porte sur les fonds généraux établis l'année dernière, & ce qui absorbe certainement les branches principales de notre consommation. Il est vrai que rien ne pourroit être plus juste & plus honorable, que ce qui fut fait alors pour soutenir le crédit public; mais jusqu'à ce que ces revenus soient liquidés, il paroît fort difficile de lever de nouveaux impôts.

Les fonds qui sont continués jusqu'au premier Août 1706, & qui servent d'hypothèque aux 6280017 liv. st. sont

Les nouvelles douanes,	liv. st.
environ . . . . .	44847
Les Compagnies continuées. . . . .	394907
Les mariages, morts, &c..	54310
Le papier timbré, environ	48000
Les douanes, environ ...	370909
Les droits sur les fenêtres,	50000
Les droits sur le verre, les crystaux, &c. environ . . . . .	10000
Les huit sols par boisseau de sel, appliqués à ces fonds jusqu'en 1699, pour payer l'intérêt, . . . . .	70000
Total qu'on payera par année	<u>1042973</u>

Si

Si nous supposons que ces 6280017 liv. st. en taillis portent avec eux sept pour cent d'intérêt l'un dans l'autre, comme je pense qu'on le peut évaluer assez exactement ; & qu'on fasse par quartiers des payemens, tant sur le capital que sur les intérêts, il est clair que ces dettes seront payées en moins de huit années. Encore je n'évalue ces fonds que sur le produit de 1695.

Ainsi, *quoique l'intérêt soit plus haut ici qu'en France*, nous serons libérés trois ans plutôt.

Notre condition à la vérité est moins bonne dans un point que celle de la France & de la Hollande. Les revenus destinés au maintien du Gouvernement pendant la paix, ont été absorbés par les dépenses de la guerre ; les douanes, une de nos principales branches, sont presque entièrement aliénées pour un long espace de tems, l'ex-cise & les Postes sont engagées pour deux années.

Malgré cela, nous tâcherons de prouver que l'Angleterre est en meilleure posture que ces deux Nations relativement au paiement des dettes publiques, lorsque le Parlement aura accordé au Roi de nouveaux secours capa-

bles de maintenir sa dignité & l'Etat ; & lorsqu'on aura réglé la méthode des déficiens , montant avec les arrérages à trois millions deux cent mille livres sterlins.

Mon dessein n'est pas d'examiner ici les moyens qu'on pourroit employer pour suppléer à ces branches que la défense & la sûreté communes ont englouties pendant la guerre , ni quelle somme il seroit nécessaire de trouver dans le moment , pour payer une partie des déficiens & de leurs arrérages. C'est ce qu'il seroit important de considérer au plutôt pour le maintien du crédit public ; mais pour le moment , je ne cherche qu'à établir une proposition sur laquelle je puisse fonder une hypothèse.

Si l'on ne pourroit aux déficiens dont nous avons parlé , il ne restera que très-peu de chose , comme je vais le prouver , pour la dépense du Gouvernement dans cette année.

Il est d'ailleurs des parties dans ces déficiens ou arrérages , qui sont de nature à ne supporter aucuns retards.

Les revenus de la Couronne montoient avant la guerre à deux millions : supposons qu'il soit encore nécessaire

de les prélever , en même tems qu'on satisferoit à une partie des déficiens & des arrérages , les impôts feroient dans une année de cinq millions trois cent cinquante-cinq mille quatre cent soixante-douze livres sterlins.

On pourra dire que la paix n'aura point amélioré notre condition ; mais on ne considère pas que si la guerre eût continué , il eût fallu cette année , par exemple , outre les trois millions trois cent mille livres sterlins de nouveaux impôts , faire une dépense de cinq millions pour le maintien des troupes de terre & des flottes ; en tout huit millions trois cent mille livres sterlins d'extraordinaire ; c'est-à-dire , que dans une année on eût levé sur le Public cinq millions , & que pour l'excédent on eût eu recours aux emprunts.

Si l'on convient une fois que les besoins de l'Etat exigent la perception des cinq millions trois cent mille livres sterlins dont nous parlons , peut-être ne sera-t-il pas impossible de démontrer qu'on peut lever une pareille somme sans faire tort au Commerce , ni aux terres , si la repartition des taxes est faite avec égalité. Il est à présumer que la paix rétablira bien-tôt notre revenu

général à quarante-quatre millions sterling ; les cinq millions trois cent mille livres sterling n'en formeront pas même la huitième partie.

D'un autre côté, en moins de trois ans les droits sur le Malt, le Cuir, le double Tonnage, le Papier & quelques autres, seront éteints ; les impositions ne seront plus que de quatre millions trois cent mille livres sterling.

Enfin en moins de huit ans, au bout desquels les dettes nationales seront payées, on ne payera plus que deux millions pour le maintien du Gouvernement, & deux cent cinquante mille liv. sterling pour les frais de régie. Cette somme ne fera pas la vingtième partie du revenu général : tandis qu'en France il faudra percevoir le sixième du revenu général pendant douze ans & demi, pour acquitter la moitié des dettes nationales, & plus du neuvième pour les impôts ordinaires. J'affirme cette proposition d'après des raisons assez solides, & d'après la situation de ce Royaume, telle que je l'ai pu recueillir des personnes qui se prétendent bien informées.

J'ai pensé autrefois que la guerre avoit fait plus de tort à l'Angleterre

qu'à la France , parce que mes calculs étoient fondés sur des préjugés & sur des apparences : mais si les faits démentent mes premières idées , je ne pense pas que les reproches puissent tomber sur la méthode & les règles dont je me sers.

A juger des dépenses de la France par les nôtres , on croiroit pouvoir juger en assurance que ses alliances avec la Porte , ses nombreuses troupes de terre , ses grandes flottes , enfin les charges du Gouvernement civil , exigent au moins une dépense annuelle de deux cent-huit millions de livres de France.

D'après de bonnes informations nous avons sçu qu'à leur dernière réforme dans les Monnoies les espèces d'or & d'argent ne montoient qu'à deux cent quatre-vingt-six millions de leurs livres.

Il ne paroissoit par aucunes relations que l'intérêt de l'argent qu'emprunte le Gouvernement fût tout-à-fait exorbitant.

Il est vrai qu'une partie du Commerce étranger de la France étoit interrompue ; mais ce desordre étoit en quelque façon compensé par la prise de plusieurs riches vaisseaux , tant Anglois

qu'Hollandois ; par les gains des Corfaires pendant les cinq dernières années , genre de guerre qu'ils firent avec un grand bonheur , & encore plus de conduite.

Avant ces derniers tems on pensoit que les deux cent huit millions de livres de France de dépense annuelle étoient perçûs dans l'année , fans accumuler de grandes dettes sur l'Etat.

Pour peu qu'on soit versé dans les calculs politiques , on sent qu'il n'étoit pas possible d'imaginer que la guerre diminuât annuellement la population de la France de plus de cinquante mille hommes.

Il s'en falloit bien que nos affaires eussent si bonne apparence : le desordre de nos monnoies étoit envisagé comme une blessure dans les intestins ; il avoit tourné le change tout-à-fait à notre desavantage au-dehors , & rendu très-incertain notre Commerce , tant intérieur qu'extérieur. Chaque année nous faisions sur mer des pertes considérables , qui ajoûtoient à la force de nos ennemis ; notre Commerce d'Afrique pouvoit être regardé comme perdu ; celui des Indes Orientales étoit en danger ; des tremblemens de terre , des



ouragans & d'autres calamités laissoient à peine à nos Isles des Indes Occidentales assez de force pour se défendre, & la perte de la Jamaïque eût entraîné la ruine de tous nos intérêts en Amérique.

Après la refonte de nos monnoies, le crédit public étoit si foible, que cinq millions accordés par le Parlement ne fournirent au service public qu'un peu plus de deux millions & demi. Ainsi chaque année de la dernière guerre endettoit visiblement la Nation de plus de trois millions.

Enfin nos monnoies étoient tellement défigurées, qu'il paroissoit que la valeur des especes d'argent seroit réduite à près de la moitié de leur dénomination. Ces considérations devoient naturellement présenter les affaires de France sous un meilleur aspect que les nôtres.

• Le meilleur calculateur du monde n'auroit pû porter son jugement sur la quantité d'or & d'argent existant parmi nous, puisqu'il n'y avoit aucune probabilité sur laquelle il fût possible d'établir un raisonnement. Quelques personnes évaluoient avec assez d'exactitude les especes circulantes en ar-

gent à cinq millions sterlins , & celles en or à quatre millions sterlins au 4 de Mai 1696. On avoit encore de fortes raisons pour croire qu'il n'en resteroit pas pour une plus grande valeur , quoiqu'aujourd'hui on sçache le contraire. Alors l'intérêt étoit si haut, & il y avoit tant d'avantage à prêter son argent , qu'on étoit tenté de croire que notre capital numéraire étoit sorti presque en entier.

Il n'est pas difficile aujourd'hui de tirer des conséquences raisonnables des faits passés & présens ; mais l'Arithmétique politique n'est pas responsable des caprices , des passions & de l'humeur du Peuple. Nul homme n'étoit en état d'imaginer qu'il y avoit en Angleterre plus de trois millions quatre cent mille livres sterlins de bonnes especes qui ne circuloient point ; il est clair que cette somme ne pouvoit produire aucun bénéfice à la Nation , jusqu'à ce que les Loix la forçassent de passer à la Monnoie. On en peut conclure qu'il y avoit aussi plus d'especes au moulin , plus de guinées & de vieil or chez les particuliers qu'on ne le pensoit ; & conséquemment que la Nation étoit plus riche , moins incommodée par la guerre , que

les hommes ne se le persuadoient communément. La refonte de la monnoie a prouvé que les craintes conçues par le Peuple sur sa liberté & sa Religion pendant plus de trente ans avoient fait resserrer beaucoup de bonnes especes que chacun gardoit pour l'occasion. La quantité des especes circulantes étant fort petite, on se persuadoit aisément que le surplus étoit sorti du Royaume; & dès-lors que nos affaires étoient dans une plus mauvaise posture que celles de la France.

Il est très-facile à un Arithméticien politique de tomber dans l'erreur, lorsqu'une matiere est aussi épineuse, & qu'elle ne lui permet aucun usage des regles de son art. Car quoiqu'il puisse calculer quelle somme est nécessaire à la circulation dans le Commerce d'un pays & pour la subsistance du Peuple, cependant il est presque impossible de calculer quelle somme d'argent l'avarice des particuliers ou la défiance publique font resserrer, au point que ce trésor est mort pour la Nation.

La France ressembloit à ces hommes attaqués d'une maladie de consommation, dont la complexion paroît vigoureuse & florissante. Nous jouissions intérieu-

rement d'une meilleure santé sous un extérieur languissant & mal-sain. Le tems a dévoilé la foiblesse des uns, & la bonne constitution des autres ; on sçait aujourd'hui que l'Angleterre possède plusieurs millions qu'on ne soupçonnoit pas, & que la France en doit beaucoup plus que l'on ne se l'imaginoit.

Si les deux cent huit millions de livres tournois de dépense annuelle en France eussent été perçus dans l'année sur le Peuple, sa condition eût été meilleure que la nôtre ; parce que sur la fin nos dettes s'accroissoient chaque année de trois millions.

En France, pendant le cours de neuf années de guerre, l'emprunt moyen étoit de quarante-cinq millions cinq cent mille livres tournois (trois millions & demi sterlins) ; les nôtres dans le même espace de tems n'étoient l'un dans l'autre que de deux millions sterlins par an (vingt-six millions de livres de France) ; ainsi notre dette pendant ce tems n'a été que de dix-sept millions & demi sterlins (soit deux cent vingt-sept millions cinq cent mille livres de France), & la leur de quatre cent-neuf millions cinq cent mille livres de Fran-

ce ( ou trente-un millions & demi sterlins ).

Le revenu général de la France n'est pas le double du nôtre , & les dettes tant nouvelles qu'anciennes sont cinq fois plus considérables que les nôtres ; la dépense du Gouvernement y excède de beaucoup celle que nous faisons , & toutes les apparences nous disent que nous rétablirons plutôt notre Commerce. Ajoutons à toutes ces circonstances , que ce pays a essuyé une disette de bled , & même une famine pendant la guerre , & qu'il a perdu beaucoup d'hommes faute de les pouvoir nourrir ; ses denrées ont eu très-peu de débouché pendant la guerre : la persécution des Protestans en a fait sortir un plus grand nombre d'habitans qu'on ne l'avoit d'abord pensé. Tous ces accidens ont tellement diminué le revenu général de ce Royaume , qu'il n'a pas été possible de lever dans l'année les deux cent huit millions de livres tournois , nécessaires au maintien du Gouvernement ; les dettes se sont accrues chaque année , & au point qu'il étoit impossible à cette Couronne de soutenir plus long-tems la guerre en sûreté.

En Angleterre le bled n'a été rare

que dans une seule année ; nous avons vu un grand nombre d'Etrangers réparer les breches que la guerre avoit pû faire à notre population. Quoique nos taxes fussent considérables , notre richesse nationale étoit grande , parce qu'elle n'étoit point épuisée , comme celle de la France , par des taxes précédentes ; nos revenus publics étoient liquides ; l'interruption du labourage & des Manufactures dans les autres pays par la guerre , nous avoit valu une grande exportation de toutes nos productions ; & quoique nous eussions une armée à payer au-dehors , notre Commerce retenoit une grande partie de notre argent chez nous. S'il en sortoit quelques parties , on peut dire que le payement des munitions navales dans le Nord , la Ligue avec la Porte , & d'autres Alliances épuisoient la France d'argent.

D'après toutes ces considérations , il paroît raisonnable de conclure que la guerre a plus dérangé les affaires de la France que celles de l'Angleterre.

La dette de cent millions sterlins contractée par la premiere est un grand obstacle à son rétablissement , & probablement elle nous met pour long-

tems à couvert de ses mauvais desseins, pourvû que nous prenions des mesures capables de nous libérer.

Mais si nous négligeons ce soin important, il n'est pas douteux que le revenu général de la Nation, aussi-bien que celui de la Couronne, en souffriront une diminution considérable : nous serons réduits à la condition malheureuse de l'Espagne, hors d'état de nous soutenir & d'aider nos amis.

Probablement si nous ne manquons pas de conduite, nous fortirons les premiers d'embarras. Les François sont hors d'état de renouveler la guerre, & nous ne pouvons la faire que très-impuissamment. Les méthodes que nous employerons pour liquider nos engagemens publics, feront donc la meilleure voie de se procurer une paix durable, avantageuse & honorable, tant à l'Angleterre qu'à ses confédérés.

Avec de la prudence & de l'habileté on peut faire des alliances & des traités ; mais leur exécution dépend de bien des accidens, tels que la vie des Princes, & souvent même les caprices de leurs Sujets. On a besoin d'un bon médiateur pour conclure une paix ; mais il faut encore que l'on puisse se reposer

sur la garantie de l'observation de cette paix. La valeur de notre Roi a mis fin à la guerre ; elle a opposé une digue à l'ascendant que prenoit la puissance de la France , & assuré pour long-tems la liberté de l'Europe. Sa conduite nous promet la durée de ces biens autant qu'il dépendra de lui ; mais il dépend en partie d'un autre pouvoir dans l'Etat , de mettre nos affaires dans un ordre qui puisse ôter à nos voisins l'espérance de pouvoir renouveler la querelle avec sûreté.

Nous pouvons compter sur une paix & une prospérité durable , si nous mettons nos affaires domestiques en bonne posture par des expédiens honnêtes , modérés & réfléchis , qui soient capables de pourvoir à la sûreté du Gouvernement , sans perdre de vue la liberté & l'aisance de la Nation.

Il est une somme de dépense nécessaire au maintien de la paix & à la défense de l'Etat , & d'un autre côté il est une somme qu'il seroit possible de lever dans cette circonstance & pour un certain tems sans ruiner les terres , le Commerce & les Manufactures ; mais peut-être cette somme ne peut-elle être excédée aujourd'hui , ni levée pendant



un long espace de tems , sans introduire parmi notre Peuple cet air de misere si remarquable chez quelques-uns de nos voisins.

Ce qui a principalement mis les Hollandois en état de payer le tiers de leur revenu annuel , pendant que le Peuple ne laissoit pas de devenir riche , c'est la maniere dont ils s'y prennent pour lever également les taxes sur leurs Sujets.

Ceux qui voudront former un tableau des affaires nationales , nous mettre en état de nous libérer plutôt que la France , pourvoir à la dépense annuelle du maintien du Gouvernement & aux dettes nouvelles qui exigent un prompt payement , & en même tems ménager l'intérêt des terres , du Commerce & des Manufactures , ne doivent point imaginer qu'ils y réussiront par les méthodes employées précédemment. Le cas est bien différent ; nous avons à lever une somme qui eût effrayé nos Ancêtres.

Un pareil calcul devra être fondé sur la connoissance la plus sûre qu'on pourra acquérir du nombre du Peuple : car tout doit sortir de son travail & de son industrie. Il convient ensuite de lui trouver une subsistance commode &

aisée , d'examiner comment on peut l'occuper , par quels moyens on peut encourager son travail & l'augmenter.

Si la terre continue trop long-tems à être chargée de taxes pesantes , la pauvreté sera telle parmi les petits propriétaires , que nos pauvres ne trouveront plus d'emploi ; la consommation de nos denrées nationales languira & notre commerce étranger en sera interrompu.

Si c'est sur le Commerce qu'on fait tomber le fardeau public , il faudra un si grand capital pour payer les seuls droits de douane , que nos Négocians en seront absolument découragés.

Des excises trop fortes sur les consommations tombent sur la terre & portent préjudice à nos Manufactures , qui font cependant subsister le corps du Peuple.

Pour éviter de donner sur ces divers écueils , & ne rien proposer qui soit incompatible avec l'aisance commune , il faut continuellement se souvenir que le Commerce languira jusqu'à ce que nous revenions à ne payer que quatre millions annuellement ; & que notre condition ne sera point florissante tant que nous payerons au Gouvernement plus  
du

du vingtieme de notre revenu général. Telle étoit notre position avant la guerre, & telle elle pourra être encore, lorsque nos dettes publiques seront liquidées.

Le point essentiel d'un projet utile au Public consiste à présenter des expédiens propres à rendre les payemens annuels, que nous ne pouvons éviter de faire pendant un certain tems, aussi peu onéreux qu'il est possible aux trois grands mobiles de cet Etat, la terre, le Commerce & les Manufactures.

Si aucun des trois n'est ébranlé par les opérations proposées, notre revenu général augmentera au point que d'année en année nos payemens se trouveront moins onéreux ; mais si l'un des trois perd de sa force, notre revenu général diminuera dans la même proportion ; & conséquemment la charge des payemens annuels s'appesantira de plus en plus. Il est vrai que le revenu des terres peut être diminué, mais jamais détruit par les taxes ; au lieu que le Commerce & les Manufactures peuvent par la succession des tems se trouver anéantis par l'excès des taxes.

La difficulté ne consiste pas à trouver les moyens de lever de l'argent, mais

à en lever assez pour le maintien du Gouvernement , en même tems qu'on permettroit à la Nation de goûter un peu les fruits de la paix.

Il se présente deux moyens de lever les sommes nécessaires ; l'un est d'améliorer les taxes déjà établies , l'autre d'en créer de nouvelles.

Le premier moyen déplaira d'abord, son exécution paroîtra dure & occasionnera des plaintes. Je suis persuadé cependant que dans la pratique il souffre moins d'inconvénient qu'aucun autre expédient qui puisse être proposé.

Nous avons tâché de calculer la valeur de diverses branches de nos revenus actuels ; & si ces calculs sont justes , ils sont diminués annuellement , sçavoir :

L'excise simple & double	liv. st.
d'environ . . . . .	318000
Les droits sur le sel de . . .	38075
Sur les mariages . . . . .	26000
Sur les fenêtres . . . . .	89000
Sur les verres & crysiaux. .	20000
Sur le papier timbré . . .	15000
	<u>506075</u>

Je pense donc qu'il conviendrait d'examiner quelle partie de nos dettes

on pourroit acquitter , ou à quelle partie de nos dépenses annuelles il feroit possible de pourvoir par une meilleure administration & par l'amélioration des diverses branches de nos revenus publics. Tous les droits dont nous venons de parler sont levés sur notre consommation intérieure , & ce ne feroit certainement pas travailler contre l'aifance publique , de les faire monter à ce qu'ils doivent légitimement rendre.

Les impôts , tant qu'ils sont modérés , ne sont point à charge au Public ; ils ne peuvent même qu'animer l'industrie du Peuple & l'empêcher de s'adonner à l'oïfiveté. Mais par-tout où la nécessité a forcé de sortir de ce point de modération , il convient absolument que la perception soit très-douce & très-commode.

C'est une chose digne d'admiration que d'avoir vû un pays aussi borné que la Hollande lever pendant la guerre une somme annuelle de six millions , & cependant le Peuple s'y enrichir en même tems. Cela ne feroit jamais arrivé sans la sagesse de ce Gouvernement , qui a toujours eu pour principe d'épargner le Commerce & de taxer les consommations intérieures.

Si l'importation est sujete à de hauts droits , les Négocians ont besoin d'un si grand capital , qu'ils ne peuvent faire un commerce bien étendu ; les payemens à la Douane exigent un capital mort , qui pourroit être employé plus utilement pour la Nation.

Lorsque les droits sont pris sur la consommation , il ne faut que de très-petits capitaux pour le payer ; le poids est reparti par petites portions sur un grand nombre de détailliers , au lieu qu'un petit nombre de Marchands en gros auroit peine à le supporter : tout cela est si facile à comprendre qu'il est inutile d'y insister davantage.

Ainsi je voudrois que l'on commençât par examiner si les revenus publics ne pourroient pas être levés d'une manière moins onéreuse au Commerce en général. Des trois millions trois cent mille livres sterlins qui sont perçus annuellement dans le Royaume , il y en a environ treize cent mille assises sur les importations.

Il est même à craindre qu'une imposition si rigoureuse ne porte préjudice à l'industrie de nos Négocians , & n'empêche notre Commerce de profiter de la paix pour se rétablir dans son ancien-

ne prospérité. Cette crainte est d'autant mieux fondée que la grande quantité de papiers & de fonds publics occasionnés par nos dettes entretiendra vraisemblablement encore pendant long-tems l'intérêt de l'argent à un haut prix.

Ainsi ce seroit une considération digne d'un homme d'Etat, que de rechercher s'il ne seroit pas praticable, lorsqu'une fois la paix aura redonné une consistance aux affaires, de diminuer les hauts tarifs des Douanes pour faire retomber les droits dans la même proportion sur les denrées, au moment où elles entrent dans les mains des détaillans. De cette manière la consommation seroit chargée à la place de l'importation.

La principale objection seroit sans doute que le paiement des droits ne seroit plus aussi certain, & que le recouvrement seroit beaucoup plus embarrassant; mais en supposant même ces inconvéniens réels, on en seroit abondamment récompensé par la facilité infinie qu'une pareille perception donneroit au Commerce de l'Angleterre.

Si nous ne prenons quelques mesures dans ce genre, nous ne serons jamais en état de soutenir la concurrence de

nos rivaux dans le Commerce. Les Hollandois sur-tout , par la sagesse de leur administration , rendront inutiles les avantages naturels que nous devroient assurer sur eux l'étendue , la fertilité & la situation de nos terres.

Le Commerce ne fleurira point parmi nous , jusqu'à ce que nos Gentils-hommes aient acquis au moins les premières notions de ce qui le concerne , & qu'ils prennent chaudement ses intérêts à cœur , par la connoissance qu'ils auront de sa liaison intime avec le produit des terres. Les sept prochaines années en fourniront une démonstration plus sensible que ne l'a pû faire cinq fois autant des années précédentes.

Si l'on donne des facilités au Commerce , il en supportera bien mieux le reste des charges que la nécessité nous force de rejeter sur lui ; il sera en état de contribuer dans sa proportion à la somme que les besoins de l'Etat exigeront vraisemblablement pendant quelque tems sur le revenu général de la Nation. Enfin si le Commerce prospère , il est évident que les terres seront plus en état de payer leur portion.

Il s'agit donc de trouver les moyens de répartir avec plus d'égalité , & dès



lors d'une façon moins onéreuse , sur les terres & le Commerce , les trois millions trois cent mille livres sterlins qui sont assignés sur divers fonds. Le moyen d'y réussir sera vraisemblablement de ne surcharger aucune denrée d'une excise trop forte , de soulager les importations , & de rejeter l'excédent sur nos consommations intérieures.

Lorsqu'une fois on aura formé un plan pour le payement des dettes publiques , & que l'exactitude du payement aura diminué le prix des intérêts ( car c'est l'effet qu'on en doit attendre ) , il deviendra annuellement plus facile de lever les sommes destinées à la dépense courante.

Supposons donc que pour satisfaire aux déficiens , aux arrérages , & à la dépense de l'année , les nécessités publiques exigent qu'on établisse un fonds capable de produire trois millions sterlins.

Il est à craindre dans la position où nous sommes , qu'il ne soit pas possible de lever dans l'année sur la totalité du Peuple plus de deux millions sterlins.

Ainsi le troisieme million sera vraisemblablement levé par voie d'emprunt , & les deux autres le seront de

l'une des quatre manieres suivantes.

1<sup>o</sup>. En chargeant pour un tems limité une ou plusieurs denrées , soit importées , soit de notre crû , d'un droit capable de remplir la somme demandée. C'est cette maniere de faire de l'argent que le Peuple a dénommée en dernier lieu *fonds éloignés*.

2<sup>o</sup>. En chargeant plusieurs denrées d'un droit suffisant pour lever la somme demandée dans le cours même de l'année.

3<sup>o</sup>. En établissant la plus grande partie de la somme sur les terres , par une cottisation par mois , ou par une taxe de quatre schellings.

4<sup>o</sup>. Enfin par une taxe mixte , levant une partie sur la terre , une autre partie par Capitation , & le reste par de nouvelles impositions tant sur nos productions que sur les denrées étrangères , soit à leur consommation , soit à leur importation.

Pour dresser un bon plan de Finance il faudroit combiner profondément ces quatre moyens de lever de l'argent , afin de connoître laquelle conviendrait le mieux à notre position , jusqu'à quel point chacune seroit ressentie par les Peuples , enfin laquelle préjudicieroit

le moins à la terre , au Commerce , aux Manufactures.

Par la voie des fonds éloignés, il est impossible d'éviter le haut intérêt de l'argent, le profit exorbitant sur l'escompte, & la négociation des taillis. C'est ce qui a ruiné nos affaires depuis cinq ans , & ce qui a plongé en partie l'Etat dans les détresses où il se trouve. Cet expédient d'ailleurs ne nous présente point l'espérance de liquider nos dettes dans une espace de tems modéré. Si nous allions nous trouver engagés dans une autre guerre longue & coûteuse avant de les avoir acquittées , ce seroit un terrible fardeau sur la Nation.

Il paroît impraticable de lever sur nos consommations deux millions dans l'année , parce que les articles du meilleur produit sont déjà suffisamment taxés.

D'ailleurs ces fortes de revenus ne sont pas de nature à être établis dans la première année avec assez d'ordre pour espérer d'en retirer une aussi grande somme , & que le Gouvernement trouveroit sur ce produit l'argent comptant dont il auroit besoin. Vraisemblablement il se rencontreroit d'abord beaucoup de déficiens sur ces fonds.

Si l'on continue les impôts qui ont été perçus jusqu'à présent sur les terres, les propriétaires seront dans une position plus fâcheuse que pendant la paix. Car quoique pendant la dernière guerre ils contribuassent à la plus forte partie des dépenses, ils recevoient quelque sorte de dédommagement en ce que les prix des Fermes ont presque toujours été bien payés. Si à présent que la paix est faite, il n'y a plus autant de demande de nos denrées, il est à présumer que les Fermiers ne payeront plus avec autant de facilité le prix de leur Ferme. Dans ce cas il est indubitable que la terre ne pourroit point supporter une taxe de quatre schellings ou une cottisation par mois.

Il s'ensuit qu'une taxe mixte paroît l'expédient le plus praticable & le moins dangereux.

Il est constant que si l'on pouvoit parvenir à lever deux millions dans une année sans toucher aux terres, il n'y auroit pas de plan plus utile à suivre pour le Public ; parce qu'on donneroit par ce moyen quelque aisance aux propriétaires des terres, qui sont la force de l'Angleterre. Cependant celui qui ne travailleroit que d'après ce principe,

trouveroit à la fin , après s'être long-tems embarrassé & les autres aussi , qu'il s'est trompé.

Je conviens que celui qui étudie les matieres que nous traitons dans le dessein d'être utile à la Patrie , & de fournir des observations aux personnes qui sont en état d'agir , doit diriger ses opérations dans ce principe essentiel de procurer à l'agriculture , non-seulement la sûreté , mais encore l'aisance.

Ce seroit peu de chose que d'avoir soulagé les terres de leurs taxes , si à leur place on substituoit des revenus capables de mettre un jour la liberté publique en danger.

Pour former un système véritablement utile à l'Angleterre , il ne faut donc pas tant s'appliquer à épargner les terres qu'à éviter de tomber dans des especes d'impositions , dont la perception exige un nombre de Commis suffisant pour faire la loi aux propriétaires dans leurs propres Bourgs.

Un petit nombre de mains peuvent recueillir tous les droits qu'il convient d'affecier sur nos consommations intérieures ; mais il est impossible par cette voie de percevoir deux millions sterling dans une année sans une excise gé-

nérale. Un pareil revenu ne pourroit être assuré dans un Pays ouvert comme le nôtre , autant que l'exigent les besoins de l'Etat , sans une multitude d'Employés , peut-être très-dangereuse pour la liberté.

Dans la présente conjoncture , il me paroît donc indispensable de tirer quelques secours des propriétaires des terres : mais il s'élève ici une question pour sçavoir lequel seroit le plus utile dans les circonstances présentes , d'établir la taxe au marc la livre , ou par cotisation entre les Provinces tous les mois.

La repartition au marc la livre a une plus grande apparence d'égalité ; mais peut-être dans le moment présent avec quelque attention viendrait-on à penser qu'une cotisation seroit plus égale.

La taxe au marc la livre eût été praticable , & eût procuré une grande somme au commencement de la guerre , lorsque l'argent étoit abondant , & que chaque district en avoit sa proportion.

Mais n'avons-nous pas de fortes raisons de penser que la refonte a attiré ici les espèces des parties du Royaume les plus éloignées ? Le sang qui devoit circuler dans les veines ne s'est-il point

retiré vers la tête ? Enfin, n'est-il pas probable que l'argent se repartira plus vite dans les environs de Londres, que dans les parties septentrionales & occidentales de l'Angleterre ?

Tous ceux qui ont quelque connoissance de l'intérieur de ce Royaume, sçavent que dans ces parties l'argent étoit encore très-rare il y a trente ans. Il ne s'y est répandu qu'à la faveur d'une longue prospérité & d'un Commerce immense.

Il s'ensuit de cette remarque qu'il y a tout lieu de présumer que l'argent ne rentrera dans ces Provinces, que par la vente de leurs denrées & de leurs manufactures : mais ce ne fera vraisemblablement pas assez-tôt, & pour qu'elles puissent supporter les taxes sur un pied égal avec les parties de l'Angleterre plus voisines de Londres. Celles-ci en tireront de grandes quantités d'especes par la vente de leurs productions.

Ainsi la taxe au marc la livre qui, au commencement de la guerre & jusqu'à la reforme de la monnoie, eût été très-sage, qui nous eût peut-être mis en état de ne pas contracter des dettes aussi considérables, semble aujourd'hui,

du moins pour quelque tems, n'être pas conforme à cette proportion géométrique qu'on devroit toujours observer dans les impôts sur une Nation. Les opérations doivent changer avec les circonstances.

La taxe au marc la livre  
rendit dans la première an-  
née de Guillaume & de Ma-  
rie à trois schellings par livre

liv. st.  
1566627

Les quatre schellings par  
livre levés avec le même  
foin auroient dû rendre. . . .

2088836

Cependant ils ne rendirent  
sous Guillaume & Marie que

1977713

Différence . . . 111123

Cette taxe a continuellement diminué d'année en année, & dans celle-ci peut-être plus que jamais, quoique l'on ait pris des mesures plus rigoureuses qu'auparavant pour en assurer la recette. Cela a seulement servi à montrer que les Loix peuvent devenir impuissantes, & c'est une chose qu'il est toujours essentiel de cacher.

Le déclin de cette taxe n'a procédé d'aucune diminution sur les fermages; mais pour parler clairement, chaque année les divers départemens ont ap-



pris de leurs voisins à se soulager dans la perception.

Pendant la rareté actuelle de l'argent, si on laisse quelque facilité d'éviter le paiement, on doit s'attendre à voir beaucoup de gens en profiter : ainsi il est très-naturel de croire que les gens de considération, qui seuls pourroient contribuer à faire asséoir la taxe avec égalité, seront bien-aisés après neuf ans de se procurer & aux autres quelque douceur. En particulier, les Elus chargés de la répartition se laisseront vrai-semblablement conduire par l'influence & l'autorité de leurs Seigneurs, plutôt que par la religion du serment par lequel le Parlement les aura astreints à remplir leur devoir.

Ainsi considérant notre consommation présente, la position de notre Commerce, l'état de nos Manufactures, & la quantité des especes qui restent probablement dans chaque Province ou département (car toutes ces choses doivent être examinées pour former un bon plan), je suis porté à croire qu'une cotisation par mois est plus praticable actuellement, qu'elle produira davantage dans la proportion, & enfin

que les fonds rentreront avec plus d'exactitude dans le Trésor de l'Echiquier.

La dernière cotisation par mois sur toute l'Angleterre étoit de 137641 liv. st.

18. 2.<sup>1</sup>

liv. st.

Ce qui produiroit par an 1651702 18

Sur cette somme, Londres,  
Middlesex & Westminster produi-  
rent . . . . . 175969 12

Le reste d'Angle-  
terre. . . . . 1475733 6 } 1651702 18

Soit qu'on approuve la taxe au marc la livre ou par répartition, il paroîtroit convenable de soulager la terre de la moitié du fardeau qu'elle a supporté pendant la guerre.

La moitié de la dernière répartition par mois de toute l'Angleterre est de. . . . . 68820 19 1

Ainsi le produit annuel fera de . . . . . 825851 9

---

Mais Londres, Middlesex & Westminster ont beaucoup accru en richesses & en Commerce, depuis que la dernière répartition a été arrêtée; ainsi peut-être conviendrait-il d'y lever l'impôt au marc la livre, quoique le reste de l'Angleterre payât par répartition.

Ainsi si la moitié de la dernière répartition, non compris Londres, Mid-

Middlesex & Westminster, a liv. st.  
monté à . . . . . 737866 13

Deux schellins pour livre imposés à Londres, Middlesex & Westminster produiront . . . . . 153570

---

Ainsi cette maniere d'imposer les terres rapportoit 891436 13

Tout homme qui réfléchira avec soin sur ces matieres, trouvera, je crois, que les parties éloignées de l'Angleterre ont besoin d'être soulagées par une répartition, qui leur est beaucoup plus commode qu'une taxe au marc la livre. Car les taxes, que la nécessité publique occasionne, seront plus facilement payées par les contrées qui auront ressenti les premieres les douceurs de la paix. La plus grande partie des especes est actuellement concentrée à Londres & aux environs ; ainsi ce n'est point un traitement inégal que d'imposer ces départemens dans une plus haute proportion que les autres.

Dans les impôts mixtes, qui ont été ci-devant accordés à nos Rois, on a assez communément eu recours à une capitation sur le Peuple. En général, cette methode déplaît, & n'est point

populaire : cependant lorsqu'on a besoin d'une plus grande somme, qu'il faudroit nécessairement rejeter sur le Commerce, sur les terres ou sur leur produit, il me semble qu'une capitation est fort convenable. Il est vrai que c'est sur le Fermier & sur la dernière Classe du Peuple qu'elle porte principalement ; mais quoiqu'elle ait été levée plusieurs fois durant cette guerre, pour peu qu'on fasse attention à quel prix se sont soutenues nos productions naturelles, combien les salaires ont augmenté, on ne verra point que le Peuple ait eu sujet de se plaindre de cette espèce de taxe.

Les subsides accordés l'année dernière furent véritablement une capitation, & l'article qui imposoit chaque tête fut ce qui rendit le plus. Une pareille taxe pourroit, en chargeant dans une proportion plus forte les conditions plus relevées, soulager les terres, & le Commerce produire annuellement cinq cent mille livres sterling.

Je conviens qu'elle n'étoit point goûtée par le Peuple ; mais on pourroit prouver par de bonnes raisons la nécessité de l'établir encore une fois dans l'urgence présente par préférence à d'autres.

Elle avoit été établie sur le pied d'un produit de quinze cent mille livres sterlins , & il s'en faut bien qu'elle ait rempli cette espérance. C'étoit sur cette partie qu'on avoit assigné le payement des billets de l'Echiquier , dont le crédit public exige indispensablement une prompte liquidation : ainsi il y auroit une espece d'équité à les acquitter avec leur premier fonds. Il est impossible de lever d'une maniere plus prompte & plus sûre une somme aussi considérable , & même de la percevoir autrement sans créer un grand nombre de Commis pour la régie d'excises & de droits qui affecteront les terres & le Commerce.

Si l'on peut lever sur les	liv. st.
terres . . . . .	890000
Par une Capitation, . . .	500000

---

On aura déjà près de la moitié de la somme demandée . . . . . 1390000

Ceux qui voudront former un plan de finance , auront ensuite à examiner dans quelle proportion le reste devroit être perçu par forme d'excise sur nos consommations.

Il faudra calculer lequel seroit plus avantageux à la Nation de lever cette

somme dans une année ou dans plusieurs.

Il est évident que si la perception se fait dans l'année, la Nation fera plutôt acquittée de ses dettes : mais d'un autre côté peut-être cela est-il incompatible avec les intérêts du Commerce & les autres circonstances où l'Etat se trouve.

Si les payemens actuels peuvent être mis dans un ordre capable de ne point porter de préjudice aux terres, au Commerce & aux Manufactures, il ne sera pas difficile de trouver le fonds de trois millions sterlins pour la dépense courante de l'année, & pour payer une partie des déficiens & des arrérages.

Il est vrai que la dette provenant des déficiens absorbe en partie les fonds qui pourront être accordés dans cette session : ainsi c'est un article important à peser.

La taxe sur les terres de trois schellings avoit été établie sur le pied de quinze cent mille livres sterlins ; mais la perception n'a pas répondu au calcul figuré. Une partie a été payée en argent sur lequel il y aura de la perte. Enfin ajoutant les intérêts dûs, on

peut évaluer le déficient sur  
cet article seul à . . . . . 350000

La Capitation avoit été  
également évaluée sur le pied  
de quinze cent mille livres  
sterlins; mais on peut encore  
évaluer le déficient sur cette  
partie, y compris les inté-  
rêts sur les billets de l'Echi-  
quier, à . . . . . 650000

La vente des Annuités éva-  
luée à deux cent quatre-vingt  
mille livres sterlins n'a rien  
produit; ainsi en y ajoutant  
l'intérêt, ce fera un nouveau  
déficient de . . . . . 300000

Ce fera peu de chose si le  
déficient sur le droit addi-  
tionnel d'un schellin, le dou-  
ble tonnage & le malt, ne  
monte qu'à . . . . . 200000

---

1500000

---

Les billets de l'Echiquier, dont le  
payement intéresse immédiatement la  
confiance publique, sont assignés sur  
ces fonds. L'Acte porte que tous les bil-  
lets qui sortiront ou pourront sortir,  
aussi-bien pour les quinze cent mille

livres sterlins que pour les douze cent mille, & qui n'auront point été acquittés sur le produit des fonds accordés le 25 Mars 1698 pour le service de la guerre dans cette année, seront retirés & payés tant sur les arrérages desdits fonds qui seront encore en caisse, que sur l'argent qui proviendra de nouveaux subsides que le Parlement accordera dans la prochaine session.

L'Acte sur le Malt porte que dans le cas où le produit de ce droit seroit avant le 20 Avril 1698 au-dessous de huit cent mille livres sterlins, les déficiens en seront pris sur les premiers subsides que le Parlement accordera.

Dès-lors si une partie considérable de ces déficiens est assignée sur des fonds éloignés, il est clair que ce sera le terme de toute sorte de crédit.

Si les dépenses courantes sont remplies avec de pareils fonds, il est également certain qu'on s'absorbera en intérêts.

Je ne crois pas que personne conseillât de donner de nouvelles atteintes au crédit; & d'ailleurs tout le monde seroit fort content de voir les intérêts à plus bas prix: c'est ce qui ne peut arriver tant que les fonds éloignés for-



ceront le Gouvernement d'emprunter.

Il est facile de trouver des expédiens pour pallier le mal actuel pendant un certain tems ; il ne s'agit que de rejeter le poids des charges sur les années à venir : mais cette methode ne feroit point avantageuse à l'Angleterre.

Beaucoup de gens au commencement de cette guerre ne se soucioient point de lever de l'argent par la voie des excises. Cependant nous en sommes insensiblement venus là ; & si nous nous y fussions pris plutôt , peut-être la Paix eût-elle été faite il y a long-tems : aujourd'hui nous payons d'excises

à raison du droit additionel de	
neuf deniers pour un long	liv. st.
terme . . . . .	435950
Droit sur le sel à perpétuité	105000
Sur le papier timbré pour	
près de dix ans . . . . .	44800
Droit additionel sur le pa-	
pier . . . . .	10000
Droit sur le malt pour	
trois ans . . . . .	600000
Droit sur les cuirs . . . .	100000
Droit sur les verres &	
cristaux . . . . .	10000
	<hr/>
	1305750

Ajoutant sept cent mille liv. sterling à cette somme, avec ce qui a toujours été levé sur les terres, on eût rempli la dépense de l'année; car vraisemblablement quatre millions payés dans l'année eussent autant acquitté que cinq millions empruntés sur des fonds éloignés.

En effet, plus du cinquième de ce qui étoit accordé annuellement étoit absorbé par les escomptes, les hauts intérêts & les profits exorbitans; ainsi en levant quatre millions par an, nous eussions évité ces dettes immenses sous lesquelles la Nation gémit.

Si nous eussions alors introduit cet ordre dans nos affaires, le Gouvernement n'auroit aujourd'hui besoin que de ses revenus extraordinaires; on n'auroit recours à aucune taxe ordinaire sur les terres & sur le Peuple. Enfin nous ne payerions aujourd'hui que le vingtième de notre revenu général, comme avant la guerre.

Dans la position où nous nous trouvons, il paroît impossible d'éviter quelques augmentations d'excises, à-moins qu'on ne juge plus à-propos d'augmenter les dettes, ou les taxes sur les terres & le Commerce.

Si

Si l'utilité publique détermine pour des excises, il ne sera pas difficile de trouver des denrées qui pourront être la matiere convenable de cette sorte d'impôt, & qui suppléeront à ce qui manque pour la dépense actuelle.

Mais dans un pareil projet on doit avoir une attention singulière à ce que le droit n'affecte point trop particulièrement quelqu'une des classes du Peuple, ou qu'elles ne soient onéreuses aux terres & au Commerce étranger.

Pour ne point préjudicier à des branches particulieres de Commerce, il faut que les droits soient plutôt imposés sur trois ou quatre especes de denrées que sur une ou deux.

Pour ne préjudicier ni aux terres ni au Commerce, il conviendrait de répartir le droit sur la consommation intérieure de nos denrées, & sur celle que nous faisons des denrées étrangères.

Plus ces droits s'éloigneront de la premiere vente, moins ils porteront sur la terre & sur le Commerce, parce qu'alors ils feront plus sûrement acquittés par le consommateur.

C'est pourquoi les denrées de notre crû que l'on jugera à-propos de taxer,

ne devront payer que lorsqu'elles seront entre les mains des détailliers, où qu'elles auront reçu la dernière forme qu'elles ont coutume d'emprunter de l'art : la même règle a lieu vis-à-vis des productions étrangères que nous consommons.

De cette manière on a besoin d'un moindre capital pour le paiement des droits, parce qu'un plus grand nombre de personnes en sont chargées, tandis que d'un autre côté la promptitude de la vente rend cette charge moins sensible. Au contraire, si le droit se perçoit sur le premier vendeur, le paiement exige un capital considérable & oisif ; l'impôt retombe alors immédiatement sur la terre même ou sur le Commerce.

Je conviens que de cette manière les recouvrements sont plus difficiles ; mais on n'est pas propre à travailler sur ces matières, à moins qu'on ne sçache obvier à cet inconvénient. Il s'agit de choisir des denrées, soit nationales, soit étrangères, sur lesquelles il soit aisé de percevoir le droit par le moyen d'un petit nombre de personnes, avec l'aide des Officiers actuels des douanes & des excises.

Une des objections ordinaires contre les droits sur les consommations, c'est qu'à leur occasion les détailliers augmentent le prix de la denrée au-delà de la valeur du droit : cela peut réellement arriver dans le commencement ; mais lorsqu'une fois le droit est connu, chaque chose revient à son prix juste & naturel.

J'ai pensé autrefois qu'on pourroit prévenir cette exaction des détailliers par une loi qui fixeroit le prix des denrées ; comme je l'ai proposé dans mon livre intitulé *Essais on Ways and means*, page 125. Mais après avoir mieux réfléchi sur ces matieres, je me rétracte de mon opinion, & je crois qu'une pareille police est impraticable, & tout-à-fait contraire aux progrès de l'industrie ; avec cette différence cependant qu'elle peut être avantageuse dans le cas où la denrée est uniforme dans sa nature, de façon que l'un ne peut la donner meilleure qu'un autre, comme le pain & le sel : mais je pense qu'il est plus convenable aux intérêts du Public de ne point fixer les prix sur les denrées que l'industrie peut améliorer, comme la viande, les boissons. C'est un encouragement qu'il faut laisser aux ou-

vriers & artisans qui voudront s'y distinguer des autres & acquérir la préférence de la vente.

J'ai d'autant moins de honte de reconnoître cette erreur, ainsi que toutes celles dans lesquelles je pourrai tomber dans cet ouvrage, que la matiere que je traite étant neuve & difficile, j'ai eu très-peu de secours à tirer des livres.

Mon but principal est de trouver la vérité ; ainsi je n'avance aucune opinion que je ne sois prêt à la changer pour prendre celle qu'on me démontrera être meilleure. Un homme qui écrit sur le revenu général & sur la dépense de la Nation, voyage dans des terres qui ne sont pas encore bien découvertes ; si ses cartes sont fautives, il doit les réformer sur les connoissances plus exactes qu'il pourra acquérir : en attendant il peut desirer que ses travaux soient pris en bonne part, & que son amour pour le bien public compense le défaut de ses lumières dans l'esprit de ces concitoyens.

On ne peut toucher à des matieres aussi délicates sans s'exposer à la censure, aux répliques, à une guerre littéraire, & sans se faire beaucoup d'ennemis ; mais je fais peu de cas de ces inconvéniens, si je suis assez heureux pour

être de quelque secours à ceux qui s'occupent du bonheur & de la prospérité de la Nation, qui souhaitent ardemment de rendre la paix durable ; enfin de faire jouir le Roi d'une administration facile après tant de hasards qu'il a courus pour notre défense. Nous n'y pouvons réussir qu'en nous mettant en état de payer nos dettes publiques, & en mettant quelque ordre dans nos Finances.

Je suis intimement persuadé que ceux qui s'appliqueront à ces recherches, trouveront à la fin que dans le cas où les besoins de l'Etat exigeront qu'on leve trois millions, nous n'y pouvons réussir que par un impôt mixte. Il consistera, comme je l'ai proposé, en une taxe sur les terres & une Capitation, & en droits sur les denrées soit nationales, soit étrangères que nous consommons.

Mais il faut dresser son plan de façon que l'Etat ne soit point obéré par les intérêts, & que les fonds remplissent d'une manière certaine l'objet de leur destination.

Dans cette conjoncture rien ne peut être plus avantageux à l'Etat que de diminuer le prix de l'argent ou des intérêts : car jusques-là les taxes seront oné-

166 *Recherches & Considérations*  
reuses , & le Commerce languira nécessairement.

Tant que l'Etat sera forcé par ses besoins de payer un gros intérêt de ses emprunts , toutes les Loix pour le réduire parmi le Peuple seront impuissantes & sans effet ; mais il baissera de lui-même dès que les affaires seront dans un assez bon ordre pour que l'Etat cesse d'emprunter.

La plus grande partie de la somme qui manque sera produite incontestablement par la taxe sur les terres & par une Capitation. Il ne sera pas difficile , par quelques branches des droits de consommation , de se procurer une somme de quatre cent dix mille livres sterling ; & si ces droits sont établis pour deux ans , on aura une somme de huit cent vingt mille livres sterling. Il seroit encore facile de trouver annuellement deux cent mille livres sterling par quelque autre expédient. Il ne seroit même peut-être pas impossible de proposer un moyen de lever une somme considérable sans charger que médiocrement pour le présent le Corps du Peuple. Il suffiroit que ceux qui avanceroient cet argent au Gouvernement y trouvaissent leur compte ; & peut-être se contente-



roient-ils de fonds éloignés, s'il y avoit un bon fonds établi pour le payement des intérêts.

Par exemple, je suppose que quelques Compagnies pourroient, en faveur d'un privilege ou d'un établissement, s'obliger à avancer une grande somme en deux ou trois payemens dans l'année. Elles pourroient prendre l'hypothèque de leur avance sur le fonds général établi l'année dernière pour payer les déficiens ; & les taillis qui leur seroient délivrés viendroient immédiatement après la dette qui est déjà assignée sur ce fonds.

Je suppose donc qu'aux diverses branches qui composent le fonds général, on en ajoûte une suffisante pour payer les intérêts, & que l'intérêt de la somme à emprunter soit assigné dessus.

On a vû que nos dettes hypothécaires peuvent être acquittées en moins de huit ans, suivant les produits actuels de nos revenus ; & si ces revenus étoient améliorés au point de tirer de chaque branche sur les consommations ce qu'elle doit rendre réellement, je présume que non-seulement les anciens engagemens hypothécaires pourroient être payés sur ces fonds, mais encore

qu'ils suffiroient à acquitter le nouvel emprunt que je propose dans le même espace de tems.

Il est probable qu'en faveur de quelque bon établissement on trouveroit des Compagnies qui feroient volontiers des avances considérables au Gouvernement pendant huit années , pourvû qu'on leur allouât un intérêt modéré.

Si l'emprunt proposé étoit assigné à la suite de nos anciens engagements sur le fonds général , un droit de quatre schellings par boisseau de sel produiroit trente-six mille livres sterlins par an , & suffiroit pour payer l'intérêt à six pour cent.

A l'égard de la partie de nos dettes qui est formée par les arrérages dûs , elle a été évaluée au premier coup d'œil à dix-sept cent mille livres sterlins ; mais après une si longue guerre , il est à craindre que cette partie ne monte plus haut. Quoi qu'il en soit , il est douteux s'il n'y en a pas une portion dont le paiement ne peut être remis , & qui doit nécessairement entrer dans les trois millions qui manquent cette année ; en ce cas la sagesse du Gouvernement y pourvoira sûrement.

J'observerai seulement que les personnes

sonnes chargées de former le tableau des affaires nationales, doivent examiner s'il ne seroit pas à propos de joindre au fonds général établi l'année dernière pour satisfaire les anciens débiteurs, la partie des arrérages dont le paiement peut être différé, mais qui doivent recevoir une assignation & une sûreté, suivant les regles de la justice.

Ce fonds général avec quelques legeres additions aura rempli probablement au 6 Août 1706 toutes les dettes de cette espece : car la paix & une meilleure administration amélioreront vraisemblablement chaque branche des impôts.

Il est vrai que le remboursement des taillis devant suivre celui d'une aussi grande somme, paroîtra fort éloigné ; mais lorsque la paix aura donné une consistance aux affaires & renouvelé le crédit de l'Echiquier, des assignations bien assurées, & auxquelles on joindra un intérêt raisonnable, n'en seront vraisemblablement pas moins estimées, principalement si le fonds sur lequel ces assignations seront assises est bon, & tel que l'extinction du capital puisse être attendue dans un tems limité.

Il est une opération cependant qui re-

leveroit infiniment le crédit de ces tail-  
lis : car les fonds assignés doivent durer  
neuf ans , ce qui est un terme sujet par  
sa longueur à un grand nombre d'acci-  
dens ; ainsi il conviendrait que quelque  
Loi statuât que ces fonds ne pourront  
être appliqués à aucun autre usage , ou  
enfin , que le Parlement leur accordât  
une sûreté plus grande. Si la distraction  
de ces fonds devenoit un crime capi-  
tal , ce seroit peut-être la Loi la plus  
utile aux intérêts du Prince , & la plus  
convenable à la liberté de la Nation.

Supposons donc qu'il sera	liv. st.
levé sur les terres . . . . .	890000
Par quelque droit qui ne	
sera point une excise . . . . .	200000
Par Capitation . . . . .	500000
Par excises en deux années	820000
Par emprunts sur les fonds	
éloignés en faveur de quel-	
que Charte de privilège ou	
d'établissement . . . . .	600000
On aura pour payer les dé-	
ficiens , les arrérages & les	
intérêts . . . . .	3010000

D'après ce tableau on n'auroit

levé sur le Peuple dans l'an-	liv. st.
née que . . . . .	2000000
Il y a déjà de payé . . .	3300000
Ainsi le payement annuel	
fera de . . . . .	<u>5300000</u>

Ce ne feroit pas tout-à-	
fait le huitieme de notre re-	
venu général de . . . . .	<u>44000000</u>

Par cette raison je pense qu'il feroit plus à propos de percevoir pendant deux ans des excises modérées , que de lever toute la somme en une année. Car il n'est pas de l'intérêt du Commerce ni des autres classes du Peuple , que nos payemens annuels excèdent le huitieme de notre revenu général.

C'est par le même motif que je crois à propos de chercher à s'arranger avec quelques Compagnies qui fourniroient une somme considérable , sans charger la Nation par de nouvelles impositions : car il ne seroit point mal-aisé de trouver de nouvelles manieres d'imposer , non plus que de faire la perception par une quarantaine d'Officiers.

Si la taxe sur les terres étoit une cotisation par mois , elle rendroit certai-

nement en entier l'évaluation qui en auroit été faite. Une Capitation approchante de ce qui fut levé l'année dernière seroit acquittée par quartier ; les deux cent mille livres sterling mentionnées dans le tableau rentreroient de même ; l'emprunt des six cent mille livres sterling pourroit être regardé comme de l'argent comptant. A l'égard des nouveaux droits à percevoir en deux années , les taillis qui seront délivrés à valoir sur leur produit auront cours dans le Public comme la monnoie même. Ainsi l'état, en se procurant trois millions par ces divers moyens , ne passera point par la main des usuriers , ni des gens pécunieux , ce qui fera une grande économie. Car à mesure que les occasions d'emprunter deviendront plus rares , le prix de l'argent baïssera ; & sans cela le Commerce ne peut fleurir.

A cette occasion je remarquerai qu'il seroit très-utile au Commerce en général , d'empêcher la Banque d'Angleterre d'emprunter & de payer des intérêts : car la facilité d'y obtenir trois à quatre pour cent de son argent , sans peine & sans risque , sera toujours un

obstacle à l'industrie ; & elle a dernièrement occasionné dans la circulation du Commerce une altération très-préjudiciable au Public.

Pour récapituler en peu de mots ; nous avons tâché de montrer jusqu'à présent que notre pays peut se relever plus promptement que la France & la Hollande ; que d'après le produit des taxes en 1695 , nous devons espérer d'avoir payé nos dettes en huit années , & plutôt même si l'administration améliore les diverses branches de nos revenus ; enfin que la Nation goûtera les avantages de la paix à mesure que ses dettes se liquideront.

Quant à mes observations sur la manière de faire des fonds cette année , elles pourront peut-être fournir quelques ouvertures à ceux qui sont chargés de dresser un plan sur les affaires de la Nation.

C'est avec beaucoup de peines & de contradictions que je suis parvenu à jeter un coup d'œil sur les comptes relatifs aux revenus ; & c'est peut-être un mauvais procédé vis-à-vis d'un homme qui consacre toutes ses études au service du Public. Les Registres des princi-

paux Officiers ont été en quelque façon fermés à mes recherches ; ce qui a rendu cet ouvrage plus imparfait qu'il ne l'eût fans doute été. J'espère cependant que les erreurs ne seront pas considérables dans l'évaluation que j'ai faite du produit annuel des principaux droits.

Ceci étoit écrit en Octobre dernier, tems auquel il étoit impossible de deviner ce que rendroient les nouvelles impositions sur le crystal, la fayence, les pipes, le papier & le parchemin ; mais depuis que les premiers cahiers de ce traité ont été imprimés, je me suis procuré le compte suivant.

Le droit sur les verres & crystaux a produit du 29 Septembre 1695 au 17 Août 1697 . . . . .				liv. st.			
				24953	0	7	$\frac{1}{2}$
Sur les pipes & la fayence, du 17 Mai 1696 au 17 Août 1697				20389	8	10	
Sur le papier & parchemin, du 1 <sup>er</sup> Mai au 15 Novembre 1697...				9114	2	6	$\frac{1}{2}$

Si les Actes du Parlement pour l'établissement de ces droits étoient revi-



fés, & qu'on y inférât de nouvelles clauses pour affûrer mieux l'exaôtitude du payement, on pourroit en liv. st. retirer annuellement. . . . . 55000

J'avois évalué les liv. st.  
déficiens à . . . . . 1500000

Et les arrérages dûs  
à . . . . . 1700000

---

3200000

Non pas que je prétendisse être très-exaôit dans ce dernier calcul ; mais il falloit bien établir un point fixe duquel nous pussions partir pour en tirer des conséquences. Quoi qu'il en soit, je me suis peu écarté de la vérité sur l'article des défficiens, ce qui n'est pas une legere confirmation des regles & de la méthode que je suis ; en même tems qu'on voit clairement que je ne marche point à l'avanture. En effet j'ai été guidé par les regles de l'Arithmétique politique dans la supputation des défficiens ; mais l'art de raisonner des choses par chiffres ne pouvoit me conduire à la connoissance des arrérages dûs à raison des flottes & des armées. En voici le détail tel que je l'ai appris.

# 176 *Recherches & Considérations*

Les défficiens mon-	liv. s.	
tent à . . . . .	1493000	
Les arrérages dûs		
aux armées de terre,		
aux garnifons . . . .	2028818	4 9
Les arrérages de		
l'extraordinaire des		
guerres . . . . .	428055	10
Les arrérages aux		
troupes d'Irlande . . .	99951	18 4 $\frac{1}{2}$
Les arrérages à l'Of-		
fice d'Artillerie (ou-		
tre 178104 liv. s. 14		
10 $\frac{1}{4}$ , qui ont été four-		
nis en taillis non ac-		
quittés) . . . . .	26052	11 5 $\frac{3}{4}$
Les arrérages de la		
Marine (outre un mil-		
lion qui a été payé au		
Trésorier en taillis		
non acquittés) . . .	1522523	
Total des défficiens	<hr/>	
& arrérages . . . . .	5598401	4 7 $\frac{1}{4}$

Cela forme une augmentation confi-  
dérable fur nos dettes : cependant en  
examinant les choses de plus près, peut-  
être verroit-on qu'une partie des arré-  
rages est confondue avec d'autres par-

ties que nous avons mentionnées plus haut, ou avec quelques-uns des déficiens actuels. Après tout je répète que, si plusieurs branches de nos revenus publics reçoivent une meilleure forme de régie, la Nation trouvera facilement les moyens de se libérer.

Lorsqu'un Etat est dans le desordre & surchargé de dettes, enfin dans les tems difficiles, c'est un devoir commun à tous les citoyens de combattre toutes les idées de découragement, & d'embrasser avec plus de chaleur le Gouvernement, comme firent les Romains après la bataille de Cannes. C'est lorsque la République est affligée, que nous devons lui tendre une main secourable, & dévouer à son service les ressources de notre esprit, ainsi que notre vie.

La guerre introduit nécessairement la corruption dans les manieres & le relâchement dans l'administration; deux effets qui conduisent sûrement les particuliers & l'Etat à la pauvreté.

Lorsqu'on a perdu ou dépensé en peu d'années ce que l'économie & la sagesse de plusieurs âges avoient amassé; lorsque les revenus publics sont mal régis & réduits à rien; lorsque l'Etat a

perdu plusieurs branches très-riches de son Commerce , & que les autres sont en danger ; lorsque les besoins publics ne peuvent être satisfaits par un peuple de bonne volonté ; lorsque ceux qui sont à la tête des affaires ne savent que demander , quoique rien ne leur soit refusé , ou qu'ils ne savent que faire avec le pouvoir de disposer de toutes choses ; enfin lorsque la plupart des partis que l'on suit ont une mauvaise issue ; il faut croire qu'il est dans le Corps politique quelque maladie secrète , qui ne peut être guérie par un remède appliqué sur une seule partie , mais en purifiant toute la masse du sang qui est corrompue.

La société ne peut avoir une existence solide , si toutes les classes des Citoyens ne cooperent à la conserver , non par des faux semblans , mais par une conduite active & vigoureuse.

Car si ceux qui tiennent le premier rang ne prennent pas un intérêt vif au bien & à l'honneur de leur patrie , & si le même génie ne regne pas universellement dans le second ordre ; on verra bien-tôt la foiblesse & l'esprit de vertige s'emparer de l'administration : la ruine de l'Etat est certaine.

Si l'intérêt d'un grand nombre est de porter le desordre dans les affaires, elles y arriveront sûrement malgré les efforts d'un Prince sage & vertueux & d'un bon Parlement. Ainsi pour bien réformer le Gouvernement, il faut commencer par réformer la Nation.

Pour y parvenir, les meilleurs moyens sont vrai-semblablement d'inspirer, par les préceptes & par les exemples, autant qu'il est possible, ce zele & cette affection qu'on doit à son pays, d'entretenir le peuple dans le respect dû à la Religion, de répandre une bonne morale parmi les conditions plus relevées; enfin de donner aux hommes en général un intérêt à être bons, en ne laissant de sentiers à la fortune & aux préférences que le mérite & la vertu.

Sous un Gouvernement violent il est peut-être plus utile & plus sûr d'user d'une administration relâchée, & de corrompre les manieres du peuple: car on y éteint avec soin la lumiere importune qui découvreroit trop de choses: mais il n'en est pas de même sous un Gouvernement fondé sur les Loix, où le Prince ne forme qu'un seul Corps avec son Peuple; car si les membres inférieurs sont viciés, leur mal porte

insensiblement à la tête des vapeurs & des fumées dont elle est immanquablement affectée.

Lorsqu'un pays a été long-tems en proie aux malheurs soit des guerres civiles, soit des guerres étrangères, les esprits du peuple prennent ordinairement différentes tournures. Quelquefois ils se portent à une grande piété, quelquefois ils se livrent aux excès du vice. Après le sac & l'embrasement de Rome par les Gaulois, le peuple fut échauffé par un esprit de dévotion, qui fit revivre l'ancienne discipline, la justice, & ces vieilles Loix presque oubliées, d'où dépendoit la force de la constitution; enfin il reprit sa première vertu.

Mais après les guerres civiles qui défolerent l'Empire sous Galba, Othon, & Vitellius, la Nation ne fut point corrigée par ses calamités; ce qui est le plus grand symptôme de la dépravation. Car lorsque les troupes de Vespasien s'emparerent de Rome, les uns pilloient & égorgoient leurs concitoyens, tandis que les autres s'abandonnoient à la débauche & à la prostitution: on y voyoit à la fois le spectacle d'une guerre barbare, & d'une paix licentieuse.

De sages Législateurs pourroient tirer avantage d'une crise favorable.

A la fin d'une longue guerre par exemple , ils pourroient entreprendre avec fruit une réforme : car lorsque la pauvreté se fait sentir aux hommes , ils sont plus portés à écouter la vertu & les conseils propres à rétablir leurs affaires.

Rien n'entraîne la multitude & ne la plie plus sûrement à la réforme que l'exemple des Grands. Si ceux-ci se montrent contens d'un pouvoir, d'une fortune & d'honneurs modérés , le Peuple apprend alors à borner ses desirs. Les factions se déracinent aussi-tôt , car c'est une graine qui la plupart du tems n'est fertilisée que par des desirs ambitieux : & un Gouvernement tranquille est bien plus susceptible de règles & moins exposé aux dépenses. Sous le règne des factions , les hommes s'attendent à être caressés , & payés largement du soin qu'ils prennent de leur propre sûreté.

La corruption n'a pas tant de charmes (du moins relativement à toute une Nation) pour qu'il ne soit pas possible de persuader aux hommes de quitter ses voies, dès qu'ils trouveront leur compte à employer des moyens plus

honnêtes. Pourquoi sous les derniers regnes vit-on tant de Protestans favoriser les projets du Papisme , sinon parce que cette voie étoit la seule d'obtenir des graces ? Et n'est-ce point parce que la Cour avoit rendu la vente des droits de la Nation un Commerce avantageux , que nous avons vû tant de traîtres dans les tems précédens ? S'il eût été possible d'arriver aux graces & aux honneurs par d'autres degrés ; si les personnes qui dirigeoient les affaires eussent distingué & encouragé les hommes zélés pour la Religion de l'Etat, jaloux de sa liberté & de sa sûreté, si l'intégrité eût été appelée à remplir les postes du Gouvernement ; le siècle, il n'en faut pas douter, se seroit corrigé de lui-même par degrés ; la corruption & la folie eussent perdu contenance ; la vertu & le bon sens eussent repris la supériorité.

S'il n'est qu'une seule carrière pour s'avancer, les hommes la rempliront à l'envi, quelque éloignée qu'elle puisse être de l'honnêteté ; s'il n'est qu'un seul endroit où les places & les dignités s'obtiennent, les hommes s'y porteront, quelque chose qu'il leur en coûte.

Ne voyons-nous pas les talens les



plus en vogue, soit pour l'utilité, soit pour le plaisir, être plus cultivés que les autres & se perfectionner rapidement? Chacun s'efforce d'exceller dans ce qui est le plus agréable ou le plus avantageux aux yeux des autres.

La même chose se passe à l'égard du vice & de la vertu, suivant qu'on les aime ou qu'on les décourage. Fermez la porte au vice, & vous verrez les hommes chercher d'eux-mêmes à se distinguer par le courage, la prudence, la modération, l'intégrité, l'esprit public, la magnanimité & la véritable sagesse. Levez un autre étendard, & ces mêmes hommes employeront tous leurs efforts à réussir, comme d'autres auront fait, par la fourberie, de basses complaisances, l'artifice, les rapines, la prostitution de leurs talens & de leur éloquence. Enfin lorsque la République est livrée au brigandage des hommes corrompus, quelques-uns de ceux mêmes qui ont une bonne réputation sont tentés de prendre leur part du butin.

Dans un Pays libre, l'intérêt du Prince est évidemment de rétablir la vertu dans ses prérogatives, de déposer le vice, & surtout de le bannir du Ministère & des Conseils.

A mesure que nous quittons les sentiers de la vertu, qui peuvent seuls conduire à la véritable sagesse, nous tombons sans cesse dans l'erreur; & jusqu'à ce que nous ayons rentré dans la bonne voie, nous n'éprouvons que misère & que confusion. Quiconque abandonne l'honnêteté, est bien-tôt abandonné lui-même par la prudence; & le dérèglement général d'un Peuple enhardit des gens de peu de capacité à s'immiscer dans les affaires publiques. Ces pilotes mal-adroits vont briser sur les rochers le vaisseau qui leur est confié. Dans un pareil pays, à moins qu'il n'y ait une disposition générale à reprendre les anciens principes de l'honneur, les affaires se détérioreront chaque jour, jusqu'à ce qu'au bout d'un petit nombre d'années elles tombent dans un dépérissement total.

Dans un Pays libre, si un petit nombre seulement parmi les Grands conserve dans son cœur l'amour de l'honneur & de la Patrie, c'en est assez pour sauver la République, ou du moins pour arrêter les progrès du desordre.

Lorsque la fortune eut résolu de renverser la République Romaine, Caton seul par sa vertu balança ses efforts. A

plus

plus forte raison , si dans une Nation il reste plusieurs bons Patriotes , ils peuvent , par leurs travaux , défendre la constitution contre les entreprises de gens mal-intentionnés , qui n'ont ni les richesses de Crassus , ni la réputation de Pompée , ni la bonne conduite de César , mais tout au plus la fureur & l'indécence de Clodius.

Lorsque l'Etat panche vers sa ruine , les hommes sont sujets à blâmer le Ministère , quoique ce ne soit peut-être pas toujours sa faute , mais plutôt celle de la corruption du Peuple.

Car un Pays peut avoir décliné pendant un si long espace de tems que les affaires ne puissent être si-tôt remises sur un bon pied.

Mais si quelque corruption s'est glissée dans les parties subordonnées du Gouvernement , c'est assurément dans un tems de calme & de paix qu'on y doit remédier : surtout lorsque les bons citoyens sont assurés que leurs efforts seront encouragés par un Prince dont l'intérêt & l'inclination le portent à chercher la prospérité & le bonheur de son Peuple.

Personne vrai-semblablement ne trouvera hors de place ce lambeau des

excellens ouvrages de M. Davenant. La situation actuelle de l'Angleterre & de la Hollande sont la preuve la plus frappante de la solidité de ses raisonnemens. On ne s'arrêtera point ici à suivre la comparaison entre les trois Puissances ; ce détail appartient à la Politique , & seroit la matiere d'un très-beau travail pour ceux qui aiment à méditer sur les grands objets.

L'état des dettes publiques & des revenus de l'Angleterre se trouve en divers ouvrages François. On sçait que cette Couronne doit aujourd'hui de soixante-dix-sept à soixante-dix-huit millions sterlins, que presque tous les impôts mis pendant la dernière guerre subsistent encore en entier, excepté la taxe sur les terres qui est réduite de quatre schellins pour livre à deux. Tous les objets susceptibles d'être la matiere d'une imposition, paroissent en porter une ; la majeure partie du fonds d'amortissement est aliénée : le Commerce principalement est affecté, & par l'excès des impôts, & par les hauts prix où les richesses artificielles ou en papier ont porté toutes choses.

La réduction des intérêts a véritablement soulagé l'Etat pour le moment,

*es Loteries à la charge***CHARGES.**200<sup>e</sup> Denier . . . .

flor.  
8039807

. . . . .  
chargées du 100<sup>e</sup> &

1497768

. . . . .

302710

. . . . .

1435

. . . . .

43260



mais en portant à son crédit ( malgré les fausses apparences de liberté ) une blessure secrète que le tems & l'occasion décèleront. Car tout emprunt qu'il proposera désormais , avertira ses créanciers anciens & nouveaux que le prix de leur argent baissera encore ; puisque dans la constitution présente , les impôts ne peuvent être portés plus loin sans détruire la circulation , l'aisance nationale & l'impôt même à la longue.

Il paroît qu'au besoin l'Angleterre peut augmenter ses revenus pendant quelques années de quinze à seize cent mille livres sterlins : sçavoir , un million en haussant la taxe des terres à quatre schellins ; & cinq à six cent mille livres en augmentations forcées sur d'autres branches.

En réduisant encore les intérêts à deux & demi pour cent , cette Puissance paroît pouvoir emprunter encore vingt millions sterlins environ , sans rien changer à l'état actuel de ses revenus. Mais si ses emprunts étoient poussés jusqu'à quarante millions , il faudroit en cas qu'elle trouvât des prêteurs augmenter nécessairement à perpétuité les impôts de cinq cent mille

livres sterlins environ ; ce qui porteroit préjudice , comme on vient de le dire , soit aux terres , soit à l'industrie. Ses ressources réelles sont connues ; mais plusieurs sont précaires : quelques autres trouveront un long obstacle dans les vices qui se sont introduits dans la constitution.

A l'égard de la République des Provinces-Unies , l'unique source de son opulence s'épuise chaque jour ; & sans compter les causes intérieures de décadence , les progrès de toutes les Nations dans le Commerce mineront encore plus immédiatement sa puissance. Comme la nature & la situation de ses Finances sont généralement moins connues parmi nous , voici quelques détails sur celles de la Province de Hollande , qui contribue de cinquante-trois pour cent dans les charges de la République. Les dettes sont encore dans cette année 1754 les mêmes à-peu-près qu'à la fin de la dernière guerre ; les mêmes impôts subsistent , à l'exception d'un demi-centieme denier sur les maisons.

Suivant ce tableau , le total des revenus est de vingt-deux millions deux cent quarante-un mille trois cent tren-



te-neuf florins ; les charges montent à quinze millions huit cent soixante-trois mille huit cent quarante florins ; excédent des revenus , six millions trois cent soixante-dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf florins.

On n'a point compris dans le montant des charges la Loterie de six millions de l'année 1750 , non plus que celle de 1751 d'une somme semblable , en prenant pour chaque billet de mille florins à discompter trois cent florins de vieilles obligations , de sorte que les dettes augmentèrent de huit millions deux cent florins à trois & demi pour cent.



## CINQUIÈME ÉPOQUE.

ANNÉE 1715. 2 *Septembre.*

C E ne feroit point fans doute tirer des faits qui ont passé sous nos yeux dans la dernière Epoque toute l'instruction nécessaire , que d'abandonner le tableau des affaires , dans l'état de confusion & d'impuissance où elles se trouvoient à la mort du Roi. Pour développer l'étendue du desordre , pour en approfondir les conséquences , il est intéressant de connoître les opérations qui se firent pendant les premières années de la Régence , l'embarras prodigieux & les difficultés en apparence insurmontables que rencontra l'administration.

Dans les divers dépôts où j'ai eu la permission de faire des recherches , j'ai trouvé des pieces authentiques , qui me mettent en état de rendre un compte exact de ce qui s'est passé dans l'espace de vingt-huit mois. Il fut même fait vers le milieu du mois de Juin de l'année 1717 un rapport général de toutes les opérations , qui occupa plusieurs

féances : il fut suivi d'un Comité chez M. le Chancelier , composé de différens Ministres du Conseil de Régence & de tous les Présidens des Conseils particuliers.

Il est inutile de retracer ici les maux où nous étions plongés ; un Peuple épuisé par des guerres continuelles depuis l'an 1666 , à quelques petits intervalles près ; des campagnes presque desertes ; un Commerce anéanti ; la confiance perdue entre les hommes ; un nombre infini de familles réduites à une pauvreté extrême , avec des titres de propriétés immenses ; ces objets terribles ne doivent point être oubliés , mais le souvenir en est toujours douloureux. Un Enfant , rejetton unique de cette tige auguste , si florissante peu d'années auparavant , formoit tout l'espoir de l'Etat chancelant. La Providence ne daignoit pas même nous permettre de nous livrer à nos espérances sur le seul bien qui nous restoit. Objet continuel d'inquiétudes & d'allarmes , il nous fit oublier d'autres malheurs , en remplissant nos cœurs tremblans de craintes plus sensibles & plus grandes. Ce sont nos pleurs que virent couler les premiers regards du jeune Roi , &

1792 *Recherches & Considérations*  
jamais ses Peuples n'en ont versé qui  
ne leur fussent chères.

Ses foibles mains cependant ne pou-  
voient encore soutenir le poids du  
Sceptre. Plusieurs années de minorité,  
tems ordinaire de prétentions, de ca-  
bales & de desordres, sembloient pré-  
sager à la France un avenir déplora-  
ble; mais le Ciel, dont la justice sçait  
compenser les biens & les maux, veil-  
loit sur ce Royaume. Il suscita dans la  
personne du premier Prince du Sang,  
un homme capable de rassurer les fon-  
demens ébranlés de l'Etat. Si l'on doit  
rendre à la Nation cette justice, que  
dans les premiers momens chacun s'em-  
pressa de concourir au bien, il n'en  
est pas moins vrai que ce Prince fut  
assez habile pour réunir toutes les par-  
ties séparées, & les diriger vers l'a-  
vantage commun. Son affabilité & son  
éloquence naturelle firent valoir beau-  
coup de talens qu'il rassembloit en lui,  
& qui lui attirèrent pendant long-tems  
les vœux & l'applaudissement de la Na-  
tion. L'Etat fut redevable à son habi-  
leté de la conservation de la paix au  
dedans, & de la considération singulie-  
re qu'il acquit parmi les étrangers.

S'il eut de grandes qualités, il étoit  
homme;

homme : mas toutes les erreurs en matière d'Etat ne doivent pas se porter au tribunal du vulgaire. Peut-être certains événemens pourroient-ils se présenter sous un aspect plus favorable, si les circonstances étoient pesées, & qu'aucune passion ne tint la balance. Des mains plus dignes porteront l'encens dû à la mémoire de ce Prince, à qui l'Histoire ne refusera point divers éloges. Suivons l'objet de nos recherches.

Dès le deux Septembre, M. le Duc d'Orléans fut en possession du titre qui lui étoit dû ; jamais droits ne furent réclamés avec autant de dignité. Ce fut dans cette occasion qu'il proféra ces belles paroles, dignes seules d'éterniser son nom : *Qu'il ne vouloit être indépendant que pour faire le bien, & qu'il consentoit qu'on le liât tant qu'on le voudroit pour ne point faire de mal.* Si ce sentiment fait honneur à son cœur, son habileté se développa dans le plan qu'il se proposa dès ce jour, d'établir différens Conseils sur chaque partie de l'administration, dont le travail se rapporteroit au Conseil de Régence. Il est difficile de concevoir une plus belle idée, indépendamment de l'autorité & de la

réputation qu'acquéroit ainsi la Régence. La sagesse des décisions dépend principalement de la maturité de l'examen, & de la sûreté de ceux qui examinent : l'établissement des divers Conseils réunissoit dans un degré éminent ces deux avantages : la surcharge du travail fatigue les génies les plus actifs, ou précipite les délibérations, ou ralentit le cours des expéditions ; trois inconvéniens également fâcheux & importants. Ici les affaires partagées entre les divers membres de chaque Conseil, pour être rapportées en commun, & de-là mises sous les yeux du Conseil supérieur, qui s'en réservait la révision, ne pouvoient attendre que des décisions promptes & réfléchies, tandis que le tems & la liberté d'esprit permettoient à chacun d'entrer lui-même dans ces détails essentiels, dont l'oubli dénature quelquefois le sujet de la question.

La sûreté des personnes ne se borne pas à la seule fidélité toujours supposée : mais un nombre d'hommes que leur naissance, leur rang, leurs emplois ou leurs talens rassemblent pour une même décision, s'éclairent les uns les autres ; l'émulation, véritable ressort

des Etats, anime les études & le travail; les complaisances, les penchans sont étouffés; les surprises sont plus rares, & les importunités moins puissantes.

Si le travail de ceux qui sont chargés des détails de l'administration est moins pénible, celui qui gouverne n'est pas moins foulagé; il voit plus de choses; il les voit plus sûrement & avec plus de facilité: mais cette disposition n'eût-elle d'effet particulier que de former de longue main des hommes d'Etat, d'inspirer un amour plus général des connoissances & du travail, en présentant plus d'objets d'émulation, elle seroit admirable. Ce projet étoit un de ceux qui avoient été présentés à M. le Duc de Bourgogne, & ce jeune Prince avoit travaillé lui-même à le perfectionner.

La Déclaration qui l'établit est trop belle, & contient de trop grands principes de Gouvernemens, pour ne pas trouver ici sa place.

*Déclaration du 15 Septembre 1715, portant établissement de plusieurs Conseils pour la direction des affaires du Royaume.*

« LOUIS, &c. Le feu Roi de glo-  
» rieuse mémoire, notre très-honoré  
» Seigneur & bifayeul, pouvoit par ses  
» qualités personnelles & ses vertus émi-  
» nentes suffire seul au gouvernement  
» de son Royaume ; la droiture de son  
» cœur, l'élevation de son esprit, l'é-  
» tendue de ses lumières, augmentées  
» & soutenues par une longue expé-  
» rience, lui rendoient tout facile dans  
» l'exercice de la Royauté ; mais la foi-  
» bleffe de notre âge demande de plus  
» grands secours ; & quoique nous puf-  
» sions trouver tous ceux dont nous  
» avons besoin dans la personne de no-  
» tre très-cher oncle le Duc d'Orléans,  
» Régent de notre Royaume, sa modef-  
» tie lui a fait croire que pour soutenir le  
» poids d'une Régence qui lui a été fi-  
» justement déferée, il devoit proposer  
» d'abord l'établissement de plusieurs  
» Conseils particuliers, où les princi-  
» pales matieres qui méritent l'attention  
» directe & immédiate du Souverain



» feroient discutées & réglées , pour re-  
» cevoir ensuite une dernière décision  
» dans un Conseil général , qui ayant  
» pour objet toute l'étendue du Gouver-  
» nement , feroit en état de réunir &  
» de concilier les vûes différentes des  
» Conseils particuliers. Cette forme de  
» Gouvernement a paru d'autant plus  
» convenable à notre très-cher oncle le  
» Duc d'Orléans , Régent du Royaume,  
» qu'il sçait que le plan en avoit déjà  
» été tracé par notre très-honoré Pere ,  
» dont nous aurons au moins la satis-  
» faction de suivre les vûes , si le Ciel  
» nous a privé de l'avantage d'être for-  
» mé par ses grands exemples. Il étoit  
» persuadé que toute l'autorité de cha-  
» que partie du Ministère étant réunie  
» dans la personne d'un seul , devenoit  
» souvent un fardeau trop pesant pour  
» celui qui en étoit chargé , & pou-  
» voit être dangereuse auprès d'un Prin-  
» ce qui n'auroit pas la même supério-  
» rité de lumieres que le Roi notre bi-  
» sayeul ; que la vérité parvenoit si  
» difficilement aux oreilles d'un Prince,  
» qu'il étoit nécessaire que plusieurs per-  
» sonnes fussent également à portée de  
» la lui faire entendre ; & que si l'on  
» n'intéressoit au Gouvernement un

» certain nombre d'hommes auffi fide-  
» les qu'éclairés , il feroit prefque im-  
» poffible de trouver toujours des Su-  
» jets formés & instruits , qui fifsent  
» moins regretter la perte des person-  
» nes confommées dans la fcience du  
» Gouvernement , & qui fuissent mê-  
» me en état de les remplacer : nous  
» ferons donc au moins revivre l'esprit  
» de notre très-honoré Pere , en éta-  
» bliffant des Confeils fi avantageux  
» au bien de nos Etats ; & nous nous  
» y portons d'autant plus volontiers que  
» cet établiffement ne peut être fufpect  
» par fa nouveauté , puifque nous ne  
» ferons que fuivre l'exemple de ce qui  
» s'observe avec fuccès dans d'autres  
» Royaumes , & qui s'est observé dans  
» le nôtre même pendant le regne de  
» plusieurs des Rois nos prédéceffeurs.  
» Le dérangement que vingt-cinq an-  
» nées de guerre , & plusieurs autres  
» calamités publiques , ont caufé dans  
» les affaires de cette Monarchie ; le  
» defir ardent que la qualité de Roi  
» nous infpire de remettre toutes cho-  
» fes dans leur ordre naturel , & de ré-  
» tablir la confiance & la tranquillité  
» publique , font encore de nouvelles  
» raifons qui appuyent la fageffe des

» conseils que notre très-cher oncle  
» le Duc d'Orléans nous a donnés sur  
» ce sujet. Nous sçavons d'ailleurs que  
» chargé du Gouvernement de l'Etat  
» jusqu'à notre majorité, tous ses vœux  
» ne tendent qu'à nous le remettre  
» tranquille & florissant, & à y par-  
» venir par des voies qui montreront  
» à tous nos Sujets qu'il ne cherche  
» qu'à connoître & à employer le mé-  
» rite & la vertu, qu'il veut que les bons  
» Sujets de toutes conditions, & sur-  
» tout ceux de la plus haute naissance,  
» donnent aux autres l'exemple de tra-  
» vailler continuellement pour le bien  
» de la Patrie; que toutes les affaires  
» soient réglées, plutôt par un concert  
» unanime, que par la voie de l'auto-  
» rité; & que la paix, fidèlement en-  
» tretenue au dehors avec nos voisins,  
» regne en même tems au dedans par  
» l'union de tous les Ordres du Royau-  
» me. A ces causes, de l'avis de notre  
» très-cher & très-amé oncle le Duc  
» d'Orléans Régent, de notre très-cher  
» & très-amé oncle le Duc de Bour-  
» bon, de notre très-cher & très-amé  
» oncle le Duc du Maine, de notre  
» très-cher & très-amé oncle le Comte

» de Toulouse , & autres grands & no-  
» tables personnages de notre Royau-  
» me , & de notre certaine science ,  
» pleine puissance & autorité Royale ,  
» nous avons dit & déclaré , & par ces  
» présentes signées de notre main , di-  
» sons , déclarons , voulons & nous  
» plaît.

» Premièrement , qu'outre le Conseil  
» général de Régence , il en soit éta-  
» bli fix autres particuliers , qui seront  
» composés chacun d'un Président &  
» d'un nombre convenable de Conseil-  
» lers & de Secrétaires , selon la na-  
» ture des affaires dont chaque Conseil  
» fera chargé ; sçavoir le Conseil de  
» Conscience , où l'on traitera des af-  
» faires Ecclésiastiques ; le Conseil des  
» affaires étrangères ; le Conseil de  
» guerre & de tout ce qui y a rapport ;  
» le Conseil de Finance ; le Conseil de  
» Marine & de tout ce qui en dépend ;  
» le Conseil des affaires du dedans du  
» Royaume , qui étoient ci-devant por-  
» tées au Conseil des Dépêches ; le tout  
» sans rien innover à l'égard du Con-  
» seil Privé , même des Directions pour  
» ce qui regarde les affaires contentieu-  
» ses de Finance , lesquelles se tien-

» dront ainsi que par le passé, sauf à y  
» être apporté dans la suite tel Règlement qu'il appartiendra; comme aussi  
» sans que les affaires dont la connoissance appartient à nos Cours & autres Tribunaux & Jurisdictions de  
» notre Royaume, puissent être portées  
» dans lesdits Conseils.

» 2°. Et attendu que le Commerce  
» a presque un égal rapport avec les  
» Finances & la Marine, il sera fait  
» choix de quelques-uns des membres  
» de ces deux Conseils pour y travailler avec les Députés des Villes du  
» Royaume, qui ont eu entrée jusqu'à  
» présent dans le Conseil de Commerce; & en cas que la matière soit importante, les Conseils de Finance &  
» de Marine se réuniront pour la discuter conjointement.

» 3°. Ceux qui seront choisis pour  
» entrer dans ces différens Conseils, seront tenus de s'assembler incessamment dans le lieu qui sera destiné à  
» tenir chaque Conseil, pour dresser  
» un projet de Règlement sur la forme  
» qui y sera observée par rapport à l'ordre & à la distribution des affaires,  
» au tems & à la manière de les traiter, à la rédaction qui sera faite des

» délibérations , & aux Registres qui en  
» seront tenus ; & ce projet fera porté  
» au Conseil de Régence , pour y être  
» autorisé & confirmé ainsi qu'il sera  
» jugé à propos.

» 4°. Toutes les matieres qui auront  
» été réglées dans les Conseils particu-  
» liers , seront ensuite portées au Con-  
» seil général de Régence pour y être  
» pourvû par notre très-cher oncle le  
» Duc d'Orléans Régent du Royaume ,  
» suivant la pluralité des suffrages , si  
» ce n'est qu'il y eût égalité d'avis , au-  
» quel cas celui du Régent prévaudra  
» & sera décisif ; & néanmoins en ce qui  
» concerne les Charges & Emplois , les  
» nominations & collations des béné-  
» fices , les gratifications , pensions ,  
» graces & rémissions , notre très-cher  
» oncle le Duc d'Orléans Régent du  
» Royaume pourra en disposer , ainsi  
» qu'il jugera le plus à propos , après  
» avoir consulté le Conseil général de  
» Régence , sans être assujetti à suivre  
» la pluralité des voix à cet égard ; le  
» tout conformément à l'Arrêt rendu le  
» 2 du présent mois par notre Cour de  
» Parlement , & dont nous avons or-  
» donné l'exécution dans notre Lit de  
» Justice du 12 Septembre présent mois.

» 5°. Le Président de chaque Conseil  
» particulier aura séance & voix déli-  
» bérative au Conseil général de Ré-  
» gence pour les affaires qui regarde-  
» ront le Conseil dont il sera Président ,  
» & fera le rapport des résolutions qui y  
» auront été prises ; & s'il est jugé né-  
» cessaire en certains cas d'y appeller  
» encore quelques-uns des Conseillers  
» dudit Conseil , soit pour faire le rap-  
» port des affaires dont le Président n'au-  
» ra pû se charger , ou pour d'autres  
» raisons , ceux qui y entreront alors  
» auront pareillement voix délibérative  
» dans le Conseil général de Régen-  
» ce.

» 6°. Dans les affaires importantes ,  
» notre très-cher oncle le Duc d'Or-  
» léans Régent du Royaume , appel-  
» lera audit Conseil général , quand  
» il estimera le devoir faire , tous les  
» Présidens des Conseils particuliers ,  
» même tels des Conseillers desdits Con-  
» seils qu'il jugera à propos d'y joindre.

» 7°. Il commettra un des Conseillers  
» du Conseil général , pour recevoir  
» deux fois la semaine , à l'issue dudit  
» Conseil , avec deux Maîtres des Re-  
» quêtes de notre Hôtel , qui seront ac-  
» tuellement de service en notre Con-  
» seil , tous les Placets qui seront por-

» tés dans une des salles du Palais où  
» nous ferons notre demeure ; & seront  
» lesdits Placets remis entre les mains  
» desdits Maîtres des Requêtes pour en  
» faire l'extrait , dont ledit Conseiller  
» rendra compte en leur présence à  
» notre très-cher oncle le Duc d'Or-  
» léans Régent du Royaume , qui les  
» renverra ensuite aux Présidens des  
» Conseils , ou aux Officiers des Com-  
» pagnies , ou autres que chaque Pla-  
» cet pourra regarder.

» 8°. Et pour ce qui concerne les Ré-  
» glemens généraux qui pourront être  
» à faire pour l'administration de la Jus-  
» tice dans notre Royaume , voulons  
» qu'il y soit procédé par notre très-  
» cher & féal Chancelier de France ,  
» avec tels des Chefs & Présidens des  
» premières Compagnies , Officiers du  
» Parquet , & autres Magistrats que  
» nous jugerons à propos de choisir , &  
» auxquels nous donnerons les ordres né-  
» cessaires à cet effet , nous réservant de  
» les appeler même à nos Conseils avec  
» voix délibérative, lorsque leur présen-  
» ce y pourra être nécessaire pour notre  
» service & le bien de notre Royaume ,  
» sans les détourner de leurs fonctions  
» ordinaires.

» 9°. Voulons aussi que les affaires



» de nature à être portées auxdits Con-  
» seils , dans lesquelles notre Domaine  
» ou les droits de notre Couronne pour-  
» roient être intéressés , soient commu-  
» niquées à nos Avocats & Procureur  
» Généraux en notre Cour de Parle-  
» ment de Paris , pour y donner leur  
» avis par écrit , qui fera lû auxdits  
» Conseils , où ils pourront même être  
» entendus , quand ils croiront devoir  
» le demander , avant que lescdites af-  
» faires y soient réglées ».

Le Conseil des Finances fut composé du Régent , comme Ordonnateur ; de M. le Maréchal Duc de Villeroi Pair de France , auquel on conserva la première place , en conséquence de ce qu'il avoit été nommé par le feu Roi , Chef du Conseil Royal établi par M. Colbert ; de M. le Duc de Noailles Pair de France , en qualité de Président ; de M. le Marquis d'Effiat en qualité de Vice-Président. Pour Conseillers on nomma MM. le Pelletier des Forts , Rouillé du Courday ; Directeurs des Finances & du Contrôle général , le Pelletier de la Houffaye & Fagon Conseillers d'Etat ; les sieurs d'Ormesson , Gilbert de Voisins , de Gaumont , de Baudry , Maîtres des Requêtes , & le sieur Dodun Prési-

206 *Recherches & Considérations*  
dent aux Enquêtes ; & pour Secrétaires  
les sieurs Lefebvre & de la Bliniere.

Le Régent signa seul toutes les Ordonnances concernant les dépenses comptables & les comptans , & se réserva la faculté de commettre tant au Trésor Royal qu'aux Parties casuelles , qui bon lui sembleroit pour en rendre compte.

Le Contrôle général fut exercé par les deux Gardes des Registres du Contrôle général , sous la direction du sieur Rouillé.

Les états de distribution de Finances devoient être signés par le Régent , le Chancelier , le Chef du Conseil , le Président, le Vice-Président, & celui des Conseillers qui auroit fait le rapport.

Le Conseil s'assembloit au Louvre le Mardi & le Vendredi matin ; la grande Direction s'assembloit tous les quinze jours , & le Président du Conseil des Finances devoit y assister toutes les fois qu'elle feroit assemblée.

Le Conseil du Commerce , dont les opérations sont si étroitement liées à la Finance , & principalement dans l'épuisement général des Peuples , fut composé de M. le Marechal de Villeroy , de M. le Duc de Noailles , de M. le Ma-

réchal d'Éstrées Président du Conseil de Marine , de MM. Dagueffeau , Amelot , de Nointel , Rouillé du Coudray , d'Argenson, Conseillers d'Etat ; de MM. Fer-rant , de Machault & Roujault Maîtres des Requêtes. Les Députés des Provin-ces & Villes de Commerce du Royau-me y eurent entrée & séance à l'ordi-naire. Dans les matieres de Commerce extérieur , le Conseil de Commerce & celui de Marine se réunissoient ; & de cette façon pour la seconde fois ce grand tout fut conduit par les mêmes vûes & les mêmes principes, suivant l'esprit de son institution.

M. le Duc de Noaille eut la principa-le part dans l'administration des Finan-ces , & c'est sur lui qu'ont roulé les opérations dont nous allons rendre compte.

L'Histoire a droit d'écarter des hom-mes dont elle s'occupe l'éclat étranger des titres & des dignités ; mais elle doit compte des talens & des vertus qui ren-dent un citoyen aussi cher qu'utile à sa Patrie , & dont l'exemple servira d'inf-truction à la postérité. Cependant on s'éloignera dans cet ouvrage des regles ordinaires ; un simple récit des faits conduira le lecteur au terme qu'on s'est

proposé. Si même les principes employés jusqu'à présent nous conduisoient à des doutes sur quelque opération, ils seront exposés. Ce ne fera pas, on en convient, rendre à la vérité d'une manière tout-à-fait impartiale ce qui lui appartient; mais peut-être cette méthode est-elle plus digne d'un génie d'un ordre aussi supérieur; la véritable gloire brille de son propre éclat.

Il étoit dû par l'Etat au premier Septembre 1715 :

Sur les dépenses de 1707 . . .

33708517

Reste dû des Ordonnances expédiées pour les années 1708 . . .

19211502

1709 . . . 23668527

1710 . . . 40356242

1711 . . . 54003174

1712 . . . 42508520

1713 . . . 53659612

1714 . . . 37366519

1715 . . . 64628980

liv.

369111593

Le montant véritable des billets de l'Extraordinaire des guerres & de la Marine, des promesses de la caisse des emprunts, billets des Receveurs géné-

raux

De l'autre part... 369111593

raux , de Legendre , arré-  
rages des rentes & gages ,  
des parties employées sur  
les grands & petits états ,  
des charges dûes des an-  
nées précédentes sur les  
recettes générales & les  
recettes des tailles , enfin  
de tout ce qu'on pouvoit  
appeller dettes exigibles ,  
pour les distinguer du ca-  
pital des aliénations non  
exigible , étoit inconnu ,  
& les personnes qui pou-  
voient en instruire les éva-  
luoient au total d'après  
des estimations incertaines à . . . . . 374020850

Total . . . . . 743132443

Le projet des dépenses  
montoit à . . . . . 146824181

Total des sommes à  
payer . . . . . 889956624

Pour répondre ,  
les Impositions de  
1715 montoient à la  
somme de . . . . . 165576992

			liv.
	De l'autre part...	889956624	
Les charges perpétuelles a...	86009310	}	96766195
Les diminutions & remises . . .	10756885		

Total des parties du  
Trésor Royal . . . . . 68810797 liv.

---

Ainsi tant pour les dépenses courantes que pour les autres , il manquoit de  
fonds . . . . . 821145827

---

Cependant après une révision plus exacte , & au moyen de la découverte des doubles emplois , le total des ordonnances & assignations de toute espèce , & autres effets compris sous le nom de dettes exigibles , n'étoit que de sept cent dix millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille livres ; & le manque de fonds de sept cent quatre-vingt-huit millions sept cent cinquante-sept mille trois cent soixante-quatre liv.

Pour satisfaire au courant il se trouvoit comptant à la caisse des Fermes générales environ sept à huit cent mille livres. Sur les soixante-neuf millions des parties du Trésor Royal , il n'y avoit de libres que quatre à cinq millions.

On a vû dans l'époque précédente qu'il avoit été consommé d'avance sur les revenus de 1715 la somme de quatre-vingt-six millions cent trente-quatre mille cinq cent quatre-vingt-douze livres, & sur les revenus de 1716 la somme de cinquante-six millions sept cent cinquante mille neuf cent deux livres. Plus de la moitié des fonds de 1717 étoient même consommés.

Les restes de 1712			
montoient à la vérité			
	liv.	s.	d.
té à . . . . .	74333	17	19    6
Ceux de 1713 ,			
1714 , 1725 , à . .	34465	971	8    10
<hr/>			
	41899	289	8    4

Mais indépendamment de la difficulté des recouvremens on ne pouvoit y compter qu'en 1716 , & ils étoient affectés naturellement aux dépenses de cette année.

Tel étoit le tableau des Finances lors du premier Conseil qui se tint le 20 Septembre. Nul crédit ouvert ; la caisse des emprunts & celle de Legendre étoient absolument décriées six mois avant la mort du feu Roi. La confiance que cette dernière caisse avoit inspirée auparavant, avoit été acquise

aux dépens du Trésor Royal , dont les assignations & les billets parurent des effets peu solides , dès que les fonds en sortirent pour passer dans une autre caisse ; ou plutôt dans les crises du crédit public la seule ressource pour subsister en attendant la réforme est de le transporter le mieux qu'il est possible d'une branche à l'autre , parce qu'un crédit neuf est ordinairement abondant dans son origine.

Quelque désespérée que parût cette situation , le Régent & le Conseil se refusèrent au projet honteux & violent de ne pas reconnoître les dettes contractées par le feu Roi. Il fut unanimement résolu de maintenir la foi publique ; & sans prévoir encore les expédiens qu'il étoit possible d'employer , ce fut d'avance une consolation d'avoir rejeté celui-là dans une circonstance où la nécessité avoit semblé en excuser la proposition.

Avant d'aller plus loin , il est à propos de mettre sous les yeux du lecteur l'état des revenus , des charges & des dépenses.



E G E

ROI

er Septembre 1715, & des

Diminutions  
& Charges.

Parties du  
Trésor Royal.

	liv.	liv.
	liv.	1700000
022276		1257266

Il faut déduire de la p  
de fonds sur les charges

Total général . .

Huiles . . . . .  
Rehauffement du sel  
Franche-Comté . . .  
Inspecteurs des boiffons .

# ETAT ABREGÉ

## DES REVENUS DU ROI

COMME ils étoient à la mort du feu Roi au premier Septembre 1715, & des Charges assignées sur iceux.

<i>Fonds casuels.</i>	Estimations.	Diminutions & Charges.	Parties du Trésor Royal.
	liv.	liv.	liv.
Parties casuelles. . . . .	1700000		1700000
Bois . . . . .	2179542	Charges 922276	1257266
	<u>3879542</u>	<u>922276</u>	<u>2957266</u>
<b>IMPOSITIONS.</b>			
<i>Pays d'Electiōns.</i>			
Taille . . . . .	41287178	{ Dimin. 3457000 Charges 24473635 }	13356543
Capitation, montant des Rôles & Cotes, Affran- chissement. }	14065915	Dimin. 2109886	11956029
Dixieme des biens fonds. .	13750627	Idem. 2062592	11688035
Dixieme des Charges . . .	760779		760779
	<u>69864499</u>	<u>32103113</u>	<u>37761386</u>
<i>Pays d'Etats.</i>			
Dons gratuits . . . . .	6248183	Charges. 804514	5443669
Capitation . . . . .	8833284	Diminut. 2157407	6675877
Dixieme des biens. . . . .	4708366	Idem. 120000	4588366
	<u>19789833</u>	<u>3081921</u>	<u>16707912</u>
<b>Recettes générales desdits</b>			
Pays d'Etats & Provin- ces réunies . . . . .	4344453	Charges. 2905773	1438680
Autres Capitations . . . .	2920615		2920615
Autres Dixiemēs . . . . .	<u>4830200</u>		<u>4830200</u>

	Impositions.	Diminutions & charges.	Parties du Trésor Royal.
<i>Fermes générales &amp; particulières.</i>	liv.	liv.	
Fermes générales . . . . .	47000000	Charges 51000000	
<i>Fermes particulières.</i>			liv.
Domaine de Flandre . . .	700000	Idem. 603000	97000
de Longwy . . .	12000		12000
d'Occident . . .	420000	Idem. 197000	223000
De Metz & Alsace, & } gabelles de Metz & } Franche-Comté. . . . }	1020000	Idem. 668100	351900
Tiers-sur-taux & Quarantisme de Lyon . . . . .	240000	Idem. 134400	105600
Francs-siefs, Amortissements, Greffes réunis, Présentations, Affirmations. . . . . }	723750	Charges 206520	517230
Postes . . . . .	3100000	Idem. 480992	2619008
Tabac . . . . .	1625000	Idem. 18000	1607000
Contrôle des Actes . . . .	3000000	Idem. 3000000	
Contrôle des Exploits . . .	520000	Idem. 268000	252000
Cartes. . . . .	70000		70000
Courtiers-Jaugeurs . . . .	300000	Diminut. 300000	
Trésoriers de la Bourse } commune des Huissiers } de Bretagne. . . . . }	20000		20000
Huiles. . . . .	550000	Diminut. 550000	
Rehaussement du sel en Franche-Comté. . . . .	120000		120000
Inspecteurs des boissons...	527100	Charges 327100	200000
	<u>59947850</u>	<u>57753112</u>	<u>6194738</u>
Total général . . . .	<u>165596792</u>	<u>96766195</u>	<u>72810797</u>

Il faut déduire de la partie du Trésor Royal pour le manque de fonds sur les charges des Fermes générales. . . . . 4000000

68810797

Diminutions  
& charges.

Parties du  
Trésor Royal.

liv.  
1000000

603000

197000

668100

134400

206520

480992

18000

3000000

268000

300000

liv:

97000

12000

223000

351900

105600

517230

2619008

1607000

252000

70000

20000

# D E P E N S E S.

1715.

## MAISONS ROYALES.

### *Maison du Roi.*

Dépenses ordinaires ,	99226		
liv. 8 s. par quartier . . . . .	396905	12	
Gages des Grands Officiers. . .	90000		
des Officiers des Princes	88000		
			liv. s.
			574905 12

### *Chambre aux Deniers.*

Dépenses ordinaires ,	230588		
liv. 12 s. 9 den. par quartier . . .	922354	11	
Dépenses ordinaires par Ordon-			
nances particulieres . . . . .	60000		
Augmentations . . . . .	74000		
Dépenses ordinaires . . . . .	300000		
Parfait payement. . . . .	20000		
Officiers de Paneterie . . . . .	6000		
Officiers de Fourriers . . . . .	9300		
Officiers de Fruiterie . . . . .	4500		
Capitaine des Charrois. . . . .	6387	10	
Indemnité au Pourvoyeur . . .	120000		
Indemnité au Boulanger. . . .	24000		
Livrées d'aucuns Officiers . . .	80000		
Autres livrées . . . . .	9900		
			1636442 1

### *Argenterie.*

Dépenses ordinaires ,	31194 l.		
1 s. 3 den. par quartier . . . . .	124776	5	
Entretenemens des tapifferies...	4000		
Parfait payement de la garde-			
robe . . . . .	7000		
Dépenses du garde-meuble. . .	120000		
Pour achat des pierreries, . . .	116000		
			371776 5
			2583123 18

liv. f.  
De l'autre part . . . . . 2583123 18

*Menus.*

Dépenses ordinaires, 49548		
liv. 5 f. 9. den. par quartier. . . . .	198193	3
Logement du Grand-Prevôt. . . . .	3000	
Logement des Musiciens. . . . .	8000	
Pensions des Ouvriers de Théa-		
tre . . . . .	900	
Pour le Garde-meuble . . . . .	30000	
		240093 3

*Ecuries.*

Dépenses ordinaires, 53804 liv.		
5 f. 6 den. par quartier. . . . .	215217	2
Augmentation de la grande		
Ecurie . . . . .	77317	10
Augmentation de la petite		
Ecurie . . . . .	120944	
Dépenses extraordinaires. . . . .	140000	
Pour le Haras . . . . .	40000	
Petite oye des livrées . . . . .	12000	
Pour les Selliers . . . . .	6000	
Pour l'Eperonnier . . . . .	4000	
Pour les Hautbois & Musettes..	8000	
Pour les Médecins, Chirurgiens		
& Apothicaires . . . . .	2000	
Pour les habillemens & four-		
nitures . . . . .	260000	
Pour la lingerie. . . . .	3000	
Pour livrées . . . . .	20222	10
		908701 2

*Achat de chevaux.*

Dépenses ordinaires, 3000 liv.	
par quartier. . . . .	12000

*Offrandes.*

Dépenses ordinaires	{ Quartier de Janvier. 9725 Quartier d'Avril . . . 5825 Quartier de Juillet.. 2225 Quartier d'Octobre.. 3425 }	21200	}		
Parfait payement pour le touche- ment des malades. . . . .		2000			25200
Parfait payement des livres de la Semaine-sainte . . . . .		2000			
				<hr/> 3769118 3	

De l'autre part . . . . . 3769118 3

Aux Pauvres des Faubourgs . . . .	20000	
Aumônes à plusieurs Communautés	60000	
Pour les nouveaux Catholiques . . .	60000	
Pour les nouvelles Catholiques. . .	7200	
Pour la maison des nouveaux Con-		
vertis . . . . .	4000	
Pour le Séminaire de Saint Nicolas		
du Chardonnet. . . . .	1200	
Pour l'Hôtel-Dieu . . . . .	3600	
Pour la Communauté de Ste Agnès	1000	} 242850
Pour la Communauté du bon		
Pasteur . . . . .	5500	
Pour les filles de Saint Joseph . . .	3000	
Pour l'union chrétienne . . . . .	3000	
Pour la Fabrique de S. Germain . . .	1500	
Pour les Sœurs de la Charité de		
Saint Germain . . . . .	5850	
Pour les Annonciades de Meulan...	5000	
Pour les Bernardines de Courville..	2000	
Pour les Maisons des nouveaux &		
nouvelles Catholiques . . . . .	60000	

*Prevôté de l'Hôtel.*

Dépenses ordinaires, 3009 liv.		
19 f. 9 den. par quartier. . . . .	12039 19	} 62039 19
Parfait payement. . . . .	44000	
Gages extraordinaires du Grand		
Prevôr. . . . .	6000	

*Cent-Suisses.*

Dépenses ordinaires, 10092 liv.		
2 f. 3 den. par quartier . . . . .	40368 9 4	} 53094 9 4
Pour la solde de trente-fix Suisses		
d'augmentation. . . . .	12726	

*Venerie & Fauconnerie.*

Dépenses ordinaires, 33743 liv.		
1 f. 4 den. par quartier . . . . .	134972 5	} 228457 5
Parfait payement de la Venerie	52125	
Idem de la Fauconnerie . . . . .	29360	
Au sieur Comte de Mornay pour		
les Suisses du Parc S. Germain....	12000	
<hr/>		
4355559 16 4		

De l'autre part . . . .	4355559	16	4
A lui pour les Faifandiers, Renardiers & Valets de limier . . . .	3600		
Au fleur Marquis de Saint-Heran, pour ceux de Fontainebleau . . . .	3600		
Au fleur Marquis de Saumery, pour ceux de Chambord. . . . .	3000		
A lui pour les casques des Officiers de Chambord. . . . .	5640		
Au fleur Bontemps pour celles du Louvre. . . . .	5000		
Au fleur de Menas, pour celles de Blois . . . . .	4050		
A M. le Duc de Tresmes, pour celles de Montreaux . . . . .	2570		
A M. le Duc d'Humieres, pour celles de Compiègne. . . . .	1880		
Pension du fleur de Sorey . . .	1000		
Au fleur Vatbois, pour l'équipage du vol pour lievre . . . . .	3987	10	
Pour les gages des Officiers des Capitaineries royales. . . . .	83788	12	
		118116	2 0

*Louveterie.*

Dépenses ordinaires, 5818 liv. 5 s. par quartier . . . . .	23273		
Au Marquis d'Heudicourt, Grand Louvetier . . . . .	10300		
A lui gratification . . . . .	1500		
		35073	

*Maison de Madame la Duchesse de Berry.*

Dépenses ordinaires, 145000 liv. par quartier . . . . .	580000
---	--------

*Maison de Madame.*

Dépenses ordinaires, 60000 liv. par quartier. . . . .	240000		
Augmentations . . . . .	48000		
Parfait payement . . . . .	12000		
		300000	

5388748 18 4

*Maison*



De l'autre part . . . . 5388748 18 4

*Maison de Monseigneur le Duc d'Orléans.*

Dépenses ordinaires, 135000 liv.		
par quartier . . . . .	540000	} 810000
Dépenses extraordinaires . . . . .	100000	
Parfait payement . . . . .	20000	
Pension de M. le Duc de Chartres	150000	

*Maison de Madame la Duchesse d'Orléans.*

Pension . . . . .	150000	} 250000
Intérêt de sa dot . . . . .	100000	

*Récompenses des Officiers de la Maison du Roi.*

Dépenses ordinaires.	Quartier de Janvier . . . . .	24012 10	} 95970	} 142490
	Quartier d'Avril . . . . .	24012 10		
	Quartier de Juillet . . . . .	23972 10		
	Quartier d'Octobre . . . . .	23972 10		
	Aux Maréchaux-des-Logis à raison de 900 liv. par mois . . . . .	10800		
	Aux Fourriers des Logis à 1800 liv. par mois . . . . .	21600		
	Aux Trompettes à raison de 240 liv. par mois . . . . .	2880		
	A quatre Gardes de la Porte qui servent près de la Reine d'Angleterre, à raison de 960 l. par quartier	3840		
	Au sieur de Villeneuve, Lieutenant de la Prévôté . . . . .	1200		
	Au sieur la Chapelle, Capitaine des Gardes, à raison de 900 liv. par quartier . . . . .	3600		
	Aux Femmes-de chambre de M. le Dauphin . . . . .	4200		
	Aux Officiers de M. le Dauphin pour la Chapelle. . . . .	1800		
	Au sieur Baïon, Maître à danser de M. le Dauphin . . . . .	3600		

6598238 18 4

liv. s. d.  
De l'autre part . . . . . 6598238 18 4

*Comptant du Roi.*

Dépenses ordinaires , 36000 liv.	
par quartier . . . . .	144000
Au Roi pour la petite Ecurie... 180000	} 924000
A Sa Majesté pour les trois premiers quartiers, à raison de 200000 liv. chacun. . . . .	
	600000

Total des dépenses des Maisons royales... 7522238 18 4

*Dépenses du Roi & de la Reine d'Angleterre.*

Pour les dépenses pendant les douze mois, à raison de 50000 liv. par mois . . . 600000

*Bâtimens.*

Dépenses ordinaires, 1715.. 1939145  
Supplément de dépenses par comparaison à 1714. . . . . 1000000

Pensions.	Au Sieur Deville 12000	} 23000	}	2978304 5
	au Sr Merlet . . . 2000			
	au Sr Balon. . . . 1000			
	au Sr Desgodets.. 2000			
	au Sr Bailly. . . . 1500			
	au Sr Pigoreau... 1500			
	au sieur Dufreny. 1200			
	au Sr Mazagatti.. 400			
	au Sr Soulaigre... 400			
	au Sr Chevalier... 400			
	à la veuve Jourdain 300			
	à la veuve Fleuron 300			

Pour l'entretien des Missionnaires de Fontainebleau . . . . 6000

Pour les Officiers des Bâtimens à Fontainebleau . . . . 2900

Aux héritiers de M. l'Archevêque de Rouen, pour loyer de maison à Paris pour la Bibliothèque du Roi . . . . 5000

Au Collège de Cambrai . . . 1200

Au Curé de Marly, pour indemnité . . . . . 684 5

A celui de Croissy . . . . . 375

11100543 3 4

De l'autre part . . . . 11100543 3 4

*Lignes Suisses.*

Dépenses ordi- naires.	$\left. \begin{array}{l} 80000 \\ 35000 \\ 80000 \end{array} \right\}$	195000	}	1181568 5 1
Parfait paiement par com- paraison à 1714 . . . . .		370505		
Pour change, différence d'espèces & remise des fonds ci-dessus . . . . .		161810 5 1		
Pour le renouvellement de l'Alliance en 1715 . . . . .		363253		
Pour le paiement des Chai- nes & Médailles d'or . . . . .		91000		

*Garnisons ordinaires.*

Pour les dépenses ordinaires desdites garnisons . . . . .	2381920	}	2467225
Pour supplément d'appointe- mens par Ordonnances particu- lières . . . . .	67117		
Aux Officiers Majors des Places ralées . . . . .	18188		

Ordonnances expé- diées pour la solde des troupes de . . . des mois de . . . à des mois de . . . expédier . . .	Janvier.	4026000	}	39009500
	Février.	4026000		
	Mars . . .	3355000		
	Avril . . .	3202500		
	Mai . . .	3050000		
	Juin . . .	3050000		
	Juillet . .	3050000		
	Aug. . .	3050000		
Ordon- nances à expédier . . .	Septemb.	3050000	}	39091606
	Octobre	3050000		
	Novemb.	3050000		
	Décemb.	3050000		

Pour les appointemens des Offi- ciers Majors de la Cavalerie . . .	61366	}
Pour les appointemens de l'Etat Major des Dragons . . . . .	20740	

53840942 8 5

T ij

De l'autre part . . . 53840942 8 5

*Etapas.*

On estime que la dépense pourra monter à 3000000

*Artillerie.*

Ces trois articles sont tirés par comparaison aux années précédentes.	Pour les gages des Officiers en titre . . .	680000	1330000
	Pour les dépenses de l'Artillerie . . .	150000	
	Pour les Poudres . . .	500000	

*Troupes de la Maison du Roi.**Gardes du Corps.*

Ordonnances expédiées.	Janvier . . .	143500	1865500
	Février . . .	143500	
	Mars . . .	143500	
	Avril . . .	143500	
	Mai . . .	143500	
	Juin . . .	164000	
	Juillet . . .	164000	
	Août . . .	164000	
Ordonnances à expédier.	Septembre . . .	164000	2141747
	Octobre . . .	164000	
	Novembre . . .	164000	
	Décembre . . .	164000	
Pour le paiement du Guet près le Roi . . .		202775	4900
Pour récompenses des quatre Officiers du Guet, à raison de 1225 liv. par quartier . . .		4900	
Pour les Pensions des Officiers des Gardes du Corps . . .		68572	

*Cheval-Legers & Mousquetaires.*

Ordonnances expédiées.	Janvier . . .	61750	494000
	Février . . .	61750	
	Mars . . .	61750	
	Avril . . .	61750	
	Mai . . .	61750	
	Juin . . .	61750	
	Juillet . . .	61750	
	Août . . .	61750	

De l'autre part . . . . 60806689 8 5

Ordonnances à expédier	Septembre....	61750	} 295250	} 374825
	Octobre....	61750		
	Novembre....	61750		
	Décembre....	110000		
Pensions des Officiers des Mousquetaires . . . . .		42000	} 7200	
Pensions des Maréchaux-des-Logis des deux Compagnies . . . . .		7200		
Pensions des Grands Offices de Chevaux-Legers & Gens-d'armes...		30375		

*Gendarmerie.*

Ordonnances expédiées.	{	Janvier. . . .	61250	}	716625
		Février . . . .	61250		
		Mars. . . . .	55125		
		Avril . . . . .	55125		
		Mai . . . . .	55125		
		Juin. . . . .	55125		
		Juillet . . . .	55125		
		Août . . . . .	73500		
Ordonnances expédiées.	{	Septembre....	61250	}	919837
		Octobre. . . .	61250		
		Novembre....	61250		
		Décembre....	61250		
Pensions des Officiers de la Gendarmerie . . . . .			196612	}	
Pensions des Maréchaux - des - Logis . . . . .			6600		

*Régimens des Gardes.*

Ordonnances expédiées.	Janvier. . . .	159250	} . . . . .	}	1283300
	Février . . . .	160550			
	Mars. . . . .	159990			
	Avril . . . . .	159990			
	Mai . . . . .	159990			
	Juin . . . . .	159990			
	Juillet . . . .	159990			
	Août . . . . .	164000			

63384651 8 5

liv. f. d.

		De l'autre part . . . .	63384651	8 5
Ordonnances à expédier.	{	Septembre..	164000	656000
	{	Octobre .....	164000	
	{	Novembre ..	164000	
	{	Décembre...	164000	
		Pensions des Officiers desdits		
Gardes. . . . .			87250	745950
Au sieur de Salians, Lieutenant Colonel . . . . .			2700	

*Marine.*

Dépenses ordinaires. . . . .	14000000	15166000		
Pour les bâtimens des Arse-				
naux . . . . .	60000			
Pour les dépenses secretes....	100000			
Pour les jeunes Orientaux,				
pensions . . . . .	6000			
Pour les gages des Officiers				
en titre, par estimation . . . .	1000000			

*Galeres.*

Dépenses ordinaires. . . . .	2800000	2810500		
Pour les bâtimens de l'Arsenal.	10500			

*Fortifications.*

Compara- raison à 1714.	{	Pour les dépenses des Places de ter- re . . . . .	1020833	}	1673139	5
		Pour les Places maritimes...	612500			
		Gratifications des Ingénieurs	24806			
		Pour les Fortifications de Lyon . . . . .	15000			

*Ambassades.*

Pour les appointemens des Ambassa-	1000000		
deurs & Envoyés dans les Cours etrange- res, par estimation . . . . .			

*La Bastille.*

Pour les dépenses des Prisonniers		
de la Bastille . . . . .	80000	} 136765
Pour ceux de Vincennes. . . . .	15000	
Pour ceux de Pierre-en-Cize . . .	30000	
Pour ceux des Isles Ste Marguerite	5000	
Pour ceux de Saumur, Loches,		
& autres . . . . .	6400	
Pour un prisonnier à Nantes . . .	365	

De l'autre part . . . 84917005 13 5

**Pensions.**

*Officiers des troupes.*

Aux Officiers des troupes, par Ordonnances particulieres . . . .	2300000	}	2561000
Aux Lieutenans - Colonels, Majors & Capitaines de Grenadiers . . . . .	150000		
Aux Majors des Régimens de Cavalerie . . . . .	25000		
Aux Officiers du Régiment des Carabiniers . . . . .	36000		
Aux Officiers Majors de Dragons . . . . .	50000		

*Autres Pensions.*

A M. le Duc de Bourbon . . . . .	100000	}	960700
A Madame la Duchesse de Bourbon . . . . .	100000		
A Madame la Princesse de Conty, premiere Douairiere . . . . .	90000		
A Madame la Princesse de Conty, seconde Douairiere . . . . .	100000		
A M. le Prince de Contry . . . . .	60000		
A M. le Duc du Maine . . . . .	70000		
A M. le Comte de Toulouse . . . . .	100000		
A M. le Prince de Vaudemont . . . . .	75000		
Aux Prélats & Barons de Languedoc . . . . .	15000		
Pour les Gentilshommes aux Etats de Bretagne . . . . .	72000		
Pour les Académiciens . . . . .	66500		
Aux Femmes qui ont servi les Princes . . . . .	33000		
	52400		
	16800		

Pensions, gratifications, & menus dons par Ordonnances particulieres, par estimation . . . . .

3500000

91938705 13 5

De l'autre part . . . . 91938705 13 5

*Appointemens & gages du Conseil.*Appointemens & gages du Conseil, des  
Grands Officiers, des Cours supérieures,  
Ministres & Secrétaires d'E-

tat . . . . . 1291167 10

Quartier retranché des ga-  
ges . . . . . 310230Au fleur Marquis de la  
Vrilliere . . . . . 4500Appointemens des Commis  
au Bureau des Fermes. . . . . 118000Appointemens de Commis-  
saires pour la régie du dixieme . . . . . 36875Appointemens de Commis-  
saires pour les rentes sur les  
Tailles . . . . . 33000Appointemens de Commis-  
saires pour les rentes sur le  
Contrôle des Actes . . . . . 33000Ces deux } *Idem* pour le  
Bureaux } jugement des Pri-  
finissent } ves . . . . . 31700  
cette an- } *Idem* pour les  
née. } vivres . . . . . 17437 10Appointemens d'Inspec-  
teurs de Manufactures . . . . . 16000

Aux Agens du Clergé. . . . . 3000

Aux Doyens des Maîtres  
des Requêtes . . . . . 9600Aux Professeurs Royaux pour  
gages . . . . . 22900Appointemens des Inten-  
dans dans les Provinces . . . . . 575100Autres dépenses & appoin-  
temens de Commis, par Or-  
donnances particulieres . . . . . 20000

2532510

*Acquits Patens.*Pour les Ministres, Secrétaires d'Etat,  
leurs premiers Commis, & autres . . . . .

220000

94691215 13 5



# *sur les Finances de France.*

225

liv. f. d.

De l'autre part . . . . 94691215 13 5

## *Appointemens des Grands Officiers de la Couronne & Maréchaux de France.*

Appointemens de M. le Duc du Maine, en qualité de Général des Suisses . . . . .	12000	}	134000	}	510940
Appointemens des Maréchaux de France . . . . .	121000				
<i>Idem</i> des Grands Officiers de la Maison du Roi . . . . .	396940				

## *Gratifications extraordinaires & autres dépenses.*

Les Ordonnances expédiées pendant les huit premiers mois montent à . . . . .	8500000	}	15000000
On estime que celles qui pour- ront être expédiées pendant les quatre derniers mois monteront à . . . . .	6500000		

## *Guet de Paris & Brigades.*

Au fleur Duval pour le Guet . . . . .	135000	}	169425
Au Porteur pour les Brigades . . . . .	26526		
Au fleur Duval . . . . .	1510		
Aux Commandans des Brigades . . . . .	6400		

## *Affaires secretes.*

Subsides de Cologne à raison de 101500 liv. par mois. . . . .	1218000	}	6358000
Pensions à l'étranger . . . . .	140000		
Dans cet article font compris près de trois millions d'Ordonnances pour l'Electeur de Baviere.	Le montant des autres Ordonnances expédiées pendant les huit premiers mois 1715, est de . . . . .		
	5000000		
On croit qu'il en sera encore expédié pendant les quatre der- niers mois pour . . . . .	500000		

---

117249581 13 5

De l'autre part . . . . 117249581 13 5

*Intérêts d'avances & remises de Traités.*

Les Ordonnances expédiées pendant les huit premiers mois 1715, montent à . . . . .	8760000	}	15000000
On croit qu'il pourra en être expédié pendant les quatre derniers mois pour . . . . .	6240000		

*Ponts & Chaussées.*

Par Ordonnance de supplément, outre le fonds fait dans les états des Finances, monte par comparaison aux années précédentes à . . . . .	120000
---	--------

*Pavé de Paris.*

Pour les dépenses ordinaires . . . . .	154600
--	--------

*Voyages & Vacations.*

On estime que les Ordonnances expédiées & à expédier jusqu'à la fin de l'année monteront à . . . . .	300000
--	--------

*Remboursemens.*

Les Ordonnances expédiées pendant les huit premiers mois 1715, pour remboursement d'Offices, droits & autres, montent à . . . . .	9000000	}	14000000
On croit qu'il pourra en être encore expédié pendant le restant de l'année pour . . . . .	5000000		

Total . . . . . 14624181 13 5

Plusieurs points très-importans se présentoient à exécuter à la fois. Il falloit d'abord pourvoir au courant, principalement au payement des troupes & à celui des Rentiers. Il étoit impossible de former au-

un plan solide pour l'avenir sans une connoissance très-exacte des dettes , de leur nature ; sans discuter tous les articles de charges & de dépenses , afin de les régler ; sans approfondir la nature des divers revenus , les améliorations dont chacun d'eux étoit susceptible ; enfin sans s'instruire à fond de la situation des Peuples.

Le premier article ; comme le plus pressé , fut le sujet des premières délibérations : on eut le courage , malgré l'instante nécessité des affaires , de se résoudre à n'employer ni les Traités extraordinaires , ni les créations de charges & de rentes ; sources uniques du desordre & de la confusion où se trouvoient les Finances. Chacun sentoit combien il seroit avantageux pour le Roi , de faire porter directement sans frais au Trésor Royal le montant des impositions , de se secourir soi-même dans l'abandon général où l'on étoit de la part des gens d'affaires , qui espéroient que les detresses publiques mettroient un nouveau prix à leur argent.

Les Receveurs Généraux avoient fait des avances qui paroissoient considérables , mais on leur en avoit alloué une grande partie pour des intérêts :

ils s'étoient fait donner des quittances comptables , non-seulement des exercices passés , mais même de leurs exercices à venir ; en sorte qu'ils comptoient que la partie du Trésor Royal leur appartenoit presque en entier jusqu'à l'année 1718.

On proposa au Conseil d'envoyer dans toutes les Provinces à la fois un ordre aux Maires & Echevins de nommer dans chaque département quelques Notables pour faire les recouvrements , dont ils enverroient toutes les semaines le produit au Trésor Royal : mais ce parti parut trop vigoureux dans l'état de foiblesse & de crise où le Royaume étoit réduit ; il sembla plus sûr de se ménager les Receveurs Généraux , & de les gagner par quelques complaisances , en attendant que les ténèbres dont on étoit environné disparussent. Les Receveurs Généraux signèrent enfin un résultat , par lequel ils s'obligeoient de fournir deux millions de livres pendant chacun des quatre derniers mois de 1715 , & deux millions cinq cent mille livres pendant chacun des douze mois de 1716. On verra bien-tôt quel secours apporta cet arrangement , qui ne fut conclu que

les premiers jours d'Octobre 1715. En conséquence de l'accord fait avec eux, il fut rendu une Déclaration le 12, par laquelle ils étoient confirmés dans l'exercice de leurs charges dans la maniere ordinaire, soit pour employer leurs recettes au payement des troupes, soit pour se rembourser de leurs avances. Comme leur recettene'toit pas suffisante pour satisfaire à ces deux objets à la fois dans le courant d'une année, il fut réglé qu'à l'échéance de leurs billets ils en payeroient le tiers comptant; & que les deux autres tiers seroient partagés en deux billets, dont l'un payable dans un an & l'autre dans deux avec l'intérêt y compris à sept & demi pour cent.

Même disposition pour les billets de le Gendre endossés par les Receveurs Généraux, dont ils avoient reçu la valeur en assignations ou quittances comptables sur leurs recettes.

Quant à ceux de ces mêmes billets qu'ils avoient endossés par ordre, sans en avoir reçu aucune valeur, il fut arrêté que chaque Receveur Général qui les avoit endossés, seroit tenu de les convertir aux échéances en ses billets particuliers, payables un tiers au 10

Novembre 1717, un tiers au 10 Novembre 1718, un tiers au 10 Novembre 1719 ; l'intérêt à sept & demi pour cent, compris dans chacun de ces billets ; ils montoient à fix millions.

Il fut ordonné que tous les billets faits & les rescriptions données à l'avenir par les Receveurs Généraux, seroient acquittés en entier à leurs échéances en deniers comptans, sans surseance ni retardement.

La partie du Trésor Royal sur les impositions étoit trente-sept millions sept cent soixante-un mille quatre cent six livres ; ainsi le résultat étant de deux millions cinq cent mille livres par mois, il ne restoit que sept millions sept cent soixante-un mille quatre cent six livres pour l'acquittement des billets des Receveurs Généraux faits pour le compte de l'Etat. Lorsqu'au mois de Novembre on compta avec eux, afin de connoître leur situation & les engagements de l'Etat, leurs billets montoient suivant leurs Mémoi-

res à . . . . .	liv. 66922817
-----------------	------------------

Ceux de le Gendre en- dossés par eux à . . . . .	6634040
---	---------

---

73556857

Il eût donc fallu environ dix années pour éteindre les capitaux , fans compter les intérêts.

Pour acquitter les rentes on obtint aussi un secours de quatre millions des Fermiers Généraux , en leur passant un nouveau bail , à condition de les laisser jouir des deux sols pour livre des droits des Fermes établis le 2 Mai 1715.

Les Fermes générales avoient été régies sous le nom de Charles Ysembert pendant cinq années , depuis le premier Octobre 1709 , jusqu'au dernier Septembre 1714. Par un résultat du 15 Septembre 1714 , cette Régie avoit été convertie en bail sous le nom de Louis François de Nerville pour six années , commencées au premier Octobre 1709 , & finies le dernier Septembre 1715.

Le prix du bail étoit pour chacune des deux premières années, liv.  
de. . . . . 36607683

Et pour chacune des quatre dernières , de . . . . . 44009328

Par un autre résultat du 17 Juin 1715 , les Fermes avoient été adjudgées sous le nom d'Edme Bonne , pour six années , à commencer du premier Octobre 1715 , jusqu'au dernier Septembre 1721,

Le prix du bail étoit pour	liv.
la premiere année de. . . . .	46300000
Pour la seconde. . . . .	46800000
Pour chacune des quatre dernieres. . . . .	47300000

Ce résultat n'eut point lieu ; & le 5 Octobre il en fut arrêté un autre , qui adjugea les Fermes sous le nom de Paul Manis pour six années , moyennant le prix suivant.

Pour la premiere année... 48500000

Pour la seconde & la troisieme. . . . . 49000000

Pour les quatrieme, cinquieme & sixieme... 50000000

Dans ce dernier bail furent compris les deux sols pour livre des droits des Fermes établis par la Déclaration du 7 Mai 1715 , pour le payement des promesses de la caisse des emprunts : ce fut la condition du prêt des quatre millions.

Il fut aussi stipulé , que les Fermiers ne payeroient que quarante-cinq millions par an , pour l'acquittement des rentes & autres charges des Fermes : le surplus devant être laissé pour servir aux payemens des avances & intérêts  
dûs



dûs aux cautions de Ferreau, Nerville & Ysembert.

*Etat de ce qui étoit dû à la mort du feu Roi, des charges assignées sur les Fermes unies, & autres dépenses desdites Fermes, pour l'année entière 1715, & les précédentes.*

Rentes de l'Hôtel-de-Ville	liv.
de Paris. . . . .	11709715
Cours supérieures de Paris. . . . .	4383769
Cours supérieures des Provinces. . . . .	4703901
Secrétaires du Roi & Officiers de la grande Chancellerie. . . . .	4974133
Trésoriers de France. . . . .	1080867
Charges des états du Roi des Fermes unies, assignées sur les Gabelles de France & Lyonnois, cinq grosses Fermes, Aides & entrées. . . . .	8135841
Charges des états du Roi des Gabelles de Languedoc & Roussillon, Provence & Dauphiné. . . . .	5520911
Charges locales des Domaines. . . . .	1917771
	<hr/>
	42426908

De l'autre part.... 42426908 livs

Avances des Fermiers généraux, Sçavoir :

Pour les années ordinaires . . . . .	18000000	}	22000000
Par extraordinaire au bail de Nerville . . . . .	4000000		

qui ont été consommées au moyen des payemens faits au Roi, qui ont excédé considérablement le prix du bail de Nerville, & des autres précédens.

La Caisse des Fermes a prêté outre cela par ordre du Roi à la caisse des emprunts la somme de 8672792 liv. pour employer au payement des intérêts des promesses de lad. caisse des emprunts, depuis le mois d'Avril 1714 jusque & compris le mois de Juillet 1715, de laquelle somme Sa Majesté doit le remboursement à ladite caisse des Fermes . . .

8672792

**Total : : : 73099700**

*Etat des rentes , & autres charges assignées sur les Fermes.*

RENTES. Sçavoir :

Rentes perpétuelles, par estimation..	33649300	}	liv. 38200000
Rentes purement viagères . . . . .	1900000		
Rentes viagères de la Tontine . . . .	800000		
Gages & taxations des Payeurs & Contrôleurs. . . . .	1653500		
Nouveaux gages réunis auxdits Officiers, par Edit de Février 1716 . . . .	197200		

*Gages & augmentations de gages des Cours supérieures assignées tant sur les Fermes unies que sur les petites Gabelles. Sçavoir :*

Parlement de Paris.	848260	}	2139168
Chambre des Comptes. . . . .	674080		
Cour des Aides . . .	218968		
Grand-Conseil. . . .	195744		
Cour des Monnoies de Paris. . . . .	127777		
Cour des Monnoies de Lyon. . . . .	74339		

40339168

De l'autre part....	40339168	liv.
Parlement de Dijon.	250698	
Chambre des Comptes de Dijon. . . . .	189362	
Parlement de Bordeaux. . . . .	129340	
Cour des Aides de Guienne. . . . .	84687	
Parlement de Toulouse. . . . .	244787	1574297
Cour des Comptes de Montpellier. . . . .	59958	
Parlement & Cour des Comptes de Provence. . . . .	342004	
Parlement & Chambre des Comptes de Dauphiné. . . . .	273461	
Autres charges employées dans les états des Fermes...	6593435	
Charges locales du Domaine. . . . .	1587111	
Passeports & indemnités extraordinaires, par estimation. . . . .	905989	
Total. . . . .	51000000	

On voit clairement que sur la seule partie des Fermes la dépense devoit excéder pendant long-tems la recette de deux millions cinq cent mille livres, & presque à perpétuité.

Une grande partie des prétentions & des demandes formées sur l'Etat, n'avoit d'autre fondement que la confusion des comptes; & elle ne régnoit nulle part autant que dans les affaires où la nécessité avoit forcé l'administration de subir la loi des Entrepreneurs. Les premiers soins du Conseil regardèrent ces sortes de revisions.

Le 28 Septembre il fut ordonné à tous les Entrepreneurs des traités faits depuis le commencement de la dernière guerre pour les fournitures des fourrages, lits de garnisons, hôpitaux, & voitures pour les vivres, de remettre dans quinzaine leurs comptes avec ceux de leurs Commis ou Sous-Entrepreneurs, ensemble les pièces justificatives, entre les mains de M. Fagon, pour procéder à leur examen. Pareil ordre fut donné pour la revision de ceux des Munitionnaires des vivres pour le service des quartiers d'hyver depuis le commencement de la dernière guerre; comme cela s'étoit pratiqué en 1714 pour la fourniture des vivres des troupes servant en Campagne.

On nomma en même tems des Commissaires pour arrêter tous les comptes des traités & recouvremens d'affai-

238 *Recherches & Considérations*  
res extraordinaires faits depuis l'année  
1687.

Le premier retranchement sur les charges tomba sur les rentes constituées au denier douze sur les Tailles. Il seroit difficile de rendre d'une maniere plus noble & plus persuasive les motifs de cet Edit, qu'ils ne sont exposés dans le préambule même.

« La condition trop avantageuse des  
» rentes qui ont été constituées sur les  
» Tailles, par les Edits des mois de Juin  
» 1712, Juillet & Décembre 1713, &  
» Mars 1714, ayant été une des causes  
» qui ont contribué à décréditer les ren-  
» tes créées sur l'Hôtel de notre bonne  
» Ville de Paris, que nous regardons  
» comme la plus favorable & la plus  
» privilégiée de toutes les dettes de l'E-  
» tat, nous avons crû ne pouvoir rien  
» faire de plus convenable pour en ré-  
» tablir le crédit & la valeur, que de  
» réduire d'un côté au denier vingt-  
» cinq les arrérages des rentes créées  
» sur les Tailles, pendant que de l'au-  
» tre nous avons déjà pourvû de telle  
» maniere au payement de celles de  
» l'Hôtel-de-Ville, qu'elles seront exac-  
» tement acquittées à l'avenir dans les  
» termes accoutumés. Nous ne doutons

» point que les propriétaires des rentes  
» créées sur les Tailles n'ayent compté  
» eux-mêmes sur la réduction que nous  
» voulons faire , soit parce que le taux  
» a dû leur en paroître excessif, ou parce  
» que plusieurs de ceux qui en ont ac-  
» quis avoient devant les yeux l'Edit  
» par lequel les rentes constituées sur  
» l'Hôtel-de-Ville ont été réduites au  
» denier vingt-cinq : nous leur conser-  
» vons d'ailleurs l'avantage de recevoir  
» successivement le remboursement de  
» leurs capitaux de six mois en six mois  
» sur les mêmes fonds destinés audit  
» remboursement par lesdits Edits ; mais  
» comme ladite réduction au denier  
» vingt-cinq produit un revenant-bon  
» de huit cent quatre - vingt - six mille  
» trente-deux livres seize sols , huit de-  
» niers par chacun an , nous avons crû  
» devoir l'employer pendant quelques  
» années au remboursement des finan-  
» ces de plusieurs Offices que nous  
» avons résolu de supprimer , parce que  
» les gages en sont trop à charge à notre  
» Etat ; & au payement des intérêts au  
» denier vingt-cinq desdites Finances  
» principales , qui par ce moyen en se-  
» ront entièrement remboursées & les  
» intérêts payés en sept années ou en-

» viron, après lequel remboursement  
» desdites Finances lesdits huit cent  
» quatre-vingt-fix mille trente-deux liv.  
» seize sols huit deniers rentreront &  
» seront joints au fonds destiné pour le  
» remboursement desdites rentes sur les  
» tailles qui seront entierement étein-  
» tes & amorties : sçavoir celles du pre-  
» mier Edit en neuf ans, celles du deu-  
» xieme en neuf ans & demi, celles du  
» troisieme en dix ans, & celles du qua-  
» trieme en onze ans ; au lieu que sui-  
» vant les Edits de création desdites  
» rentes, il auroit fallu un tems plus  
» considérable pour en consommer le  
» remboursement ; après lequel les im-  
» positions destinées pour le rembour-  
» sement des principaux & pour le  
» paiement des arrérages desdites ren-  
» tes, demeureront éteintes & suppri-  
» mées à la décharge des taillables : &  
» afin qu'il n'y ait ni faveur ni préfé-  
» rence dans lesdits remboursemens,  
» nous prendrons sur cela les précau-  
» tions qui conviennent ; mais quelque  
» nécessaire que soit le retranchement  
» que nous faisons, & quelque peu oné-  
» reux qu'il soit à nos Sujets à cause du  
» remboursement qu'ils recevront, nous  
» le ferions néanmoins à regret, si nous  
n'étions



» n'étions résolus de prendre beaucoup  
» plus sur nous-mêmes par les grands  
» retranchemens que nous nous propo-  
» sons de faire sur notre dépense , pour  
» parvenir à la libération de l'Etat &  
» au soulagement de nos Peuples par la  
» voye la plus convenable à l'affection  
» que nous avons pour eux ».

L'établissement des divers Conseils  
& la nécessité de diminuer les charges , firent supprimer les sept Offices  
d'Intendans des Finances & les six d'In-  
tendans du Commerce.

Les gages des cinquante Inspecteurs  
des Fermes créés en 1707 furent réduits  
de deux mille à douze cent livres , c'est-  
à-dire sur le pied du denier vingt-cinq  
de leur finance au lieu du denier quinze.

Il n'étoit pas possible dans les circon-  
stances de faire de grands biens ni de  
les faire promptement ; mais il étoit  
important d'inspirer au Peuple la con-  
fiance que méritoient les intentions du  
Gouvernement , & de lui rendre au  
moins son fardeau plus léger , en lui  
montrant qu'on l'aimoit , qu'on s'occu-  
poit de lui. Ces fortes de démarches  
réussissent toujours dès qu'on ne cesse  
point de marcher vers l'exécution. Le  
Régent écrivit le 4 Octobre une lettre

242      *Recherches & Considérations*  
circulaire aux Intendans des Provinces  
qui mérite d'être lue , par le sentiment  
& par les instructions qu'elle renferme.

« Monsieur . . . . . Comme je desir  
» rétablir l'ordre dans la régie & le re-  
» couvrement des deniers du Roi, &  
» procurer à ses Sujets les soulagemens  
» & les diminutions qu'ils font en droit  
» d'espérer de la tendresse & de l'affec-  
» tion que j'ai toujours eu pour eux ;  
» j'ai crû devoir donner les premiers  
» soins de ma Régence à ce qui regarde  
» les Tailles : mon intention sur ce point  
» est d'arrêter le cours des frais exces-  
» sifs que font aux taillables les Rece-  
» veurs, Huissiers & autres ; d'établir  
» une juste égalité dans les impositions ;  
» d'empêcher & les vengeances que les  
» Collecteurs exercent contre ceux  
» dont ils croient avoir lieu de se plain-  
» dre , & les protections injustes qu'ils  
» donnent à leurs parens & à leurs amis ;  
» de remédier aux non-valeurs suppo-  
» sées ; de régler les effets qui ne sont  
» point saisissables ; enfin de mettre dans  
» ce recouvrement une forme certaine  
» & invariable.

» Le Règlement que je me propose  
» de faire sur cette matiere demande de  
» sérieuses reflexions ; mandez-moi ce

» que vous croyez que je pourrois or-  
» donner de plus utile : la connoissance  
» que vous avez dû prendre tant des  
» biens & facultés de ceux qui sont dans  
» votre Généralité , que du produit des  
» terres & des différens Commerces qui  
» s'y font , vous met en état de me don-  
» ner les avis qui me sont nécessaires :  
» mais en attendant que je puisse pro-  
» curer aux taillables le soulagement  
» que je desire , vous donnerez tous vos  
» soins dans le Département prochain ,  
» à détruire entierement les abus qui se  
» sont commis jusqu'à présent.

» Je suis informé que la liaison qui  
» est souvent entre les Officiers des  
» Elections & les Receveurs , donne  
» lieu à la multiplicité des frais , qu'ils  
» regardent comme des revenans-bons  
» de leurs Charges : je sçai que plusieurs  
» d'entre-eux employent leur autorité  
» plutôt à protéger les riches qu'à sou-  
» lager les pauvres , & que les frais ,  
» qu'on fait toujours payer par préfé-  
» rence à la Taille , en empêchent ou  
» en retardent le recouvrement , qui  
» doit présentement se faire avec plus  
» de facilité depuis la cessation des som-  
» mes qui s'imposoient pour l'ustensile ,  
» pour les fourrages , pour les voitures

» & pour le remboursement ou suppression de beaucoup d'affaires extraordinaires.

» C'est à cet abus que je veux remédier, afin que les Peuples jouissent des fruits de la paix, en leur procurant les moyens de rétablir la culture & l'engrais des terres, qui est un objet important à l'Etat. Et comme il est de la justice & de la piété d'empêcher l'oppression des taillables, je crois qu'il n'est point de peine assez forte pour punir ceux qui voudroient s'opposer au dessein de les soulager.

» Pour concourir de votre part à ce dessein, vous aurez soin de me mander les noms des Officiers ou Receveurs qui ne rempliront point leur devoir : vous recevrez les plaintes des Collecteurs sur l'excès des frais qui peuvent leur avoir été faits, & en procédant aux Départemens vous vous informerez aux Officiers des Elections du montant des taxes qu'ils auront faites aux Receveurs pour chaque Paroisse. Je me propose, pour arrêter ces vexations, de faire supporter par les Officiers des Elections les frais qu'ils auront taxés, & d'obliger les Receveurs de rapporter le

» quadruple de ceux qu'ils auront faits,  
» lorsqu'ils seront excessifs. Mais com-  
» me je veux distinguer ceux qui don-  
» neront des marques de leur probité,  
» je me propose en même tems d'accor-  
» der une récompense chaque année à  
» un ou deux Receveurs en chaque  
» Généralité, qui se trouveront avoir  
» apporté plus de ménagement dans les  
» poursuites.

» Vous vous informerez avec beau-  
» coup d'exaétitude, si les Huissiers  
» employés au recouvrement ne reçoivent point d'argent des Collecteurs  
» ou autres redevables, même s'ils n'en  
» exigent point. Vous aurez la même  
» attention sur la conduite des Rece-  
» veurs des Tailles, & des Officiers  
» des Elections, pour connoître s'ils ne  
» reçoivent point de présens qui les  
» portent à accorder des protections  
» injustes; & vous ferez exécuter en  
» tous ces cas les Ordonnances avec  
» une grande sévérité.

» Vous tiendrez la main à ce que les  
» Collecteurs, procédant par voie d'e-  
» xécution contre les taillables, n'enle-  
» vent point leurs chevaux & bœufs  
» servant au labourage, ni leurs lits,  
» habits, ustensiles & outils avec les

» quels les ouvriers & artisans gagnent  
» leur vie.

» La justice de l'imposition de la taille  
» étant mon principal objet , vous au-  
» rez soin de me mettre en état, par des  
» connoissances certaines & par des  
» Mémoires bien réfléchis , de faire un  
» Règlement pour l'asseoir avec égali-  
» té , tant par rapport aux biens affer-  
» més ou que l'on fait valoir , que par  
» rapport au Commerce & aux facul-  
» tés des artisans & manouvriers.

» Dans l'examen des moyens , vous  
» préférerez toujours ceux qui favori-  
» seront la culture des terres , augmen-  
» teront le Commerce & la consom-  
» mation des denrées , faciliteront le  
» recouvrement , & seront le moins à  
» charge aux Sujets du Roi.

» Vous porterez toute votre atten-  
» tion à prévenir & borner l'autorité  
» que les Officiers des Jurisdctions &  
» les personnes puissantes exercent sur  
» les Collecteurs pour se procurer à  
» eux ou à leurs Fermiers des cotes mé-  
» diocres , & faire rejeter sur les autres  
» habitans la taille qu'ils devroient sup-  
» porter. C'est de-là que sont venues  
» les non-valeurs , la difficulté dans les  
» recouvremens , les contraintes pour

» les solidités , la ruine enfin de plu-  
» sieurs taillables. Ce pouvoir injuste  
» a eu des suites trop malheureuses  
» pour le laisser subsister plus long-  
» tems.

» La multiplicité des Officiers créés  
» depuis plusieurs années , & les diffé-  
» rens privilèges de noblesse & d'e-  
» xemptions de tailles qui étoient attri-  
» bués à leurs Offices , ayant beaucoup  
» contribué à surcharger les taillables ,  
» dont j'ai les intérêts extrêmement à  
» cœur , la suppression qui a été faite  
» d'une partie de ces Offices doit tour-  
» ner à leur décharge ; ainsi il est de  
» votre devoir de taxer d'office ces Of-  
» ficiers supprimés à une cote juste &  
» proportionnée à leurs biens , sans  
» néanmoins les surcharger.

» Desirant au surplus de rendre pu-  
» blique l'intention que j'ai de travail-  
» ler au soulagement des Peuples fati-  
» gués depuis plusieurs années par dif-  
» férentes impositions , & voulant que  
» tous Sujets zélés me puissent fournir  
» des avis pour remédier aux abus qui  
» se sont commis jusqu'à présent , je  
» souhaite que vous envoyiez des copies  
» imprimées de cette Lettre aux Syn-  
» dics ou Marguilliers de toutes les Pa-

» roissés de votre Généralité , afin que  
» personne n'ignore quelles sont mes  
» dispositions à cet égard.

» Travaillez donc incessamment à ce  
» que je vous mande. Donnez-moi des  
» marques de votre zele. Examinez les  
» inconvéniens qui arrivent dans l'im-  
» position de la taille , les abus qui se  
» commettent , & les remèdes qu'il  
» convient d'y apporter , pour rendre  
» aux Sujets du Roi la justice qu'ils at-  
» tendent : vous m'engagerez par-là à  
» vous donner auprès de Sa Majesté  
» des marques de ma protection &  
» de la bienveillance particuliere que  
» j'ai pour vous.

Le succès de cette Lettre ne fut pas  
aussi heureux cependant qu'on avoit  
lieu de l'espérer.

Tandis que tant de précautions  
étoient prises , soit pour consoler les  
Peuples , soit pour les soulager , on ap-  
prit que , malgré la suppression faite le  
9 Juillet précédent des traités extra-  
ordinaires faits avant l'année 1713 ,  
plusieurs Traitans ne laissoient pas de  
faire des poursuites à l'occasion de ces  
traités ou recouvremens de taxes ,  
même d'exercer des vexations sous  
différens prétextes : les uns parce qu'u-



ne partie des Edits , quoique donnés avant l'année 1713 ; n'avoient été enregistrés que depuis. Quelques-uns qui avoient obtenu par divers Arrêts la permission de lever des impositions à leur profit , pour leur tenir lieu de traités d'un recouvrement difficile , se croyoient en droit de les continuer , puisque l'Edit ne parloit que de la révocation des traités. Pour réprimer ce desordre , l'Edit du 9 Juillet fut confirmé & étendu ; la restitution ordonnée dans quinzaine des sommes levées ou perçues depuis le jour de la publication de l'Edit ; sauf à pourvoir au remboursement des Traitans , en justifiant de leurs avances.

Ce ne fut pas là le seul travail qu'occasionnerent les traités faits sous le Regne précédent. Dans l'espace de vingt mois , il fut dressé une multitude prodigieuse d'états particuliers de rôles de modération & de réformation pour ôter tout prétexte aux Traitans de refuser des quittances de finance à ceux dont ils avoient reçu & dont ils retenoient les deniers.

Une Déclaration supprima tous les Offices dont les finances n'avoient pas été payées en entier , & ordonna qu'il

feroit expédié des quittances de finance de toutes les sommes reçues à compte. Enfin, par les diverses recherches qui furent faites dans toutes les Généralités de tous les récépissés des Traitans, par des états distingués par nature d'affaires, il leur devint impossible de retenir à cet égard les deniers du Roi & du Public.

On fit aussi une réforme d'une conséquence bien importante pour la sûreté des Sujets & dès-lors pour le service du Prince. Sous le Ministère de M. de Louvois, l'usage s'étoit introduit de faire des impositions militaires, comme fourrages, quartiers d'hyver, &c. sur de simples Lettres de Ministre. Le Régent sentit combien cette méthode pouvoit devenir abusive, & qu'elle étoit également contraire à l'autorité royale & aux anciennes Ordonnances du Royaume. Il défendit de lever aucune espece d'imposition, si elle n'étoit ordonnée par Arrêt & en connoissance de cause.

Quoiqu'il fût impossible de diminuer d'une façon sensible les impositions jusqu'à ce que les charges le fussent proportionnellement, jamais les campagnes n'en avoient tant eu de besoin.

Les tailles pour l'année 1716 furent diminuées de trois millions quatre cent soixante mille huit cent quatre-vingt-sept livres. Diverses remises furent aussi accordées sur la capitation & le dixieme de l'année 1716. La nourriture du bétail étoit de toutes les parties de l'agriculture celle qui languissoit le plus, & elle est d'une conséquence extrême pour la fertilité des terres : la rareté de l'espece étoit si grande, que les beurres & fromages manquoient ; on fut obligé d'en permettre l'entrée exempte de tous droits jusqu'au mois de Septembre 1716. L'administration étoit trop éclairée pour ne pas en encourager le transport de Province à Province : ces denrées furent exemptées de tous droits locaux, excepté des péages ordinaires : cette exemption fut depuis étendue au commerce des bestiaux.

Dès le mois de Mai, il avoit été ordonné que les divers droits des Communautés sur les ports, halles & marchés de Paris seroient réduits, & les titres des Offices créés depuis 1689 supprimés. En conséquence, il avoit été formé un nouveau Tarif qui réunissoit les droits en un seul, & les dimi-

nuoit réellement sur quelques denrées ; mais en rejetant l'augmentation sur d'autres ; le Public s'en étoit aperçu & s'en plaignoit. D'un autre côté , la justice exigeoit qu'on accordât aux Titulaires & à leurs créanciers un tems convenable pour faire la liquidation. Le séjour du Roi à Paris y augmentoit considérablement les consommations ; il fut donc résolu de mettre les droits en régie pendant un an entre les mains des Communautés , qui les percevroient sur le pied des trois quarts , afin qu'au bout de ce tems le produit mieux connu procurât de plus fortes enchères sur la Ferme qu'on étoit résolu d'en faire , & dont le produit seroit destiné au remboursement des Titulaires.

Il avoit été vendu pour soixante-dix-sept millions quatre cent soixante-dix-neuf mille cinq cent vingt-six livres d'Offices à deux mille quatre cent soixante-une personnes , auxquelles divers droits avoient été attribués dans la Capitale. On liquida la finance de ces Offices , & les dettes contractées par ces diverses Communautés , qui montoient à cinquante - cinq millions trois cent quatre mille cinq cent quatre - vingt - quatre livres. Les droits sur la volaille

furent mis en Ferme , ainsi que ceux attribués aux Inspecteurs de Police sur les boissons ; au moyen de ces divers arrangemens , les remboursemens devoient être consommés dans huit ou dix années , quoique les droits eussent été diminués effectivement ; l'ancien tarif fut réimprimé , & le droit réduit marqué dans une colonne séparée que chacun pouvoit comparer.

Les circonstances vouloient qu'on accordât à la Capitale ce soulagement , qu'il eût sans doute été bien plus utile de répartir dans les campagnes ; mais on leur ouvrit du moins les sources de leur abondance. Le transport des grains fut déclaré libre de Province à Province , sans payer aucuns droits , ainsi que le transport à l'étranger ; obligeant seulement les Négocians , en cas de sortie du Royaume , de déclarer les quantités. N'est-ce pas diminuer véritablement l'impôt du laboureur , que d'accroître son émulation & son aisance ?

Diverses réformes furent faites dans les troupes , & même dans celles de la Maison du Roi. On ne se contenta point de diminuer par cette opération les dépenses , on profita de cette nécessité pour réparer la population des

campagnes. Tous les soldats & gens de guerre réformés furent déclarés exempts de taille pendant six années , en prenant à bail , à cens , ou à ferme une maison inhabitée depuis cinq ans , ou des terres incultes dans la campagne.

Il fut défendu aux Juges & Greffiers de prendre plus de trois livres pour le procès-verbal qui seroit dressé de l'état des lieux , & aux Fermiers du droit de Contrôle plus de cinq sols par chaque acte de concession à cens, à bail, à rente ou à ferme. Dans le cas où les soldats ou gens de guerre continuant à exploiter des terres incultes , ou à habiter dans les campagnes des maisons abandonnées , auroient huit enfans vivans non Religieux ni Religieuses , ils devoient être exempts de toutes charges publiques , de tailles & autres impositions. Si leurs enfans ou partie venoient à mourir en portant les armes pour le service du Roi , les peres & meres ne laissoient pas de jouir du privilège. Pareilles prérogatives étoient offertes aux Officiers & soldats étrangers de la Religion Catholique , qui auroient servi pendant dix ans dans les armées de France. Tous ceux qui feroient leur

déclaration au Greffe du Présidial du ressort, qu'ils entendoient s'établir, vivre & mourir dans le Royaume, étoient censés naturalisés sans autre forme ni procédure.

Pour parvenir au remboursement des Offices de Secrétaires, Audienciers, Contrôleurs, Gardes des Sceaux des Chancelleries, des Cours supérieures & des Présidiaux, supprimés ci-devant, on demanda un supplément de finance aux réservés dont les gages leur seroient payés sur le pied du denier trente.

A mesure que l'ordre & la clarté se rétablissoient dans les Finances, la libération des revenus y gagnoit quelque chose. En examinant chaque partie de rentes, plusieurs furent trouvées susceptibles de réduction. « Au mois  
» d'Octobre dernier, dit le Roi dans un nouvel Edit du mois de Décembre,  
» Nous avons réduit au denier vingt-  
» cinq les rentes créées sur les tailles  
» au denier douze; pour ne leur pas  
» laisser un si grand avantage sur celles  
» de l'Hôtel de notre bonne Ville de  
» Paris, & pour en employer le revenant-bon à éteindre des dettes onéreuses à l'Etat, il n'est pas moins né-

» cessaire de réduire les autres especes  
» de rentes dont on a chargé presque  
» tous nos revenus, & d'observer à cet  
» égard la même proportion qui a été  
» gardée par l'Edit du mois de Décembre  
» 1713, en distinguant d'une ma-  
» niere exacte les rentes dont les prin-  
» cipaux ont été reçus en deniers comp-  
» tans, d'avec celles qui n'ont été acqui-  
» ses qu'en papiers, soit pour le tout ou  
» pour partie, afin de rendre à chacun  
» la justice qu'il a droit d'espérer. Dans  
» le nombre des rentes de cette der-  
» niere espece, nous pourrions avec  
» justice supprimer, sans aucun rem-  
» boursement, les rentes constituées  
» pour le rachat de la Capitation, at-  
» tendu que le principal, qui a été payé  
» par ceux qui les ont acquises, n'est  
» qu'une simple avance qu'ils ont faite  
» en un seul payement, de la capita-  
» tion qu'ils auroient payée dans le  
» cours de six années, dont ils ont été  
» exemptés & affranchis par l'acqui-  
» sition desdites rentes; ainsi en leur  
» conservant le principal & réduisant  
» la rente au denier vingt-cinq, c'est  
» une pure grace que nous voulons  
» bien leur accorder en considération  
» du



» du zele avec lequel ils se sont portés  
» à faire cette avance. Le bénéfice de  
» ces différentes réductions & des re-  
» tranchemens que nous continuerons  
» de faire sur toutes les dépenses qui ne  
» seront pas absolument indispensables,  
» sera pareillement appliqué au paye-  
» ment des dettes de l'Etat, dont la libé-  
» ration est notre principal objet, & doit  
» être le vœu commun de tous ceux qui  
» aiment leur Patrie.

Toutes ces secondes rentes payées hors de l'Hôtel-de-Ville furent réduites au denier vingt-cinq, à commencer au premier Octobre 1716. Les rentes moitié perpétuelles, moitié viagères au denier vingt-cinq, & la partie de rentes viagères supprimée; les rentes perpétuelles créées en 1702, 1709, 1714 & 1715 sur le Contrôle des actes des Notaires; celles assignées sur les Recettes générales & dons gratuits par les Edits de 1704, 1706, 1707, 1710, 1711, 1714; celles constituées en 1713 sur le contrôle des exploits, durent être remboursées par le Garde du Trésor Royal en d'autres rentes au denier vingt-cinq à raison de trois cinquièmes du capital, à moins qu'elles n'eussent été achetées en deniers comptans;

258 *Recherches & Considérations*  
dans ce dernier cas, le capital étoit  
conservé en entier.

Les rentes viagères sur les tailles des  
années 1714 & 1715 achetées en de-  
niers comptans ne furent soumises à  
aucune réduction ; mais celles dont les  
contrats portoient payement moitié en  
papiers décriés, moitié en argent, fu-  
rent réduites au trois quarts de la jouis-  
sance ; celles dont l'acquisition avoit  
été faite au total en papiers ne devoient  
plus être payées que sur le pied de la  
moitié.

Enfin les arrérages dûs au premier  
Janvier 1716 devoient être convertis  
en rentes au denier vingt-cinq.

La table ci jointe fera connoître en  
détail ces réductions & leur bénéfice ;  
ainsi le capital des rentes qui n'étoient  
point payées à l'Hôtel-de-Ville, fut  
réduit à soixante-dix-neuf millions huit  
cent quarante neuf mille trois cent soi-  
xante quatorze livres treize sols neuf  
deniers : le montant des rentes sur la  
Ville étoit de trente-deux millions qua-  
tre cent quarante-trois mille quatre cent  
vingt-neuf liv. dix s. 9 den. au capital  
de douze cent quatre-vingt millions.

Suivant les informations prises alors,  
la propriété en étoit ainsi partagée.

# *yéesar les Edits des mois*

	Arrérages après la réduction.	Bénéfice sur les arrérages.
12, J		
etran	liv. f. d.	liv. f. d.
	817887 1 8	886047 12 9
ar Ec		
il.	320000	180000
de J		

*ETAT des Rentes qui n'étoient point payées à l'Hôtel-de-ville de Paris, & qui ont été réduites par les Edits des mois d'Octobre & de Décembre.*

EDITS DE CRÉATION.	Principaux avant la réduction.	Principaux après la réduction.	Bénéfice sur les principaux.	Arrérages avant la réduction.	Arrérages après la réduction.	Bénéfice sur les arrérages.
Rentes au denier 12 sur les Tailles, créées par Edits de Juin 1712, Juillet & Décembre 1713, & Mars 1714, réduites au denier 25, sans retranchement sur le capital.	20447216 13	20447216 13	. . . . .	1703934 14 5	817887 1 8	886047 12 9
Rentes au denier 16 sur les Tailles, créées pour le sieur Fargès par Edit de Juin 1713, réduites au denier 25, sans retranchement sur le capital.	8000000	8000000	. . . . .	500000	320000	180000
Rentes au denier 18 sur les Recettes générales, créées par Edit de Juillet 1689, réduites sans retranchement de capital.	23742	23742	. . . . .	1319	949 13 7	1369 6 5
Rentes au denier 20 sur lesdites Recettes générales, créées par Edits d'Octobre 1704, Novembre 1706, Mai 1707, Janvier & Mars 1710, réduites au denier 25, avec retranchement des deux cinquièmes.	5682000	3409200	2272800	284100	136368	147732
Rentes au denier 20 sur lesdites Recettes générales, créées par Edit de Février 1709, réduites sans retranchement sur le capital.	27020	27020	. . . . .	1351	1080 16	270 4
Rentes au denier 25 sur lesdites Recettes générales, créées par Edits de Février 1711 & Avril 1714, retranchées des deux cinquièmes sur le capital.	22500000	13500000	9000000	900000	540000	360000
Rentes au denier 20 sur les Postes, créées par Edit de Janvier 1700, réduites sans retranchement sur le capital.	5356996	5356996	. . . . .	267849 16	214279 16 10	53569 19 2
Rentes au denier 12 sur le grenier à sel d'Avignon, créées partie perpétuelles, & partie viagères, par Edit d'Août 1705; la rente viagère a été supprimée, & la rente perpétuelle est restée au denier 20, en conséquence de l'Edit d'Avril 1716.	1200000	1200000	. . . . .	100000	60000	40000
Rentes au denier 20 sur le Contrôle des Actes des Notaires, créées par Edits de Mars 1702 & Mars 1709, réduites au denier 25, avec retranchement des deux cinquièmes sur le capital.	4742000	2845200	1896800	237100	113808	123292
Rentes au denier 16 sur ledit Contrôle des Actes de Notaires, créées par Edits de Mai & Août 1714 & Mai 1715, réduites au denier 25, avec retranchement des deux cinquièmes sur le capital.	24000000	14400000	9600000	1500000	576000	924000
Rentes au denier 20 sur le Contrôle des Exploits, créées par Edit de Décembre 1713, réduites au denier 25, avec retranchement des deux cinquièmes sur le capital.	4400000	2640000	1760000	220000	105600	114400
Rentes au denier 20 sur différens revenus, créées pour le rachat de la Capitation par Edits de Septembre 1708 & Mai 1709, réduites au denier 25, sans aucun retranchement sur le capital.	8000000	8000000	. . . . .	400000	320000	80000
Rentes viagères au denier 12 sur les Tailles, créées par Edits de Mai 1714 & Mars 1715, dont une grande partie a été réduite à la moitié, & quelques-unes aux trois quarts de la jouissance.	. . . . .	. . . . .	. . . . .	533935	278000	255935
	104378974 13	79849374 13	24529600	6699589 10 5	3483973 8 1	3165616 2 4

	liv.	s.	d.
Aux Princes & personnes titrées...	1086761		
A la Noblesse...	3251827	16	8
Aux Officiers militaires. . . . .	1989767	11	8
Aux gens de Robe, des Conseils du Roi, & Cours supérieures	4094227	16	2
Aux Officiers des Justices inférieures & des Chancelleries	5332137	15	10
Aux Officiers du Roi & des Maisons Royales. . . . .	1416594	8	6
Aux Communautés Ecclésiastiques, Hôpitaux, Abbayes & Prieurés. . . . .	2429151	4	6
Aux Marchands, gens de Commerce ou Banquiers. . . .	1992144	13	
Aux Artisans & gens de métier. . . .	1302435	14	8
Aux Prêtres, Filles majeures, &c....	3508982		4
Aux Gens d'affaires	453732	16	
Aux personnes inconnues. . . . .	4333719	8	9
Aux Etrangers...	1251947	4	6
	<hr/> 32443429	9	9

Les opérations faites jusqu'alors n'étoient capables que d'inspirer la confiance, puisqu'en établissant l'égalité de condition entre ceux qui avoient pris des engagements avec l'Etat, en conservant une juste préférence pour ceux que n'avoit point dictés une nécessité pressante, c'étoit assurer l'exécution de ce qui étoit reconnu légitime. Mais une plaie si profonde, & que le tems avoit envenimée, ne pouvoit être guérie que par une longue suite de remèdes. Le crédit languissoit, & chacun raisonneoit diversement sur les causes qui le tenoient éloigné du Commerce. Les uns prétendoient que le rétablissement de la Caisse des Emprunts seroit le seul principe utile de la confiance publique : mais le Gouvernement sentoît à merveille que ce n'étoit point là un véritable crédit, qu'il ne se soutenoit qu'à la faveur des gros intérêts, & qu'il replongeroit les affaires dans la dépendance des gens d'affaires, les seuls riches de l'Etat. Un dessein tout contraire occupoit le Conseil; mais en attendant qu'il fût permis de songer à remettre l'équilibre entre toutes les classes du Peuple par le rétablissement de l'Agriculture & du Commerce, il

falloit commencer par rendre quelque activité au Corps Politique.

D'autres se persuadoient que l'absence des especes étoit dûe à l'avantage que l'on trouvoit à les faire passer dans l'étranger, & au préjudice que la dernière diminution avoit apporté au Commerce. De ces deux causes, la première paroît peu réelle, puisque la valeur des anciennes & des nouvelles especes se trouvoit rapprochée, la proportion entre l'or & l'argent établie de manière à ne laisser aucun bénéfice considérable. La seconde cause, c'est-à-dire, la diminution des especes influoit véritablement sur le Commerce de deux manières : les salaires, comme on l'a toujours remarqué, ne diminuent pas aussi-tôt que l'espece, comme ils n'augmentent pas non plus sur le champ autant qu'elle : cet intervalle est court ; mais tandis qu'il passe, le Commerce souffre & languit. D'un autre côté, toutes les diminutions depuis trente ans étoient le prélude d'augmentations subites ; & le Public s'y étoit tellement accoutumé, que malgré deux Déclarations données depuis la Régence sur l'importance de la stabilité des mon-

noies , personne ne vouloit se persuader qu'elles restassent au même point. Le préjugé commun entraîna en quelque façon le Gouvernement malgré lui : telle est quelquefois l'espece d'engagement que d'anciennes fautes font prendre à la postérité ; tel est le danger de ne pas asseoir l'administration sur la confiance publique. .

Dans le fait , si les diminutions avoient suspendu le mouvement du Commerce, elles n'y avoient pas contribué seules ; la chute énorme & précipitée de tous les crédits à la fois , de la Caisse de Legendre , de celle des emprunts , avoient beaucoup ajouté à la défiance. Une quantité immense de papiers , qui tous perdoient soixante-dix à quatre-vingt pour cent sur la place ; une nouvelle administration , l'incertitude du sort qu'auroient tous ces effets , l'impossibilité apparente d'y faire honneur ; tels étoient les vrais motifs de l'inaction dans laquelle restoit l'argent & l'industrie. La surcharge des Peuples n'y contribuoit pas moins ; elle étoit produite par la diminution des especes sous le dernier Regne , en ce que les impôts , les fermages & les rentes conser-



voient en monnoie forte le même numéraire qu'en monnoie plus foible d'un tiers environ , dans laquelle on avoit contracté pendant vingt-quatre ans.

Cependant les opinions générales s'arrêterent à ces deux points ; rétablir le crédit de la Caisse des emprunts , augmenter les monnoies d'un tiers , & le faire recevoir en papier comme en 1709. Tous les Mémoires du tems qui me sont tombés entre les mains , même ceux des Négocians , & particulièrement des six Corps des Marchands de Paris , rouloient sur ces propositions. Personne n'imagina la réduction des impôts , des fermages & des engagements contractés en monnoie foible , en proportion de la monnoie forte ; ce qui eût sauvé l'Etat , sans que personne pût s'en plaindre.

Pour établir une Loi générale , on eût pû borner cette réduction au sixième seulement pour tous les engagements contractés , tant par le Roi que par les Particuliers , depuis l'année 1689 jusqu'à l'année 1714. Quoique le montant des augmentations dans cet intervalle eût été d'un tiers en sus , comme tous les engagements n'avoient

pas eu part à la totalité de l'augmentation, il n'eût pas été juste de leur en faire supporter en entier la compensation, & celle du sixieme paroît assez conforme au cours moyen des révolutions, que les monnoies avoient éprouvées dans cet espace de tems.

Pour retirer le fruit convenable de cette opération, il eût fallu commencer par donner l'exemple sur les revenus du Prince, proportionnellement aux besoins de l'Etat qui étoient évidens, & voici son effet sur les Finances.

On verra qu'en 1716 les revenus montoient à cent soixante-sept millions, comme avant les réductions faites en 1712 & années suivantes; réduits d'un huitieme seulement, ils eussent rendu 146125000 liv. & sur cette partie, voilà déjà le Public, surtout les pauvres, soulagé de plus de vingt millions.

Les charges & les diminutions montoient à quatre-vingt-onze millions, dont environ six en diminutions, qui devenoient inutiles au moyen de la diminution générale. Ainsi les charges de quatre-vingt cinq millions, réduites comme tous les autres en-

gagemens

De l'autre part ... 146125000

engagemens contractés en monnoie

foible, n'eussent

plus été que de... 70833334

les dépenses mon-

toient à quatre-

vingt millions, &

pour cette année ne

pouvoient guere

être réduites,

l'ayant déjà été... 80000000

} f 50833334

On eût donc été au même point cette année, sans que cette opération eût empêché celles dont on se servit pour reconnoître les doubles emplois, & liquider les engagemens usuraires, que la nécessité avoit forcé de contracter. Tout le Peuple débiteur du Prince eût été soulagé; les particuliers débiteurs & créanciers les uns envers les autres auroient facilement conçu qu'ils ne faisoient que se rendre la même justice, puisqu'ils avoient continué à se donner & à recevoir autant en poids & en titre qu'ils avoient compté donner & recevoir lors de l'engagement. Le laboureur particulièrement eût été soulagé de deux manieres, vis-à-vis du Roi, & vis-à-vis de son Propriétaire. La culture & la consommation eussent repris leurs cours, les denrées, ainsi que les

salaires, se feroient mis au niveau de l'argent fort ; & vrai-semblablement la confiance renaissant dans le Commerce par la solidité des engagements, le crédit eût repris vigueur. Il paroît enfin qu'on feroit arrivé au même but plus promptement & avec moins de perte pour l'Etat.

Il est certain du moins que le mal étoit occasionné par les dernières diminutions à la suite d'une succession constante d'augmentations, & qu'il n'y avoit que deux remèdes ; celui qu'on vient de proposer, ou de ramener les monnoies à la valeur numéraire qu'elles avoient eu pendant si long-tems. Cette augmentation a servi d'exemple à M. Melon en faveur de son système : mais quoique plus heureux dans ses réflexions sur cette opération que sur celle de 1709, il ne s'en est pas moins trompé dans l'application qu'il en a voulu faire ; car au lieu de fonder un principe en faveur des augmentations sur cet exemple, il falloit en examiner les circonstances ; l'on auroit vû que celle-ci ne fut un bien qu'en corrigeant le desordre d'une diminution considérable, après vingt-quatre années d'augmentation, & que sans cette diminu-

tion imprudente , l'augmentation n'eût pû être justifiée. La conséquence eût été , qu'il faut laisser invariablement les monnoies sur le pied où les engagements ont été contractés.

Par malheur , on s'étoit habitué à attacher à l'idée de l'augmentation numéraire des monnoies , celle d'un bénéfice en faveur du Prince. La pauvreté du Trésor ne pouvoit être plus grande , le besoin décida pour une opération qui répugnoit : le pressentiment du Public se trouva justifié , malgré la promesse qu'on avoit annoncée de ne pas toucher aux monnoies.

Au mois de Décembre 1715 , une refonte fut ordonnée : les louis d'or réformés durent avoir cours au premier Janvier 1716 pour vingt livres au lieu de quatorze , & les écus réformés pour cinq livres au lieu de trois livres dix sols.

Dans les Hôtels des Monnoies , les louis d'or anciens furent reçus pour seize livres , & les écus pour quatre.

Le bénéfice accordé aux Sujets n'étoit pas suffisant pour arrêter le billonnage , qui fut extraordinaire , malgré les défenses. Une partie se fit à la vérité dans le Royaume même ; mais une

autre partie très-considérable se fit chez l'étranger, qui retenoit une portion de notre capital numéraire pour prix d'une industrie très-ordinaire. A cette perte, il eût fallu ajoûter celle du change, si une très-belle opération ne l'eût soutenu dès les premiers mois de l'année 1716.

Les réflexions qui se sont présentées dans le cours de cet ouvrage sur les mutations de monnoies, sont encore reproduites par le même événement, il est inutile d'y insister : mais une remarque qui s'offre rarement à faire dans l'Histoire, c'est que le Ministre patriote, qui se trouvoit à la tête des Finances, convint dans le tems que l'opération avoit ressemblé à toutes celles qu'exige une nécessité dure & précipitée. Un pareil aveu n'appartient qu'aux belles & grandes ames.

La plus forte des refontes de monnoies avoit été jusqu'alors celle de 1689 ; pendant laquelle il fut fabriqué quatre cent soixante-cinq millions cinq cent mille livres. Cette somme au prix du nouvel Edit de 1715, liv.  
 formoit celle de . . . . . 627000000

Il convient d'ajoûter  
 les especes non rentrées

De l'autre part... 627000000  
dans cette première ré-  
formation, environ. . . . 173000000

On comptoit que de-  
puis 1689 il étoit entré  
dans le Royaume de ma-  
tières étrangères pour en-  
viron . . . . . 200000000  

---

1000000000

Ainsi le bénéfice apparent étoit con-  
sidérable ou le quart d'un milliard : ce-  
pendant il ne fut monnoyé jusqu'au der-  
nier Juillet 1717 que trois cent soixan-  
te-dix-neuf millions deux cent trente-  
sept mille livres ; dès-lors le bénéfice  
ne pouvoit être que de quatre-vingt-  
quatorze millions huit cent neuf mille  
deux cinquante livres ; sur quoi il faut  
déduire les frais de réformation de fa-  
brication. On ne devoit pas espérer  
non plus que cette somme existât dans  
le Royaume , parce que le discrédit  
continuel dans lequel les affaires se  
trouvoient abîmées depuis quinze ans ,  
avoit fait sortir un argent infini, sans  
compter les pertes des refontes précé-  
dentes.

La reforme actuelle accompagna par

malheur une autre opération très-délicate, & dont elle diminua les bons effets.

Il étoit nécessaire de pourvoir à tous les papiers royaux, & à une grande multitude de billets faits pour le service de l'Etat, qui circuloient dans le Commerce aux quatre cinquièmes de perte. L'incertitude de l'état où se trouveroient bientôt les porteurs de ces effets, inspiroit une défiance réciproque entre tous les Citoyens : il étoit difficile de connoître la quantité que chacun en possédoit, & dès-lors le doute étoit général sur toutes les fortunes. Les seuls propriétaires de l'argent se croyoient en sûreté, & n'avoient garde de s'en désaisir : le propriétaire des denrées n'osoit les vendre à crédit, il ne vouloit point recevoir d'effets chancelans ; & l'argent étoit à un si haut prix, qu'il épuisoit le salaire de l'industrie : ainsi le travail & la consommation manquoient également.

Aucun moment n'avoit encore été perdu depuis la Régence ; mais il falloit mettre fin à cette situation violente qui duroit depuis près d'un an.

Pour comble de disgrâce on n'avoit pas même de connoissances assez cer-



taines sur la nature de chacun de ces effets, ni sur leur totalité, pour se résoudre à quelque chose de décisif. On sçavoit seulement que beaucoup de doubles & de triples emplois dans les comptes avoient accru la quantité de ces papiers; que plusieurs étoient passés à vil prix de la main du créancier légitime dans celle de l'usurier; enfin qu'il étoit des parties souffrantes auxquelles l'Etat devoit des égards quels que fussent ses besoins.

M. le Duc de Noailles détermina le Conseil à une opération qui tout-à-la-fois procuroit la connoissance exacte des papiers, & mettoit à portée d'en suivre l'origine, de constater les doubles emplois; enfin qui en assurant la condition des propriétaires devoit rendre la confiance au Public, déchargeoit l'Etat des intérêts payés sans fondement, & lui donnoit le tems de prendre des mesures pour s'acquitter à fur & à mesure que les revenus se rétablissent.

Tel fut l'objet de l'Edit du 7 Décembre, qui portoit que tous les billets faits pour le service de l'Etat, les promesses de la Caisse des Emprunts, les billets de le Gendre non-endossés par les Re-

ceveurs Généraux , tous les billets de l'extraordinaire des Guerres , de la Marine , de l'Artillerie , ou ceux faits en forme de billets de tontine , de loterie , ou autrement , pour parvenir à l'extinction de ceux desdits Trésoriers , les certificats donnés aux Ingénieurs & Entrepreneurs des Fortifications , les assignations de toute nature , les ordonnances sur le Trésor Royal pour les sommes dûes jusqu'au premier Septembre , seroient rapportées par-devant les Commissaires désignés avec le certificat des propriétaires pour en faire la vérification & la liquidation. Ecoutons le langage que le Ministre prêtoit au Roi dans le préambule de l'Edit.

« S'il eût été possible à notre avé-  
» nement à la Couronne d'acquitter les  
» dettes immenses qui ont été contrac-  
» tées sur l'Etat pendant les deux der-  
» nieres guerres , & de supprimer en  
» même tems toutes les impositions ex-  
» traordinaires dont nos Peuples sont  
» surchargés , notre satisfaction auroit  
» été encore plus grande que celle de  
» nos Peuples mêmes. Mais il n'y avoit  
» pas le moindre fonds , ni dans notre  
» Trésor Royal , ni dans nos Recettes ,  
» pour satisfaire aux dépenses les plus

» urgentes ; & nous avons trouvé le  
» Domaine de notre Couronne aliéné,  
» les revenus de l'Etat presque anéan-  
» tis par une infinité de charges & de  
» constitutions , les impositions ordi-  
» naires consommées par avance , des  
» arrérages de toute espèce accumulés  
» depuis plusieurs années , le cours des  
» Recettes interverti , une multitude  
» de billets , d'ordonnances & assigna-  
» tions anticipées de tant de natures  
» différentes , & qui montent à des som-  
» mes si considérables , qu'à peine en  
» peut-on faire la supputation. Au mi-  
» lieu d'une situation si violente , nous  
» n'avons pas laissé de rejeter la pro-  
» position qui nous a été faite de ne  
» point reconnoître des engagements  
» que nous n'avions pas contractés.  
» Nous avons aussi évité le dangereux  
» exemple d'emprunter à des usures  
» énormes ; & nous avons refusé des  
» offres intéressées dont l'odieuse con-  
» dition étoit d'abandonner nos Peu-  
» ples à de nouvelles vexations. Ces  
» expédiens pernicioeux , que l'obliga-  
» tion de soutenir la guerre , pour par-  
» venir à une paix glorieuse , a pû ren-  
» dre nécessaires , auroient bien-tôt  
» achevé de précipiter l'Etat dans une

» ruine totale , & nous auroient fait  
» perdre jusqu'à l'espérance de pouvoir  
» jamais le rétablir. La premiere réso-  
» lution que nous avons crû devoir  
» prendre , a été d'affurer d'abord le  
» paiement de deux charges privilé-  
» giées, la subsistance des troupes , &  
» les arrérages des rentes constituées  
» sur l'Hôtel de notre bonne Ville de  
» Paris. A l'égard des autres dettes ,  
» nous avons écouté les avis & exami-  
» né les Mémoires qui nous ont été pré-  
» sentés de toutes parts , avant que de  
» nous déterminer ; & après avoir pesé  
» les inconvéniens de chaque proposi-  
» tion , nous n'avons eu garde d'accep-  
» ter aucune de celles qui tendoient à  
» obliger de recevoir des billets dans  
» les payemens , ou à les convertir en  
» rentes , parce que nous ne voulons  
» gêner ni le Commerce ni la liberté  
» publique ; & que bien loin de créer  
» de nouvelles rentes qui rendroient  
» perpétuelles les impositions de la ca-  
» pitation & du dixieme , notre inten-  
» tion est d'en affranchir nos Peuples ,  
» aussi-tôt que les mesures que nous pre-  
» nons pour l'arrangement de nos affai-  
» res auront eu leur effet. Dans cette  
» vûe nous n'avons rien trouvé de plus

» convenable que de faire faire la véri-  
» fication & la liquidation de tous les  
» différens papiers dont la possession est  
» devenue presque inutile par le décri  
» où ils sont tombés , pour les conver-  
» tir dans une seule espece de billets  
» qui ne seront plus sujets à aucune  
» variation , jusqu'à ce qu'ils aient été  
» entierement retirés. Nous nous som-  
» mes portés d'autant plus volontiers  
» à prendre ce parti , qu'il nous a été  
» inspiré par les plus habiles Marchands  
» & Négocians , & unanimement ap-  
» prouvé par les Députés pour le Con-  
» seil du Commerce des principales  
» Villes de notre Royaume ; & que  
» d'ailleurs il fera cesser les usures cri-  
» minelles qui s'exercent & se multi-  
» plient à l'occasion de la diversité des  
» papiers. En substituant de nouveaux  
» billets aux anciens , notre objet n'est  
» pas de nous en faire une ressource ;  
» nous prétendons uniquement rendre  
» l'état de chaque particulier certain ,  
» & rétablir l'ordre dans nos Finances ,  
» non-seulement pour proportionner la  
» recette à la dépense ordinaire , mais  
» encore pour parvenir à la suppression  
» des charges les plus onéreuses à l'E-  
» tat. Au surplus , dans la réduction qui

» fera faite des anciens papiers , si nous  
» avons à considérer ceux auxquels il  
» est légitimement dû , nous ne sommes  
» pas moins obligé de faire attention à  
» la situation de nos Peuples sur qui  
» tombent les impositions qu'on doit  
» employer à l'acquittement des dettes.  
» Et tenant cet équilibre , nous ren-  
» drons , autant qu'il nous sera possible,  
» la justice que nous devons également  
» à tous nos Sujets : & comme nous  
» voulons payer régulièrement les in-  
» térêts des nouveaux billets , & en  
» éteindre successivement les capitaux,  
» nous employerons à cet effet les  
» moyens les plus convenables, & nous  
» y destinons dès à présent des fonds  
» certains , outre une partie de ceux  
» qui reviendront de la réduction des  
» dépenses les plus onéreuses , des  
» grands retranchemens que nous fai-  
» sons & que nous continuerons de  
» faire sur nous-mêmes , & de la sage  
» dispensation de nos revenus ».

Au lieu des anciens billets ou autres papiers dont la liquidation auroit été faite , il devoit être distribué de nouveaux billets timbrés appelés billets de l'Etat ; chacun de ces billets signé du Prévôt des Marchands & d'un Dé-

puté des fix Corps des Marchands.

A mesure que ces billets de l'Etat s'acquitteroient, il fut ordonné de les brûler à l'Hôtel-de-Ville en présence d'un Commissaire du Conseil, du Pré-vôt des Marchands, des Echevins & du Syndic des fix Corps des Marchands. En attendant il leur étoit adjugé un intérêt à quatre pour cent, assigné sur le produit de divers revenus à commencer du premier Janvier 1716.

Les certificats exigés aiderent à découvrir à quel titre chacun se trouvoit possesseur, & à régler les réductions que l'on méditoit. L'utilité de cette importante résolution, la seule convenable peut-être aux circonstances, eût été ressentie plus pleinement encore & plus promptement, si l'augmentation des monnoies n'eût fait resserrer les especes.

Tandis qu'on travailloit à l'exécution de ce grand ouvrage, les Conseils continuerent de veiller aux encouragemens du Commerce & de l'Agriculture. Les gênes & les restrictions s'étoient étendues sur toutes sortes d'objets, & jamais leur effet destructif n'a démenti les conséquences qui résultent du principe de la liberté.

En 1714 la sortie de la térébentine , de la résine & du brai sec hors du Royaume avoit été prohibée : aussi-tôt les habitans des landes abandonnerent la culture des pins , leur principale richesse , & la population de ces cantons couroit de grands risques , si la liberté n'eût été rendue à ce Commerce. Une défense pareille dégoutoit les cultivateurs de la plantation des chardons propres à l'apprêt des draps & ouvrages de Bonneterie. SA MAJESTÉ *considérant qu'il est du bien de l'Etat d'animer les laboureurs à cultiver leurs terres , & à y faire des plantations convenables à la nature du terrain , même à les augmenter ,* permit la sortie de ces chardons en payant quatre livres de droits par halle de cent cinquante livres pesant. Dans le même principe la sortie des bestiaux de toute sorte pour l'étranger fut permise dans la Franche-Comté.

#### ANNÉE 1716.

L'Etat devoit plusieurs années d'ar-rérages des gages héréditaires attribués à divers Officiers ; on en a vû quelques parties dans l'état des dettes à raison des charges assignées sur les Fermes gé-



nérales ; & il étoit dû environ quarante millions sur les charges assignées sur les Tailles , dont une partie consistoit également en augmentations de gages. Il étoit absolument impossible , tant pour le présent que pour l'avenir , d'acquitter ces anciens arrérages avec le courant , si l'intérêt continuoit d'être aussi fort. D'ailleurs le Gouvernement travaillant à réduire les intérêts à quatre pour cent , & ayant fixé à ce taux ceux qu'il payoit à tous les autres créanciers de l'État , il n'étoit ni juste ni convenable que les pourvûs d'Offices continuaissent à jouir d'un emploi plus avantageux de leur argent. On étoit trop persuadé que la multiplicité des Officiers inutiles est un des plus grands fleaux de l'industrie & de l'aisance publique , pour protéger ce vice par une faveur distinguée. Toutes les augmentations de gages créées depuis 1689 avoient été réduites en 1710 au denier vingt ; elles furent baissées au denier vingt-cinq. Leur capital montoit , suivant un état général qui ne paroît pas intéressant à rapporter , à deux cent cinq millions trois cent soixante & onze mille neuf cent soixante & onze livres ; ainsi le bénéfice sur les charges se trou-

voit de deux millions cinquante-trois mille sept cent dix-neuf livres.

Les Payeurs & Contrôleurs des gages de toutes les Cours & Compagnies furent aussi tenus de représenter leurs titres , afin de régler leurs gages & taxations dans la même proportion.

On supprima dans le mois de Janvier un grand nombre de Charges inutiles , & dont l'exercice ne laissoit pas d'être onéreux au Public qui en paye les frais. Plusieurs avoient été remboursées à leurs propriétaires en peu d'années par le produit des taxations. Les droits furent réduits à moitié ou aux deux tiers selon les circonstances , & le surplus fut assigné pour payer les Titulaires de leur capital en dix ou onze années , suivant les résultats qui en furent faits : après quoi le Public devoit être libéré de la totalité : sur les seuls Offices créés sur les frais de la Justice , l'Etat se trouvoit libéré par les suppressions de trois cent quarante-quatre mille livres de gages & de trois cent huit minots de sel chaque année : c'est le seul soulagement qu'il fut possible de se procurer alors : car l'argent manquant pour le nécessaire , il étoit mal-aisé de pourvoir au remboursement du capital , &  
de

de libérer les Peuples de la dépense des gages héréditaires. C'étoit aussi gagner du côté de l'emploi des hommes : & par tous ces petits moyens réunis on rappelloit l'aïssance chez les Peuples, d'où elle découle nécessairement dans le Trésor public.

Par la suppression des privilèges d'un grand nombre d'Offices, la Ferme des francs-fiefs se trouva augmentée de plus de cinq cent mille livres de revenu ; & le retranchement des droits attribués à divers Officiers, soit dans l'adjudication des bois du Roi, soit dans les amendes, ne promettoit pas un moindre bénéfice. La Ferme du Contrôle des Actes fut portée de trois millions à trois millions huit cent mille livres, sans augmentation de droits ; & par la liquidation de diverses parties d'aliénations sur cette Ferme, au lieu de huit cent mille livres la partie du Trésor Royal devoit être dans trois ans de quinze cent mille livres.

Les tems d'ordre dans les Finances ne reviennent jamais sans que le Commerce reçoive des faveurs. Une des plus signalées fut le rétablissement de la liberté du Commerce de Guinée. Ce fut-là enfin qu'aboutirent les monopo-

les qui l'avoient exercé si foiblement depuis 1685, dans l'étendue du pays renfermée entre la riviere de Serrelionne & le Cap de Bonne-Espérance. « Nous voulons, dit Sa Majesté, assu-  
» rer la liberté à ce Commerce, & trai-  
» ter favorablement les Négocians qui  
» l'entreprendront, pour leur donner  
» moyen de le rendre plus considéra-  
» ble qu'il n'a été par le passé, & pro-  
» curer par-là à nos Sujets des Isles  
» Françoises de l'Amérique le nombre  
» de Nègres nécessaire pour entretenir  
» & augmenter la culture de leurs ter-  
» res ».

Ces grandes vûes ont été remplies ; cette année est proprement l'époque de nos Colonies & de notre Commerce de Guinée. Que cette date est récente, & cependant quels progrès ! Jamais la liberté n'a trahi les espérances du Gouvernement dans aucune branche de Commerce.

Sa Majesté se chargea de l'entretien des Forts & Comptoirs, moyennant vingt livres par tête de Nègres transportés aux Colonies, & trois livres par tonneau des vaisseaux qui iroient simplement à la traite de l'or & du morphil : cette méthode soulageoit & ac-

croissoit le Commerce , sans constituer l'Etat en aucune dépense : on ignore pourquoi elle ne fut pas employée à la Côte du Sénégal : notre Commerce y feroit vrai-semblablement monté comme dans l'autre branche au moins de un à quinze.

Les denrées prohibées & utiles aux cargaisons pour la côte de Guinée jouïrent de la faculté de l'entrepôt ; celles de France, d'une franchise absolue à la sortie ; & les retours de l'Amérique pour vente de Nègres, de l'exemption d'une moitié des droits.

Ce ne fut pas avec moins de sagesse que l'on délivra enfin les Négocians de l'obligation de prendre des passeports ; ce qui les exposoit à des retards & à des frais extrêmement préjudiciables. On se souvint que la Compagnie des Indes Occidentales avoit imaginé cette gêne en 1669 : on restreignit la nécessité des passeports aux Commerces non permis ou interdits.

Pour encourager la pêche , tant sur les Côtes de France , que dans celles du Nord , celles du Canada , l'Isle Royale & autres Mers éloignées , le droit imposé sur les huiles de baleine , de morues & autres poissons de pêche

284 *Recherches & Considérations*  
françoise , fut abrogé pendant dix années.

Le Commerce intérieur n'attiroit pas moins d'attention : on s'apperçut qu'à la faveur des droits payés sur nos draperies de l'intérieur du Royaume , pour passer dans les Evêchés de Metz , Toul & Verdun , il s'y en débiroit d'étrangères par préférence ; ces droits furent supprimés.

La Régie établie en 1710 , pour la perception du droit sur les huiles , étoit telle que ces droits se payoient quatre ou cinq fois avant qu'elles arrivassent à leur consommation. Cette mauvaise disposition troubloit le Commerce , & incommodoit particulièrement les manufactures où il se consomme de l'huile : elle fut changée. Le droit ne fut plus perçu qu'aux entrées du Royaume , pour celles qui venoient des Pays étrangers , & aux fabriques avant leur enlèvement pour celles qui se font en France. Ces Réglemens divers sur la Ferme des huiles n'empêcherent point qu'elle ne fût portée de cinq cent mille livres à six cent mille.

La liberté du Commerce intérieur & de la sortie des grains fut étendue aux fèves , pois & autres légumes secs ,

sans payer aucuns droits : c'est ainsi que se fertilisent toutes les especes de terres.

L'opération du visa n'ayant pû se terminer aussi promptement qu'on le desiroit , avoit été prorogée. Les gens d'affaires comprirent , à l'indifférence dont on usoit envers eux , qu'en suivant l'origine des divers effets présentés , on vouloit discuter les titres des propriétés ; & peut-être partager sur les effets négociés le bénéfice de l'agiotage. L'argent du Royaume étoit en grande partie entre leurs mains , & ils s'imaginèrent qu'ils pouvoient forcer le Gouvernement à les ménager , soit en jetant de la défiance & des soupçons dans les esprits , soit en resserrant encore la circulation. Une infinité de bruits disadvantageux furent semés ; en annonçant des desseins & des événemens qui n'eurent jamais lieu , on inspiroit des défiances aux Citoyens les mieux intentionnés. Il n'en falloit pas tant pour aigrir contre les auteurs de ces bruits le Conseil déjà indigné de l'abandon total , où ces hommes si rapidement enrichis par l'Etat l'avoient laissé dans un moment essentiel , tandis que le reste des Citoyens , malgré son épuisement ,

sembloit concourir avec zele à l'utilité publique.

En effet , on remarqua que parmi ce nombre infini de gens d'affaires , au milieu des détresses & des calamités où l'Etat se voyoit plongé , il ne fut offert de secours au Régent que par deux particuliers. Ils prêterent d'eux-mêmes deux millions cinq cent mille livres ; service considérable pour deux personnes , & dans un moment où le Trésor Royal n'avoit pas huit cent mille livres pour répondre à un payement de quarante mille écus par jour pour les rentes seulement. On se croiroit obligé de faire passer à la postérité les noms de ces généreux Citoyens , si l'on avoit pû les recouvrer.

Ces nouveaux sujets de mécontentement hâterent une résolution déjà prise il y avoit du tems. Une connoissance fort détaillée du produit des traités, des diverses affaires de Finance , même de manœuvres de place sur les effets royaux , avoit appris que sans entrer dans une discussion rigoureuse , & sans appauvrir personne , le Roi pouvoit acquitter en papiers publics , en rentes ou en charges un capital de trois cent millions. Le produit ne s'en fût pas



éloigné , si la politique & le bien du service n'eussent engagé le Régent à accorder des graces à l'importunité ; quoique son intention réelle fût d'abord d'être inébranlable. Un Edit au commencement de Mars 1716 établit une Chambre de Justice ; le préambule explique une partie des motifs.

« Les Rois nos Prédécesseurs , dit Sa  
» Majesté , ont établi en différens tems  
» des Chambres de Justice pour répri-  
» mer les abus & réparer les desordres  
» commis dans leurs finances ; & cet  
» usage a paru si utile & si nécessaire ,  
» que par l'Edit du mois de Juin 1625  
» il a été expressement ordonné qu'il  
» en seroit établi de dix ans en dix ans ,  
» afin que les malversations des Officiers  
» comptables & des gens d'affaires ,  
» dans la perception , le maniement &  
» la distribution des deniers publics , ne  
» demeurassent jamais impunies. Le feu  
» Roi de glorieuse mémoire notre très-  
» honoré Seigneur & bisayeul eut re-  
» cours au même remede dans les com-  
» mencemens de son regne. Il érigea  
» par son Edit du mois de Novembre  
» 1661 une Chambre de Justice , pour  
» la recherche & la punition de ceux  
» qui avoient été les auteurs & les

» complices des abus & des délits com-  
» mis dans les Finances de l'Etat , &  
» pour donner la restitution des deniers  
» qu'ils avoient indûement perçus , exi-  
» gés ou détournés. L'épuisement où  
» nous avons trouvé notre Royaume ,  
» & la déprédation qui a été faite des  
» deniers publics pendant les deux der-  
» nières guerres , nous obligent de nous  
» servir des mêmes moyens , & d'ac-  
» corder à nos Peuples la justice qu'ils  
» nous demandent contre les traitans  
» & gens d'affaires , leurs Commis &  
» préposés , qui par leurs exactions les  
» ont forcés de payer beaucoup au-de-  
» là des sommes que la nécessité des  
» tems avoit contraint de leur deman-  
» der ; contre les Officiers comptables ,  
» les Munitionnaires & autres , qui par  
» le crime de péculat ont détourné la  
» plus grande partie des deniers qui de-  
» voient être portés au Trésor Royal ,  
» ou qui en avoient été tirés pour être  
» employés suivant leur destination ;  
» & contre une autre espece de gens  
» auparavant inconnus, qui ont exercé  
» des usures énormes en faisant un Com-  
» merce continuel des assignations , bil-  
» lets & rescriptions des Trésoriers ,  
» Receveurs & Fermiers généraux. Les  
» fortunes

» fortunes immenses & précipitées de  
» ceux qui se sont enrichis par ces voies  
» criminelles, l'excès de leur luxe & de  
» leur faste, qui semble insulter à la mise-  
» re de la plupart de nos autres Sujets,  
» sont déjà par avance une preuve mani-  
» feste de leurs malversations ; & il  
» n'est pas surprenant qu'ils dissipent  
» avec profusion ce qu'ils ont acquis  
» avec injustice. Les richesses qu'ils  
» possèdent sont des dépouilles de nos  
» Provinces, la substance de nos Peu-  
» ples & le patrimoine de l'Etat. Bien  
» loin qu'ils en soient devenus légitimes  
» propriétaires, ces manieres de  
» s'enrichir sont autant de crimes pu-  
» blics que les Loix & les Ordonnan-  
» ces ont tâché de réprimer dans tous  
» les tems. La peine de confiscation de  
» corps & de biens a été prononcée  
» contre les usuriers par celles de 1311,  
» de 1349, de 1545 & de 1579. Sous  
» les Regnes de Philippe-le-Bel, de  
» Louis X & de Charles VII, la con-  
» cussion & le pécumat ont été punis du  
» dernier supplice ; ces mêmes crimes  
» emportent la confiscation de corps &  
» de biens par la disposition de l'Or-  
» donnance de François I de 1545 ; &  
» la Déclaration du 3 Juin 1601 or-

» donne que les Receveurs, les Tré-  
» soriers & autres Préposés pour le ma-  
» niement de nos deniers, qui auront  
» employé à leur usage particulier, ou  
» détourné les deniers de leurs Caisses,  
» seront punis de mort, sans que la  
» peine puisse être modérée par les Ju-  
» ges qui en doivent connoître. L'e-  
» xécution de ces Loix & de ces Or-  
» donnances n'a jamais été plus néces-  
» faire que dans un tems où les crimes  
» qu'elles condamnent ont été portés  
» au dernier excès, & ont causé la rui-  
» ne presque entière de tous les Ordres  
» de notre Royaume. C'est ce qui nous  
» détermine à ordonner l'établissement  
» d'une nouvelle Chambre de Justice,  
» composée des Officiers de plusieurs  
» de nos Cours, avec pouvoir de con-  
» noître des crimes, délits & abus qui  
» ont été commis dans les Finances de  
» l'Etat, & à l'occasion des deniers pu-  
» blics, par quelques personnes, & de  
» quelque qualité & condition qu'elles  
» soient, & de prononcer à cet égard  
» les peines capitales, afflictives & pé-  
» cuniaires qu'il appartiendra. Les res-  
» titutions qui seront ordonnées à notre  
» profit, serviront uniquement à ac-  
» quitter les dettes légitimes de notre



*ETAT général du montant des Rôles par natures d'Effets & par comparaison aux Totaux desdits Rôles, contenant les Taxes des Gens d'Affaires pendant le cours d'une année seulement qu'a duré la Chambre de Justice, depuis le 17 Mars 1716 jusqu'au 22 Mars 1717.*

			liv.	Nombre des rôles arrêtés au Conseil de Régence.	Dates.	Biens déclarés par les Gens d'affaires.	Nets des biens déclarés, toutes charges déduites.	Taxes.	Nombres des taxes employés aux rôles.
Rentés	Sur la Ville . . . . .	37353428	48369739						
	Sur les Tailles . . . . .	3289175							
	Sur le Contrôle des Actes . . . . .	5246482							
	Sur le Contrôle des Exploits . . . . .	707067							
	Sur les Généralités, Villes & Domaines . . . . .	1629785							
	Sur les Postes . . . . .	24000							
	Sur les Bans de mariages . . . . .	102908							
	Sur les Greffes . . . . .	16894							
Effets royaux.	Effets du Trésor Royal non sujets au visa . . . . .	42050	67763645	1	7 Nov.	liv. 37000611	liv. 21594342	liv. 15825209	50
	Promesses des Gabelles . . . . .	6954981		2	14 dudit	29824033	22699491	14411158	60
	Promesses à cinq ans . . . . .	6650		3	21 dudit	50918099	38742515	25770875	76
	Billets de Monnaie . . . . .	15400		4	28 dudit	57812730	41521152	27399925	74
	de Receveurs généraux & Rescriptions . . . . .	18490331		5	5 Déc.	31546394	20309867	10667559	103
	Assignations sur les Receveurs généraux . . . . .	10000		6	12 dudit	44260347	23369275	12893332	78
	Billets de le Gendre . . . . .	1999472		7	19 dudit	59831414	20385903	18114896	96
	de Tontine ou de Loterie . . . . .	342965		8	2 Janv.	127456595	57323144	31760856	203
	Effets visés, compris les billets de Fargès . . . . .	14274212		9	9 dudit	34438454	18607387	7261595	565
	Créances sur le Roi . . . . .	527180		10	16 dudit	35739117	19621476	6653107	590
	Quittances du Trésorier des Fortifications . . . . .	18504		11	23 dudit	28412003	15599532	4530171	343
	Billets & obligations de Chatelain . . . . .	589500		12	30 dudit	30550092	16772600	6299260	304
	Effets confondus sans distinction . . . . .	920083		13	17 Févr.	27313271	14995522	6161686	257
	Effets sous les scellés de la succession Chabert . . . . .	22781		14	20 dudit	15091916	8285739	2514424	347
	Billets de l'Etat . . . . .	23549496		15	27 dudit	13457420	7388391	2774421	468
	d'Offices . . . . .	15710825		16	6 Mars	20949477	11501674	5187942	316
	d'augmentations de gages . . . . .	2796758		17	13 dudit	41566330	22820731	12040730	480
	de droits manuels . . . . .	522977		18	17 dudit	7050549	3870890	1614245	76
Suppressions ou remboursements	de Domaines engagés . . . . .	215003	43295306	19	Idem.	7867860	4915241	1597000	13
	de Dixiemes infodés . . . . .	11000			Articles particuliers.	701086712	399624872	213478391	4409
	d'Avances dans les Fermes & sur les Recettes générales . . . . .	24038943				11835976	9375128	6000000	1
					Totaux . . .	712922688	409000000	219478391	4410
Espèces ou	Offices . . . . .	4886432	23685542						
	Maisons . . . . .	2711250							
	Terres . . . . .	3841013							
	Rentes sur le Clergé . . . . .	2581434							
	sur Diocèses particuliers . . . . .	462582							
	sur les Pays d'Etats . . . . .	3865494							
	sur Compagnies, Communautés, & Particuliers . . . . .	2001069							
	Actions sur Mer . . . . .	111120							
	Créances sur Particuliers . . . . .	3221148							
	Droits privilégiés sur les Caroffes de louage . . . . .	3000							
	Argent . . . . .	30364159	60049701						
	Et pour un article particulier . . . . .	6000000							
	Total . . . . .	219478391							

» Royaume , & nous mettront en état  
» de supprimer bientôt les nouvelles  
» impositions, de rouvrir à nos Peuples  
» les plus riches sources de l'abondance  
» par le rétablissement du Commerce  
» & de l'Agriculture , & de les faire  
» jouir de tous les fruits de la paix.

Avec quelque appareil que commençât la recherche , l'intention étoit de la terminer le plus promptement & le plus efficacement qu'il seroit possible pour l'Etat. Les déclarations de biens , faites par les justiciables mêmes , furent suivies dans les taxes au Conseil ; parce qu'on espéroit que moins les peines approcheroient de l'extrême sévérité , plus l'exécution en seroit assurée ; il avoit même été agité , s'il ne convenoit pas mieux d'éviter l'éclat & de taxer par rôles au Conseil d'après le travail & les recherches qu'on avoit entreprises avec tant de succès ; mais il fut représenté que pendant une Régence il étoit plus sûr d'observer les formes consacrées par les Loix du Royaume. Voici l'état abrégé de ces rôles.

Suivant cet état , les biens déclarés par les justiciables au nombre de quatre mille quatre cent dix , en ce non compris les parties déchargées ou dé-

clarées non taxables mon-  
tent à . . . . . 712922688 liv.

Sur lesquelles on leur  
déduisit leurs Patrimoines,  
dotes, successions non sus-  
ceptibles de taxes, dettes  
& partie de leurs gains. . 493444297  
enforte que le total des ta-  
xes est de . . . . . 219478391

Ce qui fait environ deux septiemes  
qu'on tiroit de la masse de leurs biens.

Il y avoit encore le rôle des taxes  
arbitraires de ceux qui n'avoient pas  
fourni leurs déclarations de biens au  
22 Mars 1717.

Au mois de Juin 1717, il avoit déjà  
été payé soixante-dix millions. On igno-  
re ce qui rentra depuis, mais il paroît  
qu'à la fin de 1717 il y avoit encore  
une moitié à recevoir.

Les frais de cette Chambre pendant  
un an monterent à douze cent mille  
livres; ceux de la Chambre de Justice  
de 1661 avoient monté pendant trois  
années à près de quinze millions.

Il est constant que, pendant les pre-  
miers mois, l'établissement de la Cham-  
bre de Justice rendit l'argent extrême-  
ment rare à Paris, parce que beaucoup



de personnes s'y trouvoient sujettes. Tel sera toujours l'effet de quelque incertitude dans les propriétés : mais ce resserrement dans la circulation ne pouvoit être que d'un passage très-court ou même imperceptible, si la reforme des monnoies ne l'avoit pas accompagné. C'est là véritablement ce qui rendoit le mal général, quoi que publiaissent les intéressés & leurs émissaires. Une preuve très-sensible contre tous les faux raisonnemens employés au sujet de la recherche des Financiers & du visa, c'est que la Banque générale fit dès les premiers jours de Juin tomber l'intérêt de l'argent, & soutint nos changes malgré le billonnage de nos anciennes especes : c'est ce qui s'éclaircira à mesure que les événemens se présenteront.

Aussi le Ministre, bien assuré des effets que produiroit la Banque générale déjà arrangée en secret, n'hésita-t-il point à suivre son plan de reforme. La prudence cependant exigeoit qu'on attendît la fin du visa, & que la Chambre de Justice eût commencé ses opérations, afin de ne compromettre en aucune façon un établissement qui devoit autant contribuer au rétablissement de l'Etat.

Une autre raison particulière & très-importante obligeoit de montrer de la vigueur. Les funestes effets de la négligence & du desordre dans les comptes & l'administration des Comptables devoient être tout à la fois réparés & prévenus pour l'avenir; trop d'intérêts favorisoient la confusion, & la foiblesse de l'Etat annonçoit trop de besoins pour espérer des Comptables une docilité convenable au grand projet qui se méditoit, si quelque crainte ne les y réduisoit.

On se souvient que les Receveurs Généraux avoient signé un résultat de deux millions cinq cent mille livres par mois pour la solde des troupes; l'importance de l'objet avoit engagé à se remettre entre leurs mains sans examen, & même à distinguer en quelque façon, des engagements d'un ordre commun avec d'autres sur lesquels on comptoit cependant établir une juste discussion. Malgré ce sacrifice, le résultat ne fut point exactement rempli; le paiement des troupes languissoit, & l'Etat étoit menacé de grands malheurs. L'inexactitude des Receveurs Généraux venoit en grande partie de leur impuissance; tel étoit le cahos de leur administration,

qu'eux-mêmes ignoroient leur véritable situation, soit avec l'Etat, soit avec les Receveurs particuliers, & avec leurs créanciers. Quelle qu'en fût la cause, on sentit la nécessité absolue d'en revenir à la première idée, & de faire rentrer le Roi dans ses revenus, sans égard aux avances des Receveurs Généraux, comme M. de Sully & M. Colbert l'avoient pratiqué autrefois dans des occasions semblables. Le Ministre fit part de la situation violente des affaires aux sieurs Paris, dont il connoissoit le génie, l'activité, & les connoissances. En effet, indépendamment de plusieurs services que ces quatre frères ont rendus à l'Etat, ils ont les premiers développé parmi nous les grandes vûes de la Finance par l'union de ses maximes à celles du Commerce.

Ces vûes, qui suivant le cours ordinaire des choses devoient être perfectionnées, furent depuis englouties au retour de l'ancien système des Finances.

Bientôt le projet des administrations des recettes fut rédigé. M. le Duc de Noailles faisoit l'harmonie du plan, la justesse de ses combinaisons, & ne balança pas à l'adopter. Il chargea le sieur

Paris l'aîné de travailler sans perte de tems aux détails nécessaires à l'exécution.

Pour la préparer, une Déclaration du 24 Mars ordonna que les billets délivrés par les Receveurs Généraux pour le montant des assignations tirées sur eux par anticipation, & les billets de Legendre endossés par eux, feroient visés. « Par notre Déclaration du 12 » Octobre 1715, dit Sa Majesté, nous » avons ordonné aux Receveurs Généraux de nos Finances d'acquitter » en différens termes & par portions » égales, les rescriptions & les billets » qu'ils avoient faits sous le précédent » Regne, pour le montant des assignations qui avoient été tirées sur eux » par anticipation; nous les avons par » rillement chargés de payer les billets du nommé Legendre par eux endossés, même ceux dont ils n'avoient » point reçu la valeur; & nous les » avons mis en état de satisfaire avec » exactitude à ces différens engagements, » au moyen des fonds fixes & certains » que nous leur avons accordés: de » sorte que nous avons sujet de croire, » comme ils nous l'avoient eux-mêmes » assuré, que cet arrangement produi-

» roit l'effet que nous en attendions. Ce-  
» pendant, nous sommes informés qu'on  
» négocie encore leurs billets à des per-  
» tes énormes, & que ceux qui en sont  
» les porteurs n'en ont tiré aucun avan-  
» tage ; ce qui ne peut venir, ou que  
» du peu de régularité que plusieurs des-  
» dits Receveurs Généraux ont eu à  
» payer à leur échéance la première  
» portion desdits billets, ou de ce qu'ils  
» en ont répandu de nouveaux dans le  
» Public, peut-être même de ce que  
» quelques-uns d'entre eux n'ont pas  
» donné toute leur attention pour re-  
» mettre lesdits billets en crédit : & com-  
» me nous sommes obligés de veiller à  
» la libération des charges de notre  
» Etat, pour parvenir au but que nous  
» nous sommes proposé de proportion-  
» ner la recette à la dépense actuelle,  
» & de rétablir un ordre invariable dans  
» nos Finances ; nous avons jugé qu'il  
» étoit absolument nécessaire de con-  
» noître précisément le montant des dif-  
» férens billets desdits Receveurs Gé-  
» néraux qui sont présentement dans le  
» Public, afin d'en faire la comparai-  
» son avec les états qui nous ont été  
» fournis, & de prendre sur cela les me-  
» sures qui nous paroîtront les plus jus-  
» tes & les plus convenables.

L'espace de huit jours conduisit ce travail à son terme : les effets visés monterent à soixante-cinq millions trois cent un mille soixante-cinq livres sept sols cinq deniers. Depuis on fit le dépouillement des Registres mêmes des Receveurs Généraux , avec une division en huit classes de l'ordre des premiers propriétaires pour servir au besoin. Comme il étoit impossible d'ailleurs de distinguer les égards dûs à chacun de ces divers propriétaires , chaque classe se subdivisa en deux sections cotées A , B , afin de comprendre dans la première les parties privilégiées. Pour ne pas revenir sur cet objet, en voici la récapitulation en gros.

*RÉCAPITULATION du montant des Billets des Receveurs Généraux des Finances , suivant les différentes Classes qui ont été faites de ceux sous le nom desquels ils ont été visés.*

	liv.	s.	d.
Gens d'Eglise....	390812	17	3
Noblesse & Officiers d'Epée.....	6068614	8	1
Gens de Robe de Paris.....	3532866	19	7
	<hr/>		
	9992294	4	11

	liv.	f.	d.
De l'autre part....	9992294	4	11
Gens de Robe de Province. ....	1024586	8	10
Officiers de la Maison du Roi & des Princes du Sang....	692441	4	9
Trésoriers de France & Secrétaires du Roi. ....	1731967	8	6
Comptables & gens d'affaires. ....	28707215	11	5
Notaires. ....	190694	11	9
Banquiers, Agens de Change & Négocians. ....	10837967	11	2
Bourgeois, Artisans & gens sans qualification. ....	10645028	1	2
Etrangers. ....	137211	9	4
	<u>63959406</u>	<u>11</u>	<u>10</u>

Comme il n'est point de petits objets dans l'administration, les regards pénétrants du Conseil embrassoient toutes sortes de détails au milieu des plus importantes résolutions. En 1706 il avoit été établi un droit d'un sol pour livre sur tous les ballots au-dessus du poids de cinquante livres qui se voituroient

par terre à Paris : ce droit onéreux au Commerce , malgré sa modicité , fut supprimé , & les Engagistes obligés de compter du produit.

Les Offices d'Inspecteurs Généraux , de Commissaires de la Marine & des Galeres , de Commissaires Inspecteurs des vivres , Commissaires aux Classes , Officiers des Prévôtés & Archers de la Marine , furent supprimés , afin de pouvoir récompenser ou les talens ou les services , & que chacun remplît ses devoirs avec cette activité qui manque ordinairement au Titulaire d'un Office. Les Trésoriers , Contrôleurs Généraux , Trésoriers & Contrôleurs particuliers ,  
○ Commissaires Général & Provinciaux des Invalides de la Marine qui ne faisoient qu'abсорber une partie de la substance destinée à des Sujets autrefois si utiles , eurent le même sort.

La perception des droits de Courtiers Jaugeurs fatiguoit extraordinairement le Commerce & les Sujets de la Généralité de Tours ; sur leurs représentations , le bail fut résilié ; les avances du Fermier avec les dédommagemens liquidés au Conseil , s'imposèrent , savoir , un sixieme sur les Ecclésiastiques & Communautés , tant Séculieres que



Régulières, à l'exception des Hôpitaux; & les cinq fixiemes restans au sou la livre de la Capitation sur tous les habitans de la Généralité exempts ou non exempts.

Le travail des Commissaires du visa se perfectionnoit de jour en jour; les Intéressés apprirent leur sort par une Déclaration du 7 Avril. Aucune des circonstances de cette opération ne doit échapper au Lecteur, s'il veut juger sainement d'une Loi imposée par la nécessité.

« Par notre Déclaration du 7 Décembre 1715, nous avons ordonné  
» que les promesses de la caisse des emprunts, les billets du nommé Legendre non endossés par les Receveurs Généraux de nos Finances, tous les  
» billets de l'extraordinaire des guerres, de la Marine & de l'Artillerie, ou  
» ceux qui ont été faits en forme de billets de Tontine, de Loterie, ou autrement; ensemble les certificats donnés aux Ingénieurs & Entrepreneurs  
» des fortifications pour ce qui leur est dû, les assignations de toute nature,  
» les Ordonnances sur le Trésor Royal pour les sommes dûes du passé jusqu'au premier Septembre 1715, se-

» roient rapportés pardevant les Com-  
» missaires par nous commis , pour être  
» visés par l'un d'eux , après que les  
» propriétaires auroient mis au dos de  
» leurs billets leur certificat contenant  
» qu'ils leur appartenoient. Aussi-tôt  
» que ces différens effets ont été visés ,  
» nous les avons fait liquider après un  
» examen scrupuleux de la qualité &  
» de la profession de chaque proprié-  
» taire , & une discussion exacte de la  
» nature de chacun de ces effets , en les  
» suivant depuis leur origine , par rap-  
» port à la valeur qui en a été fournie ,  
» à leur destination , au progrès qu'ils  
» ont eu dans le Public , & au Com-  
» merce qui en a été fait , afin de ren-  
» dre autant qu'il est possible la justice  
» qui est dûe aux porteurs de chaque  
» espece de papiers proportionnément  
» aux fonds que nous sommes en état  
» de fournir , pour acquitter exactement  
» les intérêts des billets de l'Etat qui se-  
» ront donnés en échange de tous les  
» anciens papiers ; & quoique nous  
» nous fussions proposé de réduire le  
» montant des billets de l'Etat à deux  
» cent millions , parce que nous  
» estimions dans le tems de notre Dé-  
» claration du sept Décembre dernier

» ne pouvoir prélever sur nos revenus  
» au-delà de huit millions par chacun  
» an, sans nous exposer à discontinuer  
» le paiement des charges les plus né-  
» cessaires & les plus privilégiées ; ce-  
» pendant nous nous sommes déterminé  
» à en faire signer jusqu'à concurrence  
» de deux cent cinquante millions, après  
» avoir reconnu que le succès des soins  
» que nous prenons pour arranger nos  
» Finances, nous mettroit en état d'ac-  
» quitter régulièrement les intérêts de  
» ce capital, & même d'éteindre suc-  
» cessivement une partie des princi-  
» paux ; enforte que la réduction, dont  
» la situation présente de nos affaires  
» ne nous a permis d'exempter person-  
» ne, se trouvera moins forte à l'égard  
» de ceux qui par leur bonne foi, par  
» la circonstance des tems ou par la  
» qualité de leurs créances nous ont  
» paru mériter quelque distinction. Ce  
» qui nous touche le plus dans cette  
» réduction, quelque nécessaire qu'elle  
» soit, c'est de voir qu'elle tombe en  
» partie sur les Officiers de nos troupes  
» tant de terre que de mer, qui ayant  
» consumé leurs biens, sacrifié leur re-  
» pos & répandu leur sang pour le ser-  
» vice de l'Etat, ne devroient point

» être exposés à subir une perte sur ce  
» qui leur est acquis à des titres si légitimes, & sur ce qui leur étoit donné pour  
» leur subsistance ; mais accoutumés à  
» servir leur Patrie avec fidélité & désintéressement , nous sommes assurés  
» qu'ils se soumettront avec moins de  
» peine aux retranchemens que nous  
» sommes obligé de faire à leur égard ,  
» que ceux qui , sans avoir rien mérité  
» de la chose publique , ne se trouvent  
» porteurs de papiers de toute espèce ,  
» que par les négociations qu'ils en ont  
» faites , & peut-être même par les usures qu'ils ont exercées. A ces causes ,  
» de l'avis de notre très-cher & très-  
» aimé oncle le Duc d'Orléans Régent ,  
» de notre très-cher & très-aimé cousin  
» le Duc de Bourbon , de notre très-  
» cher & très-aimé oncle le Duc du  
» Maine , de notre très-cher & très-aimé  
» oncle le Comte de Toulouse , & autres  
» Pairs de France , Grands & Notables  
» Personnages de notre Royaume , & de notre certaine science ,  
» pleine puissance & autorité royale ,  
» nous avons par ces présentes signées  
» de notre main , dit & déclaré , disons & déclarons , voulons & nous  
» plaît ce qui suit.

ARTICLE

ARTICLE PREMIER.

» Les billets de l'extraordinaire des  
» Guerres , de l'Artillerie , de Loterie  
» & de Tontine , qui ont été visés par  
» les Commissaires que nous avons à  
» ce députés , demeureront distingués  
» & divisés , comme nous les distin-  
» guons & divisons , en quatre classes  
» différentes.

I I.

» Voulons que les billets des Officiers  
» Généraux , des Etats Majors des Pla-  
» ces , des Officiers des troupes & de  
» l'Artillerie , des Ingénieurs & des par-  
» ticuliers qui ont prêté de l'argent  
» pour la subsistance des troupes , en-  
» semble les billets qui proviennent des  
» avances faites par les Communautés ,  
» des indemnités accordées pour per-  
» tes , pillages autres considérations  
» également favorables & légitimes ,  
» lesquels billets sont entre les mains  
» des premiers porteurs à qui ils ont  
» été délivrés , composent la premiere  
» classe , & ne souffrent la réduction  
» que d'un cinquieme.

I I I.

» Les billets de même nature qui ont  
» été représentés par différentes per-

» sonnes , qui par leurs emplois & leurs  
 » professions sont moins favorables , ou  
 » qui dans les fournitures qu'ils ont fai-  
 » tes en détail pour le service se sont  
 » ménagé quelque avantage dans la  
 » différence desdits billets à l'argent  
 » comptant , composeront la seconde  
 » classe , & demeureront réduits aux  
 » trois cinquiemes.

## I V.

» Les billets de même espece repré-  
 » sentés par différens particuliers de la  
 » qualité de ceux qui sont dénommés  
 » dans le précédent article , & qui dans  
 » leurs professions ou dans les fourni-  
 » tures qu'ils ont faites se sont encore  
 » plus prévalu des besoins de l'Etat &  
 » de la difficulté des tems , composeront  
 » la troisieme classe , & nous les avons  
 » réduits aux deux cinquiemes.

## V.

» Les billets de même espece qui ont  
 » passé par différentes mains , & qui  
 » ont été négociés à toutes sortes de  
 » prix , composeront la quatrieme clas-  
 » se , & demeureront réduits à un cin-  
 » quieme.

Ces articles suffisent pour faire con-  
 noître l'esprit de ce travail: on se conten-  
 tera d'observer qu'on suivit exactement

le même plan à l'égard des billets de la Marine pour les foldats , matelots , fournisseurs , Officiers , ordonnances & assignations données pour cette partie , excepté qu'en faveur du Commerce les ordonnances & assignations , représentées par les Marchands & fournisseurs particuliers , ne souffrirent que la réduction d'un quart : quoiqu'il fût vraisemblable qu'ils s'étoient prévalus dans leurs factures du discrédit de l'Etat & de ses effets.

L'article des promesses de la caisse des emprunts , offre diverses considérations.

X V.

» Nous avons pareillement con-  
» sidéré sous différentes especes les  
» promesses de la caisse des emprunts ;  
» & nous avons observé , par l'exa-  
» men qui en a été fait , qu'il y en a eu  
» une partie dont la valeur entiere  
» a été fournie en argent , une autre  
» partie moitié en argent & moitié en  
» billets de monnoie , que plusieurs ont  
» été substituées à la place des bil-  
» lets des Fermiers Généraux dits à  
» cinq ans , qui avoient été délivrés  
» pour pareille somme de billets de  
» monnoie , & que ces différentes es-

» peces peuvent composer la moitié du  
» total desdites promesses , à l'égard  
» desquelles il auroit été juste de faire  
» des différences dans les liquidations ,  
» s'il avoit été possible de les suivre  
» depuis leur origine & d'en reconnoî-  
» tre sûrement les premiers porteurs ;  
» mais comme elles ont été mêlées &  
» confondues dans les renouvellemens  
» qui ont été faits, nous n'avons pû en  
» avoir que des connoissances incer-  
» taines ; il ne nous a pas même été  
» possible de distinguer clairement la  
» plupart de celles qui ont été négoc-  
» ciées, quoiqu'il soit de notoriété pu-  
» blique, qu'il y en a un très-grand nom-  
» bre qui ont changé de main ; enforte  
» que pour ne pas faire injustice à quel-  
» ques-uns , nous avons pris le parti de  
» faire à tous les porteurs de ces an-  
» ciennes promesses un traitement éga-  
» lement avantageux , & de les mettre  
» dans la même classe , à l'exception  
» d'un très-petit nombre que nous sça-  
» vons par d'autres voies que par l'exa-  
» men des registres, avoir été achetées  
» des premiers porteurs ; & comme les  
» intérêts de toutes ces anciennes pro-  
» messes ont été payés pendant plu-  
» sieurs années sur le pied de huit &



» dix pour cent ; que souvent même  
» lesdits intérêts en ont été joints au  
» principal , nous avons cru que cela  
» devoit diminuer quelque chose de  
» leur faveur. A l'égard de l'autre moi-  
» tié desdites promesses , il n'en a été  
» reçu aucune valeur , & elles n'ont  
» été délivrées en deux tems différens  
» que pour être négociées sur le champ  
» à des pertes considérables, ce qui a  
» été vérifié par des Registres & des  
» Journaux des négociations qui en ont  
» été faites ; ainsi en nous proportion-  
» nant toujours aux besoins de l'Etat &  
» à la nécessité publique , nous avons  
» cru qu'il étoit juste de retrancher les  
» intérêts qui pourroient être prétendus  
» de toutes lesdites promesses , & au  
» surplus de les distinguer & diviser  
» seulement , comme nous les distin-  
» guons & divisons , en trois classes dif-  
» férentes.

C'est-à-dire , que les anciennes pro-  
messes , dont la valeur avoit été origi-  
nairement fournie en argent & l'inté-  
rêt payé à huit & dix pour cent , souf-  
firent la réduction d'un quart , excepté  
quelques-unes que l'on sçavoit avoir été  
négociées à toutes sortes de prix ; cel-  
les-ci furent réduites aux deux cinquiè-

mes, ainsi que toutes celles dont on n'avoit fourni aucune valeur réelle. Celles qui avoient été négociées dans les derniers tems à quatre-vingt pour cent de perte furent réduites à un cinquieme.

## A R T. X I X.

» A l'égard des billets du nommé Le-  
» gendre, quoique nous eussions pû dif-  
» férencier d'y pourvoir, jusqu'à ce que ses  
» comptes eussent été rendus & arrê-  
» tés, afin de connoître si les sommes  
» dont il est redevable ont tourné à  
» notre profit; néanmoins parce que  
» lesdits billets ont été reçus sur l'opi-  
» nion publique, & pour ne pas laisser  
» plus long-tems ceux qui en sont les  
» porteurs dans l'incertitude de leur  
» sort, nous avons bien voulu statuer  
» dès-à-présent sur les différentes ré-  
» ductions qu'ils doivent souffrir; &  
» pour cet effet, nous avons distingué  
» & divisé ces sortes de billets, comme  
» nous les distinguons & divisons en  
» trois différentes classes.

Les billets délivrés sur le pied d'argent comptant ou en paiement d'ordonnances & autres dettes de l'Etat ne furent réduits que d'un cinquieme; sur les billets donnés pour valeur moitié en argent & moitié en papiers, l'inté-

rêt se trouvoit joint au capital : on retrancha le cinquieme de la moitié reçue en argent , & les deux cinquiemes de la valeur fournie en papier. Les billets pour valeur en papier seulement , en promesses de la caisse des emprunts , en rentes viagères , ou négociés sur la place , demeurerent réduits à un cinquieme.

Pour acquitter les effets visés , il fut fait pour deux cent cinquante millions de billets de l'Etat registrés à la Ville , & signés par le Receveur de la Ville , un Député des six Corps des Marchands & le Prévôt des Marchands.

Indépendamment des fonds assignés pour le payement des intérêts à quatre pour cent par les mains des Payeurs des rentes , & le remboursement du capital ; par la Déclaration du sept Décembre 1715 , il fut ordonné qu'il y seroit employé trois millions à prendre sur les recettes des Pays d'Electiions ; & aussi que les billets de l'Etat seroient brûlés à l'Hôtel-de-Ville à mesure qu'ils rentre- roient , sans qu'il en pût être réservé aucuns , ou fait de nouveaux.

L'état des effets visés achevera de faire connoître ce travail , les doubles emplois , la confusion des comptes.

*ETAT des effets & des billets qui ont été visés depuis le mois de Décembre 1715 jusqu'au 1<sup>er</sup> de Mai 1716; DES SOMMES auxquelles monte la liquidation, & DU BÉNÉFICE produit par leur conversion en billets de l'Etat, ou par la remise qui en a été faite au Trésor Royal.*

Effets visés. Liquidations. Bénéfice.

*Promesses des Gabelles*

<b>M</b> ontent suivant le visa	liv.		
à la somme de . . . . .	147819488		
Ont été acquittées		liv.	
suivant la liquidation		81005280	
pour . . . . .			liv.
Ont produit . . . . .			66814108

*Billets signés Legendre*

montent suivant le visa à	32235936		
Ont été acquittés sui-			
vant la liquidation pour	16876810		
Ont produit . . . . .			15360126

*Ordonnances & affi-  
gnations*

liquidées montent sui-			
vant le visa à . . . . .	48416923		
Ont été acquittées sui-			
vant la liquidation pour	24825079		
Ont produit . . . . .			23591844

*Ordinaire des guerres  
& Gendarmerie.*

Ordonnances & affi-			
tions visées & non li-			
quidées pour . . . . .	1307077		

229780424 122707169 105766178

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part...	229780424	122707169	105766178

Il n'y a eu aucuns billets visés ni aucunes Ordonnances remises au Trésor Royal.

*Extraordinaire des guerres.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 81096664

Billets des Trésoriers, déduction faite des fortifications, visés pour... 56121084

Ont été acquittés suivant la liquidation pour 38528120

Ont produit . . . . . 17592964

Lesdits billets ne sont ici tirés que pour servir à faire connoître le montant du visa; ils font un double emploi dans les dettes, parce que devant être retirés pour toute leur valeur par les Trésoriers, ils diminuent les Ordonnances & les assignations qu'ils ont fait viser, les Trésoriers ont remis au Trésor Royal des Ordonnances de fonds qui excédoient leur dépense, ci en bénéfice . . . . .

19163034

*Marine & Galeres.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 106809325

Billets de la Marine, y compris par estimation

---

473807497 161255289 142522176

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part... 473807497		161235289	142522176
4000000 livres qui sont dûs dans les Colonies & en Canada, montent sui- vant le visa à . . . . .	21969660		

Ont été acquittés sui-  
vant la liquidation pour

14791992

Ont produit . . . . .

7177668

Lesdits billets ne sont  
ici tirés que pour servir  
à faire connoître le  
montant du visa ; ils  
font un double emploi  
dans les dettes , parce  
que devant être retirés  
pour toute leur valeur  
par les Trésoriers, ils di-  
minuent les ordonnan-  
ces & les assignations  
qu'ils ont fait viser.

Les Trésoriers, dédu-  
ction faite sur leurs or-  
donnances & assigna-  
tions des billets qui ont  
été visés, ont en leurs  
mains des Ordonnances  
pour la somme de  
80338834 liv. qui exce-  
dent leur dépense ; ils  
doivent remettre au Tré-  
sor Royal en bénéfice la  
somme de . . . . .

75006000

### *Artillerie.*

Ordonnances de fonds  
& assignations visées &  
non liquidées pour . . .

3082556

Les billets font partie  
de ceux de l'extraordi-  
naire des guerres avec  
lesquels ils ont été visés.

---

498059753 176037181 22459,044

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part...	498859753	176027281	224699844
Il n'y a point d'Ordonnances à remettre au Trésor Royal.			

*Fortifications.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	7348697
--	---------

Billets visés pour lad. somme de . . . . .	3516186
--	---------

Ces billets ont été payés en billets de l'Etat sans diminution; le fonds en a été remis en entier aux Trésoriers, & par conséquent n'ont produit aucun bénéfice.

Les Trésoriers ont remis au Trésor Royal des ordonnances de fonds qui excédoient leur dépense pour . . . . .

5475000

*Gardes du Corps & Grenadiers à cheval.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	1657160
--	---------

Il n'y a aucuns billets visés ni aucunes ordonnances remises au Trésor Royal.

*Chevaux - Legers & Mousquetaires.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	485114
--	--------

Il n'y a eu aucuns bi-

---

511860910 176027281 230174844

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part...	511866910	176027281	230174844

lets visés ni aucunes ordonnances remises au Trésor Royal.

*Gardes Françaises & Suisses.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 1908016

Il n'y a eu aucuns billets visés ni aucunes ordonnances remises au Trésor Royal.

*Différens Trésoriers de la Maison du Roi.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 7963286

*Lignes Suisses.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 584608

*Ponts & Chaussées & Pavé de Paris.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour la somme de . . . . . 1508032

*Guet de Paris.*

Ordonnances visées & non liquidées pour . . . 136335

*L'Eleveur de Baviere.*

Ordonnances visées & non liquidées pour . . . 239666

---

524206853 176027281 230174844



	liv.	l.v.	liv.
De l'autre part...	524206853	176027281	230174844
<i>L'Eleûteur de Cologne.</i>			
Ordonnances visées & non liquidées pour . . .	1329271		
<i>Monnoie des Médailles.</i>			
Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	193280		
<i>Nourriture des Prisonniers de la Bastille &amp; de Vincennes.</i>			
Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	185278		
<i>Fournitures faites chez le Roi par différens Particuliers.</i>			
Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	514752		
<i>Fournitures faites en Espagne par le sieur Yon.</i>			
Ordonnances visées & non liquidées pour . . .	897453		
<i>Fournitures faites à Lyon par le sieur Dupille.</i>			
Ordonnance visée & non liquidée pour . . .	2051		
<i>Impressions faites par la veuve Vacquier.</i>			
Ordonnance visée & non liquidée pour . . .	1271		

---

527330209 176027281 230174844

	liv.	l v.	liv.
De l'autre part...	527330209	176027281	230174844
<i>Le Porteur par ordre de S. A. R.</i>			
Ordonnances visées & non liquidées . . .	800000		
Payées en billets de l'Etat sans diminution.			
<i>Avances faites pour les troupes &amp; autres par différens Parti- culiers.</i>			
Assignations visées & non liquidées pour . . .	6781439		
<i>Remises en Suisse par le sieur Bourgeois.</i>			
Assignations visées & non liquidées pour . . .	273211		
<i>Intéressés aux traités des Offices de Gar- des-Côtes.</i>			
Assignations visées & non liquidées pour . . .	5194		
<i>Intéressés au traité des Lieutenans de Roi &amp; Majors des Places.</i>			
Assignations visées & non liquidées pour . . .	292987		
<i>Assignations en nantissement apparte- nantes au sieur Chate- lain, visées &amp; non li- quidées, pour . . . . .</i>	955270		
	536433310	176027281	230174844

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part...	536438310	176027281	230174844

Entrepreneurs.

*Etapas.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 10957830

*Vivres de terre.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . . 14114410

*Voitures des Grains.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour. . . . . 217507

*Vivres de la Marine.*

Assignations visées & non liquidées pour . . . 85742

*Billets du sieur Fargès  
Munitionnaire*

Montent suivant le visa à . . . . . 26809415

Ont été acquittés suivant la liquidation pour 39789822

Ont produit . . . . . 7019593

Lesdits billets ne sont ici tirés que pour servir à faire connoître le montant du visa ; ils font un double emploi dans les dettes , parce que devant être retirés pour toute leur valeur par led. sieur Fargès, ils diminuent les ordonnances & assignations qu'il a fait viser &

---

588623214 195817103 227194437

	liv.	liv.	liv.
De l'autre part... qui sont comprises dans les vivres de terre ci-dessus.	588623214	195817103	237194437

*Fourrages, le sieur  
Castille.*

Assignations visées & non liquidées pour . . .	664011
--	--------

*Chevaux & équipages  
d'Artillerie.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	2229598
--	---------

*Viande fournie aux  
armées par le sieur  
Charpentier.*

Assignations visées & non liquidées pour . . .	2077100
--	---------

*Fournitures de buffles  
par le Sr Montoir.*

Assignations visées & non liquidées pour . . .	235589
--	--------

*Hôpitaux, les sieurs  
Sacerdoti.*

Assignations visées & non liquidées pour . . .	650780
--	--------

*Ferme des Poudres &  
Salpêtres.*

Ordonnances & assignations visées & non liquidées pour . . . . .	1524167
--	---------

*Habillement des troupes.*

Assignations visées & non liquidées pour . . .	692500
--	--------

---

596696959	195817103	237194437
-----------	-----------	-----------

---

Récapitulation.

Les effets visés compris dans le liv.  
présent état montent à . . . . . 596696959

Les liquidations à . . . . . 195817103

Le bénéfice à . . . . . 237194437

Le total de tous les ef- liv.  
fets visés monte à . . . 596696959

Sur quoi le bénéfice de  
la réduction ou les Or-  
donnances de fonds que  
les Trésoriers avoient de  
trop & qu'ils ont remis au  
Trésor Royal, montent  
ensemble à . . . . . 237194437

Reste par conséquent... 359502522

Pour payer cette somme il a été  
délivré en billets de l'Etat jusqu'à  
présent . . . . . 198359840

De plus il y a un dou-  
ble emploi pour l'extra-  
ordinaire des guerres &  
pour la Marine, en ce que  
l'on a visé leurs Ordon-  
nances & les billets déli-  
vrés aux Officiers qui ne  
doivent opérer qu'une  
même dépense, sçavoir :

Pour la guerre . . . . 56121081

Pour la Marine . . . . 21969660

276450581

# 322      *Recherches & Considérations*

De l'autre part . . .	276450581 liv.	
A quoi l'on ajoutera d'effets connus remis pour lors par le sieur Chatelain	955270	
Par le sieur Rivier . . .	2229598	
Par le sieur Charpentier	2077100	
	<hr/>	
Total . . . . .	281712549	
A quoi il convient d'a- jouter ce qui reste à dé- livrer des billets de l'E- tat montant à . . . . .	51640160	
	<hr/>	
Ce qui fait en tout . . .	333352709	
Lesquels joints aux ....	237194437 de bénéfice;	
on peut regarder comme acquittées . . . . .	570547146	
	<hr/>	
		liv.
Ainsi de la somme de . . . . .	596696959	
Otez celle de . . . . .	570547146	
	<hr/>	
Reste . . . . .	26149813	

Il restoit encore des compensations à faire avec différens Trésoriers, par quelques ordonnances de trop de fonds par des payemens faits au Trésor Royal de certaines parties en argent.

Un fait assez singulier doit accompagner le récit de cette opération : quoique le Régent eût ordonné de recevoir les placets de tous ceux qui formeroient des plaintes, il n'y eut que pour quatorze millions de

demandes faites , & sur ces quatorze millions , il ne s'en trouva que pour huit dont les remontrances fussent fondées.

Quoique le visa dût rétablir la confiance à l'égard des propriétaires , on ne pouvoit s'attendre à la voir renaître aussi-tôt : outre qu'un crédit perdu ne remonte que par degrés , les circonstances étoient trop agitées. D'un côté une monnoie foible & une monnoie forte , de l'autre l'incertitude du sort des Financiers possesseurs d'une grande partie de ces effets , formoient un nouvel obstacle au rétablissement parfait de la circulation.

M. Du-Tot , Auteur très-intelligent dans la matiere des Changes & des Monnoies , bien intentionné , mais sujet à diverses erreurs , a avancé que l'opération du visa étoit fausse & mal-faisante , parce que les effets conservés après la réduction valoient moins qu'auparavant : voici son calcul.

Après le visa , les deux cent cinquante millions perdoient quarante pour cent , ainsi la valeur circulante étoit de . . . . . 150000000  
Avant le visa , les pa-

De l'autre part... 150000000  
 piers circulans de la va-  
 leur de six cent millions  
 perdoient cinquante pour  
 cent, ainsi la valeur dans  
 le Public étoit de . . . . 300000000

Donc le Public perdoit  
 en valeurs réelles. . . . 150000000

Divers faits très-autentiques détrui-  
 sent ce raisonnement qui n'étoit pas  
 exempt de passion. 1°. Les Papiers  
 royaux perdoient depuis plus de dix-  
 huit mois de soixante-dix à quatre-  
 vingt-dix pour cent, & pendant le visa,  
 ils n'avoient point de cours : ainsi le  
 calcul est déjà mal établi dans ce point  
 capital. 2°. L'établissement de la Ban-  
 que fit remonter tous les crédits peu de  
 semaines après, & à peine donna-t-on  
 aux billets de l'Etat le tems de reve-  
 nir au pair, puisqu'ils furent employés.  
 3°. On vient de voir dans le détail des  
 effets visés qu'il se trouvoit pour plus  
 de cent millions de fausses dettes en  
 doubles emplois, en ordonnances de  
 trop de fonds : ainsi du principe de M.  
 Du-Tot partiroit une conséquence tout-  
 à-fait infoutenable, c'est-à-dire que l'on



avoit fait tort au Public de cette somme en la restituant à l'Etat.

Mais ajoutons un autre fait très-certain & qu'il ignoroit, parce que dans les tems on eut des raisons très-fortes pour le cacher. Des deux cent cinquante millions de billets de l'Etat, il n'y en eut que cent quatre-vingt-quinze millions affectés au payement des effets royaux, des ordonnances & assignations qui se trouvoient entre les mains des Trésoriers. Les cinquante-cinq autres millions de billets de l'Etat furent distribués pour consommer plusieurs autres dettes qui n'étoient ni moins justes ni moins pressantes, quoiqu'elles ne circulassent point dans le Public. Sçavoir :

1°. Pour acquitter ce qui étoit dû aux Négocians pour les matieres de la Mer du Sud qu'on leur avoit prises à mesure que les vaisseaux faisoient des retours.

2°. Pour satisfaire les créanciers de Fargès, à qui il étoit dû trente-huit millions, & à qui le Public avoit prêté avec une confiance inconcevable.

3°. Pour ce qui étoit dû à d'autres Entrepreneurs dans un cas presque aussi favorable.

4°. Pour consommer ce qui restoit dû aux Electeurs de Cologne & de Baviere.

5°. Pour satisfaire une partie des pourvoyeurs de la Maison du Roi envers qui on étoit en arriere de plusieurs années.

6°. Pour les appointemens & pensions des Gouverneurs, de plusieurs Seigneurs, Officiers Généraux, les gages & les pensions d'un très-grand nombre d'Officiers des Cours & des Jurisdictions subalternes.

Enfin pour solder une infinité d'autres payemens. On joignoit aux billets de l'Etat une partie en argent, & par ce moyen on calma presque tous les créanciers des dettes exigibles. Pour se donner le tems de faire de ces billets l'usage que le Régent s'étoit proposé, on prit la précaution de ne pas les délivrer tout d'un coup, mais de les distribuer par petites parties.

Ainsi 1°. les cinq cent quatre-vingt-seize millions d'effets visés ou remboursés en billets de l'Etat ne circuloient pas dans le Public. 2°. Suivant le système de M. Du-Tot même on avoit fait un bien en rendant à la circulation des propriétés dont les titres n'étoient pas négociables.

M. Du-Tot avoit fait son idole du systême; toutes ses idées sur la circulation en partoient; & il a donné dans son ouvrage plus d'une marque d'humeur contre les opérations de ceux qui avoient sçu distinguer la Banque générale de la Banque royale. Il est certain que retirer tout d'un coup de la circulation une grande somme de valeurs réelles, c'est lui causer une révolution: mais des effets qui perdent soixante-dix à quatre-vingt-dix pour cent sont-ils des valeurs propres à soutenir le crédit? non assurément: & plus la somme de ces papiers perdans sur la place sera forte, plus toutes les autres valeurs apportées dans le Commerce souffriront de diminution: car un effet qui perd quatre-vingt pour cent sur la place est réputé très-risquable dans sa totalité, & plus un particulier en possède, plus sa position paroît chancelante. Si beaucoup de personnes se trouvent chargées de ces effets; s'ils sont fort répandus & multipliés, l'incertitude des propriétés est générale, le discrédit s'étend sur toutes les négociations.

Lorsque des profits énormes dans le maniement des revenus publics ont en quelque façon concentré les richesses

dans un petit nombre de familles ; lorsqu'une longue habitude de défiance a resserré l'argent & les denrées ; que diverses altérations des monnoies ont éloigné les Négocians étrangers d'un Pays, & rendu le sort de l'homme industriel plus fâcheux que celui de toute autre condition ; enfin dans le cas d'un épuisement total du Corps Politique , il est certain que la seule ressource consiste à présenter aux hommes un crédit neuf & volontaire qui devienne une espece de centre de réunion. Les banques marchandes & restreintes sont l'expédient le plus heureux & le plus naturel qui ait encore été imaginé. Le fonds capital dont elles sont composées commence par faire sortir de leur retraite une somme considérable de valeurs : les stipulations sont faites en especes, dont le titre & le poids est fixé invariablement ; ainsi l'assurance où l'on est du payement donne une préférence évidente & générale aux billets de la Banque sur tous les autres qui s'apportent dans le Commerce. Celui qui veut transporter au loin une somme d'argent & qui n'osoit prendre aucune lettre de change ni se résoudre à la dépense ou aux risques du transport ,

échange

échange son argent contre les billets qui seront reçus par-tout avec la même confiance. Sur cette confiance générale, personne ne se hâte de demander le remboursement d'un pareil effet ; il parcourt une immensité de pays où l'argent ne pourra se transporter qu'à grands frais & avec des longueurs infinies. Ceux d'entre les Négocians dont le papier paroît solide à la Banque y trouvent à escompter leurs lettres de change à un intérêt léger ; ils y reçoivent en payement des billets qui trouvent plus de crédit sur la place que les leurs mêmes : & lorsqu'on les voit porteurs d'un grand nombre de ces effets réputés solides , un plus grand nombre de bourses leur est ouvert.

Comme d'ailleurs le titre & le poids de la monnoie de banque sont invariables, il s'ensuit que chaque particulier est plus sûr de son argent dans la Caisse de la Banque, que dans la sienne ; & que toutes les ventes se stipulent dans cette monnoie. Les billets de la banque deviennent donc en un moment , par un accord unanime entre les hommes , le moyen terme le plus propre à faciliter les échanges. Dès que toutes les valeurs renfermées ont un motif pour

rentrer dans la circulation , il est de l'intérêt de chaque propriétaire de les y apporter ; l'industrie & le travail renaissent , le nombre des prêteurs augmente , l'argent tombe de prix. Tel est l'effet général de toute Banque , mais on en pourroit distinguer trois sortes dans l'exécution.

Si les billets que donne la Banque étoient sans cesse compensés par une valeur numéraire toujours existante dans la Caisse , ils animeroient & soutiendroient la circulation sans augmenter le prix des denrées ; puisqu'ils seroient simplement la représentation & non une multiplication de l'argent. Ce qui forme une espèce de Banque restreinte.

Mais toutes font valoir leur crédit ; elles en donnent un aux particuliers , soit sur des gages , soit sur leur réputation ; enfin elles font valoir l'argent déposé , & leurs billets dans le Commerce excèdent la quantité d'argent existante dans la Caisse. Elles ne se contentent pas d'escompter les lettres de change des Négocians , elles leur prêtent sur leurs billets. Alors il est clair qu'elles multiplient l'argent ou le signe des denrées , qu'elles renchérissent

le prix de toutes choses. Dans le cas d'un épuisement total, d'un anéantissement de la circulation, elles font un très-grand bien, en ce que l'inconvénient du surhaussement des prix n'est pas sensible ; il ne peut nuire au Commerce étranger, puisqu'il est perdu ; au contraire, il le fait revivre en agitant l'industrie engourdie dans un sommeil léthargique.

Une troisième espèce de Banque est en même tems commerçante & politique, c'est-à-dire qu'elle sert tout-à-la-fois de dépôt ou de garant aux valeurs que l'on veut mettre dans le Commerce, & qu'elle fournit des secours à l'Etat : alors une partie des dettes que contracte le Gouvernement se trouve circuler comme feroit une somme d'argent introduite par le Commerce étranger : elle a les mêmes effets au dedans ; d'un côté, elle anime l'industrie à son premier passage ; de l'autre, elle renchérit le salaire de l'industrie. Comme d'ailleurs il est difficile de ne pas abuser de l'extrême facilité de dépenser, l'Etat multiplie sans cesse ses obligations avec la Banque, sans jamais songer à les acquitter. La situation des affaires paroît heureuse & tranquille,

jusqu'à ce que la fermentation des humeurs accumulées dans le Corps Politique le suffoque. Peu s'en est fallu que l'Europe n'en ait vû depuis peu d'années deux exemples frappans ; & vraisemblablement un demi-siècle ne se passera pas encore sans quelque grand événement dans ce genre.

Il est très-important de bien distinguer ces trois sortes de Banques , afin de sentir la différence de celle qui fut établie le 2 Mai 1716 , sous le titre de Banque générale , de la Banque royale. Le préambule des Lettres-Patentes nous instruit de la difficulté qu'avoit éprouvée le projet de la Banque royale , & montre clairement que le sieur Law ne parvint à faire goûter son système au Régent que par une espèce de séduction Il prit avantage de son premier succès dans un établissement moins parfait selon lui.

« Les avantages que les Banques publiques ont procuré à plusieurs Etats  
» de l'Europe , dont elles ont soutenu  
» le crédit , rétabli le Commerce , &  
» entretenu les manufactures , nous ont  
» persuadé de l'utilité que nos Peuples  
» retireroient d'un pareil établissement.  
» Le sieur Law nous ayant proposé il



» y a quelques mois d'en former une  
» dont le fonds seroit fait de nos de-  
» niers , & qui seroit administrée en no-  
» tre nom & sous notre autorité ; le  
» projet en fut examiné dans notre Con-  
» seil de Finances , où plusieurs Ban-  
» quiers , Négocians & Députés des  
» Villes de Commerce ayant été ap-  
» pellés pour avoir leur avis , ils con-  
» vinrent tous que rien ne pouvoit être  
» plus avantageux à notre Royaume qui,  
» pour sa situation & sa fertilité jointes  
» à l'industrie de ses habitans , n'avoit  
» besoin que d'un crédit solide pour y  
» attirer le Commerce le plus florissant :  
» ils crurent néanmoins que les con-  
» jonctures du tems n'étoient pas favo-  
» rables , & qu'il conviendrait mieux  
» qu'un tel établissement fût fait sur  
» le compte d'une Compagnie. Ces rai-  
» sons jointes à quelques conditions par-  
» ticulières du projet nous déterminè-  
» rent à le refuser ; mais ledit sieur  
» Law nous a supplié de vouloir lui ac-  
» corder la faculté d'établir une autre  
» espèce de Banque , dont il offre de  
» faire le fonds , tant de ses deniers que  
» de ceux de sa Compagnie ; & par le  
» moyen de laquelle il se propose d'aug-  
» menter la circulation de l'argent ,  
» faire cesser l'usure , suppléer aux voi-

» tures des especes entre Paris & les  
» Provinces , donner aux étrangers le  
» moyen de faire des fonds avec sûreté  
» dans notre Royaume , & faciliter à  
» nos Peuples le débit de leurs denrées ,  
» & le payement de leurs impositions.  
» La grace qu'il nous demande , c'est  
» de lui donner un privilège pendant  
» l'espace de vingt années , & de lui  
» permettre de stipuler en écus de ban-  
» que , qui étant toujours du même  
» poids & du même titre ne pourront  
» être sujets à aucune variation ; con-  
» dition essentielle & absolument né-  
» cessaire pour procurer & conserver  
» la confiance de nos Sujets & celle des  
» étrangers ; nous suppliant en même  
» tems de vouloir nommer des person-  
» nes d'une probité & d'une intelligen-  
» ce connues , pour avoir inspection  
» sur la Banque , viser les billets , co-  
» ter & parapher les livres , afin que le  
» Public soit pleinement persuadé de  
» l'exactitude & de la fidélité qui y se-  
» ront observées. Et comme il nous  
» paroît que cet établissement , de la  
» maniere dont il est proposé , ne peut  
» causer aucun inconvénient ; qu'il y  
» a au contraire tout sujet d'espérer qu'il  
» aura un succès prompt & favorable ,  
» & qu'il produira des effets avanta-

» ceux, à l'exemple de ce qui se passe  
» dans les Etats voisins : nous avons  
» cru devoir accorder audit sieur Law ,  
» dont l'expérience, les lumieres & la  
» capacité nous sont connues, le pri-  
» vilège qu'il nous demande pour lui &  
» sa Compagnie ; & notre très-cher &  
» très-amé oncle le Duc d'Orleans Ré-  
» gent du Royaume, attentif à tout ce  
» qui peut apporter du soulagement à  
» nos Peuples, & procurer le bien de  
» notre Etat, a cru qu'il n'étoit point  
» indigne de son rang & de sa naissance  
» d'en être déclaré le Protecteur.

Le fonds de la Banque fut composé de douze cent Actions de mille écus de banque chacune, ou six millions courans : tout Commerce par mer ou par terre, de commissions & d'assurances lui fut interdit : mais il lui fut permis d'escompter les billets & lettres de change ; tous ses billets durent être payables à vûe & non à terme, avec défense d'emprunter à intérêt sous aucun prétexte.

Chacun étoit libre d'y déposer son argent. La banque se chargeoit de la Caisse des particuliers, tant en recette qu'en dépense ; s'obligeant de faire à leur choix les payemens comptant ou

336 *Recherches & Considérations*  
en viremens de parties , moyennant  
cinq fols de banque par mille écus.

Par les délibérations de la Banque ,  
le fonds capital fut payé les trois quarts  
en billets de l'Etat & un quart en ar-  
gent. Les Directeurs des Monnoies dans  
les Provinces furent chargés de la cor-  
respondance ; acquittant ceux des bil-  
lets dont l'endossement le portoit , &  
fournissant aux Demandeurs des billets  
qui se payoient dans les principales pla-  
ces de l'Europe , comme une lettre de  
change au cours où se trouvoit le chan-  
ge lors du payement. Ils en donnoient  
aussi d'une Monnoie sur une autre jus-  
qu'à la concurrence des sommes pres-  
crites.

On ne délivroit point de billets qu'à  
profit , & on le diminueoit en faveur du  
Commerce , à mesure que le crédit de  
la Banque augmentoit : mais surtout on  
avoit une grande attention de propor-  
tionner la quantité des engagemens aux  
fonds de la Caisse.

L'influence d'un établissement si sage  
& si nécessaire se fit sentir presque dès  
les premiers jours. La situation de l'Etat  
étoit violente , chacun cherchoit à s'en  
tirer , & saisit cette nouvelle issue. Lors-  
que les étrangers purent compter sur la  
nature

nature du paiement qu'ils avoient à faire , ils consommerent nos denrées valeur en banque ; le change remonta à notre avantage , & s'y soutint par les habiles opérations du Directeur. Les Négocians , trouvant à cinq pour cent l'avance de leurs lettres de change en effets qui équivaloient à l'argent , recommencerent leurs spéculations ; les manufactures travaillèrent , les consommations reprirent leur cours ; ceux qui apportoitent de l'argent dans le Commerce furent obligés de suivre le taux de l'intérêt dont la Banque se contenoit , l'usure cessa , il se trouva plus de profit à apporter des denrées dans le Commerce.

Tandis que le Conseil s'occupoit si efficacement du rétablissement de la confiance , il continuoit de travailler à l'apurement de tous les comptes des Comptables , à la suppression d'une infinité de Charges onéreuses & dont les fonctions étoient inutiles. Les dettes des Communautés d'arts & métiers attirèrent son attention : & cet objet d'une discussion très-étendue est de la plus grande importance , soit pour le Commerce , soit pour la tranquillité des particuliers. Les sommes qui se levent pour

payer les intérêts des emprunts sont un impôt réel sur les marchandises & sur le Public ; leur maniement est une source d'abus , de pillages , de nouvelles discussions. Presque tous les emprunts sont le fruit des procédures à l'occasion des droits ou prérogatives chimériques, dont chacun de ces Corps se croit ridiculement revêtu. Des procès si nombreux détournent les Artistes de leur travail , entretiennent l'esprit de discorde entre les familles & les divers arts : comme si ce n'étoit point assez déjà d'avoir retranché par le monopole toute émulation entre les hommes , toute idée de perfection dans les ouvrages , & l'espérance même de vendre à bon marché aux étrangers. Si ces funestes droits paroissent devoir être maintenus , au moins la gêne devroit-elle être employée pour corriger les effets de la gêne. Une Communauté d'habitans n'a point le droit de plaider sans l'attache de l'Intendant ; elle ne peut emprunter sans sa permission , sans fixer un terme pour le remboursement , sans présenter les moyens d'y pourvoir. Pourquoi une Communauté d'Artistes a-t-elle plus de liberté ?

Tandis que ces divers travaux sem-

bloient occuper le Conseil , le jour approchoit qui devoit rétablir l'ordre dans les recettes , & porter dans les Finances une lumiere nouvelle. Des Ordonnances très-anciennes & toujours mal exécutées avoient à diverses fois imposé aux Receveurs des deniers publics l'obligation de tenir des Livres Journaux très-circonstanciés. M. de Sully particulièrement , & M. Colbert avoient regardé cet article comme le fondement de l'ordre , & le premier principe dans la partie de la distribution des Finances. On avoit même proposé au premier , ainsi que nous l'avons remarqué dans le tems , de perfectionner cet ordre par l'union des parties doubles à la Finance : mais ce projet ne put alors arriver à son exécution.

Il n'est point inutile , avant de rendre compte de ce qui se passa en cette occasion , d'insister sur la différence qu'il y a entre l'administration en parties doubles & les autres livres ordinaires des Finances.

Dans l'ancienne méthode l'on tient deux registres , l'un pour la Recette , l'autre pour la Dépense : les vérifications sont renvoyées à l'appurement des comptes : jusques-là ces Registres.

ne font point clos. La multiplicité & la variété des parties , soit de recette , soit de dépense , produisent nécessairement un embarras considérable , lorsqu'on veut en connoître la nature en détail. L'erreur & la surprise marchent fourdement sur les pas de la confusion.

L'ordre des parties doubles distingue une recette d'une autre recette , une dépense d'une autre dépense , l'argent des autres effets , la nature & le sort de ces divers effets. Chaque article dans les parties doubles opere tout-à-la-fois recette & dépense ; c'est d'où elles prennent leur nom : ainsi il porte avec soi sa vérification , sa balance. Quelque étendue que l'on suppose à un compte général , on peut en un instant , d'un clin d'œil , former le compte particulier du plus léger article , en suivant son issue : compte qui sera lumineux sans couter d'efforts & de recherches pénibles. Dès-lors il seroit possible chaque jour de compter d'une caisse où tout l'argent du Royaume entreroit. Les Italiens ont imaginé ce bel ordre ; ils s'en servent même généralement dans le détail des biens de campagne qu'ils font valoir : & si l'on y prenoit garde , par-tout où il se fait de grandes con-



sommes , quelque immense qu'en fût le détail , il seroit facile de se procurer une connoissance intime & journaliere de chaque emploi.

Pendant long-tems les Négocians furent les seuls à adopter cet usage , parce qu'il leur importe de connoître à chaque heure du jour leur situation véritable : ils seroient bien-tôt ruinés si leurs Caissiers ou comptables se trouvoient chargés de debets inconnus ou faire valoir à leur insçû quelque somme jusqu'au moment de la reddition des comptes. « Cette même exactitude , disoit » en 1607 Simon Stevin de Bruges à » M. de Sully , n'est pas moins intéressante pour un Prince & pour le » soulagement de ses Sujets ».

Ce furent les motifs qui firent admettre en 1716 le projet d'administration dans les Recettes générales. Pour y parvenir il falloit commencer par établir un ordre très-exact dans les Journaux soit des Receveurs particuliers , soit des Receveurs généraux ; afin que les uns fussent le contrôle des autres. Un secret profond & une précision singuliere , soit dans les ordres , soit dans les mesures prises pour l'exécution , pouvoient seuls en assurer le fruit qu'on

le promettoit : tout fut combiné de manière que dans le même jour les procès-verbaux de la situation des Caisses , le paraphe des Registres , & l'inventaire de toutes les pieces furent faits chez tous les Receveurs généraux & particuliers des impositions. Ceux des Généralités des pays d'Etats furent seuls exceptés dans cet établissement.

Ce fut dès le 4 Juin que M. le Duc de Noailles écrivit aux Intendants de faire parapher & viser par leurs Subdélégués tous les Registres des Receveurs des Tailles & des Commis à la Recette générale dans l'état où ils se trouveroient, tant Registres Journaux que livres de dépouillement pour toute espece d'imposition , soit de l'année courante, soit des années antérieures.

Les quittances comptables ou finales, les récépissés à compte, les rescriptions ou traités qui se trouverent, furent visés ; & il en fut dressé des états certifiés année par année.

On en usa de même pour les quittances ou récépissés à compte des parties prenantes.

Par ce moyen le Conseil fut en état de faire compter tous les Receveurs de ce qui avoit précédé, sans qu'il fût pos-

fible , soit de déguiser les faits , soit de détourner les fonds.

En même tems parut l'Edit du mois de Juin 1716 , qui en prescrivant la tenue & la forme des Registres Journaux, posa les fondemens de la nouvelle administration. Il est plus convenable de transcrire les principaux articles d'une Loi si intéressante que de l'extraire.

« L'inexécution des anciennes Or-  
» donnances & des Reglemens faits  
» par les Rois nos Prédécesseurs tou-  
» chant l'ordre qui doit être gardé dans  
» la perception, le maniement & la dis-  
» tribution des Finances de l'Etat, ayant  
» été la source d'une infinité de fraudes  
» & d'abus , nous ne devons pas diffé-  
» rer à faire revivre ces Loix, dont l'ob-  
» servation n'a rien de gênant pour ceux  
» qui aiment à exercer leurs emplois  
» avec honneur, & ne contraindra que  
» les dépositaires infideles qui croient  
» avoir intérêt de vivre dans la confu-  
» sion. Quelque desir que nous ayons  
» de faire renaître la confiance publi-  
» que & de soulager nos Peuples , nous  
» aurions peine à y parvenir si nous ne  
» prenions pas les précautions conve-  
» nables pour empêcher à l'avenir la  
» dissipation , le divertissement & la ré-

» tention des deniers qui doivent être  
» portés dans nos coffres ou distribués  
» suivant leur destination : & ce n'est  
» qu'en rétablissant le bon ordre dans  
» les Recettes , & en assurant le produit  
» des recouvrements , que nous pouvons  
» fixer le montant des impositions pour  
» les proportionner aux dépenses de  
» l'Etat & au paiement des dettes légi-  
» times. Depuis que les Officiers comp-  
» tables ont discontinué de tenir les Re-  
» gistres Journaux , suivant l'injonction  
» qui en avoit été faite à la plûpart  
» d'entre eux par les Edits des mois de  
» Mars 1600 article 36 , Avril 1634  
» article 54 , Juillet 1643 article 16 ,  
» par les articles 13 & 14 de l'Edit  
» donné en forme de Reglement pour  
» nos Chambres des Comptes au mois  
» d'Août 1669 , & par plusieurs Arrêts  
» de notre Conseil & de nos Cours des  
» Aides , il n'a pas été possible de dé-  
» mêler sur le champ l'état & la nature  
» de leurs Recettes , & il leur a été fa-  
» cile de persuader qu'ils étoient dans  
» de grandes avances , pendant qu'ils  
» étoient débiteurs de sommes considé-  
» rables ; d'où quelques-uns ont pris  
» occasion de payer en papier ce qu'ils  
» avoient touché en argent , de décréd-

» d'acheter leurs propres billets pour les racheter à vil prix , de faire languir un grand nombre d'Officiers employés dans les états , & d'exercer des usures énormes en exigeant l'intérêt des sommes mêmes dont ils devoient le capital. Pour faire cesser toutes ces especes de malversations qui ont été si onéreuses à l'Etat & aux particuliers , nous estimons que rien n'est plus utile que de commencer par rétablir l'usage des Registres Journaux , & en y ajoutant les nouvelles précautions que nous inspire la connoissance des defordres passés , d'en faire une Loi générale pour tous les Comptables , Trésoriers , Receveurs , Caissiers , Commis comptables de nos Finances & de nos Fermes , & dépositaires des deniers publics ; en sorte que nous soyons toujours à portée de connoître l'état de leurs Caisses , d'en suivre l'emploi conformément à sa destination , & de faire punir sur le champ & suivant la rigueur des Ordonnances les prévaricateurs , dont l'exemple contiendra dans le devoir ceux qui auroient de la disposition à s'écarter des regles qui leur seront prescrites : au moyen de quoi nous

» ne ferons plus dans la triste nécessité  
» d'avoir recours à des recherches gé-  
» nérales, & nous remettrons en hon-  
» neur la profession de ceux qui sont  
» chargés de la recette de nos droits &  
» du maniement de nos deniers, parce  
» que leur conduite pourra toujours  
» être approfondie dans le moment mê-  
» me qu'ils seront soupçonnés, & qu'ils  
» ne feront plus sujets au reproche d'a-  
» voir fait des gains illégitimes dans  
» leurs emplois. A CES CAUSES, &c.

*Article I.*

» Qu'à l'avenir & à commencer trois  
» jours après la publication du présent  
» Edit, tous nos Officiers comptables,  
» de quelque qualité qu'ils puissent être,  
» les Gardes de notre Trésor Royal, le  
» Trésorier général de nos parties ca-  
» suelles, les Receveurs généraux de  
» nos Finances, Domaines & Bois, les  
» Trésoriers des pays d'Etats, les Re-  
» ceveurs des Oâtrois & deniers pu-  
» blics, les Trésoriers de l'extraordi-  
» naire des guerres, & tous les autres  
» Trésoriers, même ceux qui ont le  
» maniment des deniers destinés pour  
» toutes les différentes dépenses de no-  
» tre Maison, ensemble tous leurs Caif-  
» siers & Commis comptables, comme

» aussi tous Caissiers & Commis comp-  
» tables de nos Fermiers & Sous-Fer-  
» miers, soit en titre ou par commis-  
» sion, les Entrepreneurs des vivres de  
» terre & de mer, fourrages, étapes,  
» hôpitaux & fortifications, leurs Caif-  
» siers & Commis comptables en de-  
» niers ou effets, & tous ceux sans au-  
» cune exception qui sont chargés de  
» la recette, recouvrement & manie-  
» ment de nos deniers de toute espece,  
» soient tenus d'avoir un Registre  
» Journal dans lequel ils écriront jour  
» par jour de suite & sans aucun blanc  
» ni transposition toutes les parties tant  
» de recette que de dépense qu'ils fe-  
» ront dans l'exercice de leurs Charges,  
» Emplois & Commissions.

I I.

» Les Registres Journaux seront re-  
» liés, cotés & ensuite signés sur le  
» premier & dernier feuillet, & tous  
» les feuillets cotés par premier & der-  
» nier paraphés.

V.

» Chacun desdits Comptables, Caif-  
» siers, Commis ou Receveurs des Fer-  
» miers, Sous-Fermiers ou Compta-  
» bles, sera tenu d'énoncer dans cha-  
» que article qu'il écrira dans ledit Re-

» gistre Journal le jour du mois & l'an-  
» née , le nom du particulier de qui il  
» recevra , ou à qui il payera , le mon-  
» tant de la somme en toutes lettres &  
» sans chiffres dans le texte , & la cause  
» du paiement qu'il fera ou qui lui fera  
» fait , si le paiement fait ou reçu est  
» en argent comptant , lettres , billets  
» ou autres effets.

## V I.

» Et à l'égard des Receveurs géné-  
» raux & particuliers des Tailles , Tré-  
» soriers & Receveurs des Provinces  
» & pays d'Etats , & généralement  
» tous autres chargés du recouvrement  
» des impositions de toute nature , leurs  
» Caissiers & Commis ayant manie-  
» ment : comme aussi les Caissiers &  
» Commis comptables des Fermiers ,  
» Sous-Fermiers de nos droits de quel-  
» que espece que ce soit , & autres Re-  
» ceveurs en titre ou par commission :  
» nous avons ordonné & ordonnons  
» qu'ils soient de plus tenus de distin-  
» guer les différentes sommes qu'ils re-  
» cevront sur chacune nature d'impo-  
» sitions ou de droits , tant de l'année  
» courante que des restes des années  
» précédentes , & d'ajouter à la fin de  
» chacun desdits articles un bordereau



» des différentes espèces , soit d'or ou  
» d'argent , réformées ou non réfor-  
» mées , qu'ils auront reçues ou payées ;  
» & en cas que le tout ou partie de cette  
» valeur ait été fournie en effets , la  
» qualité desdits effets & le terme au-  
» quel ils seront payables , seront aussi  
» expliqués ».

L'Edit que l'on vient de lire fut accompagné d'une Déclaration du Roi du dix du même mois , portant règlement pour les Receveurs généraux des Finances , & pour les Receveurs des Tailles. Les motifs sont si propres à rappeler la nécessité des conjonctures , & la disposition est si sage , qu'il est utile de la transcrire ici.

« Lun de nos premiers soins après  
» notre avènement à la Couronne a été  
» de nous faire rendre compte de l'état  
» de nos revenus & des différens enga-  
» gemens que les Receveurs généraux  
» de nos Finances avoient contractés  
» pour le service de l'Etat , au moyen  
» des assignations qui avoient été tirées  
» sur eux par anticipation , afin d'assu-  
» rer sur le produit de leurs recettes  
» une somme fixe payable de mois en  
» mois pour la subsistance de nos trou-  
» pes , & de leur destiner ensuite des

» fonds certains pour acquitter les  
» charges assignées sur les états de nos  
» Finances, & les rescriptions & billets  
» qu'ils avoient signés ou endossés.  
» Quoiqu'ils se fussent soumis à l'exé-  
» cution d'un résultat qui contenoit cet  
» arrangement équitable, & que nous  
» eussions donné le 12 Octobre dernier  
» une Déclaration qui règle les termes  
» du paiement de leurs billets ; cepen-  
» dant quelques-uns d'entre eux ont eu  
» si peu d'exactitude à remplir leurs en-  
» gagemens , que non-seulement les  
» charges assignées sur nos états, &  
» une partie considérable de leurs bil-  
» lets n'ont point été acquittés, mais  
» que nous avons même été obligés de  
» pourvoir d'ailleurs à la solde & à la  
» subsistance de nos troupes. Et comme  
» rien n'est plus important que d'assurer  
» le paiement de ces dépenses privilé-  
» giées , & de rétablir le bon ordre  
» dans cette partie de nos Finances,  
» nous croyons ne le pouvoir faire d'une  
» maniere plus solide, qu'en ordonnant  
» que lesdits Receveurs généraux au-  
» ront à l'avenir une Caisse commune  
» & générale d'administration, qui sera  
» tenue dans le Bureau même où ils font  
» leurs assemblées, & dans laquelle ils

» feront tenus de remettre directement  
» le total du produit, tant des imposi-  
» tions courantes des vingt Généralités  
» de nos pays d'Elections, que de ce  
» qui en est dû de reste des années pré-  
» cédentes; nous avons jugé en même  
» tems devoir choisir & commettre une  
» partie desdits Receveurs généraux  
» de nos Finances, pour avoir la régie  
» & l'administration de cette Caisse,  
» veiller au recouvrement des imposi-  
» tions, empêcher qu'il en soit fait au-  
» cun divertissement, soit par les Rece-  
» veurs des Tailles, les Commis aux  
» recettes générales & particulieres,  
» ou par les autres personnes qui y sont  
» employées, & pour faire distribuer  
» exactement les sommes qui seront  
» portées à la Caisse, conformément  
» aux ordres qu'ils recevront de notre  
» Conseil de Finances, & aux états par-  
» ticuliers qui y seront arrêtés; au  
» moyen de quoi & par le concours de  
» leurs soins & de leur travail, les re-  
» couvremens seront suivis dans le mê-  
» me esprit & sur les mêmes principes,  
» & tout ce qui en proviendra sera em-  
» ployé suivant sa destination. Nous  
» prendrons en même tems & sans rien  
» déranger, une connoissance exacte

» de la situation actuelle de tous les Re-  
 » ceveurs généraux & particuliers ,  
 » tant par rapport à leur recette & dé-  
 » pense effective , qu'aux avances qu'ils  
 » peuvent avoir faites pour le service  
 » de l'Etat , soit de leurs deniers , ou de  
 » ceux du Public , en les faisant comp-  
 » ter de tous leurs manimens depuis le  
 » dernier compte par eux rendu , afin  
 » d'éviter toute espèce de confusion ,  
 » & de faire rendre la justice qui est  
 » dûe aux particuliers porteurs de leurs  
 » billets. A CES CAUSES , &c.

*Article I.*

» Que les Receveurs généraux de  
 » nos Finances des vingt Généralités  
 » des pays d'Electiions ayent à l'avenir  
 » une Caisse commune & générale d'ad-  
 » ministration qui sera tenue dans leur  
 » Bureau en notre bonne Ville de Paris,  
 » à laquelle Caisse seront directement  
 » portés à leur diligence tous les deniers  
 » qui proviendront , tant des imposi-  
 » tions courantes de toute nature des  
 » dites Généralités , que des restes qui  
 » en sont dûs des années précédentes ;  
 » lesquels deniers nous avons entant  
 » que besoin affectés & affectons au  
 » payement de la partie revenante à  
 » notre

» notre Trésor Royal , de celle des  
» charges & dépenses assignées sur les  
» états de nos Finances , & au paye-  
» ment des billets faits & endossés par  
» lefdits Receveurs généraux de nos Fi-  
» nances , conformément à notre Décla-  
» ration du 12 Octobre dernier. Voulons  
» qu'en cas qu'il se trouve quelqu'un  
» desd. Receveurs généraux qui ait fait  
» des billets pour une plus grande somme  
» qu'il ne justifiera lui être par nous  
» dûe , il soit contraint , même par  
» corps , d'en remettre la valeur à la-  
» dite Caisse générale , afin que tous  
» lefdits billets y puissent être réguliè-  
» rement acquittés.

I I.

» Sera ladite Caisse générale régie &  
» administrée par ceux des Receveurs  
» Généraux de nos Finances que nous  
» choisirons & commettrons à cet effet,  
» lesquels demeureront solidairement  
» responsables des deniers qui y seront  
» remis , & recevront les ordres de no-  
» tre Conseil de Finances pour la distri-  
» bution & le paiement desdits fonds  
» suivant leur destination , le tout con-  
» formément aux états particuliers de  
» distribution qui en seront arrêtés par

» les Commissaires de notre Conseil ».

Comme le principal objet de ce nouvel arrangement étoit de rétablir le bon ordre dans les Finances, & qu'on ne pouvoit y parvenir sans connoître la situation actuelle des Receveurs Généraux, tant par rapport à la recette & à la dépense qu'à leurs engagements; il leur étoit enjoint de compter incessamment par-devant les Commissaires du Conseil par bref état & représentation de pieces justificatives depuis le dernier compte rendu par chacun d'eux à la Chambre.

En procédant à l'arrêté de ces comptes il devoit être pourvû à la liquidation des sommes qui leur feroient légitimement dûes, sans qu'ils pussent cependant se dispenser de porter les fonds actuellement libres entre leurs mains à la Caisse commune sous prétexte de compensation.

Le Reglement sur les livres journaux & la maniere de les tenir étoit renouvelé.

## V I I.

« Et afin d'empêcher l'abus qui se  
» peut commettre par le moyen des ré-  
» cépissés des sommes payées à comp-

» te, tant par les Collecteurs aux Re-  
» ceveurs particuliers, que par les Re-  
» ceveurs particuliers aux Receveurs  
» généraux, lesquels récépissés se con-  
» vertissent ensuite en quittances fina-  
» les ou comptables ; nous ordonnons  
» que pour conserver l'ordre invariable  
» du Registre Journal, chacun desdits  
» Receveurs généraux & particuliers,  
» leurs Caissiers & Commis, sera tenu  
» non-seulement d'y enregistrer lesdits  
» récépissés jour par jour, mais encore  
» de faire un article au long de la som-  
» me portée par la quittance finale ou  
» comptable qu'il délivrera, & par une  
» explication dans la suite, d'y faire  
» mention des récépissés particuliers  
» qui auront été reçûs ou donnés pour  
» valeur de ladite quittance, date par  
» date & somme par somme, même de  
» rappeler le *folio* du Registre Journal  
» où lesdits récépissés auront été pré-  
» cédemment enregistrés ; en sorte que  
» dans tous les cas l'on puisse trouver  
» sur ce Registre Journal les faits rap-  
» portés & écrits simplement & sincè-  
» rement tels qu'ils sont.

V I I I.

» Enjoignons aux Receveurs géné-

» raux de nos Finances & Commis aux  
» recettes générales , aux Receveurs  
» des Tailles , leurs Caissiers & Com-  
» mis , d'envoyer exactement tous les  
» quinzieme & dernier jour de chaque  
» mois à notre Conseil de Finances une  
» copie au long , fidelle & bien écrite  
» de leur Registre Journal contenant  
» toute leur recette & dépense faite  
» pendant les quinze jours précédens ,  
» laquelle copie après avoir été colla-  
» tionnée sur lesdits Registres sera par  
» eux certifiée & affirmée véritable ;  
» ordonnons pareillement aux Rece-  
» veurs des Tailles de faire parapher  
» tous les quinzieme & dernier de cha-  
» que mois le dernier article de leur li-  
» vre journal par le Président ou par le  
» plus ancien des Officiers des Elec-  
» tions.

## I X.

» Et pour assurer de plus en plus l'e-  
» xécution des précédens articles , il  
» sera par nous commis & incessam-  
» ment envoyé dans chacune des vingt  
» Généralités de nos pays d'Electi-  
» on un Inspecteur , lequel sera tenu de vé-  
» rifier toute la recette & dépense qui  
» sera faite tant par les Commis à la re-  
» cette générale , que par les Receveurs



» des Tailles , de tenir un Registre Jour-  
» nal semblable à celui dudit Commis  
» à la recette générale , & d'en envoyer  
» tous les quinze jours à notre Conseil  
» de Finances une copie d'eux colla-  
» tionnée & certifiée véritable ».

Les Inspecteurs devoient prêter serment devant les Trésoriers de France de la Généralité où ils seroient employés , recevoir les ordres des Intendants , rendre compte au Conseil de toutes les omissions ou des faux emplois qu'ils découvroient , enfin des contraventions au Règlement. Ils étoient aussi astreints à faire un dépouillement exact des frais que chaque Receveur des Tailles auroit faits dans le cours de l'année précédente , afin de l'envoyer au Conseil.

## X I I.

« Comme notre intention est d'épar-  
» gner autant qu'il se pourra les frais  
» aux redevables , sans cependant retar-  
» der les recouvremens , parce que rien  
» n'est plus préjudiciable à nos Sujets  
» que de leur laisser accumuler des im-  
» positions ; voulons que ceux des Re-  
» ceveurs qui feront le moins de frais  
» & qui accéléreront davantage les re-  
» couvremens , reçoivent tous les ans

» des gratifications proportionnées à  
 » leur bonne conduite , vigilance , &  
 » au succès de leurs soins ; & en suivant  
 » le même esprit de justice à l'égard de  
 » ceux qui par inapplication ou mau-  
 » vaïse volonté , ou par chagrin de ce  
 » que le bon ordre que nous voulons  
 » remettre dans nos Finances leur ôte  
 » les moyens de faire un mauvais usage  
 » de nos deniers , viendroient à négli-  
 » ger les recouvremens , nous ordon-  
 » nons qu'il sera commis sur le champ  
 » à leur exercice , & même procédé  
 » juridiquement à leur déposséssion ,  
 » pour être ensuite par nous pourvû à  
 » leurs Offices , de sujets capables que  
 » nous aurons agréés pour les acquérir  
 » sur le pied qui sera par nous réglé.

## X I I I.

» Défendons aux Receveurs des  
 » Tailles de tirer des mandemens sur  
 » les Collecteurs & de se payer des im-  
 » positions en denrées , à peine de con-  
 » cussion. Défendons aussi sous la mê-  
 » me peine aux Collecteurs de compen-  
 » ser les sommes dont ils sont redeva-  
 » bles aux particuliers , avec les som-  
 » mes que les particuliers doivent pour  
 » les impositions ».

Enfin il étoit enjoint aux Receveurs

des Tailles de compter incessamment devant leur Inspecteur par bref état depuis le dernier compte rendu par eux à la Chambre. Il leur fut défendu de retenir par leurs mains aucun fonds du produit effectif & journalier des recouvrements sous aucun prétexte. Ils ne purent même retenir leurs émolumens que de mois en mois sur les états de distribution arrêtés au Conseil.

Les fonds de la partie du Trésor Royal durent y être portés directement de la Caisse commune, pour être ensuite expédié des décharges aux Receveurs généraux.

Les dix Receveurs généraux Administrateurs firent leur soumission au Greffe du Conseil, par laquelle ils s'obligèrent solidairement à l'exécution du résultat; mais le Ministre porta sa prévoyance encore plus loin; & pour assurer le paiement des dépenses de la guerre assignées sur les Recettes générales, il exigea que les Administrateurs fissent une avance d'un million par mois à commencer du mois de Juillet 1716 : c'étoit une sûreté en attendant le succès de l'administration, qui fut si grand dès l'établissement même,

360 *Recherches & Considérations*  
que les Administrateurs furent bientôt libérés de cet engagement.

Leur travail fut distribué en quatre départemens ; il y eut deux Receveurs Généraux pour la Caisse générale, deux pour les Livres & Registres, quatre pour la correspondance, & deux pour les états des restes.

Le sieur Geoffroy fut commis par Arrêt du Conseil pour Caissier de la Caisse commune : tous les deniers des recouvremens, tant de l'année courante que des années antérieures, furent portés régulièrement à cette Caisse au moyen du Contrôle exact qui fut établi sur les copies de Journaux envoyées tous les quinze jours, & il n'en sortit jamais aucun fonds qu'en vertu des états de distribution signés de M. le Duc d'Orléans.

Le Caissier rendit compte chaque jour du montant de sa recette & de sa dépense, par un état certifié de lui, où l'argent & le papier étoient distingués l'un de l'autre, de sorte que le Ministre voyoit chaque jour ce qui avoit été reçu & dépensé tant en espèces qu'en effets, & ce qui restoit en Caisse.

Comme il ne suffit pas d'ordonner  
avec

avec précision, & que l'on doit encore établir un ordre pour en vérifier l'exécution absolue, les Commissaires du Conseil chargés du département de la Caisse commune pointoient & vérifioient tous les quinze jours les états de distribution sur le Registre même de la Caisse & sur les pieces présentées article par article, & en faisoient l'arrêté au bas; de sorte qu'il ne restoit pas le moindre lieu de douter que les ordres du Gouvernement n'eussent été remplis avec la plus grande exactitude.

Enfin la Caisse commune n'étant qu'une caisse d'ordre & de dépôt de tous les fonds des recouvrements, elle ne produisit jamais aucun compte à rendre, si ce n'est du Caissier au Receveur Général, parce que les fonds étant portés réellement ou fictivement au Trésor Royal, le Caissier de la Caisse commune en retiroit les décharges, qu'il remettoit ensuite pour valeur de ses récépissés à chacun des Receveurs Généraux : ce qui opéroit toujours entre eux un appurement absolu & un compte final & soldé.

Les Inspecteurs, qui devoient être établis en exécution de la Déclaration du

10 Juin 1716 , furent nommés par le Conseil ; on remit à chaque Inspecteur une instruction pour lui servir de regle dans toutes les opérations. On leur délivra des modeles des états qu'ils devoient dresser & envoyer pour constater ce qu'il y avoit de restes à recouvrer dans chaque Election & de charges à payer.

Les Commis chargés du recouvrement particulier du dixieme , & de la Capitation des Villes & de la Noblesse , furent assujettis à la même Loi.

Tous les comptes furent rendus successivement aux Inspecteurs , qui en envoyèrent au Conseil des doubles en bonne forme ; & les différentes opérations que l'on fit sur ces pieces , firent rentrer à la Caisse commune les sommes dont les Comptables étoient débiteurs , & liquider par les Commissaires du Conseil celles dont ils étoient en avance.

Les états des restes à recouvrer servirent à prendre des moyens proportionnés aux connoissances locales pour en accélérer le recouvrement ; & quant aux états des charges qui restoient à payer pour les années où les états du Roi avoient été dressés & envoyés dans

les Provinces, le Conseil, qui connut par ce moyen l'objet des arrérages, indiqua des tems fixes pour les payer, sans préjudicier aux dépenses les plus intéressantes pour la conservation du Royaume.

Pour le dire en passant, une partie du desordre venoit de ce que les états du Roi n'avoient point été expédiés depuis cinq à six ans. Comme on n'avoit pas le moyen d'acquitter les charges employées dans ces états, & que les fonds destinés à les acquitter étoient divertis à d'autres usages plus pressans, on vouloit donner une excuse aux Fermiers & Receveurs pour se dispenser de satisfaire les parties prenantes. Cependant chacun, suivant le degré de son crédit, s'étoit fait payer des à-comptes sur des ordres particuliers. Cela forma depuis une infinité de doubles emplois, & jetta un embarras considérable dans la connoissance de la nature & du montant des arrérages dûs à la mort du feu Roi. On en vint à bout cependant par un travail long & pénible; au lieu que si la loi dictée par les nécessités de l'Etat eût été également observée pour tous, on n'eût éprouvé ni injustice ni desordre. Les sommes accordées

aux uns pour le payement entier ou de majeure partie de leurs arrérages, étant reparties entre tous, chacun se seroit trouvé foulagé; l'ordre se rétablissant, les payemens eussent moins languir.

Par les états des frais de poursuites faites aux contribuables, le Gouvernement vit en quels lieux il y avoit négligence ou vexation, & donna les ordres nécessaires pour contenir la violence des Receveurs ou pour réveiller leur activité.

Les Receveurs généraux comptèrent de toute leur recette & dépense antérieure au premier Juillet; & leurs avances réelles ainsi connues furent liquidées.

Cette methode conduisit à établir des comptes d'ordre sur les livres du Bureau d'administration, par le rapport que l'on y fit de chaque nature de recette & de dépense contenue dans les comptes de tems, afin qu'en y ajoutant les autres articles de pareille nature, qui seroient employés ensuite dans les copies de Journaux, on eût le compte entier, non-seulement de chaque Receveur général & particulier, mais encore de chaque espece de recette & de dépense pour chaque exercice. C'est



ce qui fut exécuté par les opérations qui procéderent des copies de Journaux , que les Comptables envoyèrent d'abord tous les quinze jours & ensuite tous les mois.

Comme les Receveurs des tailles & les Commis aux recettes générales n'étoient pas encore bien versés dans la maniere de tenir exactement leurs Registres Journaux , ils furent obligés de rendre tous les six mois des comptes de tems aux Inspecteurs dans la forme prescrite.

L'attention ne se bornoit pas à la concordance des Journaux avec les livres , elle embrassoit toutes les parties , & surtout la suite des fonds ; aussi les Inspecteurs vérifierent-ils si le produit de la recette de chaque Receveur des tailles avoit été remis régulièrement à la recette générale , & l'on examina si le Commis à cette recette en avoit fait la remise au Réceveur général , & celui-ci à la Caisse commune.

On leur faisoit vérifier aussi dans les Paroisses , si les Receveurs des tailles avoient employé sur leurs Journaux toutes les sommes qui leur avoient été payées par les Collecteurs , ce qu'il étoit facile d'exécuter par la compa-

raison du montant des quittances données aux Collecteurs avec les articles de recette couchés sur le Journal du Receveur.

La conduite des Collecteurs n'étoit pas moins éclairée. On établit des Contrôleurs particuliers dans quelques Elections qui étoient le moins en règle , & leur principale fonction fut de comparer les sommes déchargées sur les rôles des impositions avec les quittances des Receveurs , pour connoître si les Collecteurs avoient remis tous les deniers de leur collecte. Les Contrôleurs indiquoient aussi aux Receveurs en quelles Paroisses ou Communautés les Huissiers des tailles feroient envoyés ; & l'on n'obmit aucune des précautions nécessaires pour empêcher que les Receveurs généraux & particuliers ne traversassent les recouvrements.

Il restoit au premier Juillet 1716 la somme de six millions cinq cent mille livres à payer du contingent des Receveurs généraux , sur quinze millions à quoi il avoit été fixé pour les six premiers mois de la même année. Cependant malgré la difficulté du tems , la recette effective des impositions des vingt Généralités pendant les six der-



*PARALLELE du Produit du Contingent sur le pied du résultat du mois d'Octobre 1715, avec le produit effectif des recouvrements par l'administration pendant les six derniers mois 1716.*

GÉNÉRALITÉS.	Répartition des rente millions.	Contingent d'un mois.	Contingent de six mois.	Produit de l'admini- stration pour six mois.	Excédent du produit qui auroit tourné à la libé- ration des Receveurs généraux & particu- liers à la déduction des Charges.
	liv.	liv.	liv.	liv. f. d.	liv. f. d.
Paris . . . . .	2702668	225223	1351334	2449961 12 5	1098627 12 5
Soissons . . . . .	928852	77406	464426	807553 13 10	343127 13 10
Châlons . . . . .	1174860	97905	587430	1406930 14 11	819500 14 11
Amiens . . . . .	1033064	86089	516532	913492 2	396960 2
Rouen . . . . .	2165866	180489	1082933	1877419 11 7	794486 11 7
Caën . . . . .	1739198	144933	869599	1255716 2 1	386117 2 1
Alençon . . . . .	1528290	127357	764145	1207602 4	443457 4
Orléans . . . . .	1897604	158135	948802	1514483 12 4	565681 12 4
Bourges . . . . .	579398	48283	289699	452488 11	162789 11
Montlins . . . . .	766766	63897	383383	638616 10 5	255233 10 5
Tours . . . . .	2668188	222349	1334094	2171272 8	837178 8
Poitiers . . . . .	1793850	149487	896925	1353957 16 7	457032 16 7
La Rochelle . . . . .	914940	76245	457470	980445 9 3	522975 9 3
Bordeaux . . . . .	2714250	226187	1357125	2212374 2 9	855249 2 9
Montauban . . . . .	2479880	206656	1239940	2433254 1 2	1193314 1 2
Limoges . . . . .	857700	71475	428850	639637 2	210787 2
Riom . . . . .	1799444	149953	899722	1175770 6	276048 6
Lyon . . . . .	1177304	98108	588652	1013892	425240
Grenoble . . . . .	1077878	89823	538939	1145302 4 4	606363 4 4
	30000000	2500000	15000000	25650169 18 8	10650169 13 8

niers mois de 1716 fut de vingt-cinq millions fix cent cinquante mille cent soixante-neuf livres treize sols huit deniers, comme on le voit par la récapitulation ci-jointe. (\*)

Si le crédit consiste dans l'assurance du paiement, voilà de ces opérations qui y conduisent sûrement un Etat, dans quelque délabrement que les affaires paroissent tombées.

Trop de gens étoient intéressés cependant à décrier l'ordre pour que cet établissement n'essuyât point des contradictions & des murmures. En pareil cas, c'est une chose surprenante, que la facilité avec laquelle chacun se prête aux plaintes d'autrui, & les répète sans en examiner le fond; le tems dissipe ensuite ces clameurs inconsidérées, & l'on vient à s'étonner de sang froid que la perfection même d'un projet ait contribué à le renverser. Parmi les objections frivoles qui furent faites alors contre les administrations, nous n'en remarquerons qu'une seule, non pas que sa solidité mérite cette distinction, mais

\* Il est juste d'avertir que la plus grande partie de ce détail important est tirée d'un Manuscrit sur les administrations, dont on ignore l'auteur, mais qui paroît fait de main de maître.

parce que l'esprit d'intérêt qui lui donna naissance , l'a protégée jusqu'ici. On dit que les administrations nuisoient au Commerce , en ce qu'elles faisoient sortir l'argent des Provinces beaucoup plutôt qu'il n'auroit fait. La réponse est bien simple , il y rentroit plus vite : dès lors cela revient absolument au même quant à la circulation ; mais ajoutons qu'il en sortoit moins : car le Roi ne paye point d'intérêts d'avance sans en imposer sur les Peuples l'équivalent : & puisque cette régie dispensoit de recourir à ces avances coûteuses , l'imposition étoit moindre ; le Peuple & le Commerce étoient soulagés. Il en résultoit encore un autre bien ; les Receveurs obligés de remettre tous les quinze jours ou tous les mois , n'exigeoient plus d'escompte sur les lettres de change des Négocians , trop heureux d'en trouver pour gagner la voiture. On repliquera sans doute que les lettres de change à deux usances ne pouvoient plus se négocier : mais cette espece d'inconvénient ne pouvoit durer que pendant le premier mois ; & assurément il n'est pas comparable au bien général qui en résultoit. Le Négociant s'arrangeoit là-dessus pour la suite ; & alors il avoit de

plus la facilité d'escompter ses lettres de change à la Banque.

Si les autres économies employées dans toutes les parties de dépenses ne ramenoient pas encore l'aïfance, elles promettoient du moins que les engagemens pris feroient soutenus avec fidélité, & qu'on feroit même bientôt en état de commencer à éteindre des capitaux. Il fut remis aux Payeurs des rentes trois millions cinq cent quatre-vingt cinq mille livres, pour acquitter les fix premiers mois d'intérêts des billets de l'Etat, qui devoient écheoir au premier de Juillet. Pour commencer à en retirer quelques-uns du Commerce, il fut depuis réglé que dans les ventes de meubles faites en exécution des Arrêts de la Chambre de Justice, les meubles au-dessus de trois cent livres pourroient être payés les trois quarts en billets de l'Etat.

La Police intérieure de l'Etat se perfectionnoit de jour en jour, soit par la prolongation de la permission de sortir des grains, en attendant que les circonstances permiffent d'adopter un plan fixe & invariable pour la sûreté de ce commerce, soit en reffuscitant les bons principes étouffés par de longs préjugés sur

toutes les parties économiques. Le commerce des laines , par exemple , se trouvoit anéanti par les gênes imposées en 1699 ; il étoit défendu à toutes personnes qui n'étoient marchands de laine & fabriquans d'étoffes , d'acheter des laines pour les revendre & en faire trafic , à peine de mille livres d'amende , & de punition corporelle. Pareille prohibition empêchoit l'achat des laines avant que les moutons eussent été ton-  
dus. De ces Ordonnances décernées par un bon motif , mais peu éclairé , il résul-  
toit que les laboureurs & les Fermiers ne trouvant plus la même concurrence d'acheteurs , ne vendoient plus leur laine au même prix. Le dés-  
avantage d'une partie si précieuse de l'agriculture en avoit dégoûté le culti-  
vateur ; mais tandis que celui-ci ven-  
doit sa laine à bas prix ; le Public la payoit plus cher , parce que la quantité de la denrée étoit diminuée , ainsi que le nombre des vendeurs. De la défense d'arrher les laines avant qu'elles fussent tondues , naissoit un abus destructif des manufactures & de la qualité des ou-  
vrages : car le cultivateur pressé d'ar-  
gent tondoit ses moutons avant que les chaleurs eussent donné à leur toison le



nerf & la longueur suffisante. Un fabricant intelligent, qui auroit arrhé & payé cette laine, à condition que la tonte en seroit différée jusqu'à la mi-Juin, terme prescrit par les Ordonnances de M. Colbert, auroit encouru des peines graves en faisant une action très-utile à l'Etat. Plusieurs le pratiquent, & leur argent gagne plus de dix pour cent dans l'espace de deux mois. La liberté des achats & des ventes fut rendue ; *parce que*, dit l'Arrêt, *si les Réglemens de 1699 étoient exécutés, ils mettroient une grande contrainte dans le Commerce des laines, dont il est important pour le bien public que les ventes & les achats soient libres.* Il défendit cependant d'enarrher les laines sur les moutons avant le mois de Mai. Peut-être eût-il été desirable que le terme de l'Ordonnance de M. Colbert eût été renouvelé.

Un grand nombre de François de toutes professions étoit passé en Italie pendant les tems malheureux ; & la plupart dans le dessein de revenir s'étoient rendus à Livourne sans avoir les moyens de payer leur passage ; le Gouvernement obligea les Capitaines de navires de les prendre à bord, & fit la dépense de leur embarquement.

Il fut pourvû à la durée des deuils ; dont l'excessive longueur faisoit tort au travail des manufactures de couleur.

Diverses suppressions de charges onéreuses au Commerce furent accordées au soulagement des Peuples ; on ne leur donne point place ici , pour éviter la sécheresse annexée à de pareils détails. On se contente d'observer en général qu'il se fit pendant tout ce tems des travaux considérables pour éteindre & liquider les charges & taxations qui subsistoient encore des créations depuis 1689. Entre ces Offices , les plus onéreux sans contredit étoient ceux de Trésoriers ; ils avoient été multipliés sans nécessité jusqu'au nombre de soixante-onze. Ils furent réduits à dix-neuf : par cet arrangement , Sa Majesté fut libérée de la somme de onze millions neuf cent soixante-huit mille deux cent quatre-vingt-huit livres de Finance , & d'une dépense annuelle de huit cent quarante mille huit cent douze livres. Les taxations créées en 1713 pour être levées au denier douze par les Officiers des bureaux des Finances, des Elections & autres , formoient une dépense annuelle de seize cent trente mil-

le huit cent trente-une livres ; elles furent supprimées , & l'on prit des arrangements avec les Receveurs des tailles chargés du recouvrement pour le remboursement de leurs avances. On n'employa pas moins d'activité pour l'appurement des comptes de tous les Comptables qui se trouvoient arriérés de plusieurs années , parce que le retard des recouvrements avoit empêché que les états ne fussent arrêtés.

Le billonnage continuoît toujours cependant ; le mal fut reconnu , & le seul remede efficace étoit d'abandonner le bénéfice de la réforme ; mais dans une détresse aussi grande , ce sacrifice parut difficile à remplacer : la Banque générale soutenoit les changes ; on crut devoir épuiser tous les expédiens avant de renoncer à un argent si précieux & si rare. Dès le premier d'Août 1716 , on nomma des Commissaires pour la recherche des faux réformateurs & des faux monnoyeurs. Elle fut inutile parce que la plus grande partie des reformes se faisoit dans l'étranger , ou entre des personnes également intéressées au secret. Le 29 Août l'entrée dans le Royaume de toutes especes sous l'empreinte fixée par l'Edit du 15 Décembre 1715

fut prohibée. C'est ce qu'on pouvoit faire de mieux dans le système embrasé ; mais cela n'apporta que de la gêne & non une interruption dans le billonnage : les espèces reformées rentroient de toutes parts par petites parties : le profit sur l'or , comme le plus considérable , tenoit davantage les faux réformateurs ; & la plus grande facilité du transport favorisoit leur industrie. Aussi se déterminat-on au mois de Novembre à une fabrique de louis d'or nouveaux du titre de vingt-deux carats , du poids de neuf deniers quatorze grains & deux cinquièmes de grain , à la taille de vingt au marc , au remède de poids de vingt-quatre grains par marc & de dix trente-deuxièmes de fin , & qui devoient avoir cours pour trente livres ; la bonté & la perfection de ces espèces n'empêchoit pas qu'il n'y eût un profit de vingt-cinq pour cent à les contrefaire , si on le vouloit.

On évita cependant dans cette réforme deux grands abus qui prirent naissance en 1709 , & qui depuis causerent un grand desordre dans les monnoies ; c'est-à-dire que cette fois-ci il n'y eut point d'augmentation sur le remède de loi , & que pendant ces deux années il

ne fut accordé aucun surachat.

Les remedes en fait de monnoie sont des diminutions permises aux fabriquans de la monnoie sur le titre & le poids annoncés de l'espece, en faveur de l'imperfection de l'art, qui ne pourra jamais atteindre une certaine précision tant qu'il sera grossier, abandonné à la routine, & qu'on ne travaillera point aux moyens de le rendre plus exact. Quoi qu'il en soit, ce qui étoit réputé une nécessité est devenu la matiere d'un bénéfice pour le Prince : & cela ne pouvoit être autrement, parce que cette diminution du titre & du poids annoncé ne devoit en aucune maniere rester entre les mains du fabricant, que son intérêt auroit continuellement engagé à étendre les remedes, ou du moins à les employer en entier. Si en effet on n'eût jamais fait de ces remises imprudentes sous divers prétextes frivoles, il est à présumer que jamais les remedes ne se fussent accrus en aussi peu de tems & à un tel excès : car ç'a toujours été un principe reçu, que ces remedes devoient être épargnés le plus qu'il étoit possible, & jamais ils n'ont eu pour objet direct le bénéfice du Prince, qui l'a regardé comme accidentel,

Anciennement ce remede étoit de quatre trente-deuxiemes sur l'or ; en 1655 il monta à huit trente-deuxiemes , sous prétexte qu'il avoit été excédé dans les fabrications précédentes , qu'il se trouvoit de fausses fabrications dans le Public trop difficiles à reconnoître. En 1709 sous les mêmes prétextes ce remede fut porté à dix trente-deuxiemes ; depuis il l'a été à douze trente-deuxiemes. Ce seroit une discussion trop longue que de faire voir que plusieurs de ces motifs n'étoient d'aucun poids , à les examiner sérieusement en eux-mêmes : mais il étoit vrai que la foiblesse qu'on avoit eue en diverses occasions de faire remise aux fabricateurs de ce qu'ils devoient au Roi à raison de l'emploi des remedes , les avoit engagés de plus en plus à les chatouiller. Ainsi cet accroissement de remedes étoit devenu nécessaire par le relâchement de la régie. Il n'en est pas moins évident qu'il en a résulté une empirance successive dans les monnoies depuis 1655 jusqu'en 1726 ; & que, sous le prétexte de l'incertitude des titres des anciennes especes , chaque refonte auroit produit en sureté de gros bénéfices aux dépens du Public à ceux des fabricateurs qui

ne

ne se feroient pas piqués d'exactitude ; car une fois le principe admis qu'il est des especes anciennes plus foibles en titre que les autres , chacun auroit pû prétendre que toutes celles apportées à son change étoient de ces foibles : & il eût été impossible de prouver le contraire. L'expédient dont on se sert aujourd'hui , en veillant à ce que les remedes ne soient jamais employés en entier , corrige en partie le vice des anciennes dispositions. La matiere des monnoies si simple en elle-même a été revêtue d'un appareil si ténébreux , qu'il est peu surprenant que des Ministres ayent pû condescendre à des arrangements qu'ils n'auroient pas approuvés s'ils les eussent entendus : & cette discussion servira à développer un vice de plus attaché aux refontes des monnoies.

Le second abus dont on se garantit fut celui des surachats. On appelle surachat la remise que des particuliers sçavent se procurer du bénéfice que fait le Roi sur sa monnoie , ou de partie de ce bénéfice , sur une quantité de marcs qu'ils se chargent de faire venir de l'étranger. Nul homme au fait des principes politiques de l'administration , ne

doute qu'il ne soit avantageux de payer au Commerce les matieres qu'il apporte suivant leur valeur entiere, c'est-à-dire de rendre poids pour poids & titre pour titre : car si le Prince retient un bénéfice sur sa monnoie, il délivre en monnoie une moindre quantité de grains pesant de métal pur pour une plus grande qui lui est apportée. Ainsi il est évident qu'une telle retenue est une imposition sur le Commerce avec les Etrangers : or le Commerce avec les Etrangers est la seule voie de faire entrer l'argent dans le Royaume : d'où il est aisé de conclure que toute remise générale des droits du Prince sur la fabrication de la monnoie, est un encouragement accordé à la culture & aux manufactures, puisque le Négociant est en état au moyen de cette remise ou de payer mieux la marchandise qu'il exporte, ou de procurer à l'Etat une exportation plus abondante en faisant meilleur marché aux Etrangers, unique moyen de se procurer la préférence des ventes & dès lors du travail. Cette police occasionne encore des entrepôts de matieres pour le compte des autres Nations : or tout entrepôt est utile à celui qui entrepose. On se contente d'exposer les principes évidens,



qui fuffifent pour détruire les fophifmes que peuvent fuggérer fur cette matiere de petites vûes intéreffées. Dans ces matieres il n'eft qu'un intérêt à confidérer , c'eft celui des hommes qui produifent , c'eft-à-dire du cultivateur , du manufacturier , de l'armateur. Mais lorsque l'Etat n'eft point dans une fituation qui lui permette de faire cette gratification entiere au Commerce , il eft dangereux qu'il l'accorde à des particuliers qui s'offrent de faire venir de grandes fomme dans le Royaume : prétexte ridicule aux yeux de ceux qui font quelque ufage de leurs réflexions. Nous ne pouvons recevoir d'argent que par la folde du Commerce , lorsqu'il rend les Etrangers nos débiteurs. Si nous en recevons d'eux qu'ils ne nous doivent pas , il eft clair que nous devenons leurs débiteurs : ainfi ils auront plus de lettres de change fur nous , que nous n'en aurons fur eux : par conféquent le change fera contre nous , & c'eft le Commerce total du Royaume qui en porte la perte : c'eft-à-dire que pendant que durera ce defavantage , le Commerce du Royaume recevra moins de valeur de fes denrées qu'il ne devoit en recevoir , & fa dette à l'Etranger lui.

coûtera plus cher à acquitter. Pour faire cesser cette perte, il n'y aura qu'un seul moyen, c'est de folder notre dette en envoyant des marchandises, ou en envoyant de l'argent.

Si l'Etranger n'a pas besoin de nos marchandises, ou bien elles y resteront invendues, ce qui ne le rendra pas notre débiteur; ou bien elles y seront vendues à perte, ce qui est toujours fâcheux. Si l'Etranger a besoin de nos marchandises, il est clair qu'il les auroit également achetées, quand même nous n'aurions pas commencé par tirer son argent; & il est également évident qu'ayant été payés avant d'avoir livré, nous aurons payé l'intérêt de cet argent par le change, & dès-lors que nos denrées ne nous auront pas rapporté ce qu'elles nous auroient valu si nous ne nous étions pas rendus débiteurs de l'Etranger par des surachats de matières.

Si enfin nous faisons sortir notre dette en nature pour faire cesser le désavantage du change, il est clair que l'entrée de cet argent n'aura été d'aucune utilité à l'Etat, & qu'elle aura troublé le cours du Commerce général pour favoriser un particulier. Tel sera toujours l'effet

de toute importation forcée de l'argent dans les monnoies. Il doit & ne doit entrer que par les bénéfices du Commerce avec les Etrangers, & non par les emprunts du Commerce à l'Etranger.

Dans le cas enfin où l'Etranger se trouveroit notre débiteur, il est clair que tout surachat est un privilège accordé à un particulier pour faire son Commerce avec plus d'avantage que les autres, ce qui renverse toute égalité, toute concurrence : enfin ce particulier pouvant au moyen du bénéfice du surachat payer les matieres plus cher que les autres, on le rend maître du cours du change ; & c'est positivement lever à son profit un impôt sur la totalité du Commerce national, dès-lors sur la culture, les manufactures & la navigation. Voilà au juste le fruit de ces sortes d'opérations, où les proposans font leurs efforts pour ne faire envisager aux Ministres qu'une grande introduction d'argent, & une grace particuliere qui ne coûte rien au Prince. On leur cache que le Commerce perd réellement tout ce qu'ils gagnent, & bien au-delà. Peut-on dire sérieusement qu'il n'en coûte rien au Prince quand ses Sujets perdent ?

Comme l'intérêt particulier ne s'occupe qu'à répandre des ténèbres sur la raison, on se rejette sur le prétendu mystère du change, & à la faveur de ses combinaisons on cherche alors à déguiser la vérité vis-à-vis de ceux qui n'ont pas la clef de ce jargon. Mais cet étalage, qu'on n'auroit garde de compromettre avec des gens instruits, est hors de la question : elle roule uniquement sur ces deux points-ci ; doit-on ? est-il dû ? si l'on doit, que la dette passe par cinq ou six mains, cela revient au même, il faut l'acquitter : s'il est dû, que la créance passe par cinq ou six mains au lieu d'une, cette circulation n'empêchera pas qu'on ne soit payé. Les matieres du change sont aussi simples que toutes celles qui n'ont besoin que du sens commun le plus borné : il n'y a que l'expression d'obscur, parce qu'on l'a voulu ainsi.

Le marc d'or fin devoit être réduit au premier Janvier 1717 à cinq cent dix-neuf livres neuf sols un denier, & un onzieme de denier, & le marc des anciens louis d'or fabriqués avant la publication de l'Edit du mois de Décembre, à quatre cent soixante-douze livres dix sols le marc. Les louis d'or

réformés continuèrent d'être reçûs aux Hôtels des Monnoies sur le pied de vingt livres, en attendant que les autres fussent fabriqués en quantité suffisante.

Pour faire sortir les anciennes especes on annonça encore d'autres réductions ; mais les propriétaires des especes, accoutumés par une expérience de vingt-sept ans à voir souvent arriver en fait de monnoie le contraire des événemens annoncés, refuserent obstinément de recevoir le bénéfice qui leur étoit offert.

Enfin au 15 Janvier 1717, l'impossibilité qui se trouva à empêcher l'entrée des louis d'or faussement réformés, obligea le Roi de les décrier, même ceux fabriqués en vertu de l'Edit de Décembre 1715, ordonnant cependant qu'ils continueroient d'être reçûs sur le pied de vingt livres dans les Hôtels des Monnoies jusqu'au 15 Mars 1717 ; mais ce terme fut prorogé de mois en mois jusqu'au 3 Mars 1718.

Au milieu des divers soins dont le Gouvernement étoit occupé pour rétablir la population, l'agriculture, le Commerce & le crédit, pour diminuer

les charges de l'Etat, rappeler l'ordre dans l'administration & le maniement des finances, assurer l'état de ses créanciers, il ne falloit pas une application moins pénible pour satisfaire au courant des dépenses, en attendant que les revenus se ressentissent de l'effet de bons réglemens; divers petits droits fatiguans pour le peuple avoient été supprimés; cependant on a vû en 1715 combien la dépense excédoit la recette. Pour remplacer une partie du vuide que formoient les droits supprimés, les deux sols pour livre de la capitation avoient été imposés, & ils furent continués pour l'année 1717. Le renouvellement du prêt & de l'annuel fournit quelque soulagement, en ce que les Officiers auxquels il étoit dû des gages furent reçûs à les diminuer sur la somme qu'ils devoient payer.

Les impôts déjà trop forts, eu égard à la situation des Peuples, ne laissant presque aucune espérance d'amélioration, ce fut sur les états de dépenses que s'exerça l'œconomie. Voici l'état de comparaison de celles de 1715 & de 1716.

On voit que les dépenses de 1715  
montoient



# RECAPITULATION des Dépenses du Trésor Royal en 1716.

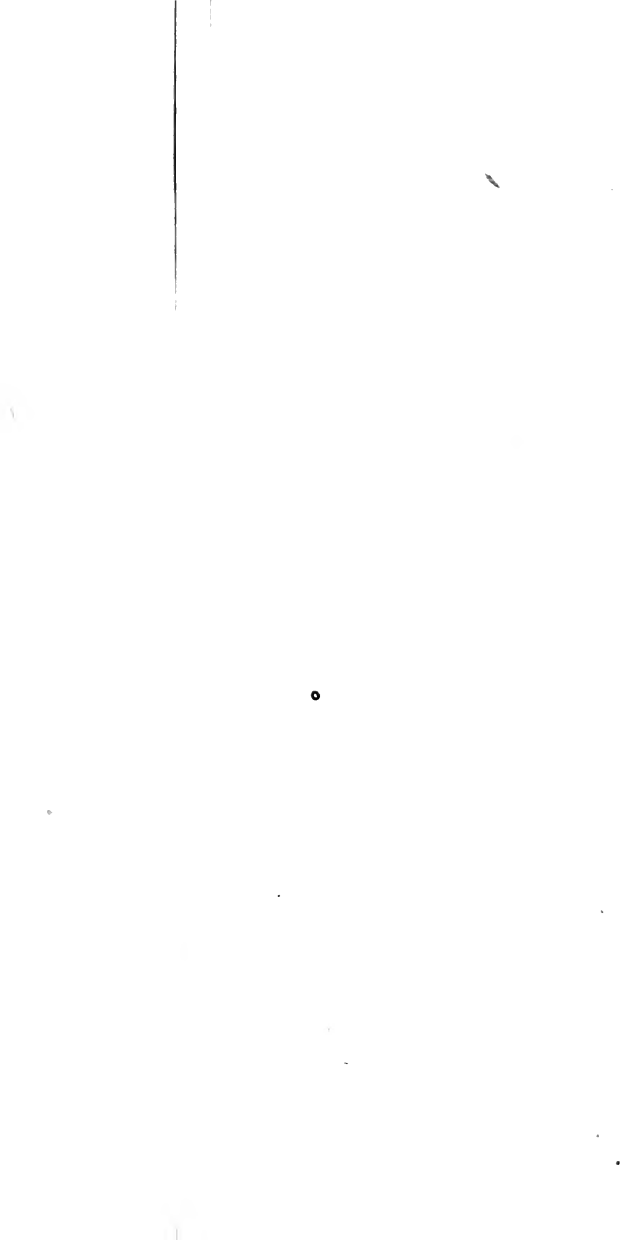
	Quatre derniers mois de 1715.	1716, & tems antérieurs.	Total.
	liv.	liv.	liv.
Comptant du Roi . . . . .	54000	156000	210000
Offrandes & Aumônes . . . . .	14000	92893	106893
Maison du Roi . . . . .	36854	728130	764984
Cent Suisses . . . . .	7154	72875	80029
Prévôté de l'Hôtel . . . . .	.....	86613	86613
Venerie & Fauconnerie . . . . .	.....	191609	191609
Louveterie . . . . .	.....	22199	22199
Récompenses . . . . .	.....	216553	216553
Chambre aux Deniers . . . . .	259300	1537798	1797098
Menns & Argenterie . . . . .	59270	862671	921941
Gardes-meubles . . . . .	7354	41519	48873
Ecuries . . . . .	23676	931062	954738
Bâtimens. . . . .	152400	1524086	1676486
Gardes du Corps & Grenadiers à cheval.	200000	1381911	1581911
Chevaux-Legers & Mousquetaires . . . . .	151750	812870	964620
Gendarmerie . . . . .	56475	635320	691795
Régiment des Gardes Françaises & Suisses . . . . .	298000	1721949	2019949
Maison de Madame la Duchesse de Berry . . . . .	181600	1065142	1246742
Maison de Madame . . . . .	50000	577000	627000
Maison de Monseigneur le Duc d'Orléans . . . . .	105000	1425000	1530000
Maison de Madame la Duchesse d'Orléans . . . . .	35000	569000	604000
Dépense de la Reine d'Angleterre . . . . .	50000	600000	650000
Pension de M. le Duc de Chartres . . . . .	.....	257500	257500
de Madame la Duchesse de Bourbon Douairiere. . . . .	.....	81000	81000
de M. le Duc de Bourbon . . . . .	99000	30000	129000
de M. le Comte de Charolois . . . . .	.....	54000	54000
de Madame la Princesse de Conty premiere Donairiere . . . . .	90000	90000	180000
de M. le Duc du Maine . . . . .	.....	50000	50000
de Madame la Princesse de Conty seconde Douairiere . . . . .	.....	397467	397467
& M. le Prince de Conty . . . . .	.....	147330	147330
de M. le Comte de Toulouse . . . . .	155190	1960594	2115784
Gages du Conseil & quartier retranché . . . . .	.....	825262	825262
Appointemens du Conseil de Régence & autres. . . . .	21000	68150	89150
Appointemens des Commissaires de différens Bureaux . . . . .	.....	246600	246600
Appointemens & gages du Conseil des Grands Officiers de la Couronne & des Marchaux de France . . . . .	.....	9564	144350
Acquits Patens. . . . .	9564	134750	144350
Appointemens & Pensions des Ambassadeurs . . . . .	152554	1532107	1684661
Pensions secretes . . . . .	35000	135000	170000
Lignes Suisses . . . . .	30000	764259	794259
Extraordinaire des Guerres. . . . .	7541574	30309859	37851433
Garnisons . . . . .	.....	1461370	1461370
Artillerie . . . . .	.....	1121326	1121326
Poudre . . . . .	.....	140000	140000
Etapes . . . . .	152083	780448	932531
Fortifications . . . . .	6000	1063825	1069825
Ordre de Saint Louis . . . . .	.....	273554	273554
Invalides . . . . .	.....	30000	30000
Vaiffeaux . . . . .	112000	5563204	5675204
Galeres . . . . .	117000	1699231	1816231
Fortifications de la Marine . . . . .	.....	199500	199500
Colonies . . . . .	.....	240000	240000
Haras . . . . .	.....	115000	115000
Ponts & Chauffées . . . . .	.....	787821	787821
Pavé de Paris . . . . .	.....	275918	275918
Guet de Paris . . . . .	21928	249051	270979
Brigades de la Maréchaussée . . . . .	.....	37331	37331
La Bailille . . . . .	24977	200369	225346
Dépenses extraordinaires & imprévues . . . . .	297759	2244081	2541840
Gages des Cours & autres assignés sur les Fermes . . . . .	.....	4972144	4972144
Remboursemens . . . . .	30473	2475808	2506281
Voyages . . . . .	30473	76686	107159
Affaires secretes . . . . .	5400	1970143	1975543
Pensions . . . . .	67950	1591823	1659773
Payemens d'assignations . . . . .	.....	2053978	2053978
Payemens de parties de billets de l'Etat . . . . .	.....	1860960	1860960
	10741758	83819649	94561407





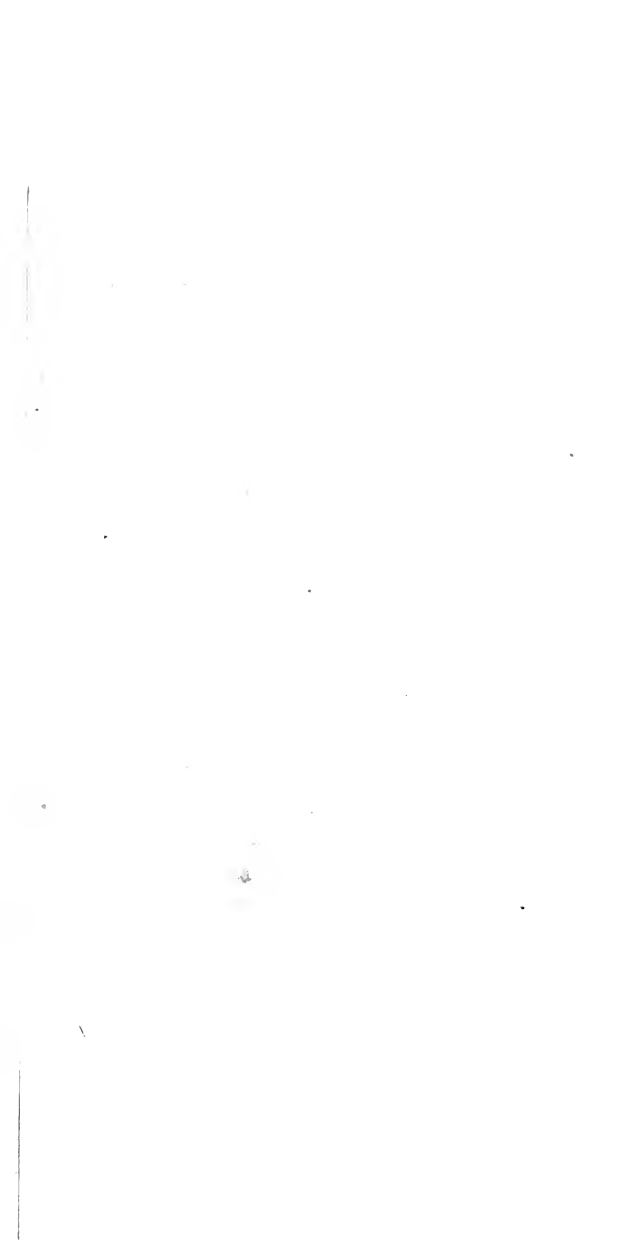
## COMPARAISON des Dépenses de 1716 avec celles de 1715.

	Dépenses de 1715.	Dépenses de 1716.
	liv.	liv.
Comptant du Roi . . . . .	924000	156000
Aumônes . . . . .	268050	200000
Maison du Roi . . . . .	574905	575000
Récompenses . . . . .	149490	150000
Chambre aux Deniers . . . . .	1636442	1400000
Argenterie, garde-meuble & achat de pierreries . . . . .	371776	230000
Menus . . . . .	240093	270000
Ecuries, compris l'achat des chevaux . . . . .	920701	550000
Cent Suisses . . . . .	53094	53997
Prévôté de l'Hôtel . . . . .	62039	61575
Venerie & Fauconnerie . . . . .	346573	325000
Louveterie . . . . .	35073	34000
Bâtimens . . . . .	2978304	1200000
Gardes du Corps, compris leurs Pensions . . . . .	2141747	979972
Chevaux-Legers & Mousquetaires, compris leurs Pensions . . . . .	868825	708425
Gendarmerie, compris leurs Pensions . . . . .	919837	571500
Régiment des Gardes, compris leurs Pensions . . . . .	2029250	1850000
Maison de Madame la Duchesse de Berry . . . . .	580000	620000
Maison de Madame . . . . .	300000	300000
Maison de Monseigneur le Duc d'Orléans . . . . .	660000	660000
Maison de Madame la Duchesse d'Orléans . . . . .	250000	250000
Dépense de la Reine d'Angleterre . . . . .	600000	600000
Pension de Monseigneur le Duc de Chartres . . . . .	150000	150000
de Madame la Duchesse Douairière . . . . .	190000	230000
de M. le Duc . . . . .	110000	110000
de M. le Comte de Charolois . . . . .	60000	60000
de Madame la Princesse de Conty . . . . .	100000	100000
de Madame la Princesse de Conty seconde Douairière . . . . .	60000	60000
de M. le Prince de Conty . . . . .	70000	70000
de M. le Duc du Maine . . . . .	100000	112000
de M. le Comte de Toulouse . . . . .	90000	90000
Gages du Conseil . . . . .	2532510	6000000
Conseil de Régence . . . . .	120000	120000
Conseil Privé . . . . .	136500	136500
Conseil de Conscience . . . . .	60000	60000
Conseil des Affaires étrangères . . . . .	93700	93700
Conseil de Guerre . . . . .	242000	242000
Conseil de Finance . . . . .	264800	264800
Conseil de Marine . . . . .	180600	180600
Conseil des Affaires du dedans du Royaume . . . . .	152000	152000
Conseil de Commerce . . . . .	62700	62700
Acquits Patens . . . . .	220000	112000
Appointemens des Maréchaux de France . . . . .	134000	117000
Appointemens des Grands Officiers de la Couronne . . . . .	396940	400000
Ambassadeurs . . . . .	1000000	800000
Subsides étrangers . . . . .	6858000	3000000
Pensions secretes . . . . .	1181558	250000
Lignes Suisses . . . . .	39091606	600000
Extraordinaire de Guerre . . . . .	2467235	3000000
Garnisons ordinaires . . . . .	1330000	2400000
Artillerie . . . . .	3000000	1800000
Étapes . . . . .	1679139	3000000
Fortifications . . . . .	2561000	1300000
Pensions des Officiers de guerre . . . . .	15166000	1800000
Marine . . . . .	2810500	6000000
Galeres . . . . .	200000	2000000
Pensions des Officiers . . . . .	1181558	200000
Haras . . . . .	130000	60000
Ponts & Chauffées . . . . .	154600	1040000
Pavé de Paris . . . . .	169426	154600
Guet & Brigades . . . . .	136765	300000
Prisonniers . . . . .	15000000	100000
Dépenses extraordinaires & imprévues . . . . .	15000000	3000000
Intérêts d'avances & remises de Traités . . . . .	300000	250000
Voyages & vacations . . . . .	3540700	3500000
Pensions . . . . .	14000000	4000000
Remboursemens . . . . .	146830178	80794369



## RECAPITULATION de l'état des RESTES le 14 Décembre 1716.

	Montant des Impo- sitions.	Restes jusque & com- pris 1712.	Restes de 1713, 1714 & 1715.	Total des restes au premier Juillet.	Restes de 1716.	Total général desdits Restes.
	liv. s. d.	liv. s. d.	liv. s. d.	liv. s. d.	liv. s. d.	liv. s. d.
Paris . . . . .	6805619 8	673509 17 9	5064415 15	5737925 12 9	3983459 18 10	9721385 11 7
Soissons . . .	2178646 10 8	18432 12 6	679425 16 3	697858 8 9	1770921 18 2	2468780 6 11
Amiens . . . .	2254555 4 5	49240 6 9	626250 16	675491 2 9	1262109 10 10	1937600 13 7
Châlons . . . .	3413458 16 2	1311262 3 9	2462288 5 6	3773550 9 3	1869051 8 7	5642601 17 10
Rouen . . . . .	5123016 17 9	36202 13 4	775084 12 6	811287 5 10	3197066 12 4	4008353 18 2
Caën . . . . .	3623162 7 3	157901 2 11	1328982 4 1	1486883 7	2431376 4 6	3918259 11 6
Alençon . . . .	3165264 17 3	85214 11 4	1198844 16 5	1284059 7 9	2313603 10	3597662 8 7
Orléans . . . .	4027494 12 11	125324 11 3	1909644 15 10	2034969 7 1	2825249 15 7	4860219 2 8
Tours . . . . .	5859562	341146 2 8	2217417 12 1	2558563 14 9	4517437 11 6	7076001 6 3
Poitiers . . . .	3725877 11 1	163344 10 8	1333368 16 10	1496713 7 6	2748442 13 10	4245156 1 4
Limoges . . . .	2152077 3 1	674114 6 1	2458949 7 1	3133063 13 2	1800017 14 2	4933081 7 4
La Rochelle . .	1971552 13 5	219821 12 2	720218 3 11	940039 16 1	1248482 15 8	2188522 11 9
Bordeaux . . .	4977658 7 3	155807 16 7	1236987 9 3	1392795 5 10	2805500 12 4	4198295 18 2
Montauban . .	3499216 13 10	138826 10 9	1475628 19 1	1614455 9 10	1884537 7 11	3498992 17 9
Auch . . . . .	2945445 1 1	271868 15 9	1835260 6 7	2107129 2 4	2268916 3 1	4376045 5 5
Grenoble . . .	2828231 5 2	80275 27 7	633555 15 8	713831 13 3	1939843 7 5	2653675 8
Lyon . . . . .	2724004 8	903747 8 7	1843789 1 6	2747536 10 1	2020641 12 8	4768178 2 9
Riom . . . . .	3962930 8 9	1462130 2 8	4421367 19 6	5883498 2 2	2562755 17 6	8446253 19 8
Moulins . . . .	2246217 1 6	539679 15 4	1775680 8 2	2319360 3 6	1848069 17 3	4167430 9
Bourges . . . .	1379038 6 2	25467 1 1	464810 7 7	490277 8 8	1017487 3 7	1507764 12 3
	68863029 13 9	7433317 19 6	34465971 8 10	41899289 8 4	46314971 6 7	88214260 14 11



## PROJET des Revenus du Roi de l'année 1716.

	Prix des baux.	Charges & diminutions	Parties du Trésor Royal.
	liv.	liv.	liv.
Fermes unies . . . . .	48000000	.....	.....
Rentes . . . . .	36000000	.....	.....
Charges . . . . .	12000000	48000000	.....
Gabelles de Metz & Domaines d'Alsace . . . . .	1020000	675078	344922
Tabac . . . . .	1625000	18206	1606794
Postes . . . . .	3100000	400000	2700000
Tiers-sur taux & Quarantieme de Lyon . . . . .	360000	254400	105600
Contrôle des actes . . . . .	3000000	3000000	.....
Greffes réunis . . . . .	235000	4160	230840
Cartes . . . . .	70000	.....	70000
Amortissemens . . . . .	120000	.....	120000
Contrôles des Présentations & Affirmations des Greffes . . . . .	50000	.....	50000
Domaine de Flandre . . . . .	700000	.....	700000
Domaine de Longwy . . . . .	20000	.....	20000
Trois fols par contrôle d'exploits . . . . .	570000	236900	333100
Droits attribués aux Trésoriers de la Bourfe commune des Huiffiers en Bretagne . . . . .	20000	.....	20000
Domaine d'Occident . . . . .	420000	212719	207281
Courtiers-Jaugeurs de vin . . . . .	300000	300000	.....
Recettes des Pays d'Eleçons . . . . .	41165896	30861122	10304774
Recettes des Pays d'Etats . . . . .	4344453	2905773	1438680
Capitations des Pays d'Eleçons . . . . .	13541000	1456212	12084788
Capitations des Pays d'Etats . . . . .	8833284	2157407	6675877
Autres Capitations . . . . .	2920015	.....	2920015
Dons gratuits . . . . .	6248183	135514	6112669
Secondes Parties . . . . .	2148781	.....	2148781
Etapas . . . . .	1210000	.....	1210000
Bois . . . . .	2179542	922276	1257266
Revenus casuels . . . . .	1700000	.....	1700000
Dixieme des biens des Pays d'Eleçons . . . . .	13798459	.....	13798459
Dixieme des biens des Pays d'Etats . . . . .	4708366	120000	4588366
Autres Dixiemes . . . . .	4830200	.....	4830200
Totaux . . . . .	167238179	91659767	75578412

montoient à . . . . .	146830178
Celles de 1716 à. . . . .	80794369
Les diminutions font de	69095158
Les augmentations qu'il convint de faire en 1716, furent de. . . . .	3059349
Ainsi au total les dépen- ses de 1716 furent moins fortes de. . . . .	66035809
Mais il y avoit de plus à payer les intérêts des bil- lets de l'Etat. . . . .	100000000
restent. . . . .	56035809

Voici le projet des revenus de l'an-  
née 1716.

Mais pour donner au Lecteur une  
idée plus nette & plus juste de la situa-  
tion des affaires , on mettra sous ses  
yeux l'état des payemens faits au seul  
Trésor Royal depuis le premier Sep-  
tembre 1715 jusqu'au dernier Décem-  
bre 1716 , tant à compte des dépenses  
présentes , que de celles des années pré-  
cédentes.

La récapitulation des restes ache-  
vera de faire connoître les ressour-  
ces des finances pour les années suivantes.

*Fin du Tome cinquieme.*

*Tome V.*

K k



# T A B L E

## D E S M A T I E R E S

*Contenues dans le cinquieme Volume.*

### A

**A**ctes des Notaires, on les assujettit à un Contrôle; produit de cette Ferme, pages 7, 8.

*Aaministration* en parties doubles; en quoi elle differe des autres livres ordinaires, pp. 339, 340. ses avantages, 340.

*Affaires* extraordinaires en 1713, page 12 & suiv. en 1714, pp. 54, 55. de 1708 à 1714, pp. 54, 55.

*Aliénations*; on aliene à la ville de Lyon le tiers des droits de la Ferme du Tiers-sur-taux & Quarantieme, 4. on doit les regarder comme des dettes, 92, 93.

*Angleterre*, mémoire de Mr. Davenant sur les dettes publiques d'Angleterre en 1698, avec une comparaison de la position de la France & de la Hollande en ces tems, 85 & suiv. ses revenus en 1688, page 86. en 1695, pp. 86, 87. montant des nouveaux impôts, 86. ce que le Peuple paye en 1698, p. 89. ce qu'il payera en 1700, page 90. ses dettes, 91. entre lesquelles on doit compter les aliénations, 92, 93. comparaison du revenu général avant & depuis la guerre, des revenus publics & des dettes publiques de la France, de la Hollande & de l'Angleterre, 107. l'Angleterre paye en tems de paix le vingtieme du revenu général, & en tems de guerre le huitieme; 110. tems qui lui est nécessaire pour se libérer de ses dettes, 117 & suiv. il lui faut huit ans 121. son revenu avant la guerre, 122. ce qu'il faut d'impôt pour se libérer, *ibid.* quelle portion du revenu général on payera pour se libérer; & lorsqu'on le fera, 123 & suiv. la guerre a-t-elle fait plus de tort à la France qu'à l'Angleterre, 124 & suiv. la refonte des monnoies a fait voir que l'Angleterre étoit plus riche en especes qu'on ne croyoit, 128 & suiv. elle paroissoit être dans une très-mauvaise position, 126 & suiv. comparaison de sa situation avec



## TABLE DES MATIERES. 387

celle de la France , 127 & *suiv.* où il faut porter les revenus pour liquider les dettes , 165 & *suiv.* ils n'excéderont pas la huitieme du revenu général , 171. les dettes actuelles , 186. réflexions , 186 & *suiv.*

*Annuel*, on renouvelle ce droit pour neuf ans , & on l'accorde à tous les Offices , 384.

*Argent*, diverses manieres d'en lever avec leurs avantages & desavantages , 143 & *suiv.* divers expédiens pour en procurer , 165 & *suiv.*

*Assignations* anticipées , leur distribution en 1713 , page 18. en 1714 , p. 57.

### B

*Banque générale* , la résolution est prise de l'établir , 293. avantages des banques marchandes & restreintes , 328 & *suiv.* elles facilitent le Commerce , *ibid.* font sortir l'argent renfermé , leurs opérations , 328 , 329. banques qui font valoir leur crédit , 331. leurs avantages , *ibid.* banques commerçantes & politiques , leur danger , 331. Edit du 2 Mai 1716 , pour l'établissement de la banque générale , 332 & *suiv.* maniere dont se font les stipulations , *ibid.* en quoi consiste son fonds , 335. conditions de son établissement , *ibid.* la maniere d'opérer , 336. avantages qui en résulterent , 337. elle fait baisser l'intérêt , *ibid.*

*Bestiaux* , on permet de les entrer sans droits , 251. on en permet la sortie en Franche-Comté , 278.

*Beurre & fromage* , on en permet l'entrée sans droits , 251.

*Billets des Receveurs généraux* faits pour billets de monnoie ; arrangement pris à cet égard , 229. leur montant , 230.

*Billets* de l'Etat , leur origine , 276 , 277. on en fait pour deux cent cinquante millions pour acquitter les effets visés , 311. dont on garde pour cinquante-cinq millions , 325. fonds que l'on fait pour leur remboursement , 311. moyens qu'on employe pour en retirer , 369.

*Billonage* , il est tel qu'on recherche les faux monnoyeurs , 373. qu'on défend l'entrée de certaines especes , *ibid.*

### C

*Caisse des Emprunts* , on la supprime , 60. on propose de rétablir son crédit , 263.

*Caisse* de le Gendre , son usage , 36 , 37. son discrédit , 40.

K k ij

- Caisse commune des Receveurs généraux*, le sieur Geoffroy en est fait Caissier, 360. précautions prises à l'égard de cette caisse, *ibid.*
- Capitation*, on fait diverses remises, 251. on continue les deux sols pour livre, 384.
- Capitation* en Angleterre, ses avantages & son produit, 151, 152.
- Chambre de Justice*, ce qui engage le Roi à l'établir, 287. Edit pour cet établissement, *ibid.* taxe qu'elle a faite, 291. frais que cette Chambre & les précédentes firent, 292. elle rend l'argent rare, *ibid.* sur-tout étant accompagnée d'une réforme des monnoies, 293.
- Chardons*, on en permet la sortie, 278.
- Charges*, on en supprime & liquide plusieurs, 58. 272. 280.
- Collecteurs des Tailles*, on fait éclairer leur conduite par des Contrôleurs, 366.
- Commerce*, on encourage le Commerce & l'Agriculture, 277.
- Commerce de Guinée*, Edit qui le rend libre, & qui en règle les conditions, 282. ses progrès & celui de nos Colonies, 282 & *suiv.*
- Comparaïson* du revenu général avant & depuis la guerre, des revenus publics & des dettes publiques de la France, de la Hollande & de l'Angleterre, 107.
- Conseils*, Déclaration du 15 Septembre 1715, portant établissement de plusieurs Conseils pour la direction des affaires du Royaume, 196 & *suiv.* avantages qui en résultent, 193 & *suiv.*
- Conseil des Finances*, comment composé sous la minorité de Louis XV, 205.
- Conseil de Commerce*, de qui composé sous la Régence, 206 & *suiv.*
- Contrôle*, on y assujettit les actes des Notaires, produit de cette Ferme, 281.
- Cotisation* en Angleterre, ce qu'elle a produit, 152.
- Courtiers-Jaugeurs*, leurs droits fatiguent le Commerce & les sujets de la Généralité de Tours; on résilie le bail, & on leve la même somme d'une autre manière, 300.
- Crédit public*, son état en 1715, p. 260. moyens proposés pour l'augmenter, 261 & *suiv.* quel est celui qu'on eût dû employer, 263 & *suiv.* nécessité & avantages d'un crédit neuf, 227, 228.

## D

- Déficiens* dans les fonds d'Angleterre, 157.  
*Denrées*, convient-il d'en fixer le prix, 163.  
*Dépenses* de 1713, p. 9 & suiv. de 1714, p. 41. de 1708 à 1714, p. 41 & suiv. les dépenses de la guerre rouloient sur le crédit, comment y a-t-on pourvu, 52. projet pour les dépenses à faire, 79. à quoi peuvent monter les dépenses de la France selon Davenant, 123. dépenses détaillées de la France en 1715, p. 213 & suiv. dépenses de 1716 comparées à celles de 1715, p. 384. dépenses des quatre derniers mois de 1715. & de toute l'année 1716, p. 385.  
*Desmarets*, Contrôleur Général, rapport qu'il fait au Roi à la fin de l'année 1714, p. 64 & suiv.  
*Dettes*, la nation qui paye le plus vite ses dettes s'enrichit le plus promptement, 113. leur inconvénient pour le Commerce, *ibid.* comparaison des dettes publiques de la France, de la Hollande & de l'Angleterre, 107. les dettes de la France sont cinq fois plus considérables que celles de l'Angleterre, 131. avantages qu'il y a de se liquider, 114. lors même que ceux à qui il est dû voudroient aliéner leur capital, *ibid.* avantages d'un Etat qui ne doit point vis-à-vis un Etat qui doit, 116, 117. dettes actuelles de l'Angleterre, & réflexions sur ces dettes, 186 & suiv. de la Hollande, 188. état des dettes de la France à la mort de Louis XIV, p. 208 & suiv. de celles assignées sur les Fermes, 233 & suiv. la proposition faite de ne les pas reconnoître est rejetée, 212.  
*Dettes* des Communautés d'Arts & Métiers, elles excitent l'attention du Gouvernement, 337.  
*Dixieme*, remises faites sur cet impôt, 250, 251.  
*Draperies*, on supprime les droits sur celles du Royaume qui passent dans l'Evêché de Metz, &c. 284.  
*Droits* d'un sol par livre sur tous les ballots du poids de plus de 50 livres voiturés par terre à Paris, on le supprime, 299, 300.  
*Droits* des Communautés sur les ports, halles & marchés de Paris, on les réduit, 251. on les met en régie, 253.

## E

- Entrepreneurs*, on ordonne la révision de leurs comptes, 237.  
*Especes*, quantité qu'il y en avoit dans le Royaume à la

mort de M. Colbert, 125. l'Angleterre s'est trouvée plus riche en especes qu'on ne croyoit, 130. on propose en France de les augmenter, 263. on défend l'entrée de certaines especes pour empêcher le billonage, 373, 374.

*Excises*, ce qui s'en paye en Angleterre, 159. avantages qu'il y auroit eu d'y avoir recours d'abord, *ibid.* nécessité de les augmenter, 160. & sur quoi, *ibid.* objection & réponse, 161 & *suiv.*

## F

*Fermes*, comment régies & adjudgées, 231. Charges assignées sur elles, 233.

*Fermiers généraux*, on renouvelle leur bail en obtenant d'eux quatre millions, 231.

*Finances*, leur état en 1662, page 66. en 1683, p. 70 & *suiv.* on prend plusieurs arrangemens ensuite de la paix, 6 & *suiv.* compte qu'en rend M. Desmarêts au Roi à la fin de 1714. p. 64 & *suiv.* leur état en 1714. page 77 & *suiv.* projets de M. Desmarêts, 80. impositions à faire, 84. leur desordre à la mort de Louis XIV, 190 & *suiv.* embarras du Ministère pour pourvoir au payement des troupes & des rentes, 226. leur état au premier Septembre 1715 avec les charges, 208 & *suiv.* ordre qu'on y met, 358 & *suiv.* sources du desordre, 363. on critique l'ordre qu'on y veut mettre; réponses aux objections, 364, 365. on établit les parties doubles dans toutes les parties des Finances, 340.

*Fonds* de l'année 1713, p. 17. fonds pour les années 1714 & 1715. p. 55 & *suiv.*

*France*, son revenu général pendant la paix suivant Davenant, 94. en 1697. p. 99. ce qu'il pourra devenir, 102. revenu de l'Etat en 1695. p. 94 & *suiv.* & avant Louis XIV, 97. maniere dont l'argent s'y leve, 96. les dettes en 1688. p. 97. les dépenses, *ibid.* ce qu'on a dû lever pendant la guerre, 98 & *suiv.* comment, 98, 99. proportion de ce qu'on a dû lever avec le revenu général du Royaume, 98. de combien les charges auront augmenté, 100. de combien la dépense excédera les revenus, 101. capital des dettes, *ibid.* tems qu'il faudra pour en rembourser la moitié, en levant chaque année sur le Peuple le sixieme du revenu général, 102, 103. conséquences tirées de ce que dessus, 103 & *suiv.* comparaison de son revenu général avant & depuis la guerre, des revenus publics & des dettes pu-

## DES MATIERES 391

bliques avec ceux de la Hollande & de l'Angleterre, 107. à quoi peuvent monter ses dépenses, 125. portion de son revenu général qu'il lui faudra payer pour se libérer, 124. quantité d'espèces qu'il y avoit à la dernière réforme, 125. a-t-elle plus souffert de la guerre que l'Angleterre, 132. ses dettes sont cinq fois plus considérables que celles de l'Angleterre, 131. triste situation où elle est en 1715 à la mort de Louis XIV, 190 & suiv.

*Francs-Fiefs*, le produit de cette Ferme augmente, 281.

*François établis à Livourne*, mesures prises par le Gouvernement pour les engager à revenir, 371.

*Fromages*, on en permet l'entrée sans droits, 251.

### G

*Gages*, on les réduit au denier vingt-cinq, 279.

*Gens d'Affaires*, leurs manœuvres pour obliger le Gouvernement à les ménager, 285. il n'y en a que deux qui offrent du secours au Régent au milieu des détresses de l'Etat, 286. ce qui engage à établir une Chambre de Justice, 287. leurs biens, leurs taxes & leur nombre, 291, 292. ce qu'ils ont payé de leurs taxes, 292.

*Géoffroy* est fait Caissier de la Caisse commune des Receveurs généraux, 360. on l'oblige de rendre compte chaque jour, *ibid.*

*Grains*, on en déclare le transport libre, 253. la liberté de ce Commerce est étendue aux pois, fèves, &c. 284, 285 on continue d'en permettre la sortie, 369.

*Guerre*, a-t-elle fait plus de tort à la France qu'à l'Angleterre, 124, 125. ses suites dans un Gouvernement, 180. devoir des bons citoyens en tems de guerre, 181, 182.

### H

*Hollande*, son revenu général, 105 & suiv. ce qui a été levé sur le Peuple pendant la guerre, 104. ce qu'elle peut rembourser chaque année, 105. elle paye en tems de guerre plus du tiers du revenu général, & cependant les richesses augmentent, 111. comparaison avec la France & l'Angleterre, 107. ses dettes actuelles, 188.

*Huiles*, on corrige les vices de la régie des droits sur les huiles, 284.

## I

- Importations*, avantages qu'il y a d'en diminuer les droits, 140.
- Impositions* nouvelles en Angleterre, leur produit, 174.
- Impositions* militaires en usage sous M. de Louvois, défendues, 250.
- Impositions* à faire, 84. montant de la recette effective des six derniers mois de 1716, de celles des vingt Généralités, 366, 367.
- Impôts*, ils peuvent être considérés relativement aux terres, au Commerce & aux Manufactures, 144 & *suiv.* au nombre des Commis, 147. il faut les améliorer en Angleterre ou en lever de nouveaux, 137, 138. en quoi consiste un impôt mixte, 165.
- Inspecteurs* des Fermes, on réduit leurs gages, 241.
- Inspecteurs* des Finances, création d'un Inspecteur dans chaque Généralité, 356. leurs fonctions, 357.
- Intendants* des Finances & du Commerce, on les supprime, 241.
- Intérêt*, avantage qu'il y a pour un Etat de le diminuer, 166. moyens qu'on peut employer, *ibid.*

## L

- Laines*, gênes mises à ce commerce, 371. on rend la liberté de l'achat & des ventes, *ibid.*
- Loterie Royale*, proposition d'une loterie où l'on admet divers effets royaux, 49.

## M

- Monnaie*, on diminue insensiblement les monnoies à la paix, 18. vices de cette opération, 18, 19. réflexions, 19. refonte ordonnée en Décembre 1715. *page* 267. elle cause le billonage, *ibid.* montant des refontes de 1689 & de 1714 *p.* 268. profit, 269. on fabrique de nouveaux louis d'or, 374. abus qu'on évita à l'égard des remedes & des surachats, 374 & *suiv.* Voyez *Remede & Surachat*. On cherche inutilement à faire sortir des caisses les anciennes espèces, 383. on décrie les espèces faussement réformées, *ibid.*
- Monnoyeurs*, le billonage est cause qu'on recherche les Faux-monnoyeurs, 373.
- Munitionnaires*, on ordonne la révision de leurs comptes, 237.

## N

*Noailles* (le Duc de) est à la tête des Finances, 107.  
son éloge, 207, 208.

## O

*Economies* que l'on fait dans les Finances, 281 & *suiv.*  
*Offices*, on en supprime plusieurs à la paix, 58. 300. on  
en crée de nouveau, 52. 397. on en supprime plu-  
sieurs dont les finances n'avoient pas été payés en en-  
tier, 249. on en liquide plusieurs, 252. moyens qu'on  
emploie pour les rembourser, 252 & *suiv.*

*Ordonnances*, distribution des Ordonnances pour 1713,  
p. 10. pour 1714. p. 55.

*Ordre*, il est mal exécuté dans les recettes, 339.

*Orléans*, caractère du Duc d'Orléans, 193 & *suiv.* il est  
reconnu Régent, *ibid.* paroles qu'il prononça à cette  
occasion, *ibid.* son plan pour le Gouvernement, 193  
& *suiv.*

## P

*Papiers royaux*, éclaircissement sur ceux qui existoient  
en 1714. p. 48. on permet leur conversion en rentes,  
49. Edit qui ordonne la vérification & la liquidation  
des papiers royaux, 272 & *suiv.*

*Pâris*, (les freres) on les consulte, leur éloge, 295. le  
sieur Pâris l'aîné est chargé de l'administration des re-  
cettes générales, 295, 296.

*Parties doubles*, on veut que les livres des recettes géné-  
rales soient tenus en parties doubles, 340. en quoi  
l'administration en parties doubles differe des autres  
livres ordinaires, 340. ses avantages, *ibid.*

*Passeports*, on délivre les Négocians de l'obligation d'en  
prendre, 283.

*Pêche*, encouragement qu'on lui donne, 283.

*Perception*, avantages d'une prompt perception des im-  
pôts, 155.

*Population* des campagnes, moyen qu'on emploie pour  
l'augmenter, 253, 254.

*Prêt*, on renouvelle le prêt & l'annuel, 384.

*Promesses de la caisse des Emprunts*; on en rembourse &  
on en négocie en secret, 11. déclaration à l'égard de  
cette caisse, 51. autre déclaration, 59. on les conver-  
sit en rentes, 60.

- Recette*, soin qu'on se donne pour vérifier si elle entre toute dans la caisse, 365.
- Recettes générales*, on les administre différemment. Le sieur Paris l'aîné est chargé de l'exécution, 295, 296. on veut que les livres soient tenus en parties doubles, 340. Edit qui prescrit la tenue & la forme des registres journaux, 343.
- Receveurs des Tailles*, Déclaration au sujet de leur administration, 348 & *suiv.*
- Receveurs généraux*, parti que l'on prend avec eux à la mort de Louis XIV, 227 & *suiv.* ils s'engagent à fournir une somme pendant seize mois à certaines conditions, 228. où l'on en est avec eux, 230. ils ne remplissent pas leur engagement, & pourquoi, 294. le Roi ordonne de viser leurs billets & ceux de le Gendre, 296. montant des effets visés & division que l'on en fait, 298.
- Remedes de monnoie*, ce que c'est, 375. causes qui les ont fait accroître, *ibid.* leurs abus, 377. moyens qu'on employe pour y remédier, *ibid.*
- Rentes créées pour rembourser les billets d'emprunts & de subsistance*, 61.
- Rentes sur l'Hôtel-de-ville*, Edit qui les diminue, 9. effets de cette opération, 32. montant des rentes sur la Ville, 258. comment partagées, 259.
- Rentes sur les Tailles*, 5. 16. 36. elles doivent s'éteindre au bout de treize ans, *ibid.* résolutions prises à cet égard, 38. Edit de Louis XIV. qui retranche les rentes sur les Tailles, 238 & *suiv.*
- Rentes & charges assignées sur les Fermes*, 235.
- Rentes payées hors l'Hôtel-de-ville*; Edit pour leur réduction, 255. leur état, celui des principaux & des arrérages avant & après la réduction, & des bénéfices tant sur les principaux que sur les arrérages, 258 & *suiv.*
- Rentes créées sur la ferme du Contrôle des Notaires*, 8. sur la capitation & le dixieme, 58, 59.
- Restes*, leur montant au premier Septembre 1715. page 211. leur état au 14 Décembre 1716. p. 385.
- Revenus de 1713.* p. 17. de 1714. p. 55. de 1708 à 1714. p. 41 & *suiv.* état abrégé des revenus, des diminutions & des charges au premier Septembre 1715. p. 18. revenus de 1716. p. 385.
- Revenu général d'un pays*, sur quoi fondé, 109. comment



le calcule-t-on, *ibid.* il doit y avoir une proportion entre le revenu général & les revenus publics, *ibid.*

## S

*Sel*, l'augmentation mise sur le sel est remise aux Peuples, 54.

*Soldats réformés*, privilèges qu'on leur donne, 254.

*Surachats* en fait de monnoie, ce que c'est, 377. leur abus, 378. ce qui a donné lieu à leur introduction, 381.

## T

*Tailles*, lettre du Régent aux Intendans pour arrêter divers abus qui se commettent dans la perception de la Taille, 242 & *suiv.* on les diminue en 1716. p. 250.

*Taxe sur les terres*, comment elle est la plus utile en Angleterre, 149. ce qu'elle a rendu au marc la livre, 150. a diminué chaque année, *ibid.*

*Taxe mixte*, est ce qu'il y a de plus convenable, 146.

*Taxe faite par la Chambre de Justice*, 291, 292.

*Térèbenthine*, résine & brai sec, on en permet la sortie, 278. effets produits par la prohibition de la sortie, *ibid.*

*Tiers-sur-taux & Quarantieme* de Lyon, aliénation de cette somme, 4.

*Traitans*, on ordonne la révision de leurs comptes, 237. ils font des poursuites à l'occasion des traités supprimés; on réprime ce desordre, 248. on prend des précautions vis-à-vis d'eux, 249.

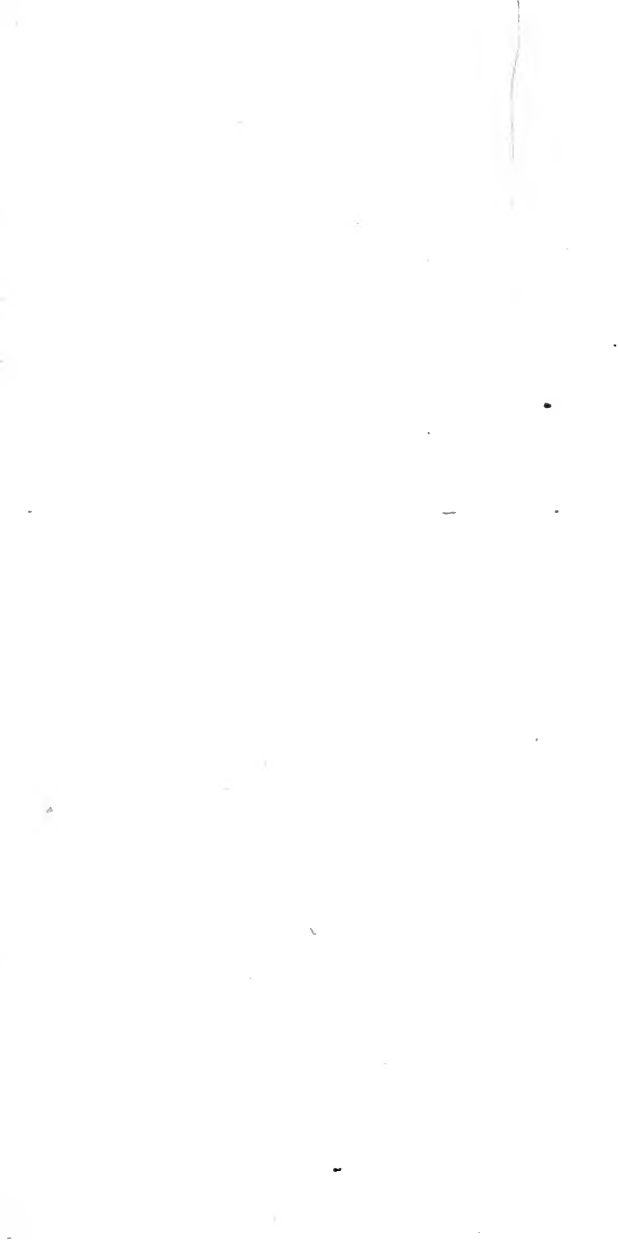
*Trésoriers*, on les réduit à dix-neuf; avantage qui en résulte pour les Finances, 372.

## V

*Visa*, Déclaration du 7 Avril qui apprend aux Intéressés leur sort, 301 & *suiv.* plan de l'opération, *ibid.* à l'égard des promesses de la caisse des Emprunts, 307. des billets de le Gendre, 310. état des effets visés, des sommes pour lesquelles ils ont été liquidés & du bénéfice pour l'Etat, 312 & *suiv.* succès des plaintes qui furent faites, 322. sentiment de M. du Tot sur cette opération, 323. son calcul, *ibid.* réfutation de son sentiment, 327 & *suiv.*

*Fin de la Table du cinquieme Tome.*

**THE LIBRARY**  
**UNIVERSITY OF CALIFORNIA**  
**LOS ANGELES**



This book is DUE on the last  
date stamped below

NOV 2 1954

FEB 9 1957

DEC 1

CDURL 1966

OL SEP 25 1972

3m-6,'50 (550) 470

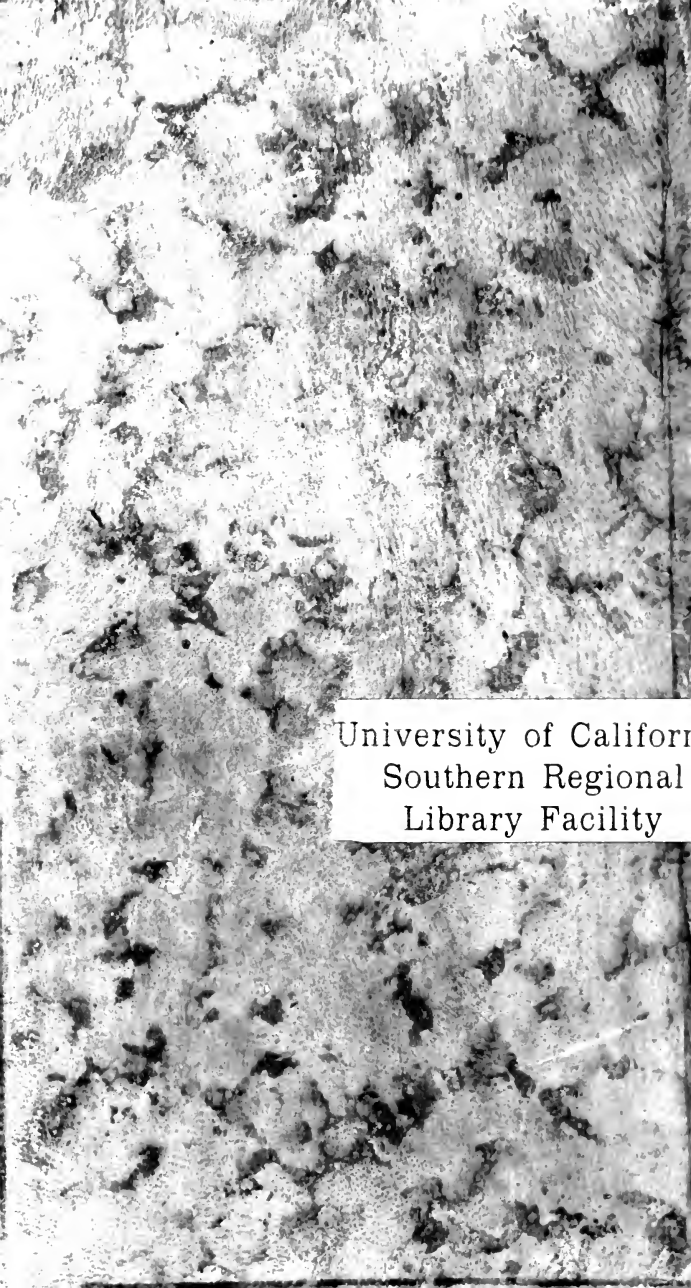


3 1158 00575 6340

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



**A** 000 218 101 4



University of California  
Southern Regional  
Library Facility